DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE — Nº 13366 — 4,50 F · Fondateur : Hubert Beuve-Méry · Directeur : André Fontaine — MARDI 19 JANVIER 1988

Les remous de l'Amérique latine

« Surprise » nicaraguayenne

Fidèle à sa stratégie, le président nicaraguayen Daniel Ortega a créé la surprise en annonçant, samedi 16 janvier, à San-José-de-Costa-Rica, une série de décisions qui s'inscrivent dans le cadre du plan de paix pour l'Amérique centrale. A la fin du sommet réunissant les cinq chefs des pays de l'isthme, M. Ortega s'est engagé à lever immédiatement l'état d'urgence, en vigueur depuis plus de six ans dans son pays, à ouvrir des discussions directes avec l'opposition armée (la Contra) et à décréter une amnistie en faveur des prisonniers politiques.

Poudre aux yeux, pression d'une Union soviétique qui cherche à relancer la détente, assouplissement du régime sandiniste rendu nécessaire par une situation économique catastrophique et la poursuite d'un effort de guerre disproportionné ? Sans exclure l'une ou l'autre de ces hypothèses, cette spectaculaire relance de l'accord de paix signé le 7 août dernier à Guatemala, dont l'échec semblait inévitable, paraît s'expliquer par une échéance imminente : le 4 février prochain, le président Reagan doit demander au Congrès une nouvelle aide pour les rebelles antisandinistes. Nul doute que l'initiative de M. Ortega vise à fournir des arguments à une majorité de parlementaires américains peu enthousiasmés par la politique centre-américaine de leur président.

Cette offensive de Managua présente cependant plusieurs failles. Au moment même où M. Ortega annonçait ses mesures de « libéralisation », sa police procédait en effet à plusieurs arrestations d'opposants. De même sa proposition de négociations directes avec la Contra escamote-t-elle le problème de leur contenu : les sandinistes n'envisagent que la conclusion d'un « accord technique » sur un cessez-le-feu, alors que la résistance veut négocier une démocratisation du régime. Enfin, la libération de prisonniers politiques est liée, pour M. Ortega, à l'arrêt de l'aide américaine aux rebelles.

Si la dernière proposition du président nicaraguayen constitue un pas dans la bonne direction, elle ne saurait donc suffire à mettre un point final à la crise nicaraguayenne, pour ne rien dire des autres conflits armés de la région. C'est le président du Costa-Rica, M. Oscar Arias, lauréat du prix Nobel de la paix pour son initiative de paix régionale, qui résumait crûment les limites d'un tel processus : « Si MM. Reagan et Gorbatchev se mettaient d'accord, le conflit en Amérique centrale serait réglé en quelques heures. » Pourquoi ne pas rêver ? Surtout si les semaines qui viennent prouvent que, à défaut d'accord sur l'Amérique centrale lors de leur rencontre, en décembre dernier à Washington, MM. Reagan et Gorbatchev ont réussi à fait avancer une solution crédible pour le retrait des Soviétiques d'Afghanistan.

(Lire nos informations page 4.)

Plusieurs unités appuient la rébellion en Argentine

L'état-major de l'armée en Argentine semblait garder le contrôle de la situation, lundi 18 janvier, en fin de matinée. Mais plusieurs unités ont rallié le mouvement de rébellion lancé par l'ex-lieutenant-colonel Aldo Rico, un récidiviste, qui s'est retranché dans une ville du nord du pays. Le président Raul Alfonsin a adopté une attitude de prudente réserve : en évitant de se mêler directement à cette affaire très embarrassante, il donne l'impression de vouloir la réduire à un conflit interne à l'armée.



Lire page 4 l'article de CATHERINE DERIVERY

La rivalité entre M. Chirac et M. Barre

La « primaire » dans la majorité devrait dominer la campagne

Au lendemain de l'annonce de la candidature officielle de M. Chirac, les composantes de l'UDF se sont prononcées les unes après les autres en faveur de M. Barre. Le Parti républicain devrait en faire autant le 23 janvier. Le dimanche 17 janvier, M. Giscard d'Estaing a affirmé qu'il « ne [voit] pas de différence idéologique » entre le RPR et l'UDF et que, dès lors, la « primaire » qui devrait dominer la campagne au sein de la majorité se résume à un choix entre deux personnalités.

M. Valéry Giscard d'Estaing et M. Lionel Jospin ont, dimanche, offert, à leurs compatriotes des clés d'analyses taillées au carré pour l'élection présidentielle du 24 avril et 8 mai prochains.

L'un et l'autre organisent leur réflexion autour du schéma suivant : « primaire » Chirac-Barre tout au long d'une campagne de premier tour dont le vainqueur affrontera M. Mitterrand au second.

Le postulat d'une candidature Mitterrand est éclairé par l'expérience de son prédécesseur. Pour M. Giscard d'Estaing, un président de la République en exercice organise sa succession s'il ne souhaite pas se représenter ; dès lors qu'il ne s'en préoccupe pas ou qu'aucun « héritier » ne s'impose, il s'inscrit dans une logique contraignante au point de lui ôter toute liberté de choix.

Pour M. Jospin, qui a déjeuné samedi avec le chef de l'Etat, il serait souhaitable qu'un affrontement électoral entre le premier ministre et le président de la République ne commence qu'à l'ouverture de la campagne officielle, c'est-à-dire au plus tard seize jours avant le premier tour.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 9.)

Le Monde

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Krach

1987 restera dominée par le « lundi noir », du 19 octobre. Sous le titre « Krach », *le Monde* publie son cent trente et unième bilan économique et social qui contient un dossier spécial sur les « chocs du dollar » de 1967 à 1987.

Le dollar remonte, mais cette embellie sera de courte durée si les gouvernements des grandes puissances économiques ne s'attaquent pas aux causes structurelles des déséquilibres. Paul Volcker insiste, dans l'article ci-contre, sur la nécessité de convaincre les marchés que des changements de politique ont été entrepris.

ÉCONOMIE

Spécial Etats-Unis

Les entreprises américaines se réveillent, plus minces mais plus musclées. Les banques veulent abolir les frontières entre les activités de crédit et d'investissement. Dans un marché de l'emploi dynamique, la coupure s'accentue entre ceux qui réussissent et les oubliés. Paul Fabra consacre sa chronique à l'« idéologie américaine ».

(Lire pages 39 à 42.)

Un article de l'ancien président du Système fédéral de réserve

Les dangers d'une baisse du dollar

par Paul Volcker

Quand je suis arrivé vendredi dernier à mon bureau, les nouvelles qui m'accueillaient étaient les mêmes que celles s'inscrivant d'un bout à l'autre de la planète sur les écrans des opérateurs financiers :

1) La production industrielle avait de nouveau augmenté en décembre aux Etats-Unis à un rythme modéré, et selon toutes apparences, soutenable, portant sa croissance pour l'année entière à 5 % ;

2) L'indice des prix à la production, qui avait déjà cessé de progresser en septembre et en octobre, était en baisse en novembre. La hausse pour l'année 1987 a dépassé à peine 2 % ;

3) Quant aux statistiques les plus fébrilement attendues, celles de la balance commerciale de novembre, elles faisaient état d'un déficit d'environ 13 milliards de dollars, correspondant à la plus basse des estimations qui circulaient sur le marché.

Ainsi, trois mois après le « lundi noir » qui ébranla les marchés financiers, la situation ne semblait, dans l'ensemble, présenter rien de bien terrifiant. Tout était même en hausse, le cours du dollar aussi bien que celui des actions et des obligations américaines. Pour la journée du moins.

Personne ne devrait s'y tromper. Une série de bonnes statistiques ne peuvent effacer les preuves que nous avons des déséquilibres chroniques de l'économie américaine et de l'économie mondiale, menaces qui pèsent sur la croissance et la stabilité. Dans le meilleur des cas, ces déséquilibres sont destinés à persister pour un certain temps.

(Lire la suite page 43.)

Pluie improbable, paix impossible

La faim ordinaire en Ethiopie

A l'issue d'une mission médicale de deux semaines en Ethiopie, le professeur Alexandre Minkowski et le docteur François Rémy, vice-président du comité français de l'UNICEF, devaient lancer, le lundi 18 janvier, à Rome, un appel à l'aide d'urgence pour les 7 millions d'Ethiopiens actuellement en situation de préfamine. L'absence de pluie et l'action de la guérilla, qui contrôle les routes, rendent aléatoire la survie des habitants du Nord.

WUKRO (Nord du Tigré)
de notre envoyé spécial

La fillette a trempé son doigt dans un récipient de violet de gentiane, suivie par sa mère et son frère. Seul le nourrisson blotti contre le dos maternel échappe à ce marquage animal. Trois notables de chaque village, élus par applaudissements, sélectionnent ainsi les bénéficiaires de la distribution alimentaire que la Croix-Rouge a commencée la veille à Wukro, l'un des points chauds de la rébellion tigréenne.

Des femmes ont *« loué »* des enfants de la ville voisine avec l'espoir d'obtenir quelques rations de plus. Mais les cerbères veillent. Deux petits intrus seront écartés dans les larmes, la main gauche entièrement maculée de violet pour montrer qu'ils sont indésirables. *« C'est dur, mais comment faire autrement ? »* se désole une déléguée de la Croix-Rouge. *« Pour que l'opération réussisse, nous devons donner aux villageois de notre zone d'interventions et exclure les tricheurs. »*

Sous le soleil de midi, ils sont près de sept mille à attendre calmement, le regard tendu vers les sacs de farine empilés. Certains ont marché huit heures dans l'obscurité pour gagner Wukro au petit matin. Ils ont dévalé les hauts plateaux avec femme et enfants, passé les lignes sous contrôle rebelle au prix d'on ne sait quelle rançon en nature.

A la table d'enregistrement, une paysanne montre ses garçonnets et sa fille. Elle recevra quatre rations de 16 kilos, dont 12,5 kilos de farine, 1,5 kilo d'huile et 2 kilos de haricots. De quoi tenir jusqu'à la prochaine « manne », dans un mois.

Les plus jeunes enfants sanglotent lorsqu'on les conduit vers la toise. Avec des gestes de maquignons, un adulte repère les infections des yeux et mesure le périmètre des bras. Beaucoup ont la gale. Mais la plupart lancent des regards vifs et paraissent bien portants ; 8 % en moyenne sont en état de malnutrition grave. On reste loin des taux de 40 % à 50 % relevés pendant les heures sombres de 1984-1985. Mais pour combien de temps ?

Ce 6 janvier, jour de Noël en Ethiopie (1), le rassemblement de Wukro est porteur d'espoir. On prête peu d'attention aux engins militaires qui passent par intermittence, sans s'arrêter. Chacun se garde d'aller au-delà du baobab en bordure de route, car l'endroit est miné. Mais, sur cette plaine brûlée, coincée entre montagnes et falaises au milieu d'un paysage lunaire, une multiplication des pains va avoir lieu. Cent vingt tonnes de céréales calmeront pour un temps les angoisses des villageois. Une vieille femme cassée en deux a chargé sur son dos 100 kilos de farine. Une autre a traîné en sus derrière elle son mari paralytique. Spectacle de la faim ordinaire qui n'est pas encore la famine.

Faute de pluies estivales, 100 % des récoltes du Tigré ont été perdues en 1987. Le bilan est presque aussi lourd en Erythrée et dans les autres provinces du Nord — Wollo, Gondar — qui sont, coïncidence troublante, des zones de conflits. L'invasion de criquets pèlerins début juillet n'a rien arrangé.

ÉRIC FOTTORINO.

(Lire la suite page 44.)

(1) Dans le calendrier julien.

Les élections à Haïti

Abstentions massives et nombreuses irrégularités

Lire page 3

M 0147 - 0119 0- 4,50 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.



Débats

Controverse sur le code de la nationalité

Réponse à Harlem Désir

par SALEM KACET (*)

L'ASSOCIATION SOS-Racisme et Harlem Désir lui-même ont bâti leur notoriété, à la fois sur leur capacité à mobiliser la jeunesse dans la lutte contre le racisme, dans les années 1984-1986, et sur la prestation très convaincante d'Harlem Désir sur Antenne 2, le 19 août dernier.

Depuis quelques mois, le ton a changé. Le 13 octobre, M. Désir, lisant un texte préparé par son entourage, a publiquement admonesté la commission de la nationalité dans des termes dont chacun peut aujourd'hui mesurer la virulence (rapport de la commission, page 650). L'écho de cette prestation est resté heureusement bien discret.

Aujourd'hui, le rapport de la commission est lui-même vivement attaqué, caricaturé et déformé par le président de SOS Racisme (*le Monde*, daté 10-11 janvier). Je ne prétends pas que ce rapport soit parfait. Mais je demande au moins qu'il soit lu si possible avant d'être publiquement commenté. C'est, je crois, un projet libéral, conçu pour les gens installés en France et désirant y rester. Bizarrement, Harlem Désir et Jean-Marie Le Pen se sont retrouvés sur la même ligne pour critiquer un texte par ailleurs bien accueilli.

Harlem Désir reproche à la commission d'avoir *maintenu* le «double droit du sol» (article 23) dans des termes qui sont proches de ceux de Le Pen. Il nous avait déjà invités à abandonner cette disposition *«résultant d'une situation historique provisoire»*. Il est incroyable qu'à l'appui de cette thèse il nous reproche de favoriser les enfants d'Algériens, au détriment d'autres nationalités – portugaise, espagnole, italienne, – oubliant d'ailleurs au passage de citer par exemple les Marocains et les Tunisiens : l'antiracisme serait-il *sélectif* ?

Avant 1962, l'Algérie était un département français, comme aujourd'hui les Antilles. Nos liens remontent à 1830. C'est un élément de fait : le Portugal n'a jamais été la France. En France, le droit du sol est inséparable d'un élément de résidence dans lequel l'intégration ne peut être présumée. Cette notion de durée peut s'appliquer aux parents : lorsque deux générations sont nées en France, cela suppose un enracinement réel, une volonté d'établissement. C'est pourquoi nous avons écarté toute remise en cause de cette règle traditionnelle. La même idée de durée peut s'appliquer aux enfants de parents immigrés eux-mêmes nés à l'étranger : ajoutée à la *naissance*, une longue résidence entraîne un véritable droit à la nationalité pour les jeunes. Nous avons réaffirmé ce droit avec force.

Sur les traces de Bonaparte

Mais qui ne voit que la naissance *sans* résidence n'a pas de signification pour l'*intégration* ? L'attribution *automatique* de la nationalité française à toute personne née en France, préconisée par Harlem Désir, qui marche sans le savoir sur les traces de Bonaparte, susciterait de plus un formidable appel à l'immigration vers *notre* pays : la réactions des gens ici ne pourrait qu'être vive. Veut-on multiplier les mesures policières, développer le contrôle de toute femme étrangère enceinte, inciter à la chasse aux immigrées ?

Harlem Désir reproche à la *commission* d'ajouter aux *textes* actuels des obstacles administratifs et de transformer le droit des jeunes en une procédure de naturalisation. La réalité est absolument inverse.

L'*objectif de la commission* est d'éviter que la volonté des jeunes puisse rester inexprimée. Leur décision est libre et personnelle, sans intervention des parents. Elle est recueillie par l'administration, très simplement, à l'occasion d'actes ordinaires de leur vie qu'ils sont de toute façon amenés à accomplir. Faut-il maintenir la distribution aux jeunes de seize ans de titres étrangers valables dix ans, *alors* qu'ils deviennent français deux ans après ? De quel côté est l'incohérence ?

Par *rapport* aux textes actuels la commission a *supprimé* tous les obstacles à *la nationalité existant* pour les jeunes jusqu'à dix-huit ans, condamnations pénales en tout genre ou arrêté d'expulsion. Au nom de leur droit à l'intégration. Après dix-huit ans, elle applique les mêmes principes *mais* tient compte de l'arrivée à la majorité *et propose* une liste considérablement *réduite par* rapport au code actuel. Que ceux qui sont opposés à des obstacles résultant alors de condamnations pour terrorisme, atteinte à la sûreté de l'Etat, proxénétisme (six mois) ou trafic de stupéfiants (six mois) lèvent le doigt ! La *commission* a maintenu, *il* est vrai, l'arrêté d'expulsion. Cela peut être matière à débat. Mais on ne peut pas dire en tout cas que c'est un obstacle *nouveau*. Au demeurant toute expulsion interrompt la résidence en France : le problème, c'est le droit de l'*expulsion* pas celui de la nationalité.

Le débat sur la *nationalité* mérite mieux qu'une réaction épidermique ou stéréotypée. Il est à la fois technique et chargé de symbole. Une certaine passion est inévitable. Mais je souhaite qu'une vraie discussion s'engage, à la hauteur des enjeux pour mon pays.

(*) Cardiologue, membre de la commission de la nationalité.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

Sept présidents pour un septennat

EN février 1981, deux mois avant de devenir président de la République, François Mitterrand avait appris, au cours d'un voyage en Chine, que son nom, transcrit en idéogrammes, signifiait : énigme tout à fait claire. Catherine Nay rappelle ce détail dans un ouvrage sur le septennat du président socialiste qui est, en quelque sorte, la suite de la biographie qu'elle avait déjà donnée de celui qui reste, pour elle, un personnage de roman.

C'est dire qu'elle prolonge, dans la même veine, une entreprise marquée par le double et contradictoire mouvement de fascination-répulsion. On retrouvera dans cette suite, qui en appellera peut-être une autre, le souci d'une solide documentation, l'attention portée au détail qui illustre le propos, l'acuité d'une observation qui traite à la fois son sujet avec distance et familiarité et une vivacité d'expression qui assume l'irrespect et la polémique dans une allégresse communicative, allant jusqu'à l'effet comique.

L'*énigme Mitterrand* s'impose et perdure, *semble-t-il*, et, quelle que soit son évidente *clarté*, elle provoque de multiples lectures. Dans sa première approche, Catherine Nay avait utilisé deux couleurs, le noir et le rouge, pour cerner, sous les traits de Janus, son personnage. Aujourd'hui, au terme du septennat, elle traque son modèle sous les masques successifs qu'elle lui attribue, sept en tout, chacun incarnant sinon une année de mandat, du moins l'une des facettes de l'apparence présidentielle.

Ainsi, chapeau aidant, François Mitterrand a-t-il commencé sa carrière socialiste, explique l'*auteur*, en ressemblant à Léon Blum. Il *aurait pu, certes, choisir un autre modèle de couvre-chef, mais on ne lui contestera pas* l'habitude commune aux personnes de tempérament frileux de se couvrir chaudement. En réalité, la comparaison s'affirme davantage entre les débuts du septennat et la période du Front populaire, tant il est vrai que l'histoire, parfois, se répète. Au demeurant, l'analogie ne s'appliquerait pas qu'aux attitudes de la gauche et elle n'échappe pas aux limites de ce genre de raisonnement...

Il n'empêche que, comme en 1936, la réalité ne s'est pas pliée aux analyses et aux espoirs, voire aux illusions, de la gauche, et que François Mitterrand-Léon Blum a dû composer avec elle. Aussi *bien le président* a-t-il changé *de look : après celui de* Blum, il a emprunté, toujours selon Catherine Nay, celui de son successeur de l'époque, le radical Camille Chautemps. L'auteur remarque qu'il aurait pu endosser, en raison de sa capacité *« à brouiller les cartes »* mais en *dehors de la connotation maçonnique initiale, le surnom donné* à son second modèle : « Le sublime prince du royal secret ».

La référence à la III[e] République date le personnage et, pour se conformer aux mœurs, modes et besoins de son temps – libéralisme, technologies de pointe, restructuration industrielle, – voici que le *président* de la République revêt les habits de Ronald Reagan, assure Catherine Nay en constatant : *« François Mitterrand, qui devait rompre avec le capitalisme, rompt avec le socialisme. »*

La moindre des métamorphoses signalées par l'auteur n'est pas celle qui a conduit l'un des adversaires les plus virulents *du général de Gaulle à respecter l'essentiel de l'héritage laissé par* le fondateur de la V[e] *République, « le fameux triptyque institutions-défense-politique étrangère »*. Il y avait là les bases d'une cohabitation possible, qui devint d'autant plus effective que le président sut infléchir son rôle pour se donner l'apparence d'un arbitre jusqu'à se persuader que, à l'issue de son mandat, *« il détient le monopole d'une synthèse républicaine. Parce qu'il a tout expérimenté, il a tout intégré. Il peut être tout, à tous les Français »*.

Un pas de plus et c'est, sinon l'ultime, la septième transfiguration, qui le montre en empereur romain, tel Auguste, quasiment déifié de son vivant par ses fidèles. Catherine Nay ne semble pas figurer parmi eux. A la suivre, l'*unité de l'homme* qu'elle dépeint *sous des personnages différents* réside essentiellement *dans* cette étonnante plasticité. *Dans* cette capacité à se fondre dans les rôles que lui distribue un opportunisme foncier.

C'est une interprétation qui, pour cette démarche politique-là, comme pour bien d'autres de densité et de durée comparables, trouve des arguments, mais ce n'est pas une explication. Il resterait à nous dire quelles sont les motivations et les fins qui animent un opportunisme osant braver l'adversité pour s'accomplir en destin. S'il y a une énigme Mitterrand, elle demeure entière et indivisible, même par sept.

★ *Les Sept Mitterrand*, par Catherine Nay. Grasset, 286 p., 96 F.

Au courrier du Monde

DANGER

Droits de l'homme et de l'histoire

Les professeurs d'histoire-géographie des lycées sont inquiets. Un projet commun du secrétariat d'Etat aux droits de l'homme et du ministère de l'éducation nationale les met en émoi.

Il prévoit l'introduction, dans les programmes officiels, de l'enseignement spécifique des droits de l'homme. Une épreuve leur serait même consacrée au baccalauréat.

Ce double projet est aussi inutile que dangereux.

Inutile, car les professeurs d'histoire enseignent les droits de l'homme tous les jours. Mais à leurs yeux les droits de l'homme, et les atteintes qu'ils subissent, doivent être inclus dans l'enseignement plus large de l'histoire et non en être artificiellement séparés. En effet elle les éclaire et, les expliquant par leur contexte, les rend compréhensibles aux élèves. (...)

Le danger d'une épreuve sur le sujet au baccalauréat est incontestable.

Que dire de la correction d'épreuves sur les droits de l'homme ? Elle ouvre la porte à l'arbitraire comme l'a bien montré M. Jean Peyrot dans le dernier numéro de la revue *Historiens-Géographes* : *« Un examen universitaire a pour finalité d'évaluer des connaissances et des aptitudes et non d'évaluer une éthique ! Or le propre de l'éducation des droits de l'homme est de susciter des comportements en référence à une éthique. »*

Les candidats, conscients du danger, s'autocensureraient, rédigeraient des devoirs médiocres, impersonnels, afin de ne pas heurter la sensibilité politique de leur correcteur anonyme.

M. Malhuret ne fait qu'enflammer les esprits en répétant qu'un tiers de l'horaire d'histoire-géographie en seconde, première et terminale devra être consacré à l'enseignement des droits de l'homme, sacrifié devrait-on dire !

Défendons le droit à l'histoire. Son enseignement est le meilleur garant du respect des droits de l'homme. Avec un horaire diminué, la mémoire du passé s'estomperait et « la bête immonde » pourrait renaître sans qu'on la reconnaisse.

XAVIER REMIS,
professeur d'histoire (Nancy).

VŒUX

Coup de cœur pour 1988

Est-il encore permis en ce début d'année 1988 d'exprimer un vœu très simple mais dont, hélas ! la réalisation rencontre les plus grandes difficultés : que soit rendue à chacun et notamment aux plus faibles, aux plus démunis, aux plus menacés leur dignité.

Dignité pour les enfants rabaissés au rang d'objet par l'égoïsme des adultes.

Dignité pour les vieux, trop souvent traités en incapables majeurs.

Dignité pour les malades et en particulier les sidaïques, boucs émissaires chargés d'évacuer nos plus troubles fantasmes.

Dignité pour les immigrés traités en citoyens de deuxième catégorie.

Dignité pour les expulsés, les prisonniers, les marginaux de toutes sortes et de toutes origines.

Dignité enfin pour tous ceux qu'écrase le poids d'une société sans tendresse et dont la bonne conscience se satisfait une ou deux fois l'an d'un coup de cœur de dix minutes devant l'écran de sa télévision.

D[r] PIERRE LALU,
Marcilly (Côte-d'Or).

PORTRAIT

De Briand à Mitterrand

En relisant un vieux volume de la revue *les Annales*, daté de 1933, j'ai trouvé ce portrait d'Aristide Briand tracé par André Maurois qui pourrait s'appliquer à l'un de nos plus illustres contemporains :

« Cet homme avait vu tant de choses, avait été tellement attaqué, flatté, calomnié, exalté, renversé, courtisé, qu'un océan de sagesse avait fini par submerger et par polir en lui la vanité, l'ambition, la rancune et par mettre au jour des couches profondes de bon sens et de simplicité. »

J'ajouterai cependant que si, selon la formule de Clemenceau, Briand savait tout sans avoir rien appris, par contre, la philosophie sereine de François Mitterrand trouve son socle dans une culture diverse et profonde qui a sans cesse enrichi sa personnalité.

JACQUES SCHAPIRA
(Paris).

PROVOCATION

Apprendre à vivre

A deux reprises, j'ai eu l'occasion de conseiller des jeunes gens, poursuivis devant un tribunal correctionnel, avec la prévention de *«mutilation volontaire, étant soldat en service au X[e] régiment, de... s'être le (...) volontairement rendu impropre au service d'une manière temporaire ou définitive, en s'entaillant le poignet (...) avec (...) pour se soustraire aux obligations militaires, fait prévu et réprimé par l'article 418 du code de justice militaire, 697 et suivants du code de procédure pénale»*. En l'espèce, il s'agissait, pour l'un d'entre eux, d'un jeune homme qui avait devancé l'appel, parce qu'il était perturbé par le conflit de ses parents, tous deux au chômage. De plus en plus déprimé, il avait fait, à l'armée, une tentative de suicide, qui avait entraîné sa réforme.

Le tribunal correctionnel devant lequel il a *été poursuivi*, faisant preuve de compréhension, l'avait relaxé des fins de la poursuite, mais le procureur avait interjeté appel de ce jugement, et la cour d'appel l'a condamné à deux mois de prison ferme, sans doute pour lui apprendre à vivre ! Voilà une manière très indirecte de réprimer les suicides qui ont échoué (...)

MONIQUE HELARY,
avocate (Saint-Nazaire).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE
S A

5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX[e]

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an. 24 heures sur 24



ITALIE : un ancien terroriste se constitue prisonnier

Le débat sur l'amnistie divise l'opinion

Franco Piperno, l'ancien leader de l'organisation d'extrême gauche italienne Pouvoir ouvrier, condamné par contumace à dix ans de réclusion pour *« constitution de bande armée et association subversive »*, est rentré volontairement à Rome, le dimanche 17 janvier, après cinq années d'exil au Canada. Il s'est constitué prisonnier et a été conduit au pénitencier de Rebibbia. Avant son départ d'Amérique du Nord, Franco Piperno, professeur de physique, avait déclaré à la presse que *« le climat en Italie avait changé »* et qu'il était convaincu de *« l'échec de la lutte armée »*. Cette affaire, de même que le cas du chercheur médical, Gianfranco Pacino, menacé d'extradition par la France, relance le débat sur l'amnistie des anciens extrémistes des « années de plomb ».

ROME
de notre correspondant

En Italie, un peu plus d'un millier de personnes ont été condamnées dans les années 70 et 80 à des peines de prison souvent très lourdes pour leur participation à des délits ou à des crimes. La grande majorité – près des neuf dixièmes – dont des *« rouges »*, les *« noirs »* d'extrême droite ne comptant que pour moins d'une centaine. Deux cent cinquante environ sont toujours en fuite, généralement à l'étranger, la plupart en France.

A ce jour, huit cent quarante-deux hommes et femmes purgent leurs peines. Or le pays s'est aperçu, à l'occasion du débat de ces jours-ci, que cinq cent vingt-quatre *« seulement »* de ces détenus étaient au *carcero duro*, autrement dit, connaissaient la prison dans toute sa rigueur. Les autres bénéficient tout à fait légalement, d'allégements divers, permis occasionnels de sortie, semi-liberté avec travail extérieur le jour et retour en cellule le soir, (régime accordé, depuis la mi-janvier, à Alberto Franceschini, bras droit du chef historique des Brigades rouges, M. Renato Curcio) ou d'arrêts domiciliaires. Ce fut longtemps le cas de Marco Donat Cattin, fils du ministre démocrate-chrétien de la santé et ancien leader du groupe Prima Linea, convaincu de trois assassinats commis en 1979, et récemment libéré pour avoir bénéficié des remises de peine consenties d'abord aux *« repentis »* puis aux prisonniers ayant fait preuve de bonne conduite.

Le temps du pardon ?

L'heure est-elle venue d'aller plus loin, la phase de l'*« urgence terroriste »* était désormais passée depuis environ cinq ans, et de songer à une amnistie ?

Le pays est nettement scindé sur le sujet. Le sentiment populaire n'est pas encore favorable à l'oubli, encore que le thème ne soit nullement lancinant au sein de la plupart des forces politiques. En revanche, on trouve de nombreux activistes de l'amnistie, et peu d'opposants farouches sinon au sein du petit Parti républicain.

La Démocratie chrétienne est un peu influencée par certains ecclésiastiques qui estiment venu le temps du *« pardon »*, prononcé par exemple par une fille de l'ancien leader Aldo Moro, à l'égard des assassins de son père. Les partis socialiste et communiste comptent également un noyau substantiel de personnalités prêtes à passer l'éponge. La presse, elle, se montre plutôt attentive à ce que les raisons des coupables n'aillent pas faire oublier les familles des victimes.

Le plus probable est donc une solution *« à l'italienne »*, c'est-à-dire tenant essentiellement compte des situations individuelles. Déjà dans les prisons, on distingue entre les *« repentis »* (le petit nombre de ceux qui ont *« donné »* des camarades), les *« dissociés »* (qui ont abjuré la lutte armée mais sans dénoncer personne), les *« détachés »* qui ne se dissocient ni ne se repentent, mais déclarent que *« la voie de la lutte armée est désormais close »*, et les *« irréductibles »* qui ne renient rien du passé. Les *lati tenti*, c'est-à-dire ceux qui sont en fuite, forment évidemment une catégorie supplémentaire. A chacune d'entre elles, un traitement différent est d'ores et déjà réservé en puisant dans l'arsenal fourni des lois permettant des allégements de peines.

Les procès en appel, parfois repris après une cassation, conduisent eux aussi le plus souvent à de fortes réductions des années de prison infligées en première instance, sans toujours bien distinguer, dans l'urgence des *« années de plomb »*, entre celui qui était coupable de crimes de sang et celui qui ne l'était pas.

JEAN-PIERRE CLERC.

AUTRICHE

Le nouvel ambassadeur des Etats-Unis avait fui le pays après l'Anschluss

Le nouvel ambassadeur des Etats-Unis à Vienne, M. Henry Grunwald, connaît bien l'Autriche. Il y est né en 1923 et y a vécu jusqu'à l'âge de dix-sept ans, avant d'émigrer avec sa famille en Amérique pour échapper aux persécutions des nazis contre les juifs après l'Anschluss. Ancien rédacteur en chef du magazine *Time*, il présentera la semaine prochaine ses lettres de créance au président Kurt Waldheim, qui est interdit de séjour aux Etats-Unis comme *« personne privée »*, en raison des soupçons pesant sur son passé au sein de la Wehrmacht pendant la guerre, en particulier dans les Balkans.

Selon des sources diplomatiques américaines, la mission de M. Grunwald, qui est le fils du librettiste Alfred Grunwald, sera d'essayer de rétablir de bonnes relations avec l'Autriche. Pour l'heure, celles-ci sont qualifiées de *« fragiles »*. Au cours de son audition devant le comité des affaires étrangères à Washington, le nouvel ambassadeur a insisté sur le fait que, sans oublier le passé, il était nécessaire *« de vivre et de travailler dans le présent »*.

A son arrivée à Vienne, le dimanche 17 janvier, M. Grunwald a déclaré qu'il avait gardé une profonde affection pour l'Autriche, *« pays qui a obtenu tant de succès depuis les jours noirs de la seconde guerre mondiale »*. – *(Reuter, UPI.)*

URSS : le départ de l'un des plus célèbres « refuzniks »

Iossif Begun : jusqu'ici, rien n'a changé pour les juifs

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

Dernières embrassades, dernières recommandations aux amis, restés derrière dans l'attente d'un visa de sortie, et Iossif Begun se dirige vers le contrôle douanier de l'aéroport international Moscou-Cheremetievo. Il se retourne vers les amis et les journalistes, agite le bras : *« Shalom, good bye ! Bonne chance à la démocratisation et à la « perestroïka »...*

Dans moins d'une heure, ce lundi 18 janvier, l'un des plus célèbres « refuzniks » soviétiques, Iossif Begun, son épouse Inna, sa belle-mère, son fils Boris avec sa femme et leurs deux enfants, seront dans l'avion d'Aeroflot pour Bucarest. De là, ils s'envoleront mardi soir pour Tel-Aviv, un moment pour lequel M. Begun, cinquante-cinq ans, s'est battu depuis dix-sept ans.

« Je suis à la fois très heureux et très triste », déclare M. Begun, ingénieur et professeur d'hébreu, avant de partir. *« Heureux, vous devinez pourquoi. Et triste, parce que je laisse ici beaucoup d'amis juifs qui n'ont pas eu le droit de rejoindre leur patrie, Israël. »*

M. Gorbatchev ? *« Si on le compare à ses prédécesseurs, lui au moins tient des propos positifs. Mais je dois dire que jusqu'ici, malgré certains progrès dus à la « perestroïka », rien n'a changé pour les juifs. »* Certes, les chiffres de l'émigration ont augmenté, reconnaît M. Begun, mais il voit là beaucoup de *« manœuvres tactiques »* et relève que depuis le sommet de Washington, début décembre, l'office des visas se montre beaucoup plus strict.

Contrairement à l'immense majorité des juifs qui quittent l'URSS, M. Begun n'a pas choisi Vienne comme lieu de transit, mais Bucarest, seule capitale d'Europe de l'Est à avoir des liaisons aériennes directes avec Tel-Aviv. C'est un itinéraire que les Israéliens aimeraient voir institutionnalisé afin que l'émigration juive prenne le chemin d'Israël et non celui de l'Amérique. *« Je tiens à ce que les juifs ne se dispersent pas dans le monde entier et je donne l'exemple »*, explique M. Begun.

SYLVIE KAUFFMANN.

Les relations franco-allemandes commentées par M. Mitterrand dans « Die Welt »

« Même alliance, même Europe et, je l'espère, même avenir »

A quelques jours du vingt-cinquième anniversaire du traité de l'Elysée, le quotidien ouest-allemand *Die Welt* publie, le lundi 18 janvier, un long entretien avec M. François Mitterrand dans lequel le président français rappelle ses positions sur les principales questions d'intérêt commun pour les deux pays. En voici des extraits :

● **L'image de l'Allemagne en France**

« De même que les Allemands doivent s'habituer à considérer que les Français ont une situation géographique, une histoire et des intérêts différents des leurs, de même les Français doivent comprendre que l'Allemagne, placée entre le monde soviétique et la France, en bordure de l'Europe occidentale, est naturellement conduite à regarder aussi à l'Est. Tout dépend de la hiérarchie de ses choix. Si l'Allemagne fédérale, comme je le crois, est carrément engagée dans la construction européenne, pourquoi n'aurait-elle pas à remplir un rôle spécifique, conforme à sa réalité historique ? Ne confondons pas ces préoccupations obligées avec le neutralisme. Même alliance, même Europe, même système démocratique et, je l'espère, même avenir, nos liens sont solides. Et, s'ils ne le sont pas suffisamment, notre devoir est de les renforcer au plus vite. »

● **Le désarmement**

« On a dit : « Quand les Russes » et les Américains ne s'entendent » pas, c'est grave ; quand ils » s'entendent, c'est pire. » J'aimerais que l'Europe fasse autre chose que gémir. »

● **La France, la RFA et l'OTAN**

« La France, tout en demeurant un allié loyal, ne reviendra pas dans le commandement intégré de l'OTAN. Je ne pense pas que le problème consiste pour l'Allemagne à choisir entre deux protections, l'une américaine, l'autre française. Elle doit pouvoir compter sur l'alliance, donc sur tous ses alliés. (...)

» Il est évident que la sécurité de l'Allemagne fédérale passe d'abord par l'alliance atlantique. La difficulté vient de ce que son principal allié en Europe, la France, n'a pas le même statut à l'intérieur de cette alliance. Mais ce n'est pas insurmontable, heureusement !

» Dans l'état actuel des choses, il n'est pas concevable que l'Allemagne fédérale, pas plus qu'aucun autre pays, y compris les Etats-Unis d'Amérique, puisse prendre part à la décision et à l'emploi de l'arme nucléaire française. On peut faire beaucoup d'autres choses, se concerter, se prévenir. Mais la décision et l'emploi du nucléaire relèvent par essence de l'autorité nationale. »

BELGIQUE : mise en cause par « Der Spiegel »

La firme Belgonucléaire dément être impliquée dans une opération avec le Pakistan

La décision des autorités allemandes de suspendre le permis d'exploiter de la firme nucléaire Nukem, soupçonnée d'avoir livré au Pakistan et à la Libye des combustibles nucléaires, n'a pas fini de provoquer des remous. A Lübeck, dans le nord de la RFA, deux cents militants écologistes se sont opposés, samedi 16 janvier, au transbordement d'un chargement d'origine française à destination de la Suède. En Belgique, où deux firmes belges sont mises en cause cette semaine par l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel*, le député européen Ernest Glinne a affirmé, dimanche 17 janvier, que tous les pays européens étaient impliqués dans le trafic. Au Pakistan, le gouvernement s'est vivement élevé contre ce qu'il estime être une campagne de calomnie.

BRUXELLES
de notre correspondant

La Belgique est-elle ou non impliquée dans un trafic de plutonium et d'uranium à destination du Pakistan et de la Libye ? Le ministre de l'environnement de République fédérale, M. Klaus Töpfer, a provoqué un émoi considérable la semaine dernière en annonçant que de graves soupçons pesaient sur la firme Nukem, dont la filiale Transnuklear est déjà impliquée avec le centre nucléaire de Mol dans un trafic de matériaux nucléaires entre la Belgique et la RFA.

Si vendredi les responsables de Bonn ont démenti devant une délégation venue de Bruxelles les allégations mettant en cause le centre de Mol dans cette nouvelle affaire, *Der Spiegel* accuse, dans son édition du 18 janvier, une autre firme belge, la Belgonucléaire, non seulement d'avoir partie liée avec Nukem, mais aussi d'avoir construit au Pakistan une installation pilote pour la fabrication de plutonium.

Les responsables de la Belgonucléaire ont démenti catégoriquement ces allégations. *« Nous nous sommes toujours soumis aux contrôles des autorités nationales et internationales. De plus, nous avons demandé l'avis de nos autorités chaque fois que le pays avec lequel nous pourrions travailler était considéré comme critiquable »*, a déclaré le vice-président de la Belgonucléaire, M. Van den Bamben. En avril 1987, l'hebdomadaire belge *le Vif-l'Express* avait pourtant déjà posé la question de savoir si la Belgique collaborait indirectement à la fabrication de la bombe atomique pakistano-libyenne.

L'hebdomadaire avait notamment affirmé que la Belgonucléaire travaillait avec le Pakistan pour la formation d'ingénieurs pakistanais. Il avait publié le texte d'un télex adressé par le Quai d'Orsay à l'ambassadeur de France à Bruxelles, selon lequel M. Munir Kahn, responsable du programme atomique pakistanais, avait déclaré à Paris que *« grâce à l'industrie pilote construite avec l'aide de la Belgonucléaire, le Pakistan serait en mesure de fabriquer le plutonium nécessaire pour un engin explosif. »*

JOSÉ-ALAIN FRALON.

● **Mme Thatcher à l'OTAN.** – Le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, se rendra le 17 février en visite officielle au siège de l'OTAN, à Bruxelles, et au quartier général des forces alliées en Europe (SHAPE), près de Mons (sud de la Belgique). – *(AFP.)*

YOUGOSLAVIE

Les députés ont finalement adopté la « résolution » économique et sociale

BELGRADE
de notre correspondant

Devenue probablement consciente des conséquences néfastes que le manque total de plan pour 1988 pourrait avoir sur l'économie nationale et l'unité de l'Etat déjà ébranlées par les discordes entre les républiques et régions autonomes, l'Assemblée nationale yougoslave a fait machine arrière et a adopté le 12 janvier la fameuse « résolution » sur le développement économique et social pour l'année en cours (*le Monde* du 2 janvier).

Le consensus indispensable a été réalisé au cours des douze derniers jours, sous la pression constante des directions collégiales de l'Etat et du parti, des entreprises, des médias et aussi de l'opinion publique, lasse de querelles dans lesquelles elle a du mal à se retrouver. Pour ce faire, le régime avait mis en mouvement toutes les « structures » des unités fédérales. Le public ne fut guère informé sur les travaux d'innombrables comités et commissions qui, dans le système autogestionnaire yougoslave, ont leur mot à dire à ce sujet.

Les Républiques de Slovénie et de Croatie, responsables du blocage de la procédure parlementaire au niveau fédéral, avaient même convoqué entre-temps leurs propres Assemblées nationales, qui, non sans hésitation, ont finalement autorisé leurs délégations à Belgrade à voter la « résolution ». Celle-ci prévoit une croissance de 1 % du revenu national. La production industrielle augmentera de 2 % et la production agricole de 4 %. Le gouvernement fédéral envisage une hausse de 2,5 % des investissements. Les exportations progresseront de 5 % et les importations de 9,5 %.

Le gouvernement a accepté la réduction de son budget d'une centaine de milliards de dinars (1). Les observateurs estiment que le plan pour 1988 est défectueux sur plus d'un point et le trouvent même plus incomplet que ceux des années précédentes, dont aucun, soit dit en passant, n'a pu être entièrement réalisé. La « résolution » est surtout vague sur le chapitre de la libération des prix revendiquée par les entreprises, et on ne peut exclure de nouvelles querelles intérieures à partir du printemps.

Tout cela a amené un délégué à conclure que *« notre consensus n'est qu'apparent »* et un autre que *« le drame ne fait que commencer »*.

PAUL YANKOVITCH.

(1) 1 franc = 230 dinars.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Coup de semonce à l'opposition

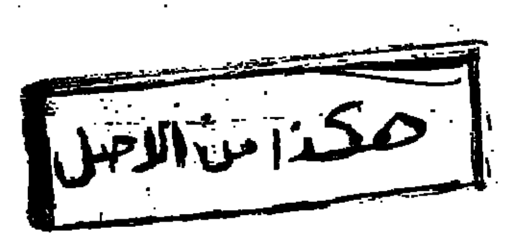
Une vague d'interpellations a eu lieu ce week-end dans les milieux de la Charte 77 en Tchécoslovaquie, où l'un des nouveaux porte-parole de l'organisation, M. Stanislav Devaty, a été licencié par son employeur en Moravie. Un mois après la prise de fonction du nouveau secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque, M. Milos Jakès, ces mesures ressemblent fort à un coup de semonce visant à prévenir l'opposition que rien n'est changé.

Agé de trente-cinq ans, technicien en informatique, M. Devaty avait accédé à ses fonctions de porte-parole de la charte le 1er janvier dernier. Il travaillait en Moravie pour la coopérative agricole de Slusovice, présentée par les uns comme un modèle de gestion socialiste, par les autres comme l'exemple typique d'un capitalisme sauvage.

La mesure prise à l'encontre de M. Devaty est tout à fait exceptionnelle. Arrêté le vendredi 15 janvier à son lieu de travail, il a été libéré à l'issue du délai légal de garde à vue de quarante-huit heures et assigné dans un nouvel emploi à Poprad, en Slovaquie. Il a indiqué qu'il avait l'intention *« d'utiliser tous les moyens légaux pour résister à cette injonction »*. Pour seule explication, un des responsables de la firme lui aurait expliqué qu'il *« ne tenait pas à ce qu'un de ses employés soit porte-parole de la charte »*.

Dimanche, la police était également intervenue à Prague pour empêcher le déroulement d'un « forum » de discussion de la Charte 77. Une dizaine de dirigeants de la charte avaient été arrêtés préventivement à l'aube, parmi lesquels MM. Ladislav Lis, vice-président de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), et Milos Hajek, un autre des trois porte-parole actuels de la charte.

L'anniversaire de la mort de l'étudiant Jan Palach, qui s'était immolé par le feu, le 16 janvier 1979, pour protester contre la censure et l'occupation soviétique de son pays après le Printemps de Prague de 1968, n'est peut-être pas étranger au moment choisi pour ce coup de semonce. Tout le week-end, un groupe d'agents a monté la garde près de la statue de Venceslas, saint patron de la Tchécoslovaquie, où avait eu lieu le sacrifice de Jan Palach.



Amériques

ARGENTINE

Le président Alfonsin affronte une nouvelle rébellion militaire

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

Le président Raul Alfonsin affronte depuis les premières heures du dimanche 17 janvier une nouvelle rébellion militaire dont, cette fois encore, le meneur est l'ex-lieutenant-colonel Aldo Rico, celui-là même qui, en avril dernier, avait pendant quatre jours menacé l'équilibre institutionnel de l'Argentine.

Accusé de mutinerie par la justice militaire, celui que ses camarades ont surnommé « Rambo », en raison de sa formation de commando acquise chez les « *rangers* » américains, s'était éclipsé vendredi de la résidence où il était en détention préventive à domicile. Il a reparu brusquement dans la nuit de samedi à dimanche, au sein du 4e régiment d'infanterie basé à Monte-Caseros, une petite ville située à 750 kilomètres au nord de Buenos-Aires, à la frontière entre l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil. Un retour en fanfare puisqu'il annonçait qu'il avait décidé de reprendre la rébellion là où il l'avait laissée, il y a *neuf mois*.

Soutenu par une centaine d'officiers et de sous-officiers du 4e RI, ainsi que par des éléments de quatre ou cinq autres unités dispersés dans l'ensemble du pays, il réclame la démission du chef d'état-major, le général Dante Caridi. Curieuse exigence puisque c'est justement après la rébellion dirigée par Rico à Pâques, l'année dernière, que le général Caridi avait été désigné en remplacement du général Rios Erenu, dont les mutins avaient exigé le limogeage.

Pour Rico, le général Caridi n'a pas tenu les engagements pris à l'issue de la crise de la semaine sainte. Dans une série de déclarations confuses, il l'a accusé de n'avoir pas su restaurer la dignité et l'unité de l'armée. Une critique dont plusieurs de ses partisans n'ont pas caché qu'elle visait aussi le président Alfonsin, qui, à leurs yeux, a également failli à un prétendu pacte passé avec Rico. Outre la « démission » du général Rios Erenu, le chef de l'Etat avait pourtant fait voter, un mois après la mutinerie, une loi d'amnistie partielle qui paraissait répondre en grande partie aux exigences des insurgés.

Autant la crise d'avril dernier avait eu un déroulement dramatique, avec un président montant en première ligne face aux rebelles et appelant en permanence la population à démontrer son soutien à la démocratie, autant les événements actuels semblent, en apparence, se cantonner à l'intérieur de l'armée. M. Alfonsin n'a pas fait la moindre déclaration et n'a publié aucun communiqué. Depuis le début de la rébellion, il est dans sa résidence d'Olivos, dans la banlieue de la capitale, où il reçoit ministres et personnalités politiques et militaires et se tient informé des développements de la situation.

Un affrontement inégal

A plusieurs reprises, ses proches ont laissé entendre qu'il fallait laisser le général Caridi se charger de résoudre le problème. Celui-ci a d'ailleurs pris personnellement la direction de l'opération militaire mise en œuvre pour tenter de réduire le principal foyer de la rébellion à Monte-Caseros.

Dimanche, au début de la nuit, les quelque deux mille hommes placés sous son commandement appuyés par des chars et par l'artillerie lourde avaient pris position aux abords de la ville. Un affrontement qui pouvait paraître inégal dans la mesure où la centaine de fidèles entourant Rico ne semblaient équipés – outre leur fusil d'assaut – que de mitrailleuses lourdes et de mortiers de 90 et 120 mm.

Mais « Rambo » Rico n'a pas été pris de court. Il a déployé ses hommes dans toute la ville, alors que de nombreux civils n'avaient encore pu être évacués, interdisant ainsi toute attaque d'artillerie et contraignant le général Caridi à accepter le cas échéant le combat au corps à corps, une forme de guerre à laquelle Rico et ses amis, pour la plupart anciens de la guerre des Malouines, sont particulièrement rompus. Dimanche soir, alors que l'on pouvait penser que l'issue de la crise était relativement proche, plusieurs garnisons faisaient soudainement connaître leur ralliement aux rebelles, venant ainsi compliquer singulièrement la tâche du chef d'état-major. Une évolution qui, si elle devait se confirmer, contraindrait certainement M. Alfonsin à sortir de la réserve qu'il a observée jusque-là.

Survenant en plein été austral, alors que la moitié au moins des habitants de Buenos-Aires ont déserté la capitale pour aller envahir les plages du littoral, cette nouvelle épreuve de force déclenchée par Rico et ses partisans n'a pas suscité la même réaction qu'en avril dernier, lorsque des centaines de milliers de personnes étaient descendues dans la rue manifester leur soutien au régime. Cette fois, aucun rassemblement populaire n'a été signalé. Il faut dire que les radios et les télévisions n'ont pas bouleversé, comme l'an dernier, leurs programmes pour convaincre les gens que la démocratie était en danger.

S'agit-il d'un calcul de la part de M. Alfonsin ? Laisse-t-il s'expliquer entre elles les factions rivales de l'armée ? Craint-il qu'un appel au peuple ne soit pas cette fois entendu, après les concessions faites aux mutins lors de la crise de Pâques ? On ignore les raisons de l'attitude très discrète observée par le chef de l'Etat. A moins qu'il n'ait tout simplement prévu que cette crise serait encore plus longue et plus difficile que la précédente, et qu'il se réserve la possibilité d'intervenir en dernier recours.

CATHERINE DERIVERY.

Il y a neuf mois déjà...

Le 16 avril dernier, un régiment d'infanterie se retranchait dans ses quartiers pour s'opposer à l'arrestation de l'un des siens, le commandant Barreiro, accusé d'avoir violé les droits de l'homme sous la dictature. Prenant sa source à Cordoba, à 700 kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires, le mouvement touchait d'autres garnisons, dont celle, proche de la capitale, du Campo de Mayo.

Alors que la situation semblait sur le point de se dénouer, une poignée d'insurgés se retranchaient dans ce camp, sous le commandement du lieutenant-colonel Rico, aujourd'hui encore à la tête de la rébellion. Ce héros de la guerre des Malouines avait alors fait plus de 1 200 kilomètres depuis la province de Misiones pour se joindre à la mutinerie.

L'annonce par le commandant en chef de l'armée de terre, le général Hector Rios Erene, de sa démission mettait un terme, trois jours après le début de la mutinerie, à la rébellion des militaires argentins, après une mobilisation sans précédent de la population et des organisations politiques et syndicales du pays pour soutenir la démocratie.

Le lieutenant-colonel Rico, âgé de quarante-cinq ans, marié et père de deux enfants, était aussitôt placé en détention dans une garnison de Buenos-Aires. Cet ultra-nationaliste, décrit comme appartenant à l'aile la plus fascisante de l'armée, avait cependant obtenu le 31 décembre d'être placé en « détention préventive – atténuée – à domicile ». La décision prise par un juge militaire de procéder à son arrestation et à son incarcération avant son procès l'a conduit à se déclarer « en rébellion » et à tenter une nouvelle mutinerie.

● **ETATS-UNIS : mort de Hiram Bingham Jr.** – Un diplomate américain, Hiram Bingham Junior, qui avait aidé de nombreux Européens à échapper aux nazis avant et pendant la deuxième guerre mondiale, est mort le mardi 12 janvier à Salem (Massachusetts) à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Vice-consul des Etats-Unis à Marseille, de 1937 à 1941, il avait permis à des centaines de personnes de fuir l'Europe en leur procurant des visas et en organisant leurs voyages. Parmi les personnes qu'il avait ainsi secourues figurent, notamment, le peintre juif Marc Chagall et l'écrivain allemand Thomas Mann.

HAITI : les élections générales

Abstention massive et nombreuses irrégularités

Entachées de multiples irrégularités et marquées surtout par une abstention massive, les élections générales en Haïti ont eu lieu dimanche 17 janvier sans incidents violents tels que ceux qui avaient entraîné l'annulation du précédent scrutin, en novembre. Les résultats ne devraient pas être connus avant mardi ou mercredi.

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyée spéciale

Le 29 novembre dernier, le gouvernement militaire avait voulu réduire les Haïtiens au silence ; ils l'ont pris au mot : dimanche 17 janvier, des élections générales organisées sous l'égide de l'armée se sont déroulées le plus souvent sans eux, ou presque. Et s'il est difficile, en l'absence de premiers résultats, d'évaluer le taux de participation dans un pays où les chiffres ont bien peu de consistance, le spectacle en tout cas était révélateur. A 6 heures, pour l'ouverture officielle du scrutin, la capitale haïtienne était déserte.

A l'approche des bureaux de vote, de multiples barrages de sécurité assez rudimentaires rendaient la circulation difficilement praticable. Des avenues entières étaient inaccessibles, ce qui contribuait à donner l'impression d'une ville abandonnée. Omniprésente, l'armée, qui se voulait rassurante, s'était surpassée : elle n'a pas cessé de quadriller la ville, quartier par quartier, dans un défilé aussi inutile qu'hétéroclite, alignant deux antiques chars d'assaut, encore à demi recouverts de leurs bâches, plusieurs automitrailleuses et une demi-douzaine de camionnettes chargées de soldats, l'arme au côté, le tout précédé d'un escadron de motards.

Cette fausse parade de fête nationale a-t-elle atteint son but ? Rien n'est moins sûr. Traumatisés par leur expérience précédente, ceux des habitants de Port-au-Prince qui s'étaient finalement décidés à voter ont prudemment attendu de voir comment le vent allait tourner. Et les premières queues – clairsemées – ne se sont formées qu'en milieu de matinée. D'autant que, très tôt, un incendie, sans doute accidentel, mais violent, avait ravagé plusieurs maisons rue des César, en plein centre-ville, aggravant un climat d'angoisse déjà lourd.

Le scrutin, lui, a été à l'image de sa préparation : désordonné et confus. Plusieurs bureaux de vote, faute du matériel nécessaire, n'ont ouvert que deux heures après le moment prévu. Rue Christophe, à l'annexe de la faculté des sciences humaines, deux soldats munis de transistors pour passer le temps, ont attendu une bonne partie de la matinée que les membres du bureau arrivent, sans parler des électeurs.

Le pire, cependant, ne s'est pas produit. On pensait que l'armée, toute-puissante, interviendrait à l'entrée des bureaux, que la presse pourrait en être chassée. Il n'en fut rien, mais, plus tard, les journalistes ont été empêchés d'assister à une partie des opérations de dépouillement.

A quelques exceptions près, le scrutin a donc été public. Si public, même, que, dans beaucoup de bureaux, le scrutateur dépliait le bulletin pour le lire avant de le déposer ! Ce n'était pas la seule note exotique de ces élections, car, en l'absence, le plus souvent, de contrôle d'identité, des adolescents ont largement anticipé sur la date de leur majorité.

Faut-il en conclure avec la rumeur que, en dépit de la fameuse encre indélébile pourpre destinée à marquer le doigt de ceux qui avaient mis leur bulletin dans l'urne, à défaut de voter nombreux, les électeurs ont voté souvent ? La porte, c'est certain, était ouverte à toutes les fraudes : urne unique, mal ou pas fermée ; listes hasardeuses ; bulletins jonchant le sol. Des manipulations en tout genre étaient possibles. Les candidats eux-mêmes s'en sont alarmés.

Deux « présidentiables », MM. Gérard Philippe Auguste, du Mouvement d'organisation du pays (MOP), et Alphone Labens (un des duvaliéristes « amnistiés » par la Cour de cassation, qui lui a permis de se présenter, en dépit de son « zèle passé »), accusaient formellement dans la matinée, le Conseil électoral provisoire (CEP) de favoriser un candidat que tout le monde identifiait comme le professeur Leslie Manigat, un des favoris de la course présidentielle, qui a également, dit-on, la faveur du gouvernement dirigé par le général Namphy.

Quoi qu'il en soit, M. Manigat, élégamment vêtu d'un blanc immaculé des pieds à la tête, se croyait obligé de se justifier l'après-midi au cours d'une conférence de presse improvisée. Ajoutant, du même coup, qu'en dépit de « *certaines irrégularités flagrantes* » le scrutin lui paraissait « *décent* » et que rien n'entamait la « *sincérité du processus* ».

Comme au jeu...

Malgré une forte abstention, plus sensible dans la capitale qu'en province, il s'est tout de même trouvé des Haïtiens pour aller voter. Et cela en dépit des mots d'ordre de boycottage lancés par les quatre principaux chefs de l'opposition démocratique ; leur appel à la grève, samedi, a été assez bien suivi. En dépit de l'écœurement manifeste qui a suivi la tuerie de novembre ; en dépit, enfin, des recommandations des Eglises catholique et protestante, opposées à ces élections au point d'avoir annulé, dimanche, les messes pour que les gens restent chez eux. L'opportunisme et les pressions de l'armée, qui est intervenue jusque dans les sections rurales pour que « *l'on sache voter* », n'expliquent pas tout...

Résignation ou désir effréné d'en sortir coûte que coûte, quitte à faire provisoirement le jeu du gouvernement actuel ? Une frange de la population a choisi, dimanche, sans enthousiasme, cette parodie d'élections, pour obtenir au moins un *ersatz* de légalité avec lequel tenter l'aventure démocratique. Quitte aussi à ce que l'urne se trouve au bout du fusil. « *Une Constitution, la liberté de la presse et un gouvernement quel qu'il soit, mais élu, c'est au moins un début* », disait, fataliste, un juriste de Port-au-Prince.

C'était, semble-t-il, aussi l'avis du petit soldat de garde du bureau électoral de l'école de la rue des Miracles. Appuyé sur son fusil-mitrailleur, dimanche soir, il regardait les scrutateurs dépouiller les urnes. Spectacle surréaliste s'il en est. Une poignée de jeunes gens, assis en tailleur sous le préau, barbouillés d'encre rouge jusqu'aux yeux, s'échangeaient, dans une joyeuse pagaille, des poignées de bulletins comme au jeu des sept familles. Ils semblaient se dire, rassurés, qu'après tout ce n'était pas plus compliqué que cela de tenir des élections en Haïti.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

Levée de l'état d'urgence, offre de dialogue avec la Contra

Les concessions du président du Nicaragua relancent le plan de paix

SAN-JOSÉ
de notre correspondant en Amérique centrale

Au moment précis où le président du Nicaragua, M. Daniel Ortega, annonçait la levée de l'état d'urgence, l'ouverture de négociations avec la Contra et une amnistie en faveur des prisonniers politiques, on apprenait l'arrestation, à Managua, de sept dirigeants de l'opposition légale accusés de « *complot contre l'Etat* ». Comme si les sandinistes avaient voulu faire savoir à leurs adversaires politiques qu'ils ne devaient pas voir dans ces concessions une preuve de faiblesse de la part du régime.

Prié de s'expliquer sur ce point, M. Ortega a déclaré que les personnalités détenues étaient interrogées sur leurs relations avec l'opposition armée financée par les Etats-Unis. Les autorités sandinistes reprochent aux dirigeants de la Coordination démocratique (organisation regroupant des partis politiques, des syndicats et des associations patronales) d'avoir rencontré la semaine dernière au Guatemala des représentants de la Contra en vue de créer un « Front uni d'opposition ». « *Ces gens-là doivent choisir*, a déclaré M. Ortega. *Ou ils participent au jeu politique légal et ils ne seront pas inquiétés ; ou alors, ils se joignent à la lutte armée et ils seront soumis aux lois qui punissent ce genre d'activité.* »

Des réunions de ce type avaient déjà eu lieu au cours des derniers mois, et l'une des personnalités arrêtées samedi, le président du Parti conservateur, M. Mario Rappacci, s'était même prononcé publiquement en décembre pour un rapprochement avec la Contra. M. Rappacci n'avait pas été sanctionné à l'époque. Parmi les opposants arrêtés au cours du week-end, on relève aussi le nom du président de la commission permanente des droits de l'homme, M. Lino Hernandez, qui est un farouche adversaire du régime.

On aurait cru que ces arrestations allaient altérer la victoire psychologique et diplomatique remportée par le Nicaragua à la suite des concessions spectaculaires faites, le samedi 16 janvier, à San-José, par M. Ortega. Il n'en fut rien. Les présidents des quatre autres pays d'Amérique centrale (Costa-Rica, Guatemala, Honduras et Salvador) avaient toutes les raisons de ne pas s'en prendre au dirigeant sandiniste : celui-ci venait en effet de sauver *in extremis* leur réunion consacrée au bilan du plan de paix pour l'Amérique centrale signé le 7 août au Guatemala par les cinq Etats de la région.

A l'ouverture du sommet, vendredi, M. Ortega était au banc des accusés. Le Nicaragua était en effet le seul des cinq pays à n'avoir pas décrété d'amnistie complète pour ses nombreux prisonniers politiques, à maintenir l'état d'urgence et à refuser le dialogue direct avec l'opposition armée pour négocier un cessez-le-feu.

Trente heures plus tard, après de laborieuses négociations à huis clos dans un centre universitaire situé à une trentaine de kilomètres de la capitale costaricienne, la délégation nicaraguayenne distribuait à la presse un communiqué d'une page annonçant que Managua avait accepté de prendre des mesures immédiates pour respecter ses engagements antérieurs sur les trois points cités.

Une soudaine souplesse

Pourquoi ne pas l'avoir fait plus tôt, conformément au plan de paix qui avait fixé l'échéance au 15 janvier ? M. Ortega s'est défendu en déclarant que les Etats-Unis étaient responsables de ce retard puisqu'ils poursuivaient leur « *guerre d'agression* » contre le Nicaragua par l'intermédiaire des « contras ».

Pourquoi, donc, lever l'état d'urgence aujourd'hui alors que Washington n'a pas changé d'attitude ? Il suffit de regarder un calendrier pour comprendre la soudaine souplesse de Managua : dans une semaine, le Congrès des Etats-Unis étudiera les nouveaux crédits – 270 millions de dollars – demandés par le président Reagan en faveur de la Contra. Or il est vital pour les sandinistes, qui sont en difficulté sur les plans économique et militaire, de persuader les congressistes américains de ne pas accorder ces crédits.

De là à dire que les sandinistes sont de mauvaise foi et cherchent à tromper le Congrès, il n'y a qu'un pas que l'opposition nicaraguayenne franchit sans hésitation. Plusieurs représentants de l'opposition civile et armée, qui avaient, eux aussi, fait le voyage au Costa-Rica, ont dénoncé le caractère conditionnel de l'amnistie proposée par Managua. Les prisonniers politiques (il en resterait neuf mille après la libération d'un millier d'entre eux en novembre) ne seront amnistiés que s'il y a accord sur un cessez-le-feu. Dans le cas contraire, ils seront libérés si un pays tiers, situé hors de l'Amérique centrale, accepte de les accueillir. Le Salvador, lui aussi confronté à une guerre civile (plus de soixante mille morts depuis 1980), est allé beaucoup plus loin, au point que plusieurs organisations humanitaires, même les Etats-Unis, lui ont reproché d'avoir été trop généreux en libérant les auteurs de massacres atroces.

Les dirigeants de la Contra, rebaptisée Résistance nationale depuis quelques mois, ont bien accueilli la proposition de dialogue de M. Ortega. Ils ont cependant indiqué qu'il était hors de question de limiter les discussions, comme l'exigent les sandinistes, aux « *modalités techniques* » d'un cessez-le-feu. Les problèmes politiques qui sont « *à l'origine de la guerre* » devront être abordés, ont-ils souligné.

Le président Ortega souhaite tenir des discussions au plus bas niveau possible pour ne pas donner d'importance à la Contra. Il a cependant accepté que le dialogue entamé en décembre par l'intermédiaire de l'archevêque de Managua, Mgr Obando, se poursuive en Amérique centrale et non plus en République dominicaine. La réunion aura donc lieu au Costa-Rica, et, pour la première fois, les deux parties seront face à face (la délégation sandiniste sera composée d'un seul Nicaraguayen et de deux étrangers, le député socialiste allemand Hans-Jürgen Wichneski et l'avocat américain Paul Ritler, qui ont tous deux participé à la dernière rencontre de Saint-Domingue).

Jusqu'à présent, les sandinistes étaient farouchement opposés à tout dialogue avec la Contra, estimant que le seul interlocuteur valable pour mettre fin au conflit était les Etats-Unis. Washington, pour sa part, liait toute discussion avec Managua à des rencontres préalables entre sandinistes et Contra. « *C'est chose faite*, a déclaré samedi M. Ortega. *Nous attendons maintenant de M. Reagan qu'il tienne sa promesse et aborde avec nous les questions de sécurité mutuelle.* »

Le président du Costa-Rica, M. Arias, Prix Nobel de la paix en 1987, a pu faire part de son « *immense satisfaction* » et dire que l'Amérique centrale venait de « *montrer au monde entier que le dialogue est la meilleure voie pour résoudre le problème et rapprocher des peuples* ». Il reste que les divergences entre les belligérants, en particulier au Nicaragua et au Salvador, paraissent pour l'instant insurmontables.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Réaction d'attente à Washington

WASHINGTON
de notre correspondant

L'administration Reagan avait prévu que le président Ortega ferait des concessions de dernière minute à l'occasion de la réunion des chefs d'Etat d'Amérique centrale : une semaine avant qu'elle ait lieu, M. Elliott Abrams, secrétaire d'Etat adjoint chargé de l'Amérique latine, avait évoqué cette « *surprise du week-end* » comme pour en prévenir les effets.

La première réaction de la Maison Blanche, exprimée dimanche 17 janvier par un porte-parole de service, est dans le même ton : « *Le Nicaragua a déjà eu cent cinquante jours pour se plier aux termes de l'accord* [de Guatemala], *mais nous n'avons constaté jusqu'à présent qu'une série de promesses non tenues, beaucoup de rhétorique et quelques mesures de façade.* » Le porte-parole, M. Roman Popadiuk, a ajouté que le président Reagan était décidé à demander au Congrès, le 26 janvier, de nouveaux crédits permettant de prolonger l'aide aux « contras ».

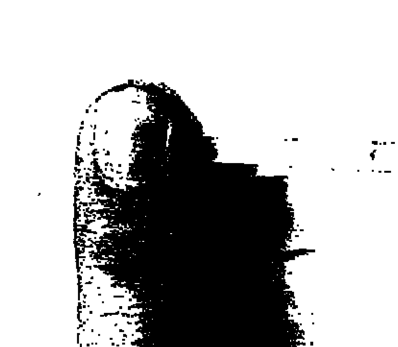
Mais il s'agit là d'une réaction d'attente, et dans la réalité le montant – sinon le principe – de cette demande d'aide, et plus encore ses chances d'être votée par le Congrès dépendront essentiellement des événements de la semaine à venir.

En théorie, cet avenir semble se présenter plutôt bien pour le dirigeant sandiniste, puisque, avant même qu'il n'ait consenti des concessions supplémentaires, le Congrès américain, sous l'impulsion du speaker démocrate de la Chambre des représentants, M. Jim Wright, semblait très hostile à tout renouvellement de l'aide aux combattants de la Contra. Mais il est également bien connu qu'au moment décisif – celui du vote – nombre de congressistes hésitent à prendre une décision qui risque de les faire apparaître comme prêts à baisser les bras devant une « *dictature communiste* ».

L'administration Reagan aura sans doute du mal à convaincre le Congrès que les concessions de M. Ortega ne sont que de la poudre aux yeux. Mais elle a au moins évité la solution que cherchaient à imposer les sandinistes : un nouveau report du délai d'application du plan de paix.

Cette fois, l'échéance est proche, pour tout le monde : c'est le vote du Congrès, prévu pour début février. Entre-temps, l'administration peut encore espérer contraindre M. Ortega à aller un peu plus loin qu'il n'a l'intention d'aller – ou, sinon, le pousser à nouveau à la faute.

JAN KRAUZE.



Diplomatie

Les relations Est-Ouest et le débat sur la sécurité

M. Chevardnadze est venu à Bonn en éclaireur de M. Gorbatchev

Dans une allocution prononcée samedi 16 janvier devant le Fonds international pour la survie de l'humanité, M. Mikhaïl Gorbatchev a critiqué à nouveau le programme américain de « guerre des étoiles », déclarant notamment qu'on ne peut à la fois *« s'occuper de désarmement dans certains domaines et déployer la course aux armements »* dans d'autres secteurs.

Les questions de désarmement devraient être évoquées avec les dirigeants allemands par M. Chevardnadze, en visite à Bonn les 18 et 19 janvier.

BONN
de notre correspondant

« Nous avons de grands projets ! », s'est exclamé M. Edouard Chevardnadze, lors de son arrivée, dimanche 17 janvier, à l'aéroport de Cologne-Bonn. Le ministre des affaires étrangères soviétique était reçu par son homologue ouest-allemand, M. Hans Dietrich Genscher, et était pour la soirée de dimanche l'*« hôte privé »* de ce dernier, avant de commencer ses consultations avec les autres dirigeants de la République fédérale.

A Moscou comme à Bonn, on semble attacher une grande importance à cette visite de deux jours, qui marque une nouvelle étape dans le réchauffement des relations entre les deux pays. Depuis l'été dernier, on a assisté en effet à un rapprochement germano-soviétique, d'abord prudent, puis de plus en plus net.

Les rapports entre le chancelier Kohl et M. Gorbatchev avaient, peu après l'arrivée au pouvoir de ce dernier, été assombris par l'« incident », en 1986, de l'entretien accordé à l'hebdomadaire américain *Newsweek* par le chancelier, où il avait comparé le numéro un soviétique au propagandiste nazi Joseph Goebbels. Cela avait provoqué une « mise en quarantaine » de M. Kohl par Moscou.

De « grands projets »

Les nécessités de la géopolitique et de l'économie ont peu à peu fait évoluer cette situation. Il était de l'intérêt des deux parties de renouer les fils : les dirigeants de la RFA — où, soit dit en passant, M. Gorbatchev est l'homme politique étranger le plus populaire et accessoirement un auteur à succès — ne peuvent se permettre de maintenir avec Moscou de mauvais rapports, qui auraient pour conséquences le gel des relations avec Berlin-Est et les autres pays du pacte de Varsovie ainsi que l'aggravation des conditions de vie des Allemands vivant dans ces pays. L'URSS, de son côté, ne pouvait que tenir compte du fait que l'Allemagne fédérale reste son premier fournisseur occidental, même si, en l'espace de trois ans, le volume des échanges entre les deux pays a considérablement diminué, de 25 milliards de deutschemarks en 1984 à 14 milliards l'an passé. La relance de la coopération économique et industrielle entre les deux pays participe, pour M. Gorbatchev, du grand projet de restructuration de l'appareil productif soviétique.

La visite de M. von Weizsäcker à Moscou au mois de juillet dernier, celle de M. Anatoli Dobrynine, responsable des questions internationales au secrétariat du parti, à Bonn au mois d'octobre, ont été les principales étapes d'un rapprochement qui devrait être couronné par une rencontre au sommet entre M. Kohl et M. Gorbatchev. Mais on n'en n'est pas encore là : il est peu probable que M. Chevardnadze fasse part au chancelier de l'acceptation de l'invitation à Bonn pour le premier semestre de 1988, que M. Kohl avait fait parvenir à M. Gorbatchev par M. Dobrynine. Le chancelier souhaiterait en effet que cette visite ait lieu pendant la période où la RFA assure la présidence de la Communauté européenne.

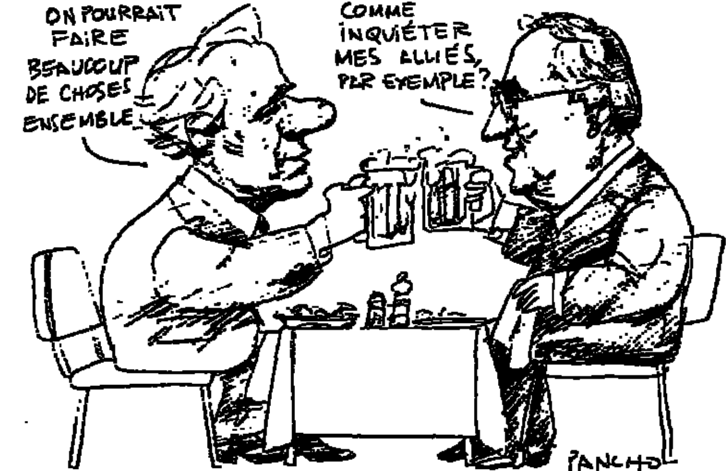
Venu en éclaireur, le ministre soviétique espère prendre la mesure de la bonne volonté ouest-allemande, de la détermination des principaux dirigeants à *« aider M. Gorbatchev »* dans son entreprise de réformes, une formule employée depuis longtemps par M. Genscher, et reprise plus récemment par plusieurs dignitaires chrétiens-démocrates, notamment M. Franz Josef Strauss, revenu ébloui d'un voyage en URSS à la fin du mois de décembre.

Les *« grands projets »* évoqués dimanche par M. Chevardnadze sont avant tout d'ordre industriel. Les dirigeants soviétiques souhaitent que les entreprises ouest-allemandes multiplient les *joint ventures* avec les entreprises soviétiques. Quant à la RFA, elle fait pression sur ses partenaires occidentaux, et principalement sur les Etats-Unis, pour que la liste des produits que le COCOM interdit de fournir à l'URSS et aux pays du pacte de Varsovie pour des raisons de sécurité soit assouplie, attitude hautement appréciée par Moscou.

Le rapprochement soviéto-ouest-allemand devrait également se traduire par l'expression de points de vue très proches sur la manière dont doit se poursuivre le processus de désarmement engagé depuis la signature du traité FNI. M. Chevardnadze exprimera-t-il publiquement l'inquiétude de son pays devant le tour pris par la coopération militaire franco-allemande ? Tous les hommes politiques ouest-allemands, et ils sont nombreux, qui se sont rendus ces derniers temps à Moscou se sont vu demander des comptes sur ce point. Le chancelier Helmut Kohl devra dépenser avec son interlocuteur des trésors d'éloquence pour le persuader que cette coopération militaire ne menace personne, et surtout pas l'URSS.

Enfin, le jeune Mathias Rust, condamné à quatre ans de camp de travail pour son équipée aérienne sur la place Rouge, ne devrait pas trop se faire d'illusion sur une prochaine libération. Bonn n'en fait pas une priorité, et l'opinion publique outre-Rhin n'est que modérément sensibilisée par le cas de ce jeune homme.

LUC ROSENZWEIG.



Plusieurs anciens conseillers de la Maison Blanche préconisent la « dissuasion sélective »

La dissuasion sélective, ou *« à utiliser avec discernement » (discriminate deterrence)*, tel est le nouveau vocable qui fait florès aux Etats-Unis et dans l'alliance atlantique après la publication, sous l'autorité du Pentagone, d'un rapport établi par un groupe très représentatif de l'establishment politico-militaire de Washington. Qu'il suffise de dire que MM. Henry Kissinger et Zbignew Brzezinski, les deux plus connus des anciens conseillers présidentiels en matière de sécurité, le général Goodpaster, ancien commandant suprême en Europe, figurent parmi les treize signataires, et que les deux coprésidents du groupe, MM. Fred Ikle et Albert Wohlstetter, ont pris rang depuis longtemps parmi les « pères » des diverses doctrines de dissuasion nucléaire.

Autant dire aussi que ce rapport n'est pas l'œuvre de « colombes ». Les auteurs sont tout aussi méfiants à l'égard de la politique soviétique, aussi bien présente que future, teintée ou non de « glasnost », qu'exigeants à l'égard des alliés des Etats-Unis, invités une fois de plus à *« assumer leur part du fardeau »*, à élargir les limites de l'alliance au Golfe et à d'autres *régions* « sensibles ». Ils regrettent que les Etats-Unis éprouvent autant de difficultés à trouver des bases et des points d'appui à l'étranger, qu'ils ne puissent recourir à des forces amies capables de faire pour eux une partie du « sale boulot », comme les Cubains, les Nord-Coréens et autres Vietnamiens le font pour les Soviétiques. Enfin, ils demandent des investissements massifs dans les nouvelles technologies, y compris celle de la « guerre des étoiles » et du combat antisatellites, qui ont toute leur faveur.

Pourtant, l'essentiel est ailleurs, dans la vigueur avec laquelle le rapport met en cause la doctrine traditionnelle de dissuasion nucléaire de l'OTAN et ses applications. *« Les planificateurs de l'OTAN,* écrivent les auteurs, *ont négligé le problème de la désunion de l'alliance face à une attaque sélective. [...] Ils n'ont pas prêté assez attention aux perspectives que nous avons d'exploiter les tensions à l'intérieur de l'empire soviétique. [...] Ils ont surestimé le front Centre-Europe, où la menace d'emploi des armes nucléaires pourrait être plus crédible, et négligé la possibilité d'attaques soviétiques sur les flancs, en Norvège ou en Turquie. »*

Les progrès de la précision

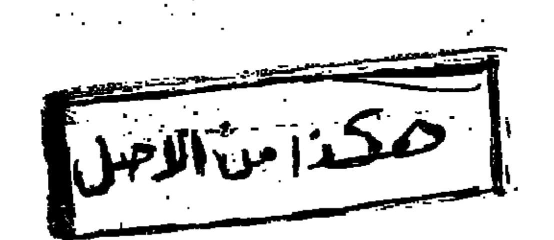
Dans plusieurs passages où l'on reconnaît les idées et le style d'Albert Wohlstetter, la notion de *« vulnérabilité mutuelle »* et de *« menace extrême »* est tournée en dérision. Selon le rapport, il faut, certes, envisager tous les cas de figure, mais aussi considérer que l'hypothèse de l'échange nucléaire stratégique est la moins probable et se préparer à des guerres beaucoup plus limitées.

De là l'accent placé sur le rôle des armes anti-forces, destinées à frapper les objectifs militaires ennemis, mais pas forcément avec des armes nucléaires : les progrès de la précision permettent maintenant d'utiliser, contre des objectifs fortifiés, des munitions conventionnelles et non plus nucléaires, avec les mêmes résultats.

C'est à ces progrès de la précision que l'on doit une réduction importante des arsenaux. Selon les auteurs, les Etats-Unis disposaient, en 1967, d'un tiers d'armes atomiques en plus qu'aujourd'hui, et la puissance explosive de leur arsenal était quatre fois supérieure il y a trente ans. Une évolution analogue, mais plus tardive, se fait jour chez les Soviétiques.

Les auteurs critiquent enfin vivement le caractère erratique de la politique américaine, qui se traduit par des fluctuations du budget militaire allant de — 20 % à + 30 % d'une période à une autre, ainsi que par une aide militaire fort mal répartie. Deux pays seulement, l'Egypte et Israël, absorbent 62 % du total, trois autres (Grèce, Turquie et Pakistan) 24 %. Il reste moins de 15 % pour tout le reste du monde, Amérique centrale comprise.

MICHEL TATU.



Proche-Orient

ISRAËL : les troubles dans les territoires occupés

La « stratégie de l'isolement » adoptée par les autorités aboutit à un « blocus » des camps palestiniens

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Cela pourrait s'appeler « la stratégie de l'isolement ». Pour empêcher la poursuite des manifestations de rue, le gouvernement israélien a décidé de couper les habitants des camps de réfugiés de Cisjordanie et de Gaza du reste de la population. Le dispositif va bien au-delà du simple couvre-feu qui interdit aux résidents de sortir de chez eux : le quotidien *Haaretz* parle d'un véritable « *blocus* » économique et militaire imposé à quelque 250 000 à 300 000 Palestiniens des camps des territoires occupés. Ils ne peuvent plus aller travailler, et toute activité économique et commerciale a cessé. L'intention est claire : il s'agit d'inciter la population à faire pression sur les « *meneurs* » et sur les jeunes afin de mettre un terme à l'agitation.

« *Il est évidemment hors de question de parler de famine ou même de réels problèmes alimentaires dans les camps* », déclarait, dimanche 17 janvier, le porte-parole de l'UNWRA, M. William Lee. Il y a « *des ruptures d'approvisionnement, pour le pain et le sucre par exemple* », et les familles doivent vivre sur les stocks qui ont été constitués. « *Nos programmes de distribution d'aliments pour enfants*, a-t-il poursuivi, *n'en ont pas moins été perturbés, certaines de nos équipes s'étant vu interdire l'entrée des camps par l'armée ; d'autres équipes ont pu, dimanche, acheminer plusieurs tonnes de riz, de thé et de pommes de terre.* » Les camions de l'UNWRA stationnent à l'entrée des camps, et les habitants ont eu, samedi et dimanche au moins, une heure pour aller décharger leur cargaison. Il y eut parfois des scènes frisant l'émeute lorsque plusieurs dizaines d'habitants des camps se sont bousculés pour emporter leurs rations.

M. Lee a encore mentionné des mesures de caractère plus punitif : à Gaza, dans les camps de Mugazi et Bourej, « *l'eau a été coupée depuis deux jours* » et l'électricité fonctionne par intermittence. On s'éclaire à la lampe à pétrole ; dans ces mêmes camps, les centres de l'UNWRA ont été fermés par les autorités.

Pour l'heure, le dispositif a paru relativement efficace, et, à de rares exceptions près, le week-end a été exempt d'affrontements dans les territoires. Cette nouvelle politique tranche du tout au tout avec celle habituellement appliquée par les autorités en période de troubles. Le gouvernement s'efforçait en général de ne prendre que des sanctions individuelles et de rétablir au plus vite un semblant de « *normalité* » quotidienne.

Cette fois, il institutionnalise une situation d'exception. Et cette évolution donne une idée de ce que fut l'ampleur de la mobilisation dans les camps. Le chef d'état-major, le général Dan Shomron, est parfaitement conscient des dangers que représente un changement de stratégie qui s'apparente fort à une politique de « *sanctions collectives* ».

Des fissures au sein du Likoud

« *Le risque*, déclarait-il au quotien *Yedioth Aharonot, est d'élargir le cercle des fauteurs de troubles* » en radicalisant, par ces sanctions, une part de plus en plus grande de la population. « *Mais, dans la situation actuelle*, estime le général Shomron, *c'est un prix qu'on ne peut éviter de payer.* » « *Nous essayons de transmettre un message, de faire comprendre* [aux habitants des camps] *les nouvelles règles du jeu.* »

Les jeunes de Jabaliya, Bourej, Mugazi et autres camps ont remporté une autre victoire, dont seul l'avenir dira ce qu'elle vaut : ils ont secoué les grands partis politiques israéliens.

D'anciennes fissures sont réapparues ce week-end au sein du Likoud (le parti du premier ministre, M. Shamir). Si elles sont encore marginales, elles prouvent que la crise de confiance n'épargne pas le camp des partisans inconditionnels du Grand Israël. L'un d'entre eux a de nouveau remis en question le sacro-saint dogme du maintien de la Cisjordanie et de Gaza dans l'ensemble israélien. Il ne s'agit pas d'un militant inconnu, mais du maire de Tel- Aviv, M. Shlomo Lahat, qui déclarait samedi : « *Les territoires sont un fardeau dont il faut se débarrasser en les remettant à la Jordanie* [à l'exception de Jérusalem], *de même qu'il faudra rendre le Golan à la Syrie.* » « *En tant que général*, a-t-il ajouté, *je sais de quoi je parle : nous n'avons pas besoin de cela* [des territoires]. »

Propos hérétiques encore très isolés, mais qui pourraient avoir plus d'écho qu'on ne l'imagine. C'est du moins ce que redoute le secrétaire général du parti, M. Moshe Arens, qui observait, dimanche : « *Les déclarations de Shlomo Lahat sèment le désarroi dans le parti et ne facilitent pas son combat.* » D'autant que d'autres voix, au sein même du comité central du Likoud, ont, elles aussi, fait entendre quelques sons discordants. Cinq membres de cette tendance ont appelé M. Shamir « *à plus de souplesse* », et l'un d'eux, M. Moshe Amirav, a prôné un dialogue direct et immédiat avec des personnalités palestiniennes proches de l'OLP. Il est encore un peu tôt pour parler de dissidence, mais quelque chose a bougé.

Le malaise est tout aussi patent chez les travaillistes, pour des raisons différentes. Associé au gouvernement d'union nationale constitué en 1984, le Parti travailliste, durant cette crise, ne s'est pratiquement fait entendre que par la voix du ministre de la défense, M. Itzhak Rabin. Or celui-ci – affaire de fonction et de tempérament – ne tient qu'un seul langage, celui du maintien de l'ordre : pas question de concéder quoi que ce soit aux Palestiniens, pas même un geste, avant que le calme n'ait été rétabli.

C'est une attitude peut-être dictée par cette crainte très israélienne de paraître « *faible* » dans un environnement hostile. Mais elle n'en est pas moins de plus en plus souvent critiquée dans le parti : à tenir ainsi un discours qui se distingue mal de celui du Likoud, les travaillistes, une formation au profil politique déjà plutôt flou, risquent de perdre toute identité.

ALAIN FRACHON.

● **Le pape condamne l'intervention israélienne dans les mosquées à Jérusalem.** – Le pape Jean-Paul II a condamné, le dimanche soir 17 janvier, l'intervention des forces de l'ordre israéliennes dans les mosquées de Jérusalem.

Lors d'une visite au siège de l'Association de la presse étrangère (c'était la première fois qu'un pape franchissait le seuil d'un club de journalistes), Jean-Paul II a répondu aux questions sur Jérusalem, en affirmant que, « *en aucun cas, on ne peut accepter qu'on attaque des personnes en prière* ». Il a réaffirmé le droit du peuple palestinien à « *une patrie* », en mettant ce droit sur le même plan que celui du peuple juif. – (AFP.)

● **RECTIFICATIF.** – Dans notre article intitulé « L'interpellation de nationalistes proches de l'OLP – une tentative d'intimidation ? » (*le Monde* du 16 janvier), il fallait lire, à la dernière phrase : « *La vie a à peine été perturbée par ce mois de violences dans les territoires, qui met plus en péril l'image de marque que la sécurité du pays* » (et non pas comme la sécurité).

La guerre irano-irakienne

Extension des combats dans le nord-est du front

Les combats continuaient à faire rage dimanche 17 janvier dans le nord du front irako-iranien et se sont étendus au sud du Kurdistan irakien, alors que le calme régnait dans le Golfe après une semaine au cours de laquelle la « guerre des pétroliers » s'est intensifiée.

Un porte-parole militaire à Bagdad a reconnu pour la première fois dimanche le déroulement depuis trois jours de combats dans cette région, tout en affirmant que les forces irakiennes contrôlaient « *totalement* » la situation.

En revanche, Téhéran a affirmé que la nouvelle opération iranienne, baptisée Beit Ul-Moqaddas-2, l'un des noms qui servent à désigner Jérusalem, a permis notamment à ses troupes de « libérer » quelque 110 km2 de la région de Mawut, dans la province de Suleimaniyeh, et de tuer 1 500 soldats irakiens.

Selon Téhéran, l'objectif, pleinement atteint, de cette nouvelle offensive était d'investir les hauteurs stratégiques surplombant la localité de Mawut, afin de les utiliser comme base pour de prochaines opérations d'envergure.

L'Irak a démenti dimanche les affirmations iraniennes selon lesquelles plusieurs dizaines de kilomètres carrés seraient tombés entre les mains des forces iraniennes dans la région de Dohuk (Kurdistan, extrême nord de l'Irak), en mettant l'Iran « *au défit d'apporter la preuve de ses allégations* ».

Téhéran avait affirmé peu auparavant que ses troupes, appuyées par les combattants du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK-allié de l'Iran), avaient pris le contrôle le même jour de plusieurs dizaines de kilomètres carrés en territoire irakien, dans la région de Dohuk, notamment le poste de Deirlouk, et avaient poursuivi leur progression vers la localité d'Emadiyah.

Entre-temps, une accalmie a régné dimanche dans le Golfe où, selon les communiqués irakiens et les sources maritimes dans la région, au moins neuf pétroliers avaient été attaqués en une semaine.

La dernière de ces attaques, attribuée à l'Iran par les sources maritimes indépendantes dans le Golfe, avait visé samedi le *Rainbow*, dont les membres d'équipage ont été évacués par la corvette *Dupleix* de la marine française, qui croisait dans le détroit d'Ormuz. Il s'agissait du troisième navire touché par les vedettes iraniennes en l'espace de vingt-quatre heures, en représailles à plusieurs raids précédents menés par l'aviation irakienne. – (*AFP.*)

Asie

PHILIPPINES : les élections locales

Craquements dans la coalition au pouvoir et retour des « dynasties »

MANILLE
correspondance

Plus de deux cent mille policiers et militaires étaient placés, lundi 18 janvier, en état d'alerte afin d'assurer le bon déroulement d'élections locales, troisième consultation populaire du gouvernement de Mme Aquino en moins d'un an (*le Monde* daté 17-18 janvier). L'enjeu en est vital, car ce scrutin, après quarante-cinq jours campagne parfois passionnée et violente, donnera une image plus claire de la structure politique du pays et de la popularité actuelle de la présidente.

Ainsi, il ne fait déjà plus guère de doute que la coalition présidentielle craque. Récemment, le président du Sénat, M. Jovito Salonga, chef du Parti libéral et l'un des principaux mentors de Mme Aquino à l'époque de M. Marcos, s'est fait l'écho de critiques acerbes dirigées contre la présidente et ses proches. On reproche à Mme Aquino d'être de plus en plus tributaire des conseils prodigués par son frère – M. José Cojuangco – et son beau-frère – M. Paul Aquino, – maîtres d'œuvre des stratégies électorales de la coalition.

M. Salonga y voit le « *retour au temps des dynasties* », c'est-à-dire des grandes familles. On s'est, par ailleurs, alarmé du recrutement, par la coalition au pouvoir, d'anciens partisans de M. Marcos. M. Paul Aquino a défendu ce choix par le besoin pressant de trouver suffisamment de gens « *d'expérience* ».

Enfin, l'époque des « *Guns, Goons and Gold* » (pistolets, gros bras et corruption) n'est par révolue.

Même si le bilan en vies humaines de cette campagne électorale reste bien en deçà de certaines consultations, les autorités font quand même état de plus de quatre-vingts morts, dont près de la moitié étaient des candidats. Selon l'armée, la majorité de ces assassinats auraient été l'œuvre des communistes, le reste étant mis sur le compte de rivalités entre clans.

La guérilla communiste a profité de la campagne pour refaire le plein de ses coffres : selon un dirigeant communiste, elle a ainsi recueilli l'équivalent de 1 million de francs en monnayant des sauf-conduits aux candidats « *bourgeois* ». L'extrême gauche légale, représentée par le Partido NG Bayan (PNB), a cependant gardé un profil bas. Selon son secrétaire général, M. Fidel Agcaoili, « *le PNB a tiré les leçons lors des élections parlementaires de mai 1987 : les élections sont l'affaire des élites...* ». Il n'a présenté des candidats que dans les rares zones où, en mai, il a pu égratigner l'assise de la classe politique traditionnelle.

L'extrême droite, en revanche, a tenté une rentrée, malgré le silence de ses deux têtes d'affiche, le sénateur Juan Ponce Enrile et le vice-président Salvador Laurel. Ainsi, dans la province d'Ilocos-Norte, l'ancien chef redouté des services de renseignement militaires du président déchu, le colonel Rolando Abadilla, actuellement en prison pour détention illicite d'armes à feu, après avoir été mêlé de près à plusieurs tentatives de coup d'Etat ces deux dernières années, brigue le poste de vice-gouverneur, avec, apparemment, de sérieuses chances de succès. Ailleurs, un nombre important de candidats « indépendants » se démarquent aujourd'hui de l'étiquette Aquino.

KIM GORDON-BATES.

CAMBODGE

Le premier ministre de Phnom-Penh de retour en France

Accompagné d'une délégation d'une quinzaine de personnes, M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, est arrivé à Paris, le dimanche 17 janvier dans la soirée, en vue de reprendre ses entretiens, mercredi, avec le prince Sihanouk. Ce dernier, de son côté, reçoit lundi M. Natwar Singh, ministre d'Etat indien aux affaires étrangères. Il doit également rencontrer, mardi, M. Son Sann, chef de l'autre faction non communiste de la résistance khmère. Mais M. Son Sann ne devrait pas assister à la deuxième rencontre Sihanouk-Hun Sen, puisqu'il refuse de participer au dialogue avec Phnom-Penh tant que le Vietnam ne s'engage pas, « *de façon sérieuse* », à retirer ses troupes du Cambogde.

De son côté, M. Khieu Samphan, représentant des Khmers rouges, a fait savoir qu'il refuse de participer à cette négociation, tout en ne s'opposant pas aux initiatives du prince Sihanouk, une position alignée sur celle de Pékin. Entre-temps, les chefs militaires des trois factions de la résistance (sihanoukistes, front de M. Son Sann et Khmers rouges) ont déclaré, dans un communiqué conjoint diffusé dimanche à Bangkok, qu'ils combattront jusqu'à ce que « *le dernier soldat vietnamien ait été chassé du Cambodge* ».

A TRAVERS LE MONDE

Guinée

Le numéro deux du régime « éloigné » de Conakry

Conakry. – Le président Lansana Conté a procédé, dimanche 17 janvier, à un remaniement de son gouvernement, marqué par l'éloignement en province de celui qui était considéré comme le numéro deux du régime, le chef de bataillon Kerfala Camara. Selon un décret diffusé par la radio, qui se contente de citer les ministères qui ont changé de mains, le chef de bataillon Kerfala Camara, qui était secrétaire permanent du Comité militaire de redressement national (CMRN, organe du pouvoir en Guinée), devient « *ministre-résident pour la Haute Guinée* », avec résidence à Kankan, à l'est de Conakry. Il est remplacé à ce poste par le chef de bataillon Abou Camara, précédemment chef d'état-major de l'armée. Le chef de bataillon Faciné Touré, considéré comme l'un des hommes forts du régime avant sa mise à l'écart comme « *ministre-résident* » en Guinée forestière, revient à Conakry pour occuper le poste de ministre des transports et des travaux publics. La diplomatie guinéenne reste aux mains du chef de bataillon Jean Traoré, et les principaux ministères à vocation économique ne changent pas de titulaire. – (AFP.)

Liban

Amal annonce la « levée totale » du siège des camps palestiniens

Beyrouth (*AFP*). – Le chef du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri, a annoncé, samedi 16 janvier, à Beyrouth la « *levée totale* » du siège militaire des camps palestiniens du Liban, en signe de soutien aux mouvements de protestation contre la répression dans les territoires occupés.

Au cours d'une réunion en son domicile à Beyrouth, M. Berri a informé de cette décision, dont la date d'entrée en vigueur n'a pas été précisée, les représentants de neuf organisations palestiniennes, dont le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP, de M. Nayef Hawatmeh) et le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP, de M. Georges Habache).

Les miliciens d'Amal assiègent depuis 1985 les camps palestiniens de Chatila (3 500 habitants) et Bourj Barajneh (27 000 habitants), au sud de Beyrouth, et, depuis l'automne 1986, celui de Rachidiyé (17 000 habitants), au sud du Liban.

Le représentant du FDLP, M. Mamdouh Naoufal, a salué, au nom des participants palestiniens, cette « *décision historique* » du mouvement chiite, qui, selon lui, laisse dorénavant « *aux Palestiniens* » le soin de régler la question de leur retrait de l'est de Saïda (43 kilomètres au sud de Beyrouth), exigé initialement par Amal pour mettre un terme à la « guerre des camps ».

Les combattants du Fatah de M. Yasser Arafat, qui n'était pas représenté à la rencontre avec M. Berri, ont toujours refusé d'évacuer cette région, en surplomb du camp d'Aïn-Héloué (85 000 habitants), le plus important du Liban, avant la levée du siège des camps.

La polémique entre Amal et les Palestiniens sur la priorité du retrait de ces positions – conquises le 24 octobre 1986 au mouvement chiite – ou de la levée du siège avait empêché l'application d'un accord conclu le 11 septembre 1987 entre les protagonistes de la « guerre des camps », sous l'égide de la Syrie.

RDA

Interpellation de contestataires

Une trentaine de contestataires est-allemands ont été interpellés dimanche matin 17 janvier à Berlin-Est en marge des cérémonies traditionnelles commémorant l'assassinat en 1919 des deux leaders spartakistes Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

Les personnes interpellées faisaient partie d'un groupe de pacifistes indépendants et de défenseurs des droits de l'homme qui s'était rassemblé sous ses propres bannières pour prendre part au défilé. L'une d'entre elle arborait une phrase de Rosa Luxemburg affirmant que « *la liberté ne va pas sans la tolérance de l'opinion de l'autre* ».

Dès leur arrivée, les membres du groupe ont été entourés par des centaines de policiers de la STASI – la sécurité d'Etat – avant d'être embarqués dans un camion. Plusieurs autres personnes appartenant aux milieux pacifistes et de défense des droits de l'homme avaient été placées préventivement en résidence surveillée à la veille du défilé. – (AFP.)

République sud-africaine

Décès du journaliste noir Percy Qoboza

Johannesburg. – Percy Qoboza, rédacteur en chef de *City Press*, l'hebdomadaire le plus lu par les Noirs en Afrique du Sud, et critique virulent de la politique de ségrégation raciale, est décédé d'une maladie du cœur, dans un hôpital sud-africain, le dimanche 17 janvier.

Au cours d'une carrière qui avait duré vingt-cinq ans, il était devenu, en 1974, rédacteur en chef du *World*, et à partir de 1976 il s'était mis à critiquer fermement la politique gouvernementale. Pretoria avait interdit le *World* en 1977 et maintenu le journaliste en détention, sans procès, durant six mois. A sa libération, Qoboza avait travaillé pour le *Post* et le *Sunday Post*, journaux également lus essentiellement par les Noirs et qui ont disparu en 1980. – (AFP.)

Tchad

Visite-surprise de M. André Giraud

Libreville. – M. André Giraud a été reçu en audience, le dimanche 17 janvier, par le président Hissène Habré. Cette étape à N'Djamena n'était pas inscrite officiellement dans le voyage qu'effectue actuellement le ministre de la défense en Afrique.

M. Giraud se trouvait, samedi après-midi, dans l'ouest du Centrafrique d'où il s'est rendu à N'Djamena. Sitôt sa rencontre avec le président Habré terminée, il a regagné Bangui pour achever sa visite officielle en RCA. Il devait passer la journée de lundi au Cameroun, qu'il quittera pour le Gabon où il séjournera trente-six heures avant de rentrer à Paris mercredi après-midi. – (AFP.)

URSS

Un nouveau ministère des relations économiques extérieures

Moscou (*AFP*). – Le ministère du commerce extérieur de l'URSS et le comité d'Etat pour les relations économiques extérieures ont été supprimés pour être remplacés, par décret du présidium du Soviet suprême de l'URSS, par le ministère des relations économiques extérieures, a annoncé, samedi 16 janvier, l'agence Tass.

M. Konstantin Katouchev a été nommé à la tête de ce nouveau ministère. Agé de soixante et un an, il a réalisé une grande partie de sa carrière au sein de l'appareil du parti pour la ville de Gorki et fut secrétaire du comité central du PC soviétique de 1968 à 1977. Il était depuis 1985 président du comité d'Etat qui vient d'être supprimé.

Les organismes soviétiques chargés du commerce extérieur étaient depuis quelque temps en pleine restructuration. L'ambassadeur d'Allemange fédérale à Moscou, M. Andreas Meyer-Landrut, s'était ainsi plaint vendredi dernier, dans les colonnes de la *Pravda*, que certaines entreprises ouest-allemandes avaient « *perdu la trace de leurs partenaires soviétiques avec lesquels elles avaient travaillé de nombreuses années* ».

● **AFRIQUE DU SUD : mort de Connie Mulder.** – Connie Mulder, ancien membre du cabinet sud-africain tombé en disgrâce en 1978 à la suite d'une affaire de fonds secrets destinés à la propagande en faveur de l'apartheid, est mort le 12 janvier, à l'âge de soixante-deux ans, a-t-on appris à Johannesburg. M. Mulder, qui fut un moment considéré comme le candidat le mieux placé pour accéder à la tête du Parti national au pouvoir, avait été battu de justesse en 1978 par M. P. W. Botha pour l'élection au poste de premier ministre après le départ de M. John Vorster. – (Reuter.)

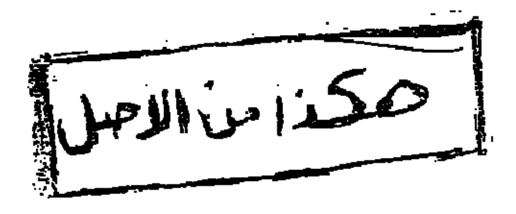
● **TAIWAN : lourde condamnation de deux opposants.** – Deux opposants qui avaient demandé publiquement l'indépendance de Taïwan ont été condamnés, le samedi 16 janvier, respectivement à onze et à dix ans de prison, plus cinq ans de privation de leurs droits civiques. De brefs affrontements entre policiers et sympathisants des deux opposants ont eu lieu devant le tribunal de Taipeh. Le Parti démocratique progressiste (DPP) d'opposition a protesté contre ces condamnations, mais continuera à respecter sa décision de ne pas organiser de manifestations pendant les trente jours de deuil décrétés à la suite de la mort de Tchiang Ching-kuo. – (AFP, UPI.)



Asie

PHILIPPINES

Craquements dans la
et retour des



Politique

La préparation du premier tour

Les composantes de l'UDF choisissent prudemment M. Barre

Cinq composantes de l'UDF sur six ont à ce j our apporté leur soutien officiel à la candidature de M. Raymond Barre. Après les adhérents directs engagés depuis longtemps dans son sillage, les clubs Perspectives et Réalités le 14 janvier, l'ancien premier ministre a reçu le renfort des centristes du CDS, du PSD, et du Parti radical de M. André Rossinot.

Les centristes, avec une unanimité quasi parfaite, l'ont rejoint dans un enthousiasme déclaré, mais non dépourvu de quelques appréhensions. Les choix du PSD et des radicaux ont été la traduction d'un sentiment de réserve à l'égard de la personnalité de M. Barre peu enclin à appliquer *« le régime exclusif des partis »* et de prudence envers un candidat qui, jusqu'à présent, leur donne plutôt l'impression de vouloir se débrouiller tout seul.

Le Parti républicain prendra position le samedi 23 janvier. L'un de ses responsables, M. Gérard Longuet, a donné dimanche à « 7 sur 7 », sur TF 1, la tendance, en faisant passer *« la proximité d'idées »* qui le rapproche de M. Barre avant *« la proximité des hommes »* qu'il partage avec M. Jacques Chirac.

Pour sa part, M. Valéry Giscard d'Estaing a rejeté au cours du « Grand Jury RTL- *le Monde* » ces deux considérations. Partisan d'une candidature unique, refusant de se prononcer dans *« ces primaires »*, bienveillant dans l'hypothèse d'une poursuite de la cohabitation, l'ancien président choisit donc de *« ne pas s'impliquer »*.

Bien que M. Barre refuse toujours de se poser en candidat de l'UDF, le fait que, ici et là, au sein de cette confédération, certains traînent les pieds commence à inquiéter son entourage. Les adhérents directs souhaitent que M. Barre se prononce *« très rapide7 ment »* sur sa candidature. Celui-ci semble y être disposé. Samedi soir devant les principaux responsables des réseaux réels réunis à huis clos à Paris, il a admis l'urgence *« de coaguler le vaste courant mis en place par les réseaux dans le pays »*. Le lendemain, devant les responsables parisiens, il s'est montré des plus œcuméniques : *« il faut,* a-t-il dit, *que nous soyons très accueillants et que nous relisions les évangiles. Il y a les ouvriers de la première heure et les ouvriers de la onzième heure. Ils viennent parce qu'ils ont compris que là était la voie qu'ils doivent suivre »*.

CDS : unanime, confiant et... enthousiaste

Sans tambour ni trompette, mais avec la volonté affichée d'être les premiers violons de sa campagne, les centristres ont officiellement rallié M. Raymond Barre le samedi 16 janvier. A mains levées, les quatre cents membres du conseil politique du CDS se sont prononcés pour un soutien *« unanime, déterminé, confiant et enthousiaste »*. Unanimité eut été parfaite sans le cas particulier d'un agriculteur bourguignon obstinément rangé dans son sillon chiraquien.

Chacun des sept ministres centristes, y compris MM. René Monory et Jean Arthuis, dont une certaine indépendance d'esprit pouvait jusqu'à ces dernières semaines engendrer quelques troubles, est venu à la tribune officialiser très clairement son engagement. Ils se sont même prévalus de leur action respective au sein du gouvernement pour souligner, comme l'a dit M. Adrien Zeller, qu' *« ils s'étaient mouillés la chemise comme tout le monde »*. Solidaire du bilan gouvernemental, le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, a rappelé, ainsi qu'il l'avait d'ailleurs fait la veille devant l'ensemble de ses collègues du gouvernement réunis à Matignon, que *« par devoir de vérité »* et afin d'éviter le mirage d'une *« campagne anesthésiante »*, ce bilan ne devait pas *« cacher les faiblesses structurelles graves de la France »*.

Un soutien déterminé. Trop heureux de pouvoir déjà se décerner une médaille d'anciens combattants du *barrisme, l'état-major du CDS n'a* de cesse aujourd'hui d'inciter ses frères d'armes de l'UDF à les rejoindre gaillardement dans la tranchée. Trop instruits eux-mêmes par expérience de la sourde nuisance des états d'âme, ils invitent leurs compagnons à les chasser. *« L'UDF,* a relevé M. Jacques Barrot, *à mieux à faire que de se complaire dans le culte de ses nuances et à spéculer définitivement sur les capacités de ses composantes. Nous ferons tout pour éviter que certaines attitudes au sein de cette UDF ne donnent l'impression d'un ralliement subit, alambiqué et fataliste. »*

Un soutien confiant. Rappelant les raisons, qui depuis 1983, avaient incité son parti à soutenir la candidature de M. Barre, M. Méhaignerie a dressé quelques beaux lauriers à l'ancien premier ministre, comprenant dans la brassée quelques épines cachées pour l'actuel. *« M. Raymond Barre,* a dit M. Méhaignerie, *est une homme respecté et écouté en France comme à l'extérieur de nos frontières. Par sa compétence économique, par son expérience européenne, par son autorité et sa crédibilité personnelles, par sa stature internationale, il répond à notre attente et nos besoins. Raymond Barre est un homme lucide qui va droit à l'essentiel. C'est un homme libre qui sait préserver sa liberté de jugement, qui sait résister à toutes les formes de corporatisme. »*

Confiance aussi en leur propre avenir. *« Le centre,* a répété M. Barrot, *a vocation à être l'épine dorsale de la troisième phase de la Ve République. Nous sommes au premier plan de la Ve République. Nous sommes au premier plan de la campagne barriste. Nous sommes l'avant-garde du prochain septennat. Notre détermination pour faire gagner Raymond Barre n'a d'égale que sa conviction en l'avenir du courant démocrate chrétien dans la France de demain. »*

Turbulence

Reste l'enthousiasme, qui pour l'heure n'est guère à proprement parler... enthousiasmant. *« Le CDS est dans les* starting bloks. *Ses militants et ses élus sont fin prêts et à l'aise dans leurs baskets »*, a lancé M. Barrot. Cette ambiance de vestiaires ne fut guère ressentie lors du conseil politique de samedi. Pour certains centristes, la campagne de M. Barre tarde trop à s'organiser. On craint d'être laissé sur la touche ou sur le banc des remplaçants. L'attente des consignes exaspère. *« On ne rend pas service à M. Barre en attendant comme on le fait l'oracle,* relève M. Arthuis. *C'est à nous aussi de mettre un peu de turbulence dans cette campagne, au risque d'être insolents. »*

M. Méhaignerie, fort de son gros portefeuille d'élus locaux, prêche pour *« une campagne de proximité »*, persuadé au fond que le bouche-à-oreille porte davantage que les grandes déclarations. Mais les militants ont besoin de vibrer, de sentir passer un souffle, de participer à un élan. Pour l'instant, ils sentent plutôt passer le frisson. *« Le Parti républicain,* relevait un cadre du parti, *va démarrer comme une balle, et c'est lui qui donnera l'impression de faire campagne pour Barre. »* Les états d'âme ne sont jamais très loin.

DANIEL CARTON.

Une élection cantonale

CHER : canton de Châteaumeillant (second tour).

Inscr., 5 098 ; vot., 3 122 ; suffr. expr., 2 938. MM. Philippe Beauchamp (div. d.), adjoint au maire de Châteaumeillant, 1 761 voix, ELU ; Roger Sandrier (PCF), 1 177.

[Le candidat divers droite, soutenu par l'UDF et le RPR, a remporté cette élection partielle organisée à la suite du décès, le 26 octobre, de Georges Dumas (UDF-CDS)). M. Beauchamp, qui recueille 59,93 % des suffrages, n'a pas fait le plein des voix qui s'étaient portées au premier tour sur M. Grimonprez (sans étiquette). Celui-ci qui, avec 24,9 % des suffrages, était arrivé en deuxième position au premier tour, s'est retiré de la compétition, permettant finalement au représentant du PCF de se maintenir. M. Sandrier a obtenu 40,06 % des voix alors que les deux candidats de gauche rassemblaient 32,28 % des suffrages dimanche dernier.

Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 5 099 ; vot., 3 149 ; suffr. expr., 3 032. MM. Beauchamp, 1 298 ; Grimonprez, 755 ; Sandrier, 680 ; Bernardet (PS), 299.

Georges Dumas avait, pour sa part, été réélu en 1982 dès le premier tour avec 2 470 voix, contre 799 à M. Sandrier et 684 à M. Mathieu (PS), sur 3 953 suffrages exprimés, 4 041 votants et 5 464 électeurs inscrits.]

Parti radical : sous l'œil des chiraquiens

Le congrès extraordinaire du Parti radical s'est achevé, le dimanche 16 janvier, par le vote unanime d'une motion de soutien à M. Raymond Barre, l'invitation à défendre pendant la campagne électorale le projet du parti « La France citoyenne », l'engagement à poursuivre l'action de *« redressement »* et à assurer, le 8 mai, la victoire du candidat de la majorité arrivé en tête le 24 avril.

Le ralliement des Valoisiens au panache de M. Raymond Barre, par 507 voix contre 236 à M. Chirac et 19 bulletins blancs, n'aura pas été tout à fait occulté par une énième réforme des statuts du parti, qui aurait permis, en supprimant la limitation à quatre ans du mandat de président, à M. André Rossinot de postuler à sa propre succession au congrès d'octobre prochain. Deux heures de discussions à huis clos, samedi matin, auront abouti à ce que les congressistes décident qu'il n'y avait pas lieu à délibérer de cette modification statutaire... Du coup, ceux qui y sont hostiles considèrent la question comme enterrée. Telle n'est pas l'opinion de M. Rossinot lui-même, qui, optimiste, se promet de la régler lors d'un congrès extraordinaire avant l'été.

Ce premier sujet évacué, en restait un second. Le congrès extraordinaire devait-il se contenter de voter une motion dans laquelle aurait figuré le nom de M. Barre ou devait-il procéder à un scrutin préalable offrant aux votants le choix entre ce dernier et M. Jacques Chirac ? Les adeptes du premier ministre étaient les plus enclins à se compter, ceux du député du Rhône, plus partagés.

La nécessité d'un vote *« clair »* et *« incontestable »* a fait pencher la balance pour la seconde solution. La mise au point de la motion, dans la nuit de samedi à dimanche, place de Valois, ne soulevait qu'une vraie difficulté : la formulation d'une référence au gouvernement qu'aurait accompagnée le nom de son chef. Subtil équilibre digne de plumes radicales : la rédaction retenue fait part de la résolution du parti à poursuivre *« l'œuvre de redressement »* entreprise par *« le gouvernement UDF-RPR dirigé par Jacques Chirac et soutenu par la majorité parlementaire »*.

Le débat sur les mérites comparés d'un engagement derrière M. Barre ou derrière M. Chirac a vite tourné à l'avantage du premier. Plaidaient en ce sens la fidélité à l'UDF sans laquelle M. André Rossi, député de l'Aisne, s'est demandé prosaïquement ce que feraient ses amis pendant les quinze prochains mois d'élections ; la concordance entre les idées de l'ancien premier ministre et celles des radicaux, les sondages le donnant comme le mieux placé pour battre le candidat socialiste, ont aussi joué en faveur de M. Barre. M. Michel Durafour, sénateur de la Loire, y a ajouté *« l'ambition du cœur* [dont est, selon lui, porteur le député du Rhône] *qui a trop manqué jusqu'à maintenant dans les instances gouvernementales. »*

« La clause de conscience »

Quant aux pro-chiraquiens, ils auront, comme M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, mis en avant des arguments de préférences personnelles. M. Edgar Faure, sénateur du Doubs, revenu du barrisme pour divergences cohabitationnistes, a, quant à lui, ironisé sur le CDS qui dépose *« sur les genoux de M. Barre »* un surcroît d'autorité dû à sa participation au gouvernement.

Il revenait à M. Rossinot de conclure les discussions. Après avoir mis en garde contre toute tentative de fusion des composantes de l'UDF ou de remise en cause de la parité au sein de la confédération, le maire de Nancy a reconnu avec un louable accent de franchise, que *« la lune de miel n'est pas parfaite entre l'UDF et Raymond Barre »* et qu'il existe au sein de l'UDF un courant favorable à M. Chirac dont, selon lui, *« l'image s'est recentrée grâce à ses positions sur l'extrême droite et à son respect scrupuleux de la Constitution »*.

Le ministre chargé des relations avec le Parlement rappelle quelques-unes des conditions qu'il souhaite mettre à l'engagement radical derrière M. Barre. Ce dernier doit faire *« davantage »* dans sa reconnaissance du rôle et de la place des partis : *« Pourquoi ne pas lancer l'idée d'un contrat, d'un pacte civique visant à revaloriser l'engagement politique des citoyens et le rôle des partis politiques ? »*, propose-t-il, avant d'énoncer une ultime revendication : *« Une voix hypothétique glanée à l'extrême droite, c'est deux voies perdues sûrement au centre et au centre gauche,* lance-t-il avant d'affirmer que, *si les circonstances les y obligeaient, que ce soit pour le premier ou le second tour, les radicaux feraient jouer alors la clause de conscience qui remettrait en cause leur engagement. »*

M. Rossinot aurait été sans doute plus à l'aise si ces questions avaient reçu des réponses de M. Barre avant que son parti ne se prononce à 66,53 % en faveur du député du Rhône.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Giscard d'Estaing : « L'UDF est ma famille, la majorité est mon camp »

Invité le dimanche 17 janvier du « Grand Jury RTL-*le Monde* », M. Valéry Giscard d'Estaing a présenté les raisons l'incitant *« à ne pas s'impliquer »* dans *« la compétition »* présidentielle. *« Mon attitude,* a déclaré l'ancien président de la République, *est tout à fait simple. L'UDF c'est ma famille, et la majorité c'est mon camp. »*

Interrogé sur ses deux anciens premiers ministres, M. Jacques Chirac et M. Raymond Barre, il constate : *« Naturellement, il y a des différences. Ce ne sont pas les mêmes tempéraments, les mêmes caractères, la même formation. Mais la question que vous me posez porte sur le point de savoir si je dois m'impliquer dans la compétition entre mes deux anciens premiers ministres. Non, je ne dois pas m'y impliquer ! M'y impliquer ne serait pas un service à rendre à la France, d'abord parce que cela substituerait le jugement d'une personne, le mien, à un jugement qui va être sollicité auprès de tout le monde, auprès des électrices et des électeurs ; ensuite, parce que cela présenterait le risque de faire renaître les divisions de la majorité. Si je prenais position pour l'un contre l'autre, ce serait un facteur de division, ce ne serait pas un facteur d'union. D'ailleurs, on chercherait dans mon attitude des raisons ne tenant pas du tout à mon jugement sur l'un ou sur l'autre, mais tenant aux souvenirs, et de cela je ne veux pas ! Je ne veux pas que la France se prononce en fonction des souvenirs bons ou mauvais que je peux avoir. Donc, je ne dois pas m'impliquer dans cette compétition. »*

M. Giscard d'Estaing avance ensuite une autre raison : *« A l'heure actuelle, il n'y a plus de différence idéologique entre le RPR et l'UDF. En réalité, il s'agit d'un choix entre deux hommes à l'intérieur d'un même camp. C'est donc un choix nouveau auquel nous ne sommes pas habitués. C'est en fait une primaire qui se fait en même temps qu'une élection. D'où sa difficulté, puisque les électeurs vont avoir à la fois à élire un président de la République et choisir entre les deux candidats du même camp, le tout à quelques semaines d'intervalle. (...) Jacques Chirac est gaulliste et libéral, et Raymond Barre est libéral et gaulliste. Il n'y a donc plus de différence. (...) Il faut faire très attention car la primaire divise, et l'élection doit réunir. Il ne faudrait pas que la volonté de gagner la primaire risque de faire perdre l'élection. (...) On a vu dans le passé ce que la division de la gauche jusqu'en 1964 a coûté à celle-ci : elle lui a coûté le pouvoir. Faisons attention à ce que la même situation ne se produise pas pour nous. C'est pourquoi je souhaitais depuis 1986, c'est-à-dire depuis le moment où la majorité a réalisé son union, que cette majorité recherche la possibilité d'une candidature unique. Je reconnais que c'était très difficile, qu'il y avait des préjugés et des habitudes. Je ne dis pas que c'est simple, mais les Américains le font, et les Français peuvent le faire. »*

PSD : après un large débat...

Le Parti social-démocrate, l'une des six composantes de l'UDF, a décidé samedi 16 janvier, au terme d'un conseil national réuni au Sénat, *« d'apporter son soutien à la candidature de Raymond Barre »*.

Le PSD, que préside M. Max Lejeune, sénateur, ancien ministre, et qui est représenté au gouvernement par son secrétaire général, M. André Santini, maire d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), ministre délégué auprès du ministre de la culture et de la communication, chargé de la communication, revendique douze mille adhérents.

La motion adoptée par les quelques cent cinquante membres du comité national du PSD, des élus locaux pour la plupart, reflète par son balancement le partage des *inclinations qui a nourri les* échanges parfois vifs du conseil national tenu à huis clos. Si 60 % des membres du PSD, qui avaient été consultés auparavant, s'étaient prononcés en faveur de la candidature de M. Barre, 40 % d'entre eux auraient vu d'un œil plus favorable un soutien à celle de M. Jacques Chirac.

Soutien franchement politique à l'actuel premier ministre dans un certain nombre de fédérations de Paris et de la région parisienne, plus teinté d'affectivité dans d'autres (Nord, Seine-Maritime), le capital de ferveur à l'égard de M. Chirac paraissant supérieur à celui qui va à M. Barre.

C'est pourquoi la motion du PSD « approuve » d'abord *« à l'unanimité de ses membres le soutien apporté par les députés et sénateurs sociaux-démocrates à l'action gouvernementale entreprise depuis mars 1986 sous l'impulsion dynamique du premier ministre Jacques Chirac et de ses ministres UDF et RPR »*, avant d'apporter, *in fine*, *« son soutien à la candidature de Raymond Barre »*, exprimé après *« un large débat »*...

M.K.

Vivement demain !

M. VALÉRY Giscard d'Estaing s'en lave donc les mains. Il ne *« s'impliquera »* pas dans la campagne. Entre M. Jacques Chirac et M. Raymond Barre, il choisit tout *simplement de ne pas choisir.* Une fois encore, il s'en retourne « vers *ses provinces »* ... Jusqu'au bout, l'ancien président de la République se sera évertué à entretenir le suspense. Jeudi dernier, par exemple, il rencontrait M. Chirac, tandis que le même jour son homme-lige, M. Michel d'Ornano, allait faire ses civilités à M. Barre. Ce même jeudi encore, son amicale des parlementaires républicains indépendants prenait officiellement position en faveur de la candidature de M. Barre, tandis que, l'après-midi, les Clubs Pespectives et Réalités rendaient un vote de soutien mitigé à l'ancien premier ministre. Ce vote aurait dû, en fait, aboutir à un subtil équilibre des voix sur les noms de M. Barre et de M. Chirac si les manœuvres conduites dans l'ombre par l'entourage de l'ancien président n'avaient échoué de justesse.

M. Giscard d'Estaing a donc jeté le *trouble dans sa « famille »,* en refusant de faire le *« bon choix »,* et surtout en comparant la compétition au sein du camp majoritaire à une simple « primaire ». M. Giscard d'Estaing va, *en effet, bien vite en* besogne : sur les institutions (cohabitation, réduction du mandat présidentiel, dissolution), le rôle des partis, les remèdes économiques, pour ne prendre que ces trois exemples, demeure, pour le moins, entre M. Chirac et M. Barre une différence d'approche, que M. Giscard d'Estaing a d'ailleurs astucieusement éclairée au cours de son émission *« L'UDF* est ma *famille, la* majorité est mon camp ».

En vertu de cette logique imparable, on eût davantage compris que, fondateur de l'UDF, député UDF, président UDF de la région Auvergne, conseiller général UDF du Puy-de-Dôme, M. Giscard d'Estaing soutienne le candidat Barre pour épouser au second tour la cause du candidat de la majorité resté en lice.

Enfin, M. Giscard d'Estaing se prévaut peut-être d'un rôle qu'il n'a plus. Voulant *« jeter la rancune à la rivière »,* il ne veut pas *« prendre le risque de faire renaître les divisions de la majorité ».* Mais, dans le même temps, il convient qu'un ancien président de la République est... un citoyen comme tout le monde.

En réalité, M. *Giscard d'Estaing* ne croit pas au succès de la majorité. A l'entendre (en privé), ni M. Chirac ni M. Barre n'ont de véritables capacités d'homme d'État, alors que lui-même... et M. François Mitterrand en possèdent. Ne pas s'engager dans *une campagne vouée à l'échec,* entonner avec force le refrain de l'union de la majorité pour, le moment venu, récupérer à son profit une opposition orpheline de . Chirac et M. Barre et remettre alors les jeunes libéraux à leur place : tel pourrait être aujourd'hui son calcul.

Un nouveau clin d'œil

En réaffirmant dimanche que la cohabitation avait, selon lui, permis de *« faire progresser le consensus national »,* il adresse un nouveau clin d'œil à M. Mitterrand. Au reste, ses contacts avec l'Élysée sont maintenus. En outre, depuis quelque temps, il tente de renouer avec les centristes et ne tarit plus d'éloges à l'endroit de Mme Simone Veil.

Autant de signes montrant que M. Giscard d'Estaing entend plutôt *« s'impliquer »,* le moment venu, comme partenaire cohabitationniste d'un président Mitterrand réélu.

DANIEL CARTON.

de l'élection présidentielle dans la majorité

Quand M. Jacques Chirac analyse sa propre déclaration de candidature

Il n'eût sans doute pas été très cohérent d'appeler le matin les Français, tous les Français, à se rassembler et de réserver quelques heures plus tard son premier discours de candidat déclaré à une seule catégorie d'électeurs, les gaullistes, les seuls gaullistes, même réunis en états généraux. C'est pour cette raison que M. Chirac a en définitive et *in extremis* renoncé à se rendre le samedi 16 janvier devant les « états généraux du gaullisme » qui regroupaient quelque quatre cents participants à l'invitation du Club 20 de M. Paul Aurelli et du Mouvement solidarité-participation de M. Philippe Dechartre.

Il y a cependant fait lire un message soulignant l'importance pour lui des principes gaullistes d'indépendance et de solidarité nationales, et il s'est fait représenter par MM. Toubon, Balladur et Pasqua, ce dernier assurant : *« Désormais, Jacques Chirac ne nous appartient plus. »*

De toute façon, M. Chirac retrouvera nombre de ces « compagnons » au congrès extraordinaire du RPR dimanche 24 janvier pour recevoir leur soutien officiel au moment où il leur annoncera qu'il se met en congé de la présidence de leur mouvement.

D'ici là, M. Chirac ne devrait pas se manifester en tant que candidat, bien que toutes ses actions ne vont désormais pas manquer de prêter à interprétation. Tout en préparant activement sa campagne avec les collaborateurs qu'il a désignés à cet effet, il préfère que l'annonce de son entrée en lice faite le 16 janvier prenne le sens d'un message se prêtant à exégèse.

C'est pourquoi il a voulu, en moins de trois minutes, résumer le sens de sa candidature, la présenter de façon sobre sur un ton apaisant et, dans ce but, peser soigneusement chaque mot. *« Ce texte,* estime-t-il, *se prête à une analyse quasi sémantique. »* C'est, en conséquence, dans cet esprit qu'il a tout d'abord félicité les électeurs d'avoir voté pour la nouvelle majorité en 1986, puis justifié la cohabition par trois raisons : la nécessité, selon lui, de redresser la situation économique, la préservation de l'« unité » des Français et le respect de la Constitution, évitant ainsi une crise de régime.

Ces arguments qu'il utilise déjà depuis deux ans constituent ainsi une réfutation implicite de ceux, opposés, de M. Barre. Il devait, le lendemain au « Grand Jury RTL-*le Monde* », recevoir sur ces points l'accord de M. Giscard d'Estaing. En disant que *« cela n'était pas facile »*, le premier ministre a aussi voulu suggérer qu'il avait fait preuve de « courage » en mars 1986, une qualité dont ses partisans sont ainsi invités à faire un argument de poids pendant la campagne électorale.

Poursuivre dans la voie ouverte

Toutefois, lorsque M. Chirac reconnaît qe, *« dans beaucoup de domaines, nous avons réussi »*, il admet que son succès n'a pas été total et donne — sans insister — satisfaction aux ministres « centristes » qui souhaitaient que le chef du gouvernement évite tout triomphalisme et admette que tout le programme de la majorité n'avait pas été réalisé.

M. Chirac a d'autant plus facilement accepté de le faire que cela lui permet de mieux souligner la nécessité de poursuivre dans la voie ouverte il y a deux ans, d'insister sur la notion de *« continuité »* et de placer le scrutin de 1988, *« une nouvelle étape »*, dans la filiation de celui de 1986. Alors que les « barristes » préfèrent y voir une rupture ou tout au moins le commencement d'une ère nouvelle.

Dans son souci d'œcuménisme, le candidat n'oublie pas de mentionner l'attention qu'il porte aux *« nouveaux pauvres »* et aux chômeurs autant qu'à la jeunesse et à l'Europe.

Enfin, dans sa conclusion, si les mots de *« rassemblement »* ont une connation gaullienne, celui d'*« effort »* serait d'une tonalité plutôt *« barriste »*, tandis que le concept de *« solidarité »* relèverait davantage du « mitterrandisme ». Chaque formule, en tout cas, a été pesée au trébuchet.

ANDRÉ PASSERON.

Les réactions

● **M. JACQUES CHABAN-DELMAS**, président de l'Assemblée nationale : *« J'ai fait table rase du passé et je soutiens Jacques Chirac complètement, sans réserve. Je le ferai à ma manière, c'est-à-dire sans compromettre le cours du deuxième tour, et sans choquer le candidat d'en face. »*

● **M. PIERRE MEHAIGNERIE**, président du CDS : *« Pour que cette campagne présidentielle ne soit pas anesthésiante, nous avons un devoir de vérité. J'appelle à une campagne optimiste mais lucide. »*

● **M. LIONEL JOSPIN**, premier secrétaire du PS : *« Comme, de toute façon, ce gouvernement ne pense plus qu'aux élections, autant que son chef soit candidat tout de suite. »*

● **M. GEORGES MARCHAIS**, secrétaire général du PCF : *« Ce n'est pas un scoop ni du point de vue de sa candidature, que l'on connaissait depuis longtemps ni du point de vue de son programme qui se résume en deux mots : je continue. »*

● **M. BRUNO MEGRET**, directeur de la campagne du Front national : *« Sa déclaration est dans le droit fil de son action de troisième premier ministre de M. Mitterrand : plate et moroser. »*

Une « primaire » qui devrait dominer la campagne

(Suite de la première page.)

Cela suppose que le chef de l'Etat en exercice n'annonce ses intentions qu'au dernier moment... ce qui ne lui laisserait pas d'autre solution que de se représenter.

Roger Hanin, le beau-frère qui n'a peur de rien, explique l'affaire à sa manière, sans fioriture : *« Je ne parle à François de sa candidature qu'à Latche. Et quand nous sommes en voiture, car au moins nous ne sommes pas dérangés par le téléphone. Je lui dis : « Vous avez divisé la droite en cinq, les chiraquiens, les barristes, les giscardiens, les léotardiens et l'extrême droite. Vous avez usé Mauroy. Vous avez hadicapé Fabius. Il ne reste plus personne. » Il ne me répond jamais, c'est donc que j'ai raison. »*

Le camp des sceptiques, s'il existe encore, fait aujourd'hui silence. M. Chirac se comporte comme si M. Mitterrand était en course. Plusieurs ministres RPR expriment, en privé, leur conviction, lorsqu'ils n'affichent pas une certitude, sur la réélection du président sortant... M. Raymond Barre, samedi, devant les responsables des réseaux Réel, a décrit M. Mitterrand comme *« un candidat drapé dans sa majesté présidentielle ». « Il a avalé toutes les couleuvres* [sous la cohabitation] *parce qu'il se doutait bien qu'un jour, il retournerait la situation,* a-t-il ajouté. *Il y a chez lui une soif de revanche. »*

Les socialistes tirent avantage d'un tel schéma. Ils s'efforcent de déplacer un doute — M. Mitterrand sera-t-il ou non candidat, — qui, de *« lassant »* selon M. Balladur, risquait de leur devenir préjudiciable vers une incertitude — qui, de M. Barre ou de M. Chirac, prendra le pas sur l'autre ? — dont l'adversaire serait victime. On voit bien tout le parti qu'ils comptent en tirer. M. Jospin l'explique sans fausse pudeur : il n'est pas mauvais, dit-il, de laisser à MM. Barre et Chirac *« quelques semaines pour s'expliquer entre eux »*.

L'âme assassine

M. Giscard d'Estaing — *« J'ai eu deux premiers ministres ; le premier m'a poignardé dans le dos et le second a piétiné mon cadavre »*, disait-il naguère, — bien qu'abrité par une vertueuse neutralité, ne rend pas service à son camp lorsqu'il abonde dans le sens de M. Jospin. S'il parle d'une « primaire » entre MM. Chirac et Barre, c'est pour la déplorer puisque, l'UDF et le RPR n'ayant plus de *« différences idéologiques »*, elle n'a d'autre utilité que d'offrir un choix entre des hommes.

Présenter la compétition du premier tour comme un combat entre un *« gaulliste et libéral »* (M. Chirac) et un *« libéral et gaulliste »* (M. Barre) n'est pas de nature à soulever l'enthousiasme des foules majoritaires. M. Giscard d'Estaing, lui aussi, a l'âme assassine. M. Barre en souffre. L'ancien premier ministre, en outre, se désole que M. Chirac lui dérobe à la volée toutes les idées dont il est l'« inspirateur ». *« Chirac est devenu ma copie conforme »*, dit-il à ses amis.

Puisqu'il n'y a plus de *« différence idéologique »* naturelle ou, comme en 1979 (campagne européenne) et 1981 (campagne présidentielle) largement artificielle, le choix entre M. Barre et M. Chirac n'en est que plus compliqué. Au cours du week-end, trois composantes de l'UDF se sont prononcées en faveur de M. Barre (le CDS, le parti radical et le petit Parti socialiste démocrate), mais cela ne ressemblait que de très loin à une parade militaire en bon ordre.

Il y eu quelque pagaille dans les rangs. Le président du Parti radical, M. Rossinot, plus chiraquien que barriste, traîne les pieds. Les centristes s'inquiètent d'apparaître comme des militants de seconde zone parce qu'ils seraient doublés, le 23 janvier, par les troupes massives du Parti républicain.

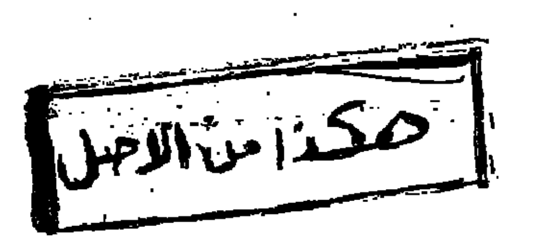
M. Chirac, lui, ne peut pas compter sur l'enthousiasme des barristes de son gouvernement dont il exige qu'ils approuvent et défendent sans défaillance le bilan de son action. M. Méhaignerie, président chef de fille des centristes, veut bien assumer le bilan, mais refuse une campagne *« anesthésiante »* au cours de laquelle il serait interdit d'évoquer *« les faiblesses structurelles graves de la France »*.

Ces désordres, à droite, ne peuvent que conforter les analyses de MM. Giscard d'Estaing et Jospin : la campagne présidentielle se résumerait, si l'on comprend bien, au combat entre un pôle dominant de la vie politique française (les socialistes incarnés par M. Mitterrand et qui, dans ce rôle, ont remplacé les gaullistes d'antan) et une majorité éclatée par des rivalités de personnes.

JEAN-YVES LHOMEAU.

● **RECTIFICATIF.** — Dans notre article sur le dispositif de campagne de M. Chirac (*le Monde* du 16 janvier, page 8), une erreur de ponctuation a changé le sens d'un paragraphe.

C'est bien le RPR — et non le directeur de campagne du candidat — qui organise son congrès extraordinaire du 24 janvier, *« tient prête une première campagne imminente d'affichage militant et travaille aux premiers préparatifs des meetings que tiendra M. Chirac »*.



Politique

La préparation de l'élection présidentielle au Parti socialiste et au PCF

Les socialistes offrent une image d'unité sur leur programme

La convention nationale du PS, réunie le samedi 16 et le dimanche 17 janvier au Palais des congrès de la porte Maillot, à Paris, a adopté les orientations socialistes pour l'élection présidentielle. Toutefois, aucun vote formel n'a eu lieu, ce qui a permis de masquer les divisions internes : la synthèse n'a pu être réalisée avec M. Jean-Pierre Chevènement, et n'a pu l'être que partiellement avec M. Jean Poperen qui a, néanmoins, fait passer l'idée que, dès son arrivée aux affaires, un gouvernement socialiste encouragerait l'engagement de vastes négociations sociales.

Unis sur l'essentiel, décidés à se battre pour une victoire à laquelle ils commencent à croire sérieusement, ancrés fermement à gauche car leur projet et leurs méthodes de gouvernement n'ont rien de commun avec ceux de la droite... Voilà l'image que les socialistes, réunis en convention nationale, au Palais des congrès de Paris, le samedi 16 et le dimanche 17 janvier, ont voulu donner.

Officiellement, cette réunion devait simplement confirmer l'adoption, par les militants, des « *propositions des socialistes* ». L'intérêt réel ? Mesurer si les divergences d'analyse et les positionnements tactiques des uns et des autres céderaient le pas à la volonté d'union ; si l'ignorance – officielle – du nom du candidat qu'ils soutiendront (et donc de l'axe de la campagne qu'ils vont devoir mener) les contraint ou non à rester dans un flou qui fait peur à nombre d'entre eux. Les réponses qu'ils ont su apporter à ces interrogations ont pu les rassurer.

Synthèse ou non ? La question était au centre des débats. Elle ne passionnait pas les militants. La collection des votes des sections a montré que le texte de la direction avait obtenu 90,33 % des mandats ; l'amendement de Socialisme et République (ex-CERES) – en fait un contre-texte – 17,33 % ; celui des amis de M. Jean Poperen, sur la nécessité d'un « contrat » entre toutes les forces sociales a attiré 20,95 % des voix ; celui des mêmes sur la *nécessaire dissolution de l'Assemblée nationale en cas de victoire de la gauche à l'élection présidentielle*, 21,15 % ; celui de Mme Marie-Noëlle Lienemann sur la *réduction et l'aménagement du temps de travail* a obtenu 11,11 % des mandats.

Ni accord ni drame

Dès le départ, il apparut qu'un accord était impossible avec les amis de M. Jean-Pierre Chevènement : leurs idées étaient à prendre ou à laisser, et M. Chevènement, satisfait de son score, voulait, avant tout, prendre date. En revanche, les négociations ne cessèrent pas avec ceux de M. Poperen. Avant même de début de la convention, M. Lionel Jospin avait laissé entendre que trouver une accord avec l'ancien numéro deux n'était pas sa préoccupation essentielle, ce qui n'était pas tout à fait l'avis de M. Pierre Mauroy.

La porte fut entrouverte par M. Poperen lui-même, qui, samedi en début d'après-midi, expliqua qu'il lui suffirait que l'on parle de « *nécessaire renouvellement de l'Assemblée nationale* », celui-ci étant rendu possible par « *une nette victoire* » et le président de la République « *nouvellement élu* » étant laissé libre d'en « *apprécier l'opportunité* ». Ni le maire de Lille ni même M. Louis Mermaz ne dirent réellement autre chose dans leurs interventions. En début de journée, pendant une première réunion informelle des animateurs des courants, un accord paraissait à portée de main sur ce point, mais pas sur la notion de « contrat ».

Tout changea au cours de la réunion de la commission des résolutions. Pas question de transiger sur la dissolution (on arrêta là les négociations avec M. Chevènement), mais une formulation pouvait être trouvée sur le « contrat » social. Ce qui fut fait en moins de deux heures, un record de brièveté pour une telle réunion. C'est sous les auspices d'un médiateur rocardien, M. Gérard Fuchs – pas fâché de rappeler l'existence des rocardiens et leur attachement à cette idée de « contrat », – qu'une rédaction de compromis était trouvée *(voir ci-contre)*.

La loi de tous

Tout le monde était content. M. Poperen obtient la mise en valeur d'une de ses idées fortes, M. Jospin, sans enfermer le futur gouvernement dans le carcan d'un « accord-cadre », fait la preuve qu'il tient compte des sentiments de la base, attachée à l'existence de « contreparties » à l'effort demandé aux salariés : « *Il est de ma responsabilité*, a-t-il dit, *de savoir entendre tout ce qui se dit dans un débat, ce qui est voté, bien sûr, mais aussi ce qui n'est pas voté.* »

La synthèse partielle avec les poperénistes permet surtout au courant AB (mitterrando-mauroyiste) d'éviter d'être entièrement rejeté au centre du parti. Le refus de transiger sur la dissolution laisse au futur et éventuel président socialiste toute liberté de manœuvre. Enfin, le maintien de la coupure avec l'ex-CERES permet d'assurer à l'opinion que le PS n'a pas jeté aux orties sa « *culture de gouvernement* », notamment sur le plan de l'orthodoxie financière chère à M. Pierre Bérégovoy. Quant à M. Poperen, il a défini son prochain objectif : « *Devenir une force incontournable de la future majorité du PS.* »

L'intérêt de tous étant bien compris, il fut unanimement admis qu'il n'y aurait pas de nouveau vote, celui des militants restant acquis. Autrement dit, la convention n'aura pas inscrit dans les chiffres ses divisions bien réelles... Les « *propositions des socialistes* » deviennent « la loi de tous ». Le PS peut se lancer, apparemment uni, dans la campagne présidentielle.

A gauche toute... La tonalité du congrès de Lille est toujours d'actualité. Aucun des intervenants ne s'est écarté de cette ligne : ni, bien entendu, M. Mauroy qui veut « *un parti rassemblé à gauche* » car « *le balancier repart à gauche, en l'espace de quelques mois l'idéologie néo-libérale venant de faire naufrage* ». Ni M. Michel Rocard, qui s'est placé clairement dans le moule de son parti. Ni M. Laurent Fabius, qui a nié que l'opposition droite-gauche se soit estompée, en opposant « *la modernisation démocratique* » à « *la modernisation autoritaire des droites* », et a souligné que « *l'ambiguïté disparaissait dès qu'on aborde cet autre aspect de la solidarité, la fiscalité, parce qu'on touche là aux tréfonds de l'idéologie et de la pratique conservatrice* ».

Premier secrétaire, M. Jospin se devait de conclure : « *Nos propositions sont réalistes parce que nous avons gouverné et elles sont fidèles à nos valeurs socialistes.* » Qui les défendra ? Le nom sera connu en temps utile : « *Le président* [de la République] *doit tenir l'Etat aussi longtemps qu'il est possible. Quant à la compétition entre le président et le premier ministre, si elle devait avoir lieu, il serait bon, sans doute, qu'elle soit limitée à la période officielle prévue par nos textes* [officiels]. *François Mitterrand est le président. Il n'a pas besoin d'être imaginé par les Français dans cette fonction [...]. On sait bien que le candidat socialiste sera présent au second tour. On sait bien que ce candidat sera une personnalité très connue...* »

En attendant, M. Jospin va réorganiser l'état-major du parti et réunir, toutes les semaines, le groupe de ses principaux dirigeants, dont M. Rocard fait partie. Le PS organisera même ses premiers grands meetings avant de connaître le nom de son candidat.

Ce week-end, le PS s'est mis en ordre de bataille, il a mis au point son programme, mais sur les deux questions qui intéressent les Français, il est resté, par force, dans le flou. Il n'a fait qu'atténuer l'ombre sur le nom de son candidat et il n'a pas dit avec qui il gouvernerait s'il ne pouvait le faire seul.

THIERRY BRÉHIER.

« Concertation, négociation, contrat »

Le texte des propositions du PS pour l'élection de 1988 ne sera définitif qu'après que le bureau exécutif du mercredi 20 janvier aura examiné un certain nombre d'amendements catégoriels. A propos du « contrat », le texte de compromis élaboré affirme que « la concertation, la négociation, le contrat, devront (...) être mis au cœur de la démarche du futur gouvernement ». Il s'agit de « favoriser la mobilisation » des électeurs de la gauche en « en faisant des acteurs et non pas des spectateurs [du] *changement ».*

Il s'agit aussi de montrer « clairement » que l'effort rendu nécessaire par la situation économique « ne pourra être obtenu qu'avec l'adhésion du monde du travail, ce qui suppose que cet effort soit équitablement réparti ». « C'est pourquoi, continue le texte, le futur gouvernement, dès son arrivée au pouvoir, engagera avec les partenaires sociaux une concertation destinée à préciser les thèmes et les modalités sur lesquels les négociations devront être menées. Des négociations décentralisées, avec, selon les thèmes, les organisations syndicales ou les associations concernées permettront ensuite d'avancer plus concrètement, cependant que le gouvernement veillera de son côté à proposer les éléments législatifs ou réglementaires nécessaires. »

Qui sera le dauphin ?

Qui croire ? M. Michel Rocard, qui, dans le brouhaha de la sortie de la convention nationale, dément « formellement », encore que cela ne serve à rien, vu, dit-il, que « plus aucun homme politique n'est cru sur parole » ? Ou bien les informations selon lesquelles M. François Mitterrand a bien rencontré M. Rocard pour lui annoncer qu'il est candidat ? Peut-être les délégués socialistes commettent-ils une tragique erreur d'interprétation, mais pour eux les jeux sont faits : l'actualité, du point de vue de M. Rocard, c'est son « après-non-candidature ». Chacun est maintenant sûr que M. Mitterrand va se présenter, et nul ne songe plus à évoquer une candidature de l'ancien ministre de l'agriculture face à celle du président sortant.

Il faut dire, à la décharge des délégués, que les indices concordants s'accumulent. Ecoutons ce député mauroyiste : « Pierre Mauroy nous a réunis, il y a quelques jours, pour préparer la convention. Il avait l'air tout guilleret. Il nous a dit : « Je vais vous dire quelque chose... Et puis non, je ne vous dis rien. » Nous, on rigolait... » M. Rocard a réuni ses troupes. Il leur a expliqué que le contexte politique a changé, à Sciences-Po, mercredi (le Monde du 15 janvier). Il a observé : « Il parlera le premier (...). Je parlerai le second (...). Parlant en second, ce que je dirai pourrait bien dépendre de ce qui se passera entre les deux. » Bien sûr, il a ajouté : « Tout est possible. » Mais on n'en est plus là...

Dans son discours devant la convention, samedi, M. Rocard a certes tiré un peu la couverture à lui, en affirmant que les orientations du PS correspondent aux cinq thèmes sur lesquels il s'appuie « pour convaincre les Français de redonner à leur pays un président socialiste ». Mais ce qui frappe les esprits, c'est un hymne à la gauche, un profil très « Parti socialiste », au point que Mme Marie-Noëlle Lienemann, l'enfant terrible du rocardisme, le trouve « archéo ».

« Rien ne serait pire, lance M. Rocard, que le consensus mou qui serait obtenu en faisant semblant d'ignorer une divergence fondamentale dans l'approche des problèmes (...). Les mots droite et gauche ont encore un sens et (...) ils désignent des attitudes qui continuent à partager le système social ! » « Je pense, conclut-il, que nous pouvons emporter et la prochaine élection présidentielle et des élections législatives, qui donneraient au président nouvellement élu la majorité parlementaire dont il aura sans nul doute besoin. » Exit les miasmes des « marécages » de la troisième force – comme dirait M. Jean Poperen, – vive l'ancrage à gauche ! Interprétation immédiate et quasi unanime de l'intervention de M. Rocard : « Ce n'est pas un discours de candidat. »

Comment va-t-il rebondir ?

A partir de là, querelle d'experts : adieu le candidat à l'Elysée, bonjour le postulant à Matignon ? Une majorité semblent le penser. Une minorité affirment : « Mitterrand ne fera jamais de Rocard son premier ministre. » Les rocardiens sont désabusés, philosophes, ou tentent de sauver les apparences. Certains commencent à régler des comptes. « Je suis sûr, lâche l'un d'eux, amer, que ce sont les pousse-au-crime d'hier qui, aujourd'hui, disent qu'il est allé négocier le poste de premier ministre »...

Comme nul n'imagine que M. Rocard prenne une retraite anticipée, les têtes chercheuses qui s'activent dans les couloirs se demandent surtout comment il va rebondir. Comment et... contre qui. Si – selon la version désormais communément admise – M. Mitterrand est candidat à sa propre succession, il ne le sera plus dans sept ans au plus tard, cinq ans, trois ans peut-être. Qui sera le dauphin ?

La question peut paraître prématurée. Elle habite pourtant déjà bien des esprits. Le président lui-même a, ces derniers temps, regretté en privé qu'aucun des « poids lourds » socialistes ne se soit imposé. On peut, dès lors, supposer qu'il s'emploiera à ce qu'il n'en soit pas de même à la fin de son second mandat. Sur la ligne de départ, MM. Laurent Fabius, Lionel Jospin, Pierre Mauroy, Jean-Pierre Chevènement. Et, de nouveau, M. Rocard ?

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Il est difficile de distinguer MM. Mitterrand et Chirac

assure M. André Lajoinie

Invité du « Club de la presse d'Europe 1 », le dimanche 17 janvier, M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, a déclaré : « *Il y a de fortes probabilités pour que François Mitterrand soit candidat* », mais, selon lui, « *les propositions du PS sont, en quelque sorte, un encéphalogramme plat* ». Se fixant pour objectif « *de dépasser Le Pen* », le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale a indiqué que son « *ambition est de dépasser le score du PCF en 1986* », soit 9,8 % des suffrages exprimés. Lors de son passage à « l'Heure de vérité » sur Antenne 2, le 19 octobre, M. Lajoinie avait dit que « *ça serait bien si l'on faisait le score précédent de Georges Marchais* [en 1981]. *Je vous cite un chiffre, c'était 15,6 %...* »

Conformément à l'argumentation de la direction du parti exposée à l'occasion de la dernière réunion du comité central, le 6 janvier, selon laquelle M. Lajoinie ne sera pas présent au second tour de l'élection présidentielle, le candidat du PCF a appelé les mécontents à voter pour lui plutôt que pour le candidat du PS. « *Ils le feront sans risque*, a-t-il souligné, *car le candidat socialiste sera présent au second tour* ». Réaffirmant que le PCF n'a « *pas renoncé aux accords avec le PS* », le député de l'Allier a ajouté : « *Il m'est difficile de distinguer la paternité entre la politique de Mitterrand et celle de Chirac.* »

De MM. Chirac et Barre, M. Lajoinie a dit : « *C'est blanc bonnet et bonnet blanc. Ils sont d'accord sur tout. L'un est agité et joue au lièvre, l'autre est la tortue.* »

A propos des « révélations » de M. Pierre Juquin (*le Monde* du 16 janvier), selon lesquelles la direction du PCF avait organisé « *le vote révolutionnaire à droite* » entre les deux tours du scrutin présidentiel de 1981, le candidat du parti a répondu : « *Juquin a menti. Georges Marchais l'a mis au défi de s'expliquer et il s'est défilé !* (1) » M. Lajoinie a ajouté que « *sans les voix communistes* », M. Mitterrand « *n'aurait pas été élu (...) Et moi, je n'ai pas fait comme Juquin, qui prétend avoir voté nul, puis qui est allé danser à la Bastille avec Rocard !* »

M. Lajoinie a présenté l'ancien porte-parole, exclu du PCF, comme « *un candidat cornaqué par le PS* ». « *Il s'essouffle*, a-t-il affirmé, *il ne sera présent que si le PS en a décidé ainsi.* »

(1) Sous le titre « Juquin se dérobe », *l'Humanité* du 18 janvier écrit que « *sa fuite constitue une preuve supplémentaire de son mensonge* ». Interrogé par la 5, le vendredi 15 janvier, M. Juquin a indiqué qu'il acceptait le face-à-face télévisé proposé par M. Marchais et a précisé à l'AFP qu'il « *n'entend pas polémiquer sur cette affaire* » mais surtout « *parler du présent et de l'avenir, notamment de l'attitude qu'entend adopter le PCF pour le second tour* » de 1988.

M. Robert Crémieux invité à démissionner

L'Humanité du samedi 16 janvier, dans un texte de trois colonnes signé de la direction de *l'Humanité* et de *l'Humanité-Dimanche*, invite M. Robert Crémieux, rédacteur en chef adjoint à *l'Humanité-Dimanche*, à démissionner. Notant que celui-ci a participé les 9 et 10 janvier à Lyon aux assises nationales des « rénovateurs », la direction prend prétexte d'une demande de licenciement émanant de M. Robert Crémieux, mesure qu'elle lui a refusée, puis de sa demande de se voir verser l'intégralité de son salaire (au lieu de l'équivalent du salaire de permanent perçu par les journalistes), pour l'inviter à démissionner, « *s'il juge insupportable de travailler dans l'organe du PCF* ».

Le journal précise que « *les désaccords politiques ne constituent en rien des motifs de sanction* ». M. Crémieux juge « *curieuse* » la publicité faite autour d'« *un minuscule conflit du travail ouvert depuis des mois* » (il avait publié en novembre dans *l'Humanité* une opinion critique à l'égard des responsables du PCF), et indique que la direction a « *préféré la politique du « placard » et le scandale à la négociation* ». « *Un procès est ouvert pour me salir* », explique-t-il, en demandant un droit de réponse à *l'Humanité*.

Quand le Front national réserve sa charité aux citoyens français...

« Il est bon d'être charitable : mais envers qui ? C'est là le point. » A cette question du fabuliste (1), le Front national a apporté, le samedi 16 janvier, une réponse toute personnelle en organisant dans plusieurs départements une journée « de la fraternité française » : la solidarité et la charité, oui, mais uniquement pour les nécessiteux dûment munis d'une carte d'identité nationale française. « Les Français aideront les Français, ces Français obscurs, sans abri, sans ressources, qui se taisent et qui ne réclament rien », expliquait le 18 décembre, dans une lettre de mobilisation envoyée aux militants et sympathisants du Front national de la région parisienne, M. Jean-Claude Varanne, secrétaire fédéral adjoint de Paris et responsable de l'opération.

Samedi, rue Bernouilli, à Paris, dans l'appartement exigu du Front national transformé en une mini-Samaritaine repeinte aux couleurs de la France, M. Varanne se montre ravi du résultat de cette initiative lancée par M. Jean-Marie Le Pen : « Nous souhaitons privilégier notre peuple. Il est normal que la charité de nos compatriotes aille aux Français. J'ai d'ailleurs donné toutes garanties dans ce sens à nos donateurs. » Un coup de téléphone l'interrompt. On lui demande s'il accepte la venue d'un réfugié cubain chaudement recommandé. M. Varanne est dans son jour de bonté : va pour le réfugié cubain ainsi nationalisé.

Sans rire, le conseiller régional Front national explique que son parti ne pratique pas la ségrégation puisqu'il ne demande pas « la carte électorale des gens qui viennent, mais seulement leur carte d'identité ». Nous ne faisons pas de récupération politique », clame-t-il.

Effectivement, dans les sacs en plastique de 3 à 4 kilos de nourriture – à dominante de cassoulet français et de riz américain, – les invités d'un jour du Front national qui ont montré patte blanche ne trouveront aucun tract vantant les mérites de M. Le Pen. Mais c'est sans doute sans penser à mal que les deux militantes chargées de l'accueil relèvent le nom et l'adresse de ceux qui arrivent, après avoir été soigneusement filtrés. « Je souhaite que Le Pen gagne la présidentielle. Ce sera mon ciel ! » s'exclame soudain une des militantes chargées de la réception. Il ne faudrait tout de même pas que quelques égarés se croient aux Restos du cœur de Coluche ou au Secours catholique. Les portraits de Jean-Marie Le Pen, les affiches et les tabliers de cuisine frappés d'une « Touche pas à mon coq ! » sont également là pour le leur rappeler.

« Les immigrés n'ont pas à se plaindre »

Dans une ambiance de fête de charité un peu pagailleuse, des militants du Front national, tout sourire, en majorité des femmes, s'activent pour diriger les nouveaux venus vers les rayons de vêtements ou les sacs de boîtes de conserve stockés dans une cuisine. Deux cents personnes environ sont venues le matin, et une petite queue commence à se former en début d'après-midi. Beaucoup de chômeurs, plutôt des économiquement faibles que des clochards, tous les âges, du jeune homme efflanqué qui semble effrayé par le son de sa voix et qui ne sait pas bien pourquoi il est là à cette petite femme d'une soixantaine d'années aux vêtements élimés, en passant par un sous-officier à la retraite qui « n' [a] *encore rien reçu ».*

Ce corpulent fonctionnaire des PTT qui cherche en vain une veste à sa taille a lu la petite annonce passée par le Front national dans France-Soir. M. Le Pen, il n'est pas contre ses idées, mais sans plus. Il vient surtout refaire sa garde-robe récemment volée. Une jeune femme blonde, le maquillage vif, est venue avec son enfant. C'est son père, sympathisant du Front national, qui le lui a conseillé. « Je cherche quelque chose pour mon fils », répète-t-elle comme pour s'excuser. Comme la plupart des personnes interrogées, la discrimination de cette journée de « solidarité » ne la heurte pas du tout, bien au contraire. « Les immigrés, on s'en occupe suffisamment. Je ne trouve pas normal qu'ils aient plus de droits que nous. »

Chargée de deux gros sacs plastique, une forte femme trouve « très bien que, pour une fois, ce soient les Français qui soient privilégiés ». Dans le rayon des vêtements pour hommes, un ancien combattant d'Afrique du Nord, « prévenu par des copains », trouve « sympa » cette « distribution française ». A côté de lui, un ouvrier du bâtiment en congé de maladie explique qu'il en a marre des immigrés, qui ne sont, dans son secteur, que des « lèche-cul ». « Chaque mois, les immigrés empochent des chèques fabuleux », commente cette militaire du Front national entre deux « clients ». Elle continue à parler au journaliste du Monde malgré les regards appuyés que lui lance une de ses camarades pour la faire taire. « Je suis venue avec deux enfants, poursuit-elle. J'ai rien. Si j'avais une carte de séjour, j'aurais droit à quelque chose. »

Une petite femme attend, yeux vifs dans un visage ridé, explique qu'elle a quatre enfants à charge et seulement 3 000 francs de revenus. « Les immigrés n'ont pas à se plaindre », dit-elle.

Est-elle gênée de venir dans une permanence politique ? « Oh, ici ou ailleurs... je m'en fiche, répond-elle. De toute façon, je vote communiste... » Bien que prononcée à mi-voix, cette confidence est entendue par une militante Front national qui passait. « Mais alors, qu'est-ce que vous faites là ? », s'indigne-t-elle. Imperturbable, la femme répond : « J'attends... »

PIERRE SERVENT.

(1) Jean de La Fontaine dans *le Villageois et le Serpent*.



Réunis par MM. Elie Wiesel et François Mitterrand

Soixante-quinze Prix Nobel étudient les grands enjeux de la planète

Soixante-quinze Prix Nobel, venus de quatorze pays, se réunissent cette semaine à Paris, à l'invitation de MM. François Mitterrand, président de la République, et Elie Wiesel, Prix Nobel de la paix en 1986, pour réfléchir aux grands problèmes de la planète en cette fin de siècle : la paix, les droits de l'homme, le développement scientifique, la culture et la société... Cinq d'entre eux étaient allés méditer, dimanche 17 janvier, dans le camp d'Auschwitz.

Dans l'avion qui le ramène de Stockholm en cette mi-décembre 1986, deux pensées assaillent Elie Wiesel. La première est une pensée de souvenir. C'est cette émotion absolue qui l'a foudroyé *« trois minutes durant »*, lorsque, au cours de la remise du prix Nobel de la paix, quelques heures plus tôt, il a entendu évoquer la mémoire de son père mort dans ses bras au camp de Buchenwald, de sa mère et de sa sœur mortes à Auschwitz. La seconde est une pensée d'avenir sous son aspect pratique. Que faire du chèque de 300 000 dollars qu'il rapporte dans sa poche ? Bientôt, Elie Wiesel sait. Il créera une Fondation pour l'humanité, puisqu'il a affirmé dans son discours d'Oslo que quand des vies humaines sont en danger, quand la dignité des hommes est menacée, *« frontières et sensibilités nationales doivent céder devant l'action »*.

Le premier grand projet de la Fondation sera de réunir ces savants, chercheurs, écrivains et hommes d'action que le Prix Nobel a distingués. Eminemment compétents dans leur discipline, ils n'ont que rarement l'occasion de confronter leurs idées, alors même que leur notoriété les investit d'une puissance d'impact, d'un pouvoir auquel l'opinion consent.

Citoyen américain, Elie Wiesel juge que la France doit être le lieu de cette première rencontre. Parce qu'il avoue une dette envers le pays qui l'a accueilli après sa déportation, parce qu'il écrit ses livres en français, parce que aussi, dit-il, son vieil ami François Mitterrand, *« grand intellectuel »*, a été séduit d'emblée. Et, le lundi 18 janvier, qui est le quarante-deuxième anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz, et le Martin Luther Kings Day aux Etats-Unis, s'ouvre à Paris, au palais de l'Elysée, la conférence internationale des lauréats du prix Nobel.

Les travaux, à huis-clos, intitulés « A l'aube du vingt et unième siècle, menaces et promesses », dureront quatre jours. L'ambition est de rédiger comme une sorte de *« testament spirituel des intellectuels de la fin du vingtième siècle »*, selon le mot de Jacques Attali, conseiller du président de la République et véritable artisan de la conférence. Elie Wiesel reprend ce mot de *« testament »* et parle de *« sursaut contre l'indifférence »*, vital pour la planète. La technologie a progressé, mais pas la morale, remarque-t-il. *« Les scientifiques ont donné à l'humanité les moyens de se détruire ; à eux maintenant de chercher les moyens de la sauver. »*

L'énoncé des cinq thèmes n'échappe pas au côté : survol des grands problèmes : « Désarmement et paix », « Droits de l'homme », « Développement », « Science et technologie » et « Culture et société ». L'intérêt réside dans la diversité des personnalités qui dirigeront les débats, prononceront l'exposé introductif ou interviendront. L'immuno-hématologue Jean Dausset a choisi le SIDA comme sujet. Les droits de l'homme seront traités, entre autres, par l'Argentin Adolfo Perez Esquivel, le Français François Jacob et le médecin américain Roger Guillemin, « Culture et société », par le chimiste Jean-Marie Lehn, l'écrivain Claude Simon, le médecin Rital Levi-Montalcini. Les interventions de Henry Kissinger, de Willy Brandt, des économistes Lawrence Klein et Wassily Leontieff piquent d'avance la curiosité.

Le silence du tiers-monde

Le tiers-monde aura quelque peine à faire entendre sa voix. Les organisateurs en sont conscients et déplorent la géographie du recrutement des Prix Nobel, qui du moins dans les disciplines scientifiques — est le reflet du niveau de technicité des laboratoires... Si le physicien Abdus Salam est nourri, par exemple, de sa terre de naissance, le Pakistan, il travaille aujourd'hui à Trieste, en Italie.

La conférence naviguera entre d'autres écueils : celui de la politisation notamment. Récupération électorale pour M. François Mitterrand ? Jacques Attali répond : *« Ce n'est pas notre faute si Elie Wiesel n'a eu le prix Nobel qu'en décembre 1986 et qu'il ne faut pas moins d'un an pour organiser une telle manifestation. »*

Sur presque deux cents Nobel vivants qui tous ont été invités, trois se sont inquiétés d'une utilisation de leur présence, ou d'une suspicion sur les travaux, à cause de la proximité d'élections en France : les économistes américains Gérard Debreu, Lawrence Klein et Wassily Leontieff. Tous trois ont accepté de venir. Aucun absent, ont précisé Elie Wiesel et Jacques Attali, n'a invoqué des raisons de politique française. Les refus ont été officiellement motivés soit par la situation propre au pays du lauréat comme pour Lech Walesa, soit par la difficulté à libérer une semaine dans un emploi du temps surchargé. Le gouvernement français sera représenté par l'un de ses membres à chacun des dîners : lundi à l'Elysée, mardi au Musée d'Orsay, mercredi à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette. Jeudi soir, M. Jacques Chirac participera à la réception offerte à l'Elysée par le président de la République.

Comment la conférence parviendra-t-elle à parler clair sur des sujets brûlants, où se joue, sans attendre, le vingt et unième siècle, la paix du monde ? Parmi les objectifs qu'il a assignés à sa fondation, Elie Wiesel cite celui-ci : *« Parler au nom d'Israël et des juifs partout dans le monde. »* Dans son discours d'Oslo, le prix Nobel de la Paix s'est déclaré *« sensible à la souffrance des Palestiniens »*. Il les a comptés au nombre des *« êtres opprimés »*. Nul ne sait encore ce que contiendront et comment seront reçues les interventions des trois lauréats qui ont décidé d'aborder ce problème.

De telles incertitudes pèsent sur le bilan que peut espérer la conférence.

M. François Mitterrand et Elie Wiesel ouvrent les travaux. Ils les clôtureront aussi, jeudi après-midi. Il n'est pas sûr qu'ils puissent dépasser le rappel, si solennel soit-il, de grands principes. Peut-être un groupe d'études permanent sera-t-il constitué. Le rôle des intellectuels, estimait récemment Jacques Attali, est d'élaborer des textes. Il est vrai qu'il existe des textes dont la force a contribué à dresser un rempart contre les périls, ou à mettre des nations en marche, pour la paix ou le progrès. Venus de quatorze pays différents, soixante-quinze prix Nobel — dont quelques-uns sont allés méditer à Auschwitz à la veille de la conférence — ne seront pas trop pour façonner une telle ambition.

CHARLES VIAL.

● **Quarante mille bougies à Paris.** — En présence de neuf Prix Nobel, 40 000 bougies ont été allumées le dimanche 17 janvier en fin d'après-midi, dans les jardins du Palais-Royal à Paris. Elles symbolisaient les 40 000 enfants qui, chaque jour dans le monde, meurent de faim ou de maladies curables. Cette cérémonie était organisée par l'association Survie 88, qui dirige la campagne des Nobel *« contre l'extermination par la faim et pour le développement »*.

Les participants

Alfven Hannes (physique, 1970, Etats-Unis) ; Anfinsen Christian (chimie, 1972, Etats-Unis) ; Basov Nikolai Gennadievic (physique, 1964, URSS) ; Benacerraf Baruj (médecine, 1980, Etat-Unis) ; Bergstrom Sune (médecine, 1982, Suède) ; Bloembergen Nicolas (physique, 1981, Etats-Unis) ; Blumberg Baruch (médecine, 1976, Etats-Unis) ; Bovet Daniel (médecine, 1957, Italie) ; Brands Willy (paix, 1971, RFA) ; Brown Herbert (chimie, 1979, Etats-Unis) ; Chandrasekhar Subrahmanyan (physique, 1983, Etats-Unis) ; Cronin James (physique, 1980, Etats-Unis) ; Dausset Jean (médecine, 1980, France) ; de Duve Christian (médecine, 1974, Etats-Unis) ; Debreu Gérard (économie, 1983, Etats-Unis) ; Eccles John (médecine, 1983, Suisse) ; Fischer Ernst Otto (chimie, 1973, RFA) ; Fitch Val (physique, 1980, Etats-Unis) ; Fukui Kenichi (chimie, 1981, Japon) ; Gadjusek Carleton (médecine, 1976, Etats-Unis) ; Glashow Sheldon (physique, 1979, Etats-Unis) ; Golding William (littérature, 1983, G-B) ; Guillemin Roger (médecine, 1977, Etats-Unis) ; Hauptman Herbert (chimie, 1985, Etats-Unis) ; Herschbach Dudley (chimie, 1986, Etats-Unis).

Hodgkin Dorothy (chimie, 1964, G.-B.) ; Hopstadter Robert (physique, 1961, Etats-Unis) ; Jacob François (médecine, 1965, France) ; Josephson Brian (physique, 1973, G.-B.) ; Karle Jerome (chimie, 1985, Etats-Unis) ; Kendrew John (chimie, 1962, G.-B.) ; Kissinger Henry (paix, 1963, Etats-Unis) ; Klein Lawrence (économie, 1980, Etats-Unis) ; Kohler George (médecine, 1984, RFA) ; Lamb Willis (physique, 1955, Etats-Unis) ; Ledelberg Joshue (médecine, 1958, Etats-Unis) ; Lehn Jean-Marie (chimie, 1987, France) ; Leontieff Wassily (économie, 1973, Etats-Unis) ; Levi-Montalcini Rita (médecine, 1986, Italie) ; Lipscomb Williams (chimie, 1976, Etats-Unis) ; Lwoff André (médecine, 1965, France) ; Maguire Mairead Corrigan (paix, 1977, Irlande du Nord) ; Mossbauer Rudolf (physique, 1961, RFA) ; Ochoa Severo (médecine, 1959, Espagne) ; Perez Esquivel Adolfo (paix, 1980, Argentine) ; Polanyi John (chimie, 1986, Canada) ; Prigogine Ilya (chimie, 1977, Belgique) ; Prochorov Aleksandra Mikhailovi (physique, 1964, URSS) ; Ritcher Burton (physique, 1976, Etats-Unis) ; Rohrer Heindrich (physique, 1986, Suisse) ; Rubbia Carlo (physique, 1984, Suisse) ; Salam Abdus (physique, 1979), Italie ; Samuelsson Bengt (médecine, 1982), Suède ; Schwinger Julian (physique, 1965), Etats-Unis ; Simon Claude (littérature, 1985), France ; Soyinka Wole (littérature, 1986), France ; Ting Samuel (physique, 1976), Suisse ; Van Der Mer Simon (physique, 1984), Suisse ; Vane John (médecine, 1987), Grande-Bretagne ; Wald George (médecine, 1967), Etats-Unis ; Wiesel Elie (paix, 1986), Etats-Unis ; Wilkins M.H.F. (médecine, 1962), Grande-Bretagne ; Williams Betty (paix, 1977), Etats-Unis ; Yalow Rosalyn (médecine, 1977), Etats-Unis.

Les représentants des organismes Prix Nobel de la paix : American Friends Service Committee, 1947 ; Amnesty international, 1977 ; Bureau international de la paix, 1910 ; Comité inter de la Croix-Rouge, 1963 ; Haut commissariat pour les réfugiés, 1954 et 1981 ; Institut de droit international, 1904 ; International Physic Prevention Nuclear War, 1985 ; Ligue des sociétés de Croix-Rouge et Croissant Rouge, 1963 ; Organisation internationale du travail, 1969, et UNICEF, 1965.

Ouverture « symbolique » à Auschwitz

La conférence des prix Nobel a été ouverte « symboliquement », le dimanche 17 janvier à Auschwitz, avec Elie Wiesel, prix Nobel de la Paix en 1986, accompagné de quatre autres lauréats et de M. Jacques Attali, représentant de M. Mitterrand.

Accompagné par Lech Walesa, lui aussi prix Nobel de la paix (1983) et qui ne participera pas à la conférence de Paris, Elie Wiesel a visité le camp où quatre millions de juifs ont été exterminés. Les deux hommes ont déposé des fleurs devant le « mur de la mort », avant d'entendre la prière juive des morts prononcée par un rabbin de New-York.

Devant le grand mémorial, Lech Walesa a déclaré que *« l'holocauste a mis fin à la vie harmonieuse entre juifs et Polonais qui prévalait en Pologne depuis des siècles »*. En le remerciant, Elie Wiesel a ajouté : *« Je pensais qu'Auschwitz était la fin du monde. Maintenant, je me rends compte combien il est important de reconstruire. »* Lech Walesa a conclu la cérémonie par une réflexion personnelle à l'adresse d'Elie Wiesel : « *Ce matin*, a-t-il dit, *j'ai compris beaucoup de choses à vos côtés. Je reviendrai souvent à Auschwitz.* » Les deux prix Nobel de la paix ont ensuite visité ensemble la synagogue de Cracovie, l'une des plus anciennes en Europe.

Une majorité d'Anglo-Saxons

Cinq Français vivants sont lauréats du prix Nobel : le biologiste André Lwoff et le généticien François Jacob, prix de médecine en 1967 (avec Jacques Monod), Jean Dausset, prix de médecine en 1980, Claude Simon, prix de littérature en 1985, et Jean-Marie Lehn , prix de chimie en 1987. Ils sont tous présents à la conférence qui compte une majorité d'Anglo-Saxons (trente-trois participants sur soixante-quinze résidents aux Etats-Unis).

Ce sont les médecins qui dominent (20), suivis de près par les physiciens (19), puis viennent les chimistes (13), les titulaires du prix Nobel de la paix (6), les écrivains (3), les économistes (3). Il faut ajouter les représentants des onze organismes titulaires d'un prix Nobel de la paix.

Parmi les absents : le dissident soviétique Andreï Sakharov (paix, 1975), L'archevêque anglican Desmond Tutu (paix, 1984, Afrique du Sud) ; Lech Walesa (paix 1983, Pologne) ; Mère Teresa (paix, 1979, Inde) ; Samuel Beckett (littérature, 1969, Irlande, qui vit en France) ; Soljenitsyne (littérature, 1970, URSS, qui vit aux Etats-Unis) ; le président du Costa-Rica, Oscar Arias Sanchez (paix, 1987) ; Gabriel Garcia Marquez (littérature, 1982, Colombie) et Menahem Begin (1978, Israël).

AFFAIRES

Les « plombiers » du CSM

Une seconde plainte est déposée par l'huissier espionné

M. Yves Lutbert, huissier soupçonné d'être à l'origine de fuites au Conseil supérieur de la magistrature (CSM), vient de déposer une seconde plainte pour *« atteinte à sa liberté »*. Cette démarche fait suite à l'interrogatoire auquel il a été soumis, le 4 janvier, par le lieutenant-colonel Paul Eechout, adjoint au commandant militaire du palais de l'Elysée. L'interrogatoire, qui se déroulait dans le cadre d'une simple enquête administrative, aurait, affirme M. Lutbert, duré de 9 heures à 17 heures, sans que l'interrogé soit autorisé à sortir du bureau.

Le parquet s'apprêterait à déposer un réquisitoire supplétif pour permettre l'instruction rapide de cette nouvelle plainte. La première plainte de M. Lutbert portait sur la tentative d'écoute téléphonique dont il avait été l'objet (*le Monde* du 13 janvier) de la part de trois « plombiers » d'une société de sécurité privée.

La direction de la gendarmerie a *« catégoriquement »* démenti, samedi, que la voiture dans laquelle ceux-ci se déplaçaient ait appartenu au GIGN, qui l'aurait utilisée pour des missions discrètes (*le Monde* daté 17-18 janvier). *« Jamais le GIGN n'a utilisé pour une mission, quelle qu'elle soit, cette voiture »*, a affirmé un responsable de la gendarmerie.

Selon les éléments de l'enquête actuellement en cours, cette voiture aurait été achetée par M. Christian Prouteau, responsable de la cellule antiterroriste de l'Elysée, à Mme Aimée Dubos, épouse de M. Jean-François Dubos, actuellement inculpé dans le cadre de l'affaire Luchaire.

A l'Elysée, on se refuse à faire des commentaires sur le fond de l'affaire. Un proche du chef de l'Etat a néanmoins déclaré à l'AFP : *« Pour ceux qui en douteraient encore, il est évident que certains veulent à tout prix impliquer le chef de l'Etat dans cette affaire, dont chacun sait bien qu'il n'a jamais eu connaissance. Il s'agit d'une manœuvre dont l'objectif politicien n'est que trop transparent à l'approche des présidentielles, et alors que François Mitterrand connaît une popularité sans précédent. »*

RELIGIONS

La Pologne autorise le déplacement du couvent de carmélites installé à Auschwitz

GENÈVE
de notre correspondante

Varsovie vient de donner une réponse positive au déplacement du couvent de carmélites installé à Auschwitz. Ce feu vert du gouvernement se faisait attendre depuis près de deux ans.

A l'issue de la réunion qui s'était tenue, le 22 février 1987, à Pregny, près de Genève, entre personnalités juives et catholiques d'Europe occidentale et de Pologne (*le Monde* du 24 février 1987), il avait été décidé que les carmélites, qui avaient fondé en octobre 1984 un couvent sur les lieux où fonctionnait le camp d'extermination d'Auschwitz, seraient relogées hors de cet emplacement, dans le cadre d'un *« centre d'information, d'éducation, de rencontres et de prières »*. Restait à connaître les modalités d'exécution de ce projet par les autorités civiles polonaises. M. Gerhart Riegner, coprésident du Congrès juif mondial (dont le siège est à Genève), qui avait pris part à la réunion de Pregny, a eu un entretien à Varsovie, le 10 novembre, avec M. Wladyslaw Loranc, ministre polonais des affaires religieuses.

Les conclusions de cet entretien font l'objet d'une lettre adressée le 31 décembre à M. Riegner par le ministre, où celui-ci fait part de *« l'attitude positive »* de son département, qui, espère-t-il, *« mettra fin définitivement aux différends entre l'Eglise catholique et les organisations juives au sujet des lieux de culte sur les terrains des camps d'Auschwitz-Birkenau »*.

Dans un communiqué, le Congrès juif mondial fait part de sa *« vive satisfaction de cette prise de position officielle du gouvernement polonais »*.

REPÈRES

« Amoco-Cadiz »

Les élus bretons veulent davantage

C'est à l'unanimité que les membres du syndicat des communes bretonnes sinistrées par la marée noire de l'*Amoco-Cadiz* ont décidé, le samedi 15 janvier à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), de faire appel du jugement rendu le 11 janvier à Chicago par le magistrat américain Frank McGarr. Pour que cette décision soit définitive, il faut cependant que les quatre-vingt-dix conseils municipaux des communes concernées en délibèrent et émettent un vote positif. Un message du chef de l'Etat envoyé à Saint-Brieuc et indiquant que *« le montant des indemnités paraissait peu conforme à l'étendue du désastre »* n'a pu que conforter les élus bretons dans leur détermination d'obtenir davantage.

Avortement

Des « objecteurs » manifestent à Paris

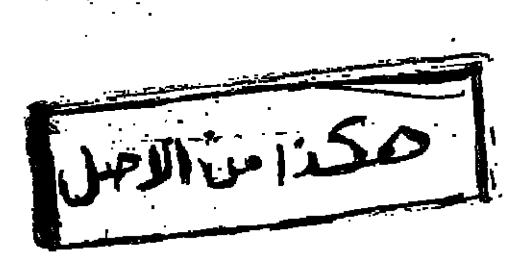
Plusieurs milliers de personnes opposées à l'avortement ont participé, dimanche 17 janvier, à une manifestation organisée par l'Association pour l'objection de conscience à toute participation à l'avortement (AOCPA), de la place de la Concorde à la rue de Varenne.

Des personnalités, parmi lesquelles MM. Alfred Sauvy (démographe), Eugène Ionesco (écrivain), André Castelot (historien), Si Hamza Boubakeur (recteur honoraire de la Mosquée de Paris) et Mgr Léon-Arthur Elchinger, ancien évêque de Strasbourg, ont parrainé cette marche.

Médecine

Erreur chirurgicale à Nancy

27 novembre dernier : aveugle de l'œil gauche depuis sa naissance, le petit Benoît, neuf ans, entre dans la salle d'opérations d'une clinique de Nancy. Trois heures plus tard, il en ressort avec un pansement sur l'œil droit. *« Mais qu'est-ce que vous avez fait ? »* crie la mère de Benoît aux chirurgiens. Nouvelle intervention, au cours de laquelle l'implant de cornée placé par mégarde sur l'œil droit est replacé sur l'œil gauche. Bilan : quinze jours de clinique au lieu de cinq intitialement prévus et une infection de l'œil droit. Les parents de Benoît, M. et Mme Larue, ont décidé de prendre un avocat pour émettre, devant un tribunal civil, des réserves sur les conséquences à long terme de cette intervention.



Société

Le procès d'Action directe

Un assourdissant silence

Les diaboliques ont gagné. Non pas leur procès, bien entendu, puisque Valérie Subra et ses acolytes ont été condamnés à la perpétuité. Mais le combat d'audience qui, tout au long de la semaine, a opposé leur comparution à celle des camarades de Jean-Marc Rouillan.

Jour après jour, la presse française et étrangère a émigré par petits paquets du tribunal correctionnel vers la cour d'assises. Lundi dernier on s'écrasait sous les portiques de détection pour venir contempler la « bande à Rouillan » tout auréolé de son halo de terreur. Vendredi, c'est à la cour d'assises que se bousculaient les médias. Rouillan et consorts ? Ringards, démonétisés, avec leur mutisme et leurs tirades de plénum du comité central. Médiatiquement nuls.

Ce désintérêt relatif des journalistes pour le grand procès du terrorisme à la française reflète de façon éclatante celui de l'opinion tout entière. Quel assourdissant silence ! Certes, on comprend bien que les tueurs des policiers de l'avenue Trudaine, de l'ingénieur général Audran, de Georges Besse, ne suscitent ni indulgence, ni soutien. Mais ce procès hors-normes pose tout de même quelques questions qui, il y a quelques années – disons quinze – eurent éveillé quelques « grandes consciences ».

A commencer par cette inculpation d'« association de malfaiteurs ». Trainer sur le même banc que les assassins, sous la même infamante inculpation, ceux qui se refusèrent à les dénoncer – à une époque où Action directe n'avait pas encore de sang sur les mains – ne va tout de même pas de soi. Les retournements spectaculaires des témoins de l'accusation au cours de l'audience jettent pour le moins un doute rétrospectif sur l'instruction.

L'indifférence

Sans qu'il faille suivre dans leur délire, bien entendu, Rouillan et ses amis, qui s'estiment jugés par des « *sections spéciales* » rappelant celles de Vichy, cette conjonction d'anomalies, dans les années 70, eût été moins relevée. Aujourd'hui, plus rien. *A contrario*, point même d'hostilité. L'indifférence. Pourtant, ce procès est passionnant, à condition que l'on ne le prenne pas pour ce qu'il n'est pas : un procès, justement.

Un procès suppose une présidence, une accusation, une défense. Passons sur le président. Comment reprocher, après tout, à M. Jacques Duclos de n'avoir des arcanes de l'ultra-gauche qu'une connaissance limitée ? Encore faudrait-il faire la part de la vraie et de la fausse naïveté quand il demande à Helyette Bess : « *Mais enfin, comment conciliez-vous le communisme et l'anarchisme ?* » ou a un prévenu italien : « *Puisque vous vous déclarez communiste, pourquoi êtes-vous venu en France et vous pas dans un pays communiste ?* », cela donne le ton des interrogatoires.

Plus surprenante est la passivité, à l'audience, du parquet représenté par le substitut Michel Gauthier qui n'a pas prononcé vingt phrases depuis le début de la semaine. Curieux procureur, qui peut voir se « dégonfler » devant lui successivement trois témoins présentés comme capitaux par l'accusation sans tenter l'impossible pour les « retenir ». Comme si le fond du dossier ne méritait pas d'être l'enjeu premier de ce procès. Comme si sa raison d'être était ailleurs.

Ce sentiment, M. Gauthier le partage assurément avec les prévenus, tout au moins ceux qui sont incarcérés. Car la ligne de défense – ou plutôt de non-défense – choisie par les membres d'Action directe et ce qu'elle traduit de leur psychologie, est bien la révélation essentielle de cette semaine.

Documentaire sur une secte

Davantage qu'un procès, ce procès est un extraordinaire documentaire sur une secte minuscule conservée dans les glaces depuis plus de dix ans par la vie groupusculaire, la clandestinité, la prison. Tout se passe comme si les membres du groupe n'avaient pas intégré les révisions déchirantes intervenues dans les trois derniers lustres à l'extrême gauche, sans parler des tornades successives qui ont bouleversé la société française.

L'autodissolution de la Gauche prolétarienne et le renoncement à la violence de toute l'ultra-gauche française, l'investissement progressif dans les médias, la pub, le profit, les partis politiques « officiels » de leurs anciens camarades : tout cela a échappé à ces anciens maoïstes ou libertaires. Alain Geismar qui, en 1970, se proposait de « *porter l'insécurité pour les bourgeois jusque dans leurs porcheries* » ne figurait-il pas sur le comité de soutien aux listes du PS lors des dernières législatives ?

Jean-Marc Rouillan, tout au long de la semaine, n'a ouvert la bouche que pour rappeler une anecdote : « *Dès l'âge de dix-neuf ans*, a-t-il raconté, *les juges franquistes avaient placardé ma photo sur les murs espagnols avec cette mention : « Gangster international professionnel ». Alors condamnez-moi pour association de malfaiteurs, je n'en ai rien à foutre.* » Structurée par la lutte contre le franquisme, sa personnalité ne s'est-elle pas définitivement figée depuis cette période ?

Le passé et la solitude

Depuis leur adolescence, les membres d'Action Directe vivent dans un univers politique et historique inchangé, borné par quelques références élémentaires : le groupe Manouchian, la guerre d'Algérie, la mort de Baader. Rien au-delà. Il a fallu attendre le discours d'un militant de la « *mouvance* », Annelyse Benoist pour que de tout leur pathos à base d'« *Etat impérialiste* » et de « *prolétaires communistes* » émerge une référence – timide – à des événements réels et relativement récents : le mouvement lycéen, les grèves de la SNCF de l'hiver dernier. Sur tout le reste – en vrac, le phénomène Le Pen, les réformes de Gorbatchev, les Restaurants du cœur, etc. – Action Directe, petits soldats et théoriciens confondus, n'a rien à dire.

L'« isolement total » contre lequel ils revendiquent n'est pas seulement carcéral. Ils sont aussi prisonniers de leur passé et de leur solitude. Il suffit de les regarder, décharnés, dépassés, dans leur box. Assurément ils ne savent pas qu'ils suscitent dans la société une horreur générale ou, au mieux, une curiosité « ethnologique ». Sans doute même s'imaginent-ils sincèremment que leur grève de la faim peut leur attirer le soutien d'une fraction de l'opinion ! Alors que le seul mouvement de soutien enregistré jusqu'à maintenant concerne un prévenu italien, Salvatore Nicosia, en faveur de qui plus de deux mille cartes sont parvenues dans les derniers jours au siège de notre journal.

Comment les naufragés d'Action directe soupçonneraient-ils que la société s'est autant éloignée d'eux qu'ils s'éloignaient de la société ? Déculpabilisation du profit ; sacralisation de la réussite individuelle ; repli – pour raison de crise – sur les acquis et le désir de sécurité. Comment la jeunesse d'aujourd'hui, qui se reconnaît davantage en Bernard Tapie ou Harlem Désir qu'en Che Guevara ou Pierre Overney (1) ne les regarderait-elle pas comme des Martiens ?

Les temps changent si vite ! Quel pamphlétaire, dans quelle feuille extrémiste, quelques semaines après le suicide, en prison, d'Andréas Baader en 1977, mettait en balance la violence terroriste avec « *l'autre violence, celle des racismes triomphants, des meurtres légaux et des tortures admises, celle qui accable les immigrés, ces nouveaux esclaves, les chômeurs bercés de promesses fallacieuses ?* » C'était Pierre Viansson-Ponté. Et c'était dans *le Monde* (2).

Violence terroriste contre « violence légale ». Du fond de leur box, Rouillan, ses amis et ses zélotes, sous leur langue de bois, n'expriment pas autre chose. Plus personne aujourd'hui ne les écoute ni ne les entend. Il n'est pas sûr que ce soit seulement parce que leur voix est disqualifiée pour porter ce message-là.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

(1) Jeune militant maoïste abbatu en 1972 par un vigile de l'usine Renault. Sa mort avait soulevé une immense émotion dans la jeunesse.

(2) *Le Monde* daté 30-31 octobre 1977.

L'insuffisance des expertises médico-légales après la mort de Robert Boulin

Les précieux bocaux du docteur Le Breton

Où sont, aujourd'hui, les prélèvements d'organes effectués le 30 octobre 1979 sur le cadavre de Robert Boulin ? De l'avis des spécialistes, seuls ces prélèvements permettraient d'établir les causes exactes de la mort de l'ancien ministre, la thèse officielle restant celle du suicide. Après la publication de notre enquête sur les circonstances dans lesquelles furent effectuées les expertises médico-légales lors de cette affaire (*le Monde* du 9 janvier), plusieurs éléments nouveaux d'information peuvent être apportés.

Dans l'après-midi du 30 octobre 1979, au terme de leur autopsie, les docteurs J. Bailly et A. Deponge opéraient deux séries de prélèvements. « *Les viscères ont été prélevés aux fins d'analyse toxicologique. Des fragments de tissus ont été prélevés pour permettre un examen anatomo-pathologique* », écrivaient-ils dans les conclusions de leur rapport d'autopsie.

Bien que le fait ne soit pas mentionné dans le rapport, des prélèvements sanguins ainsi qu'un prélèvement du contenu stomacal furent aussi effectués. Une expertise toxicologique fut réalisée à partir des viscères prélevés par le docteur Roger Le Breton, alors directeur du laboratoire de toxicologie de la préfecture de police (institut médico-légal de Paris).

« *Après avoir effectué mes analyses,* nous a confié le docteur Le Breton, *j'ai replacé les prélèvements des viscères dans les bocaux d'origine. Il s'agissait de grands bocaux d'un volume de 1,5 litre ou de 2 litres, de marque « Le parfait », comportant les étiquettes remplies par les docteurs Bailly et Deponge au nom de Robert Boulin. J'ai ensuite apposé mes scellés. Et, comme c'est la règle et l'usage, j'ai décidé de conserver les bocaux jusqu'à la fin de l'affaire judiciaire, comme je l'ai fait dans l'affaire Marie Besnard ou dans celle du talc Morhange.* »

Après la « disparition » d'un flacon de sang de Robert Boulin, le docteur Le Breton, en accord avec la préfecture de police, décidait de placer ces prélèvements dans un réfrigérateur de son laboratoire fermé à clé.

En janvier 1985, le docteur Le Breton quittait de manière définitive le laboratoire de toxicologie, où il est aujourd'hui remplacé par le professeur Michèle Rudler. Le 22 mai 1986, M. Jean Daubigny, chef de cabinet du préfet de police de Paris, écrivait au docteur Le Breton : « *Selon des informations portées à ma connaissance, vous auriez laissé des échantillons vous appartenant dans un réfrigérateur situé à l'extrémité nord des locaux du laboratoire de toxicologie. Cette armoire est fermée, et l'administration n'en détient pas les clés. Si ces faits sont exacts, je vous prie de me faire connaître le jour ouvrable où vous pourrez procéder, sous trois semaines, à leur enlèvement, afin de permettre la remise de ce réfrigérateur à disposition du service.* »

Propriété de la justice

Refus du docteur Le Breton. « *Ces prélèvements n'appartiennent ni aux experts ni aux autorités policières*, explique-t-il aujourd'hui. *Ils sont la propriété de la justice, et seules les autorités judiciaires peuvent, dans ce domaine, prendre une décision.* »

Où peut-on aujourd'hui retrouver ces prélèvements ? « *Le contenu du réfrigérateur dont parle le docteur Le Breton a, en 1986, été, pour des raisons de place, mis dans un autre endroit de l'institut médico-légal,* nous a expliqué le professeur Rudler. *Nous avons conservé ces prélèvements jusqu'à l'été 1987, moment où ils ont été détruits. En toute hypothèse, nous les avons conservés beaucoup plus longtemps que nous ne le devions. Il faut, en effet, savoir que le délai de conservation est de neuf mois à un an lorsque le magistrat instructeur ne demande pas de contre-expertise ; de trois ans lorsque celle-ci est demandée.* »

Tout laisse donc à penser que ces prélèvements sont, sous les scellés du docteur Le Breton, enfouis au cimetière de Thiais (Val-de-Marne), où les spécialistes de l'institut médico-légal expédient les prélèvements dont ils désirent se débarrasser.

Reste la question du devenir de l'autre série des bocaux contenant des prélèvements conservés dans le formol et destinés à l'analyse anatomo-pathologique. Expédiés, eux-aussi, au cimetière de Thiais dans les premiers mois de 1983, ces prélèvements n'ont pas pu être retrouvés, malgré la longue fouille effectuée en novembre dernier en présence de M. Yves Corneloup, le juge d'instruction chargé du dossier.

Une seule possibilité

A toutes fins utiles, 282 bocaux non identifiés pouvant correspondre à ceux des organes de Robert Boulin ont été rapportés à l'institut médico-légal au terme de cette fouille. « *Or,* confie-t-on de bonne source, *la majorité de ces bocaux sont de grand volume, de 1,5 à 2 litres, c'est-à-dire des bocaux contenant des viscères qui avaient été prélevés pour expertise toxicologique et qui n'avaient pas été conservés dans le formol, alors que les bocaux correspondant aux prélèvements anatomo-pathologiques dans lesquels les organes sont conservés dans le formol sont de petit volume, de 0,5 à 0,75 litre.* »

La probabilité pour que l'on retrouve les prélèvements opérés sur le cadavre de Robert Boulin et destinés à l'analyse anatomo-pathologique semble donc fort mince. Au total, en l'état actuel des techniques de médecine légale, une seule possibilité semble exister pour établir si Robert Boulin est bien mort en se noyant dans l'étang de la forêt de Rambouillet : retrouver les derniers bocaux qui ont quitté l'institut médico-légal durant l'été 1987, rechercher dans les organes (poumons et cœur) s'ils contiennent certaines algues microscopiques (diatomées) et confirmer la présence de ces dernières dans les eaux de l'étang de la forêt de Rambouillet.

La décision sur ces recherches et expertises appartient à M. Alain Werleene, juge d'instruction nouvellement chargé du dossier Boulin. Une décision que M. Yves Corneloup, son prédécesseur, n'avait pas jugé utile de prendre lorsque ces prélèvements étaient disponibles à l'institut médico-légal.

JEAN-YVES NAU.

Les attentats à Paris

Nouvelles inculpations pour un Marocain

Abdelamed Badaoui, un Marocain de vingt-huit ans, a été inculpé, le vendredi 15 janvier, par M. Gilles Boulouque, juge d'instruction à Paris, chargé des affaires de terrorisme, « de complicité de tentative d'assassinat et d'infraction à la législation sur les explosifs » pour trois attentas revendiqués par le Comité de soutien aux prisonniers politiques arabes et du Moyen-Orient (CSPPA) : il s'agit de l'attentat contre le TGV Paris-Lyon à Brunoy (17 mars 1986, dix blessés) et de deux attentats manqués commis dans le RER (une bombe désarmorcée entre les stations Auber et Halles le 20 mars 1986 et une bombe dans une rame du RER le 4 septembre 1986).

Il a aussi été inculpé de « complicité de tentative d'assassinat » pour l'attentat à la bombe commis le 12 septembre 1986 contre la cafétaria Casino du centre commercial la Défense, près de Paris (quarante-deux blessés).

Deux autres séries d'inculpations avaient déjà été notifiées à Badaoui : le 20 avril 1987, après la découverte d'une cache d'armes rue de la Voûte à Paris (12e) ; le 18 mai 1987, après l'attentat devant le magasin Tati rue de Rennes le 17 septembre 1986 (sept morts, cinquante et un blessés) et enfin le 1er juin 1987 après l'attentat du 8 septembre 1986 au bureau de poste de l'Hôtel de Ville de Paris (un mort, dix-huit blessés).

Au cours d'une tentative d'évasion

Un détenu de la prison de Varces est tué

GRENOBLE
de notre bureau régional

José Lloret, auteur d'une série d'attaques à main armée dans le sud de la France, qui fut transféré tout récemment de la prison des Baumettes à Marseille à celle de Varces (Isère), a été tué, samedi 16 janvier en début de matinée, alors qu'il venait de franchir le mur d'enceinte de la maison d'arrêt. Des complices, au nombre de quatre, qui portaient des cagoules, s'étaient approchés quelques minutes auparavant de la prison à bord d'un fourgon et d'une Peugeot 505 pour installer des échelles. De l'autre côté, José Lloret et un malfaiteur d'origine grenobloise, Jean-Pierre Zolotas, participaient à des exercices physiques dans la cour de la prison. Lorsque les échelles furent posées de part et d'autre de l'enceinte, les deux hommes, qui avaient obtenu de leurs complices des armes, tentèrent « la belle ».

Le directeur de la prison de Varces, M. Linarès, et un surveillant, qui se trouvaient dans leurs logements de fonction situés à l'extérieur de l'établissement, découvrant la tentative d'évasion, devaient aussitôt intervenir et prendre en chasse José Lloret. Après un bref échange de coups de feu, l'un des deux fonctionnaires tuait le malfaiteur marseillais. Pour sa part, Zolotas devait prendre en otage l'un des gardiens, mais il se rendait peu après, à la suite de l'intervention des forces de l'ordre.

C. F.

Au tribunal d'Ajaccio

Trois condamnations

Accusés d'avoir commis deux attentats, en février et juin 1985, revendiqués par le FLNC, trois hommes ont été condamnés à des peines de trois à huit ans de prison, partiellement assorties de sursis, vendredi 15 janvier.

François Santoni, vingt-cinq ans, instituteur, a été condamné à huit ans dont deux avec sursis, Olivier Santoni, vingt-cinq ans (sans lien de parenté avec le premier), étudiant en sociologie, à quatre années ferme et Jacques Culioli, commerçant à Figari, à trois ans, dont sept mois avec sursis.

Lors de l'audience, le 12 novembre, le ministère public avait respectivement requis des peines de douze, cinq et quatre années de prison ferme. Ils comparaissaient également pour un attentat, dans la nuit du 16 au 17 février de la même année, contre la caserne Grossetti à Ajaccio.

Condamné en première instance pour corruption

M. Pierre Dangles est relaxé par la cour d'appel

La onzième chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Jean Schewin, a rendu, jeudi 14 janvier, une décision de relaxe en faveur de M. Pierre Dangles, soixante-deux ans, conseiller RPR du quatorzième arrondissement, poursuivi pour « corruption passive de fonctionnaire ». Cet arrêt infirme le jugement du 7 mai 1987 de la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, qui condamnait M. Dangles à un mois de prison avec sursis et 10 000 F d'amende (*le Monde* du 9 mai 1987).

Le 24 juin 1982, Mme Fortunée Martchilli, soixante et onze ans, avait remis une enveloppe contenant 5 000 F à M. Dangles, à l'époque vice-président de la Société d'économie mixte de rénovation du secteur Plaisance (SEMIREP). Cette remise avait eu lieu à l'issue d'un entretien au cours duquel M. Dangles avait promis à la septuagénaire de lui procurer un appartement plus confortable que celui mis à sa disposition après son expulsion par la SEMIREP. En février 1983, Mme Martchilli n'ayant pas obtenu satisfaction, alerta M. Yves Lancien, député RPR de l'arrondissement, et, le 27 mars 1986, M. Dangles était inculpé de corruption passive.

Dans son arrêt, la cour observe d'abord que le délit de corruption passive « *suppose nécessairement l'existence d'un « pacte » intervenu entre le corrupteur et le corrompu antérieurement à l'acte (...), qu'il a pour objet de rémunérer* ». En conséquence, les juges déclarent : « *Il résulte (...) des déclarations mêmes de Mme Martchilli que, au moment de la remise spontanée de la somme d'argent, (...) le prévenu lui avait déjà auparavant notifié sa décision, à savoir celle de lui faire attribuer, trois mois plus tard, un logement plus grand. (...) Ainsi manquent le pacte préalable nécessaire à l'existence du délit et (...) l'intention coupable.* »

La cour constate, toutefois, que M. Dangles « *s'est montré imprudent en ne refusant pas l'enveloppe* », mais souligne qu'il « *n'a pas pour autant commis le délit qui lui est reproché* ».

MAURICE PEYROT.

CLERMONT-FERRAND - 20/21 JANVIER 1988

ENSEMBLE



Roger Quilliot
Sénateur-Maire de Clermont-Ferrand, ancien Ministre.



Gilbert Chartoire
Président des Ateliers de Mécanique du Centre.

Parce que nous pensons que l'avenir s'invente dans la concertation, parce que nous estimons que la communication est l'un de ces "leviers du futur" qui permettront à Clermont-Ferrand d'être dans le peloton de tête des villes européennes, nous avons créé, avec d'autres décideurs, le club des Ouvreurs.

Sa vocation ? Rassembler les femmes et les hommes qui souhaitent participer à la promotion de leur ville, qui ont à cœur d'améliorer son image de marque. Très rapidement d'autres chefs d'entreprise, d'autres élus, des cadres, des artistes, des sportifs... ont rejoint les Ouvreurs. Nous sommes plus de cinquante aujourd'hui.

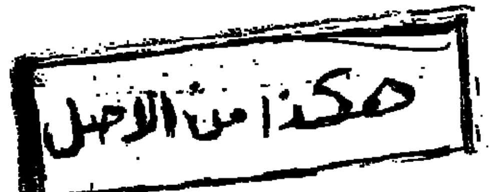
Le Club des Ouvreurs, auquel participent Gilbert Chartoire, président d'A.M.C., un des premiers sous-traitants français, au côté de Roger Quilliot, le maire, est une sorte de laboratoire où nous confrontons nos idées, où nous débattons de nos projets. Et lorsqu'une proposition recueille l'assentiment général, nous mettons tout en œuvre pour qu'elle aboutisse.

Clermont-Ferrand - A.M.C., un bon exemple de dialogue ville - entreprise parmi ceux qui seront abordés lors de la convention Vive la Ville à Clermont-Ferrand les 20 et 21 janvier prochains.





ASSOCIATION DES MAIRES DE GRANDES VILLES DE FRANCE — TÉL. : (1) 45.48.14.16.



Culture

MUSIQUES

OPÉRA

« Didon et Enée », de Purcell, par Pierre Strosser

Frustrations

Didon sans Enée, d'après Purcell. Un beau spectacle, paradoxal avec une jeune troupe, imprudemment exposée.

Une chambre sombre ; une haute ouverture donnant sur la grève et, sans doute, la mer ; cinq femmes, habillées (par Patrice Cauchetier) de stricts ensembles de laine bleue, style gouvernante ; canapé (avec un oreiller blanc) et fauteuils victoriens ; époque à cheval sur le dix-neuvième et le vingtième siècle, anglais probablement.

Pas d'homme : Enée est parti, sans aucun doute possible ; Didon, prostrée dans sa douleur, se raccroche à un manteau rouge, à une lettre, probablement l'adieu de son amant, que va lui subtiliser la Sorcière, ou, disons plus gentiment, l'« Enchanteresse », occupée à faire des patiences (ou plutôt à tirer les cartes) en attendant. Je serais bien incapable de raconter plus en détail le scénario imaginé par Pierre Strosser pour remplacer celui de Nahum Tate et Purcell, les avanies et les rares aumônes affectueuses que font ces quatre femmes frustrées à la reine de Carthage. Le metteur en scène appelle cela *« la déclinaison des émotions : de la tendresse à l'ironie pour atteindre la méchanceté et détruire la naïveté de l'amour : ainsi vont les chemins vers la mort désespérée de la passion trahie »*.

C'est une belle vision, impressionnante, mais étouffante et dépourvue de justification : pourquoi cette atmosphère à la Henry James pour une œuvre du dix-septième siècle, ces passions recuites et refoulées, à bout de souffle, dans un pensionnat de naïves jeunes filles de bonne famille ? Strosser avait déjà imposé, aux applaudissements de tous, sa vision torturée de *Pelléas et Mélisande*, démentant mot à mot le livret de Maeterlinck. Ici, c'est encore plus simple d'ignorer le texte chanté en anglais, et la musique est si belle



BRIGITTE ENGUERAND

Catherine Dune
Véronique Dietschy
Nathalie Stutzmann

qu'elle souffre tout ; mais, tout de même, à quoi riment ces chœurs joyeux des sorcières, ces chants de marins ou ces effets d'écho dans cette chambre sourde et confinée ?

On peut, certes, tout justifier (et d'abord l'absence d'Enée, dont les interventions sont confiées à deux femmes successivement), en recourant à des jeux de miroirs infinis, mais ne risque-t-on pas la perversion à jouer uniquement sur l'arbitraire ? Qui pourrait entériner une telle « psychanalyse » de Purcell ? Pourquoi Strosser n'invente-t-il pas lui-même le support de ses beaux fantasmes, à la manière de Bob Wilson ? Il nous avait pourtant montré avec *la Clémence de Titus* la richesse de signification qu'il est capable de donner à la plus pure lecture des chefs-d'œuvre. Frustration de Didon privée d'Enée (mais est-il seulement venu, ou toute cette histoire n'est-elle pas le fruit monstrueux de son imagination ?), frustration de ces quatre femmes qui l'épient, la tourmentent et l'envient, et frustration, il faut bien le dire, des auditeurs devant ce spectacle imprudent.

Gilbert Bezzina et l'Ensemble baroque de Nice nous avaient révélé, il y a trois ans, le merveilleux *Couronnement de Darius* de Vivaldi (*le Monde* du 2 juin 1984) ; que ne l'ont-ils amené à Paris ? Fallait-il exposer l'exquise et touchante Véronique Dietschy, et ses charmantes compagnes (Nathalie Stutzmann, Brigitte Lafon, Catherine Dune, Monique Zanetti) au souvenir écrasant des Janet Baker, Josephine Veasey, Tatiana Troyanos, Jessye Norman, accompagnées par les Mackerras, Leppard, Davis ? Dira-t-on qu'elles nous rapprochent ainsi des conditions de la création, en 1689, à la Boarding School for Girls de Mr Josias Priest à Chelsea ? Certes, mais ces jeunes cantatrices pleines de talent méritaient mieux que d'être envoyées au casse-pipes... Et si les neuf instrumentistes, avec la tendre et implacable Blandine Verlet au clavecin, rendent parfaitement l'atmosphère raréfiée et poignante du drame, avec de belles résonances en *continuo*, on ne peut s'empêcher de trouver ces cordes anciennes parfois un peu rugueuses et courtes pour le lyrisme de Purcell.

Du moins n'y a-t-il rien que de noble dans ce spectacle sans concession, et prenant, malgré ses *a priori* et ses dédales psychologiques.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 19, 20, 22 et 23 janvier, à 21 heures, au Théâtre de la Bastille (76, rue de la Roquette, tél. : 43-57-42-14). Parmi les enregistrements disponibles de *Didon et Enée*, on fera son choix entre William Christie, Guillemette Laurens et les Arts florissants (Harmonia Mundi, 5173), Raymond Leppard, Tatiana Troyanos et l'Orchestre de chambre anglais (Erato, 71091), N. Harnoncourt, Ann Murray et le Concentus Musicus de Vienne (Telefunken, 42919) ou encore la version historique Flagstad-Schwarzkopf, direction Geraint Jones (EMI, 03613) ; tous en microsillons et cassettes, et le premier et le troisième en disques compacts.

PORTRAIT

François-René Duchable, pianiste

Drôle de vie...

Un pianiste amoureux de la solitude, pour mieux faire sa vie, toute sa vie.

François-René Duchable vit, c'est un choix, en Savoie, dans la maison de vacances où il fut heureux enfant. Il a choisi également de jouer sur le piano le plus raide, le plus précis, le plus discret qu'il a pu trouver : un Bösendorfer, pas un Yamaha ni un Steinway. Enregistrant peu, il n'a peut-être qu'un ou deux grands disques à son actif (1). Mais tout ce qu'il fait sent l'exigence, la sévérité envers soi-même, la droiture intellectuelle. Grand épurateur de Chopin, vainqueur au point des terribles transcriptions lisztiennes, Duchable s'est collé lui-même une étiquette : virtuosité. *« J'avais peur de chanter une ligne mélodique dépouillée, peur du contrepoint. »* Cette peur est en train de lui passer.

L'indulgence lui manque aussi pour son métier : il l'aime moins que la vie. Et ce n'est pas une vie. Il l'a donc, ce métier, aménagé, et choisi de se donner le temps de réfléchir, de marcher dans la montagne, de peindre pour son plaisir, de travailler. Il est, à l'en croire, *« le plus tardif »* d'une génération de pianistes fort encombrée. Retard qu'il se plaît à souligner. Puisque le temps est son souci, son secret.

« Quand la maison de vacances de mon enfance fut à vendre, je l'ai achetée, dit-il. *J'y ai installé un petit studio, tout en haut. Mais ce n'est pas la maison, c'est la nature qui m'aide à travailler. J'ai entrepris ce métier comme un destin à accomplir plus que par désir. Quand on a la chance d'avoir un don, il faut le faire fructifier : cette idée m'a été imposée par mes parents et par mes professeurs. Ensuite, Rubinstein m'a traité comme l'un de ses enfants. Il me disait :* « Vous verrez, vous vous heurterez à trois difficultés : vous imposer, vous maintenir, savoir vous arrêter. » *Il a cessé de jouer quatre ans avant de mourir, il se sentait diminuer, il se battait. Il m'a condamné à continuer. Le contact avec l'ivoire ne m'a jamais complètement satisfait. J'envie ceux qui ont la corde sous le doigt, l'anche dans la bouche, le violoncelle entre les jambes. J'ai vécu avec le piano une réconciliation très lente. J'aime le son, je préfère écouter les autres que moi-même, une belle voix est un cadeau du ciel.*

» Bien que je sois un solitaire, ma manière de communiquer est le concert. Le disque est un soutien professionnel, une sorte de viol, on est surveillé, observé, on a du mal à être sincère. Je suis tout à fait satisfait de la manière dont je suis traité chez Erato. J'aimerais pourtant enregistrer chez moi, seul, face au micro. En admettant qu'enregistrer soit une nécessité. La photo peut-elle fixer le bonheur ? Cette manie moderne de fixer !

» Si Horowitz et Arrau devaient revivre leur jeunesse à l'époque du jet, ils ne pourraient pas le supporter. Les musiciens sont soumis de nos jours à des tensions inimaginables. Ils doivent gérer, et digérer, un nombre d'événements incroyable, ils sont du même coup très au-dessous de leurs possibilités. Seuls Serkin, Arrau, savent encore être décontractés.

» Il y a les pianistes qui s'ouvrent et ceux qui s'enferment. J'ai choisi de m'enfermer, pour nouer ailleurs des relations plus profondes, et vivre, non sans culpabilité, de grands instants de bonheur. Plus mal on vit, mieux on joue ? C'est vrai. De la contrainte, de l'indignation, naissent l'inspiration, l'intensité, la beauté. Il faut se brûler, je le reconnais. Mais il faut aussi durer. »

Propos recueillis par
ANNE REY.

★ François-René Duchable joue le *Concerto en sol*, de Ravel, avec le NOP, direction John Nelson, le mercredi 20, à 20 h 30, au Grand Auditorium de la Maison de la radio.

(1) *Etudes, sonates 2 et 3 de Chopin* : 2 CD Erato.

VARIÉTÉS

Julien Clerc au Rex

Le gentilhomme de la chanson

Julien Clerc fait une pause au Rex. Son nouveau spectacle a de la vitalité et de l'éclat.

Pour célébrer la quarantaine et vingt ans de chansons, Julien Clerc a choisi de confondre le titre de son dernier spectacle avec une proclamation de foi : *chanter*. Mais n'allez pas demander au chanteur pourquoi il chante. *« Question indécente,* répondra-t-il, *que de demander à un oiseau pourquoi il vole. D'autant plus que c'est dangereux. Le temps que l'oiseau trouve une réponse et il y a de fortes chances pour qu'il se soit écrasé au sol. »*

Julien Clerc *chante* donc. Au Rex, sans grande machinerie, sans mitraillage de lumières. Dans une extrême simplicité. Comme pour mieux savourer le plaisir de jouer avec les mots et les musiques, dans une partie de bras de fer avec le public qu'il gagne avec panache et une sorte d'émerveillement enfantin.

Julien Clerc a adopté la chanson comme mode de vie plutôt que comme un métier. Et il a vécu cette passion avec un goût du bonheur et un rire qui lui viennent de ses racines antillaises. En cours de route, il a opéré son propre *melting pot* avec les différentes musiques qui l'ont accompagné depuis 1968, des ballades créoles au rock. Et il a élargi son équipe de paroliers, David Mc Neil, Jean-Loup Dabadie, Luc Plamondon, Françoise Hardy rejoignant Etienne Roda-Gil et Maurice Vallet.

Au Rex, entouré de musiciens anglais dirigés par un jeune joueur de claviers, Matt Clifford, qui a collaboré aux dernières chansons (*les Aventures à l'eau*), Julien Clerc affiche avec éclat, en gentilhomme de la chanson, sa verve mélodique, sa vitalité et sa sensualité. Heureux de jouer avec des harmonies arc-en-ciel, de chanter *l'Enfant au walkman*, et *Mélissa* mais aussi une de ses premières ballades, *Yann et les dauphins*, et *la Veuve de Joe Stan Murray* aux couleurs surréalistes. Un régal !

CLAUDE FLÉOUTER.

★ *Rex*, 20 h 30.

DISQUES

Les puritains à l'assaut

Oublier le contexte historique (Cromwell contre les Stuart), renoncer à ses souvenirs de Walter Scott pour goûter sans remords les raffinements secrets de cet imbroglio psychologique centré sur la seule héroïne, sa passivité morbide, sa folie résignée, sa déliquescente « féminité ».

La voix de Joan Sutherland est emportée dès le début — pourtant gai — par l'aspiration au délire : aigus triomphants, d'une perverse agilité, que la soprano voile ici, recherche suprême d'innocence et de lunaire débilité.

Pavarotti, dans ses grands jours, triomphe avec elle, jusqu'à un contre-mi d'anthologie qu'on garde dans l'oreille pour la soirée. Fixée sur disque compact, quinze ans après son déroulement pour le microsillon, cette joute vocale méritait en effet la plus haute fidélité.

★ Bellini : *les Puritains*, avec Sutherland, Pavarotti, Ghiaurov, Cappuccilli, les chœurs de Covent Garden, le London Symphony Orchestra, direction Bonynge. Trois CD Decca.

Heifetz réédité

Toscanini, Rubinstein, Heifetz : la passion faite chef, la joie de vivre faite pianiste, la lumière faite violoniste, réunies sur la même pochette d'un disque-témoignage, d'un document réalisé en exil, envers et contre le nazisme, par ces trois artistes inestimables. A un *Troisième Concerto pour piano*, de Beethoven, impatient sans être bousculé, enregistré en 1944, répond un *Concerto pour violon* limpide, lui aussi plein d'allant et de vivacité, de quatre ans son aîné. Quelle jeunesse chez ces grands disparus !

Jasha Heifetz est mort peu après la parution de ce disque compact (inclus dans la collection Toscanini) et la réédition sous le même label (RCA) d'un magnifique *Concerto* de Bruch (direction : Sargent), d'une autre version du Beethoven (dirigé cette fois par Munch) associé au *Ré majeur* de Brahms (dirigé par Fritz Reiner), des concertos de Mendelssohn et de Tchaïkovski (toujours Reiner et Munch) et d'un couplage record Sibelius-Glazounov-Prokofiev (Hendel et Munch).

Sortiront très prochainement, cette fois dans une « collection Heifetz » parallèle à l'édition Toscanini : une intégrale des *Sonates et partitas*, de Bach en deux disques compacts ; les *Sonates avec piano*, de Beethoven ; le *Double Concerto* de Brahms avec Piatigorsky ; un disque de répertoire français comportant la *Symphonie espagnole*, de Lalo ; et la *Symphonie concertante pour violon et alto*, de Mozart avec Primrose.

★ « Collection Toscanini » et (à paraître) « Collection Heifetz » : RCA.

Jean Barraqué restitué

Auteur de la plus diaboliquement complexe des sonates pour piano, Jean Barraqué passait, naguère, pour une sorte d'épouvantail, le plus intellectuel des sériels, et sa musique, au concert comme au disque, était comptée. Paul Méfano et son Ensemble 2e2m entreprennent aujourd'hui d'interpréter sans excès de complexes un musicien qui appartient désormais à l'histoire (il est mort en 1973) et dont les deux œuvres ici gravées datent de la période la plus historique de notre siècle : 1968. Le *Concerto pour clarinette* est magnifique : reste à l'écouter. *Le Temps restitué pour chœur et mezzo* ne passe pas aussi bien la rampe. Peut-être parce qu'il est moins bien interprété. Ou diaboliquement difficile...

★ Jean Barraqué : *Concerto, le Temps restitué*, par Rémi Lerner, clarinette, Anne Bartelloni, mezzo-soprano, le Groupe vocal de France, l'Ensemble 2e2m, direction Paul Méfano. Un CD Harmonia Mundi.

Bach-Holliger : même son

Heinz Holliger est instrumentiste, hautboïste ; il est aussi compositeur et ses recherches vont tout naturellement vers l'extension, hors forme, des possibilités sonores des instruments. Les particularités du son ECM (effets d'espace, résonance, profondeur de champ) lui permettent de rallier Bach dans son camp. Intéressant.

★ Heinz Holliger : *Duo pour violon et violoncelle, Etude pour hautbois solo, Trema pour violoncelle solo* ; Bach : *Quatrième suite pour violoncelle*, par Thomas Demenga (violoncelle), Heinz Holliger (hautbois), Catrin Demenga (violon). Un CD ECM.

A. R.

CALENDRIER

● A PARIS

Rachel Yakar à l'Athénée. — Une grande voix française reconnue à l'étranger : en quelque sorte, une rareté. C'est sur les scènes allemandes, auprès d'Harnoncourt et de Sawallisch, que cette soprano lyrique perfectionne des connaissances acquises au Conservatoire de Paris. « Adoptée » enfin par la France, sa voix illumine le *Scylla et Glaucus*, de Leclair, que John Eliot Gardiner a récemment enregistré (Erato). Claude Lavoix l'accompagne cette fois dans les Lieder de Schumann, Wolff et Strauss.

★ Ce lundi 18, 20 h 30. Tél. : 47-42-67-27.

Argerich et Kremer aux Champs-Elysées. — Voilà vingt ans que la pianiste argentine compte parmi les monstres sacrés du petit monde instrumental. Le violoniste soviétique, lui, n'a peut-être pas la réputation hexagonale qu'il mériterait. Outre la seconde sonate de Schumann, qu'ils ont enregistrée (DG), ils jouent la première de Bartok ainsi que celles de Janacek et de Franck.

★ Mardi 19, Champs-Elysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37.

Hélène Grimaud au Théâtre de la Ville. — Premier disque à quinze ans ; célèbre à seize ; retenue par Daniel Barenboïm pour la saison à venir de l'Orchestre de Paris ; étoile filante d'un récent « Grand échiquier » consacré à Arrau sur A2 : dans Bach-Busoni et les *Kreisleriana*, de Schumann, la « jeune star du piano français ».

★ Mercredi 20, 18 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

Les Hantaï à la Maison de la radio. — Deux des trois fils musiciens du peintre Hantaï, Jérôme le gambiste et Pierre le claveciniste, jouent Bach aux « Feuilles d'Orphée ». Entrée libre à ces nouveaux concerts publics (auditorium 106) du programme musical de France-Culture.

★ Mercredi 20, 20 h 30. Tél. : 45-24-15-16.

Gabrieli-buffet, salle Gaveau. — Deux formules (70 F ou 170 F) de concerts-buffets, résolument anglais pour la gastronomie (?) comme pour les invités. Le Quatuor Gabrieli fait pour Tchaïkovski une entorse à son programme britannique (Elgar, Britten). Autour du Beaux-Arts Trio, crème des chambristes américains, qui joue Mozart, Beethoven et Schubert, le vendredi 22, même heure, même lieu, aucune restauration n'a été prévue...

★ Jeudi 21 et vendredi 22, 20 h 30. Tél. : 45-63-20-30.

La Méditerranée au Café de la danse. — Encore toute une semaine de musiques : marocaine (le 18), espagnole (le 19), tunisienne (le 20), italienne (le 22), avant un récital d'Irène Papas (le 23).

★ 5, passage Louis-Philippe, 75011 Paris, 20 h 30. Tél. : 48-05-57-22.

Maisky sans Egorov au Rond-Point. — Le pianiste Youri Egorov, que l'on croyait pourtant rétabli d'une longue maladie, a annulé sa participation aux concerts du dimanche matin. Il se peut que le violoncelliste Mischa Maisky joue seul.

★ Dimanche 24, 11 heures. Tél. : 42-56-60-70.

Donatoni au Musée d'art moderne. — Premier concert d'une série d'hommages au vilain petit canard de la musique italienne contemporaine, par les solistes de l'Intercontemporain.

★ Dimanche 24, 16 heures. Tél. : 47-23-61-27.

● EN RÉGION

Cycle Boulez dans le Nord. — L'orchestre de Jean-Claude Casadesus promène *Rituel*, de Pierre Boulez, dans le cadre d'un grand cycle consacré, dans le Nord, au patron de l'IRCAM.

★ Le 22 à Dunkerque, le 23 à Calais, 20 h 30. Tél. : 20-54-67-00.

« Le Vaisseau fantôme » à Montpellier. — L'Opéra de Lyon coproduit ce nouveau *Vaisseau*, dirigé par Cyril Diederich et mis en scène par Thobias Richter, disciple d'Everding.

★ A partir du 20, 20 heures. Tél. : 67-66-31-11.

Un festival de rock européen. — Du 23 janvier au 6 février, à Paris, Lille, Le Mans, Toulouse, Montpellier, Marseille et Clermont-Ferrand, huit soirées seront organisées avec à chaque fois la prestation de trois groupes : un espoir régional et deux groupes confirmés. A Paris, le festival aura lieu au Rex du 23 au 30 janvier, avec notamment Screaming Blue Messiah, Noir désir, Gangsters d'amour, Les Portemanteaux et Les Avions.

● ET BIENTOT

« Parsifal » en concert. — Grande messe wagnérienne, *Parsifal*, avec Théo Adam, et même en version de concert, c'est un peu l'équivalent musical du *Soulier de satin* au théâtre. Marek Janowski, à la tête du Nouvel Orchestre philharmonique, dirige le plus long des opéras romantiques. Il reste des places (de 49 F à 357 F) au Châtelet : 42-33-00-00, et aux caisses de Radio-France : 45-24-15-16.

★ *Les 30 janvier, 2 et 5 février, au TMP-Châtelet, 18 heures.*

COULISSES

Musiciens amoureux : fin de parcours ?

Le pianiste Pierre Barbizet est l'invité, ce lundi 18 janvier, des Musiciens amoureux à la Comédie des Champs-Elysées. Il est possible que l'association expire à l'issue de cette soirée : le Jour de fête qu'elle avait prévu d'organiser le 23 dans la grande salle de l'avenue Montaigne, jubilé pour un cinquantième concert qu'Antenne 2 devait en partie filmer, a dû être annulé.

En trois ans et demi de bons et loyaux service — remise à l'avant-scène de grands solistes oubliés (Cziffra, Straker, Horszowski), pari sur des carrières difficiles à se dessiner (Planès, Canino, Pennetier), défense de la musique française (Roussel, Pierné, Groupe des six), — les Musiciens amoureux ont en effet accumulé un lourd passif — 1 million de francs environ — désormais impossible à éponger, quelle que soit la générosité de Paribas, leur mécène. Un dépôt de bilan serait envisagé.

L'association des Musiciens amoureux dirigée par M. Yves Riesel, sous-louait à la société immobilière du Théâtre des Champs-Elysées (elle-même filiale de la Caisse des dépôts et consignations), la Comédie des Champs-Elysées. Or la salle doit fermer pour travaux en février. Les Musiciens amoureux se trouvent dès lors dans l'impossibilité de financer leur déménagement au Théâtre Marigny. Ils déplorent que M. Pierre Le Baillif, responsable de l'action culturelle de la Caisse des dépôts, qui se serait engagé oralement à compenser ce manque à gagner, déclare aujourd'hui forfait.

A. R.

Miles Davis docteur « honoris causa »

Miles Davis vient d'être fait docteur *honoris causa* par l'université Paris-X (Nanterre). La réception du nouvel élu, au cours de laquelle lui est décerné son diplôme, est du genre académique. Elle devrait avoir lieu, dans le cas de Miles, au début du mois de mai prochain. M. Miles mâchera-t-il du chewing-gum, s'abandonnera-t-il, d'une voix de pierre qui roule, à ces écarts de langage qu'il affectionne tant et où il réussit, il faut le dire, avec beaucoup de créativité et un talent certain d'expression ? Rien dans le règlement n'interdit au nouveau docteur de jouer de la *trompette* en guise de remerciements.

F. M.

Culture

« Les Montagnes de la lune », de Paulo Rocha

« Nous nous demandons : Qui sommes-nous ? »

Paulo Rocha, cinquante-trois ans, contemporain de la nouvelle vague française au Portugal, mit quatorze ans à réaliser son « opus maximum », l'Ile des amours (1982). Il ne lui en aura fallu que quatre pour sa dernière œuvre, non moins ambitieuse. Il raconte son itinéraire.

Les Montagnes de la lune, sont transposées librement du *Roman de Genji*, récit historique de la poétesse et dame de cour japonaise Murasaki Shikibu, paru en l'an 1 004. Ce fut mon premier grand projet de cinéma, du temps où j'étudiais à l'IDHEC à Paris en 1959. Jeune, au lycée de Porto, j'avais découvert le film de Kinugasa *la Porte de l'enfer*, primé à Cannes. Tout de suite, je me suis dit : ça c'est mon pays, c'est ma famille. Cette passion ne s'est jamais démentie. Elle s'est précisée quand je suis arrivé à l'IDHEC. On ne parlait que de Mizoguchi. J'ai commencé à lire le *Genji*, je me suis juré d'en tirer un film. Par la suite, j'ai souvent visité le Japon, j'ai appris la langue.

Le Japon était un pays féodal où les nobles guerroyaient sans cesse entre eux. Pendant plusieurs siècles, on n'en sortit pas. Le gens de telle ou telle province prenaient à tour de rôle le pouvoir. Puis, avec l'introduction de l'arquebuse, un clan a dominé. Il a construit un état centralisé, presque totalitaire, qui est à la base de la grandeur et des problèmes du Japon moderne. Je rêvais de transposer le *Genji* au Portugal. Après avoir hésité entre plusieurs régions, j'ai finalement choisi Sintra. Sintra ressemble beaucoup à Kyoto, c'est plein de collines, de monastères, de palais, de brouillard et d'arbres, avec des gens un peu décadents. Des gens que je connaissais, très proches du *Genji*, un peu dominés par le décor, l'hérédité, et en même temps très pris par leur vie sentimentale. Et, en même temps, ils menaient une activité politique.

Tout d'un coup, avec la révolution de 1974, ils accèdent au pouvoir, ils sont ministres. Et ils commencent à travailler dans des endroits où rôdent des tas de fantômes, dont celui de Salazar.

Deux des plus grands héros de l'histoire portugaise, auxquels il est fait référence dans le film, Camoens et le roi Sébastien, auraient pu servir de modèles. Camoens est un peu notre Shakespeare ou notre Dante. Le roi Sébastien, mort au Maroc au seizième siècle, est devenu notre Jeanne d'Arc. Quand quelque chose va mal au Portugal, et même encore dans le nord du Brésil, on se dit qu'il va revenir pour nous sauver. Leurs tombeaux se trouvent dans l'église de Geronimos, sorte de Panthéon national. On y lit : *« Si vera est fama »* « si c'est vrai », car rien ne prouve qu'ils contiennent leurs ossements. Je trouve là l'idée centrale du film : ils sont inséparables de l'histoire du Portugal, on ne sait rien sur eux, et pourtant ils ne cessent d'agir dans la mémoire collective.

Tout est histoire dans mon film. Par exemple, le petit monastère où Joao et Antonia se chamaillent a été construit sur les indications du plus grand vice-roi portugais en Inde ; dans le jardin, on trouve des pierres indiennes. Le palais de Sintra, pareillement, a des rapports étroits avec notre aventure maritime. C'est dans une de ses salles que Vasco de Gama a lu au roi son poème sur le voyage aux Indes. On le dit dans le texte off du film. Nous, Portugais, vivons à travers l'histoire. Cette passion nous est dictée peut-être par le fait que toute une marge de fiction, dans le passé, n'a guère *été* utilisée, ni en littérature, ni au théâtre, ni au cinéma. Un autre phénomène joue un rôle capital dans notre évolution. Après la révolution, nous avons vu rentrer bien des gens d'Afrique, avec des cultures, des goûts très différents. Nous traversons une sorte de période bilan, nous nous demandons : Qui sommes-nous ?

Propos recueillis par
LOUIS MARCORELLES.

★ *Le cinéma Denfert (43-35-30-40), présente « Cinq premières œuvres du cinéma portugais » dont Une fille en été, de Victor Gonçalves et le Bouffon, de José Alvaro Morais.*

« Pacte avec un tueur », de John Flynn

« Best-seller »

Pacte avec un tueur, de John Flynn, en version originale s'appelle *Best-seller*. Il s'agit en effet d'un flic-écrivain, une sorte de Borniche, mais veuf, immense, massif, plus tout jeune (Bryan Dennehy), et qui vit avec sa fille. Il y a quinze ans, il a été blessé au cours d'une folle attaque menée par des gangsters dissimulés sous des masques de Nixon. Aujourd'hui, il a du mal à écrire et à courir après les malfaiteurs. C'est en courant tout essoufflé après un dealer qu'il rencontre un personnage mystérieux, qui semble le connaître. Un type d'une élégance un peu rasta, avec une gueule ravagée et du charme : James Wood, décidément voué aux rôles de froides crapules. C'est une question de physique, sans doute.

James Wood, tueur professionnel de première classe, tue comme on tousse et ne rate jamais sa cible. Seulement, son employeur, un patron d'entreprises diversifiées très riche et très puissant, l'a renvoyé. Donc il veut se venger et propose à Brian Dennehy de lui raconter tous ses crimes avec preuves à l'appui. D'une part, ça lui fera un best-seller, d'autre part, l'ignoble patron sera dénoncé.

L'idée est tellement tordue (Larry Cohen, auteur de *It's alive* et de *God told me to*, a écrit le scénario) que le flic doute, craint une embrouille. Pourtant, il est fasciné par la violence de ce jeune dandy qui chante *Plaisir d'amour* en français dans des bars à entraîneuses. Et tous deux partent à la recherche des crimes anciens et de leurs preuves. Aventures et mésaventures. Le flic manque plusieurs fois d'être abattu, et devient, quoi qu'il en dise, complice du tueur, qui lui sauve la vie et ne songe qu'au best-seller vengeur. Il tient à y figurer comme un héros sympathique...

Humour et sauvagerie. John Flynn mène l'histoire en virtuose. Son film pourrait servir de modèle à ce que doit être un super polar haletant, drôle, cynique. Les dialogues sont épatants, il n'y a pas un mot ni une image de trop. Ça roule, ça craque, ça explose, et James Wood est un héros sympathique : un tueur extrêmement séduisant.

COLETTE GODARD.

Communication

Dans un rapport au premier ministre

M. Péricard souhaite amplifier la voix de la France à l'étranger

Achever la mondialisation de Radio-France internationale et moderniser la diffusion culturelle de programmes télévisés grâce au satellite : voilà, parmi les dix-huit propositions du rapport de M. Michel Péricard sur « La politique audiovisuelle extérieure de la France », les deux priorités les plus coûteuses, celles qui justifient la demande de 250 millions de francs de nouveaux crédits en trois ans.

M. Péricard plaide aussi pour une meilleure coordination des responsabilités, sous l'égide du Quai d'Orsay. Un comité interministériel devrait tirer fin février les conclusions pratiques de ce rapport remis le 15 janvier au premier ministre, M. Jacques Chirac.

Le diagnostic n'est pas tendre : *« l'absence d'une réelle impulsion politique »* et *« le morcellement institutionnel »* entre de trop nombreux acteurs, ainsi que la faiblesse du secteur privé français, font, selon M. Péricard, que notre pays *« n'a pas su négocier le tournant de la révolution audiovisuelle »* dans son action extérieure.

Le député RPR des Yvelines propose au premier ministre une série d'améliorations dans le cadre des principes généraux : favoriser la complémentarité entre acteurs (publics et privés) comme entre médias (le développement de la télévision ne doit pas nuire à la radio) ; préférer les actions durables aux coups spectaculaires ; dépasser les rivalités institutionnelles, s'attacher à une présence globale sans perdre de vue les priorités géographiques.

● **La radio** : saluant les progrès de Radio-France internationale (RFI) depuis 1982, le rapport critique néanmoins sa volonté trop grande d'autonomie, son audience — *« symbolique hors d'Afrique francophone »* — et son retard technique. Pour tenter de rattraper les grands concurrents de RFI que sont la Voice of America (VOA), la BBC ou la Deutsche Welle, le rapport préconise l'achèvement du service mondial en français (premier programme de RFI), qui autoriserait le lancement de chaînes régionales. Sans endosser le second plan de développement de RFI (1988-1992), trop ambitieux, il souhaite donner la priorité géographique à la diffusion en ondes courtes vers l'Asie, avec la location immédiate de fréquences, en attendant l'implantation de quatre émetteurs en Thaïlande.

S'il définit RFI comme le *« pivot de notre politique »*, le rapport Péricard n'oublie pas les autres stations françaises, en particulier celles de la SOFIRAD. Il propose ainsi d'organiser la survie de la SOMERA en confiant les informations en arabe à RFI (*le Monde* du 9 janvier).

« L'identité incertaine de TV 5 »

● **La télévision** : *« La diffusion de programmes français par satellite doit être l'objectif premier de notre action. »* Cette priorité posée, le rapport écarte d'emblée l'option (qui semblait pourtant séduire le Quai d'Orsay) consistant à diffuser mondialement Antenne 2. Il lui préfère une double approche, pour l'Europe et pour l'Afrique. En Europe, le rapport est sévère pour l'actuelle TV 5, qui regroupe des chaînes françaises, suisse, belge et canadiennes. Cette chaîne a *« une identité incertaine, une audience limitée, un pouvoir contesté, un financement compromis »*. Son seul mérite serait *« d'occuper le terrain »* en attendant la SEPT et le satellite TDF-1. Aussi M. Péricard suggère-t-il de rapprocher TV 5 de la SEPT. Cette dernière atténuerait son élitisme en comblant son besoin de programmes, et TV 5 serait immédiatement plus attractive pour les réseaux câblés.

Quant à l'Afrique, sans parler de véritable chaîne, il faut lui fournir des programmes par satellite. Car la diffusion culturelle par cassettes, mal contrôlée, gratuite, donc dévalorisée, est aujourd'hui archaïque. Les cinq mille heures annuelles envoyées en Afrique, toutes en français, font pâle figure auprès des douze mille heures de cassettes allemandes (en cinq langues) ou, depuis octobre, du réseau Worldnet de l'agence d'information américaine USIA, auquel sont reliés par satellite six pays africains.

Tranchant dans la rivalité entre RFO et la Sofirad pour moderniser cette action, le rapport souhaite qu'une filiale de cette dernière, Transtélé, supervise l'ensemble de la diffusion culturelle : sélection, envois des programmes, recherche de nouvelles recettes par la sponsorisation et la publicité.

● **Le commerce des programmes** : trop hexagonaux, les programmes français s'insèrent mal dans le marché mondial. M. Péricard définit une série d'améliorations ponctuelles, appuyées par un mécanisme du compte de soutien favorisant l'exportation.

● **Les images d'actualité** : renonçant à la concurrence inégale avec les grandes agences anglo-saxonnes pour les images *« chaudes »*, M. Péricard privilégie les magazines et relance l'idée de valoriser le réseau de l'AFP dans cette direction. Il souhaite aussi conserver l'actuelle AITV (Agence française d'images) mais dénonce les ambitions démesurées de l'Agence francophone d'images télévisées, pourtant programmée au sommet de Québec.

En RFA (Deutsche Welle) ou en Grande-Bretagne (BBC External Services), un seul organisme mène la politique audiovisuelle extérieure. Sans copier un tel monolithisme. Le rapport Péricard souhaite que le *« centre d'impulsion »* de cette politique soit la direction de la communication du Quai d'Orsay.

Restait enfin à chiffrer un tel programme. D'environ 750 millions de francs en 1987 (provenant des affaires étrangères, de la coopération et de la redevance), le budget consacré à la politique audiovisuelle extérieure devrait passer, en trois ans, à 1 milliard. C'est la condition minimale pour lancer Transtélé et revigorer RFI, les deux actions prioritaires définies par M. Péricard. Le rapport se refuse à suggérer le redéploiement des crédits d'intervention culturelle du Quai d'Orsay. Mais en remarquant que la communication n'en représente à peine 10 %, il note que *« Gutenberg résiste bien à McLuhan... »*.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

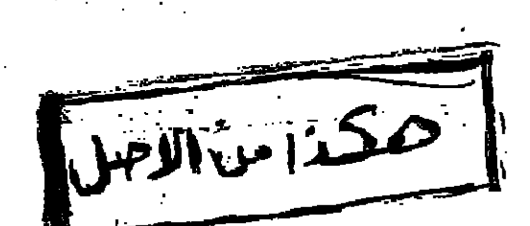
M. Aurillac veut passer des cassettes au satellite

« Je souhaite qu'une société française diffuse, par satellite, six à huit heures quotidiennes de programmes télévisés vers l'Afrique, dès le début d'avril. » Le ton du ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, témoigne de sa volonté politique. Autour de lui, un groupe informel travaille depuis un an sur le sujet, et le dernier canal libre du satellite Intelsat V a été réservé.

Le ministre veut dépasser l'anachronisme de la distribution par cassettes : *« Nous pourrions toucher rapidement une quinzaine de pays, libre à eux de choisir les programmes qu'ils rediffuseront sur leurs réseaux hertziens. Car notre démarche n'est pas impérialiste et ces programmes ne représentent pas le gouvernement français »*, explique-t-il.

M. Aurillac plaide pour une société unique, ouverte à différents partenaires, et dirigée par un professionnel d'expérience. M. Aurillac verrait d'un bon œil Canal Plus venir partager le canal satellite (et donc les coûts techniques du projet) car *« l'important est de développer au plus vite la quantité d'offre francophone, qu'elle soit publique ou privée »*.

A. Co.



Spectacles

théâtre

▷ : *Ne sont pas jouées le mercredi.*
◇ : *Horaires irréguliers.*

SPECTACLES NOUVEAUX

LES RACINES DE LA HAINE. L'ENFANCE DE HITLER. Artistic-Athévains (48-06-36-02) 20 h 30 : dim., 16 h.

MONSIEUR VÉNUS OU LE RÊVE FOU DE LOUIS II DE BAVIÈRE. Théâtre des Mathurins (42-65-90-00) 20 h 30.

LE MISANTHROPE, de Molière. Roseau Théâtre (45-08-02-23).

ROSEL : DOUCE NUIT. Théâtre de l'Atalante (46-06-11-90) 20 h 30.

MADEMOISELLE MARS. Rencontres du Palais-Royal (42-97-59-81) 20 h 30.

Les autres salles

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Les Racines de la haine l'enfance d'Hitler : 20 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12). ◇ Match d'improvisation : 21 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). ◇ Iphigénie : 19 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-77-12-33). ◇ Armand Rapoport : 21 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). ◇ Récitations : les galanteries du duc d'Ossonne : 18 h 30. Salle Richelieu. ◇ La Poudre aux yeux : 20 h 30. ◇ Monsieur de Pourceaugnac : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 30. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). ◇ La Leçon : 20 h 30.

JARDIN D'HIVER-THÉATRE OUVERT (42-62-59-49). ◇ Six jours pour la création : 20 h 30 et 22 h 30.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). ◇ Fous-moi la paix avec Gainsbarre : 19 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Parlons-en comme d'un créateur à un autre : 20 h. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Le Petit Prince : 20 h. Veuve martiniquaise cherche catholique chauve : 21 h 15.

MARAIS (42-78-03-53). En famille, on s'arrange toujours : 20 h 30.

MATHURINS (42-65-90-00). Monsieur Vénus ou le Rêve fou de Louis II de Bavière : 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Grande salle. La Madeleine Proust à Paris : 21 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). ◇ Mademoiselle Mars (rencontres du Palais royal) : 20 h 30.

THÉATRE DE L'OMBRE QUI ROULE (48-74-30-11). La Légende dorée : 21 h.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-33-00-00). ◇ A Chorus Line : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Le Public : 20 h 30.

Les concerts

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-77-11-12) Ensemble de l'Itinéraire, 20 h 30. Œuvres de Lefebvre.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (45-04-12-15). Pierre Babizet (piano), 20 h 30. Œuvres de Schubert, Schuman et Chabrier. 140 F, 100 F, 80 F.

SALLE GAVEAU. (45-63-20-30) Pietro Rigacci, 20 h 30, lun. (piano). Œuvres de Schubert, Weber et Scriabine. 150 F à 80 F.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73) Concert au profit de l'UNICEF, 20 h 30, lun. Chœurs et orchestre des solistes. Avec Hugues Rainer, Mikhail Rudy. Œuvres de Beethoven, Brahms.

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-36-37). L'Orchestre national de France et les Chœurs de Radio-France, 20 h 30. Dir. par Gérard Schwarz, avec J. Perry (soprano), T. Krause (baryton), J. Garrison (ténor) et C. Cairns (mezzo). Œuvres de Mozart. 170 F, 100 F, 60 F.

Lundi 18 janvier

THÉATRE DE DIX-HEURES (42-64-35-90). Rose-Marie Négréa, Gisèle et Chantal Andranian, 20 h 30, lun. (violon et piano). Œuvres de Bellini, Brahms, Grieg et Rachmaninov. 80 F, 50 F.

Le music-hall

CAFÉ DE LA DANSE (48-05-57-22) Saïd el Magrebi, 20 h 30, lun.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Claude Lemesle, 21 h, lun.

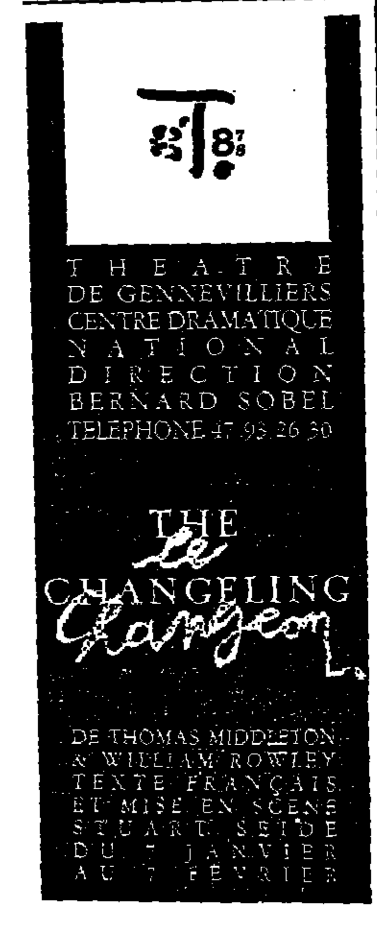
Région parisienne

MONTREUIL (STUDIO BERTHELOT) (48-57-57-72). ◇ Le Hibou : 20 h 45.

ORLY (SALLE ARAGON-TRIOLET) (48-92-33-66). ◇ Trop cher payé : 14 h 30.

SAINT-DENIS (THÉATRE GÉRARD PHILIPE) (42-43-17-17). Salle G. Robard. ◇ L'Avare : 14 h 15.

VERSAILLES (THÉATRE MONTANSIER) (39-50-71-18). ◇ Le cid (soirées classiques) : 21 h.



cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Relâche.

***CENTRE GEORGES POMPIDOU* (42-78-35-57)**

Coexistence (1982, v.o.s.t.f.), de Livia Gyarmathy, 19 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

Hommage à Pierre Braunberger : 24 Heures de la vie d'un clown (1946), de Jean-Pierre Melville, 14 h 30 ; Jeunes Filles en uniforme (1931), de Léontine Sagan, 14 h 30 ; En attendant l'auto (1970), de Gisèle Braunberger, 17 h 30 ; Mam'zelle Nitouche (1931), de Marc Allégret, 17 h 30 ; la Coquille et le Clergyman (1927), de Françoise Dulac, 20 h 30 ; l'Amour à l'américaine (1931), de Claude Heymann, 20 h 30.

Les exclusivités

AENIGMA (*) (It., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76).

L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

L'AVENTURE INTÉRIEURE (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

AVRIL BRISÉ (Fr., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA BAMBA (A., v.f.) : Le Galaxie, 13e (45-80-18-03).

BARFLY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

CARAVAGGIO (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

CAYENNE PALACE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LA CONFÉRENCE DE WANNSEE (All., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CORDES ET DISCORDES (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

CREEPSHOW 2 (*) (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

CROCODILE DUNDEE (Austr., v.f.) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

DE GUERRE LASSE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES DENTS DE LA MER 4, LA REVANCHE (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

DIRTY DANCING (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

FULL METAL JACKET (*) (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

GARDENS OF STONE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

HOPE AND GLORY (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LES INNOCENTS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

INTERVISTA (Fr.-It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

L'IRLANDAIS (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

ISHTAR (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LES KEUFS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES LUNETTES D'OR (It.-Fr., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES MAITRES DE L'UNIVERS (A., v.f.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

MAURICE (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NOCES EN GALILÉE (Fr.-Bel.-palestinien, v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All., v.f.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43).

NOYADE INTERDITE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

OU QUE TU SOIS (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LA PASSION BÉATRICE (*) (Fr.-It.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

PRICK UP YOUR EARS (*) (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

PROMIS... JURÉ ! (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE PROVISEUR (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

RENEGADE (It.-A., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

SENS UNIQUE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SOIGNE TA DROITE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES SORCIÈRES D'EASTWICK (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

TAMPOPO (Jap., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76).

TOI ET MOI AUSSI (All., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20).

TOO MUCH ! (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

37°2 LE MATIN (*) (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Brit., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; République Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

YEELEN (malien, v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES YEUX NOIRS (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

ZEGEN (*) (Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

Les grandes reprises

LES AVENTURES DE BERNARD ET BIANCA (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BLOODY BIRD (*) (It.-Fr., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

CONFIDENCES SUR L'OREILLER (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

DE SANG FROID (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DIAMANTS SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

DOCTEUR FOLAMOUR (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

FANTASIA (A.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

FANTOME A VENDRE (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

FIREFOX, L'ARME ABSOLUE (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

IF (*) (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

L'INHUMAINE (Fr.) : Théâtre des Champs-Elysées, 8e (47-20-36-37).

IVAN LE TERRIBLE (Sov., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LISZTOMANIA (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LOVE (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

MAMA ROMA (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LE MESSAGER (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

MIDNIGHT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

MISFITS (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LE PRÊTE-NOM (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

QUAND LA VILLE DORT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

SALVATORE GIULIANO (It., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

SCARFACE (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

SEULS LES ANGES ONT DES AILES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LE TEMPLE D'OR (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

TOM, JERRY, DROOPY ET TEX AVERY (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LES FILMS NOUVEAUX

COBRA VERDE. Film allemand de Werner Herzog, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

DRAGNET. *Film américain de Tom Mankiewicz,* v.o. : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

GÉNÉRATION PERDUE. Film américain de Joël Schumacher, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES GENS DE DUBLIN. *Film américain de John Huston,* v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06).

IL SEMBLE MORT ? Film italien de Felice Farina, v.o. : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

MA VIE DE CHIEN. Film suédois de Lasse Hallström, v.o. : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

LES MONTAGNES DE LA LUNE. Film franco-portugais de Paulo Rocha, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Latina, 4e (42-78-47-86) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

PACTE AVEC UN TUEUR (*) Film américain de John Flynn, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

POKER. *Film français de Catherine Corsini :* Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

PARIS EN VISITES

MARDI 19 JANVIER

« De la gare au Musée d'Orsay », 10 h 15, entrée des groupes, 1, rue de Bellechasse (Arts et curiosités).

« Le pré-impressionnisme à Orsay », 10 h 30, 1, rue de Bellechasse, entrée des groupes (Approche de l'art).

« Les impressionnistes au Musée d'Orsay », 13 heures, 1, rue de Bellechasse (Pierre-Yves Jaslet).

« L'Opéra, chef-d'œuvre de Charles Garnier », 13 h 15, dans le hall (Monuments historiques).

« La crypte archéologique du parvis de Notre-Dame », 14 h 30, entrée de la crypte, sur le parvis (Monuments historiques).

« La colletion Bouvier : le style Louis XV », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« Peintures et sculptures du dix-huitième siècle », 14 h 30, Petit Palais, avenue Winston-Churchill.

« Collection du Musée d'art moderne de la Ville de Paris », 14 h 30, 11, avenue du Président-Wilson.

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles (Christine Merle).

« La Sorbonne, histoire de l'Université et visite des bâtiments », 14 h 30, 47, rue des Ecoles (Didier Bouchard).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles (Michèle Pohyer).

« Hôtels du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« Hôtels du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Gilles Botteau).

« La chapelle expiatoire », 14 h 45, square Louis-XVI, 25, rue Pasquier (Approche de l'art).

« Les salons de l'hôtel de Poulpry », 15 h 30, 12, rue de Poitiers (Arts et curiosités).

CONFÉRENCES

11, avenue du Président-Wilson, petit auditorium, 14 h 30 : « Klimt, portrait d'Adèle Bloch-Bauer (1907, Vienne) », par Gérard Régnier (Musée d'art moderne de la Ville de Paris).

3, rue Rousselet, 14 h 30 et 19 heures : « Histoire générale de l'art, la Chine » (Arcus).

Salle des Ingénieurs, 9 *bis*, avenue d'Iéna, 14 h 30 et 18 h 30 : « Bethléem, Nazareth, Galilée » (Odette Boucher).

4, rue de Chevreuse, 16 heures : « Ethiopie, l'institutionalisation d'un régime militaire », avec Michel Perret et Jacques Bureau (Rencontres du CERI).

Salle paroissiale de Saint-Augustin, 7, rue de la Bienfaisance, 18 h 30 : « Chrétiens et juifs, de nouveaux chemins pour la catéchèse chrétienne », par Sœur Bénédicte, de Notre-Dame de Sion (Amitié judéo-chrétienne de France).

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 18 janvier

TF 1

20.40 Cinéma : le Cerveau ■■ Film français de Gérard Oury (1968). Avec Jean-Paul Belmondo, Bourvil, David Niven. **22.35 Magazine : Chocs.** Les héros ; Les témoins ; Le reportage : un prétendu rabbin escroque les communautés juive et musulmane ; Les héros d'hier : Mme Boulin et son fils. **23.35 Les Nobel à la Une.** Extrait du concert donné à l'Elysée à 20.30 par Mstislav Rostropovitch, Anne-Sophie Mutter, Bruno Guirane ; débat sur le désarmement et la paix. **23.50 Journal et la Bourse. 0.10 Spécial sport.** Tournoi de football à Bercy.

A 2

20.30 Cinéma : le Jouet ■ Film français de Francis Véber (1976). Avec Pierre Richard, Michel Bouquet, Jacques François. **22.05 Document : Le livre d'or du Téléthon.** Présenté par Michel Drucker, Claude Sérillon, Gérard Holtz, Jacques Chancel. Bilan de l'opération du 5 décembre et rediffusion des moments forts de cette émission. ▶ **23.20 Magazine : Strophes.** De Bernard Pivot. **23.40 Informations : 24 heures sur la 2. 0.15 Entrez sans frapper.**

FR 3

20.30 Cinéma : Et pour quelques dollars de plus ■ Film italien de Sergio Leone (1965). Avec Clint Eastwood, Lee Van Cleef, Gian Maria Volonte, Klaus Kinski. **22.50 Journal. 23.10 Rallye de Monte-Carlo. 23.15 Magazine : Océaniques.** Emission de Pierre-André Boutang. Entretien d'André Berten avec le philosophe Michel Foucault, mort en 1984. **0.10 Musiques, musique.** Sonate n° 2 en ré majeur, opus 94, de Prokofiev, par Khou Qiam.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Poltergeist II ■ Film américain de Brian Gibson (1986). Avec Jobeth Williams, Craig T. Nelson, Heather O'Rourke, Oliver Robins. **21.55 Flash d'informations. 22.00 Football.** Tournoi de Bercy (1re journée) : FC Cologne ; Spartak Moscou ; Botafogo ; Nantes ; Auxerre ; PSG. **23.35 Football américain. 0.25 Cinéma : Absolute beginners** ■ Film anglais de Julian Temple (1985). Avec Eddi O'Connell, Patsy Kensit, David Bowie, James Fox, Ray Davies (v.o.). **2.15 Série : Le retour de Mike Hammer.**

LA 5

20.30 Cinéma : le Mouton enragé ■■ Film français de Michel Deville (1974). Avec Jean-Louis Trintignant, Romy Schneider, Jean-Pierre Cassel, Jane Birkin. **22.20 Spécial Paris-Alger-Dakar. 22.40 Série : Matlock.** Représailles. **23.30 Série : Maigret** (rediff.). **1.15 Série : La grande vallée** (rediff.). **2.25 Série : La cinquième dimension.** Kentucky et zoo d'enfant (rediff.). **3.00 Spécial Paris-Alger-Dakar** (rediff.).

M 6

20.50 Téléfilm : Tant qu'il y aura des hommes (1re partie). *La vie d'un groupe de soldats à Hawaii avant le bombardement de Pearl-Harbour. D'après le best-seller de James Jones.* **22.30 Feuilleton : Pot-Bouille.** (3e épisode (rediff.). **23.20 Journal et météo. 23.35 Magazine : Club 6. 0.20 Magazine : Charmes** (rediff.). **0.50 Série : La ligne de démarcation.** Erre Toranea (rediff.). **1.20 Feuilleton : Nans le berger.** 6e épisode (rediff.). **1.55 Musique : Clip des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : le rythme et la raison. Les opéras imaginaires de Franz Liszt. **20.30 Le grand débat.** La culture est-elle un enjeu politique ? **21.30 Dramatique :** Clowns au corridor, de Catherine Desormière. **22.40 La nuit sur un plateau.** A propos du dossier du *Monde diplomatique* : « Des sociétés malades de leur culture ». **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : Symphonie n° 39 en mi bémol majeur, K 543, et Thamos roi d'Egypte, musique de scène pour solistes, chœur et orchestre K 345 de Mozart, par l'Orchestre national de France et le chœur de Radio-France, dir. Gérard Schwarz ; à 23.07, feuilleton : *De l'opus 1 à l'opus 145* (Carl Lœwe, un génie méconnu du lied et de la ballade). **0.00 Musique de chambre.**

Mardi 19 janvier

TF1

14.45 Variétés : La chance aux chansons. Emission de Pascal Sevran. Avec les jeunes prodiges de l'accordéon ; Romain Didier, Allain Lefrest. **15.05 Téléfilm : Lames de fond.** De Youri, avec Marie Dubois, Frédéric de Pasquale. **16.45 Club Dorothée. 17.00 Magazine : Panique sur le 16.** Animé par Christophe Dechavanne. Mode, littérature, cinéma, théâtre, revue de presse et rubriques insolites. Avec Alain Yvorra, Sheila, Valli, Diplomatic. **17.58 Flash d'informations. 18.00 Série : Mannix.** Trafic dans l'ombre. **19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Tapis vert. 20.40 Ciné-star : la Tour infernale** □ Film américain de John Guillermin (1974). Avec Steve Mac Queen, Paul Newman, William Holden, Faye Dunaway, Fred Astaire. **23.25 Magazine : Ciné-star (suite).** De Michel Denisot. Thème « La séduction au cinéma » ; L'actualité cinématographique (invité : Gérard Lanvin). **0.25 Les Nobel à la une.** En direct du Musée d'Orsay. Débat sur le thème « Culture et société ». **0.40 Journal. 0.50 La Bourse. 0.55 Variétés : Panique sur le 16** (rediff.). Alain Yvorra, Sheila, Valli, Diplomatic.

A 2

14.30 Magazine : Fête comme chez vous. De Frédéric Lepage, présenté par Marc Bessou. Avec Catherine Lara, Phill Barney. **15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Fête comme chez vous** (suite). **16.40 Flash d'informations. 16.45 Série : Au fil des jours.** Vive les études. **17.15 Récré A2.** Barbapapa ; Bogus ; Clémentine ; Les Campbells. **17.50 Variétés : Un DB de plus.** De Didier Barbelivien. Avec Yves Duteil, Samantha Fox, Jamais Bleu, France Gall, Mikado. **18.10 Flash d'informations. 18.15 Série : Ma sorcière bien-aimée. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : Maguy.** Recherche sosie désespérément. **20.00 Journal.** ▶ **20.30 Mardi-Cinéma : l'Amour en douce** ■ Film français d'Edouard Molinaro (1984). Avec Daniel Auteuil, Jean-Pierre Marielle, Emmanuel Béart, Sophie Barjac, Roger Dumas. **22.05 Les jeux de Mardi-Cinéma** Présenté par Fabrice. **23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 0.00 Entrez sans frapper.**

FR 3

15.05 Magazine : Télé-Caroline. Présenté par Caroline Tresca. Mon héros préféré ; Decoramdam ; Top sixties ; La main verte ; La télé du cœur ; Faites-vous des amis ; Province-chic, province-choc ; De Ane à... Zèbre ; Mamy-Papy ; Jeu de la séduction. **17.00 Flash d'informations. 17.05 Feuilleton : Studio folies.** Le poker en action. **17.30 Jeu : Ascenseur pour l'aventure. 17.35 Jeu : Génies en herbe. 18.00 Dessin animé : Mister T.** La deuxième chance. **18.30 Feuilleton : Arthur, roi des Celtes.** 12e épisode : Femmes saxonnes. **19.00 Le 19-20 de l'information.** Présenté par Philippe Dessaint et Catherine Matausch. De 19.07 à 19.30, actualités régionales. **19.55 Dessin animé : Il était une fois la vie.** Les muscles et la graisse. **20.05 Jeux : La classe.** Présentés par Fabrice. **20.25 INC. 20.30 Cinéma : le Raid** ■ Film américain de Hugo Fregonese (1954). Avec Van Heflin, Anne Bancroft, Lee Marvin, Peter Graves. **22.05 Journal. 22.25 Rallye de Monte-Carlo.** Résumé de l'épreuve. **22.30 Emissions régionales.**

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Liés par le sang □ Film américain de Terence Young (1979). Avec Audrey Hepburn, Ben Gazzara, James Mason, Irène Papas, Maurice Ronet. **15.55 Cinéma : Rosa Luxemburg** ■■ Film allemand de Margarethe von Trotta (1985). Avec Barbara Sukova, Daniel Olbrychski. **17.50 Cabou cadin.** Alvin et les Chipmunks. **18.10 Flash d'informations. 18.16 Dessins animés. 18.25 Dessin animé : Le piaf. 18.26 Top 50. 18.55 Star-quizz.** Présenté par Alexandra Kazan. Invités : Marie Daems, Louis Ferrand, Michel Delpech. **19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et Les Nuls. Invités : Roger Planchon, Zabou. **20.30 Cinéma : la Vie dissolue de Gérard Floque** □ Film français de Georges Lautner (1986). Avec Roland Giraud, Jacqueline Maillan, Marie-Anne Chazel, Mathilda May. **21.50 Flash d'informations. 21.55 Cinéma : A la poursuite du diamant vert** ■■ Film américain de Robert Zemeckis (1984). Avec Michael Douglas, Kathleen Turner, Danny de Vito, Zack Norman, (v.o.). **23.35 Football.** Tournoi en salle à Bercy (2e journée). **1.10 Cinéma : le Beau Serge** ■ Film français de Claude Chabrol (1959). Avec Gérard Blain, Jean-Claude Brialy, Bernadette Lafont, Michèle Meritz, Claude Cerval.

LA 5

15.20 Série : La grande vallée. Les gens de biens. **16.30 Série : La cinquième dimension.** Le dernier chevalier. **16.55 Dessin animé : Le magicien d'Oz. 17.20 Dessin animé : Flo et les Robinson suisses. 17.45 Dessin animé : Le tour du monde de Lydie. 18.10 Série : Wonder Woman.** La reine et le voleur. **19.00 Jeu : La porte magique.** Présenté par Michel Robbe. **19.30 Boulevard Bouvard.** De Philippe Bouvard. **20.00 Journal. 20.30 Variétés : Collaricocoshow.** Emission présentée par Stéphane Collaro. Avec Chantal Goya, Muriel Dacq, Bertignac et les visiteurs, Gérard Blanchard. **22.10 Spécial Rallye Paris-Alger-Dakar. 22.40 Série : Spenser.** Au bord du fleuve. **23.30 Série : Maigret.** L'amie de Mme Maigret (rediff.). **1.15 Série : La grande vallée.** Les gens de biens (rediff.). **2.25 Série : La cinquième dimension.** Le dernier chevalier (rediff.). **3.00 Spécial Paris-Alger-Dakar** (rediff.).

M 6

14.20 Série : La ligne de démarcation. Ernest (rediff.). **14.50 Feuilleton : Nans le berger.** (7e épisode, rediff.). **15.20 Jeux : Clip combat. 16.55 Hit hit hit hourra ! 17.05 Série : Daktari.** Les otages. **18.00 Journal et météo. 18.15 Cinéma : le Gendarme et les gendarmettes** □ Film français de Jean Girault et Tony Aboyantz (1982). Avec Louis de Funès, Michel Galabru, Maurice Risch, Jacques François. **19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Les routes du paradis.** L'erreur. **20.50 Téléfilm : Tant qu'il y aura des hommes** (2e partie). De Ron Satloff, avec Natalie Wood, William Devane, Kim Basinger, Roy Thinnes. **22.30 Série : Maîtres et valets** (rediff.). **23.20 Journal et météo. 23.35 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.20 Série : La ligne de démarcation.** Ernest (rediff.). **0.50 Feuilleton : Nans le berger** (7e épisode, rediff.). **1.20 Musique :** *Boulevard des clips.* **1.55 Clip des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. Les opéras imaginaires de Franz Liszt. **20.30 Archipel médecine.** L'andrologie. **21.30 Ariane Mnouchkine interroge Simone Veil. 22.40 Nuits magnétiques.** Les mariniers (1re partie). **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.**

FRANCE-MUSIQUE

20.05 XXIXe Concours international de guitare. Extraits du récital de Costas Cotsiolis. **20.30 Musique ensembles.** Kyoran, de Canat de Chizy ; Les jardins d'entre-monde, de Tiet ; Dérive, de Boulez ; Deux phases, d'Alsina, par l'Ensemble Alternance, dir. Lucas Pfaff. **22.30 L'univers non tempéré.** Musique traditionnelle celtique, par Albert Poulain (chant français), Annie Ebrel et Laurent Join (chant breton), Patrick Mollard (cornemuse), Youenn Lebihan (cornemuse et bombarde). **0.00 Club d'archives.**

Audience TV du 17 janvier 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

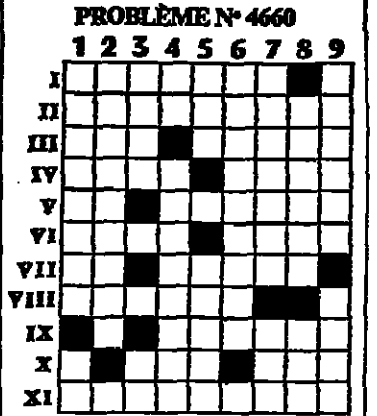
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	58.0	7 sur 7 20.5	Stade 2 12.5	Casse-cou 9.0	Défense canon 5.0	Mondo Diego 4.5	Oncle Bill 4.5
19 h 45	61.0	7 sur 7 21.0	Maguy 19.0	Casse-cou 8.5	Ça cartoon 3.0	Mondo Diego 7.5	Mon ami Ben 2.0
20 h 16	66.5	Journal 25.0	Journal 19.5	Benny Hill 10.5	Ça cartoon 5.5	Journal 3.5	Mash 3.0
20 h 55	68.0	Pass. hommes 32.5	3 morts à 0 7.5	Variétés 3.0	Explosers 3.0	Elle 14.5	Travx Hercule 10.0
22 h 08	63.5	Pass. hommes 31.5	Œil coulisses 3.0	Journal 3.0	Explosers 3.0	Elle 14.0	Travx Hercule 10.5
22 h 44	35.0	Sport soir 7.5	Œil coulisses 6.0	Menaces 9.0	67-87 1.5	Paris-Dakar 6.0	Drôles de dames 6.5

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4660



HORIZONTALEMENT

I. Constitue une partie de certains pépins mais d'aucun noyau. – II. Avec elle, faute d'être attisé, le feu s'éteint très vite. – III. Tel que l'on a pu parvenir à un brillant résultat. Supporte bien les coups de boutoir. – IV. Il a beaucoup été fait pour ses beaux yeux. Avec lui, on peut être garanti qu'il va y avoir du sport ! – V. Doit être couché pour qu'on puisse lever. N'est donc pas chaud pour les frais. – VI. Ne peut que satisfaire celui qui souhaite davantage se faire connaître. Ont souvent le feu au derrière. – VII. Conjonction. Ancien élément d'une formation. – VIII. Qui a donc permis de faire le rapprochement. – IX. Qui ne va pas de pair avec les impairs. – X. Prend de court sur le court. On en a vite fait le tour. – XI. Offrent plus que largement de quoi payer les pots cassés.

VERTICALEMENT

1. Un qui pouvait faire des boulettes sans que cela tire à conséquence. Endroit idéal pour faire de bonnes « sorties ». – 2. Leurs recettes sont autant d'occasions de dépenses. – 3. Pour qu'ils soient bons, il faut du sel. Caché en partie. – 4. Forcé à agir. Incite nombre de gens à tourner la page. – 5. A beaucoup de bosses. Amenée à perdre contenance. – 6. Pour lui, ce n'est pas au fond des buts qu'il s'agit d'envoyer le ballon. – 7. Il vaut mieux passer la main plutôt que les caresser. Sigle. – 8. A servi de base à maintes compositions. Moteur à explosion. – 9. Se trouvent loin de chez nous ou bien se situe dans l'une de nos régions. Temps de cuissons.

Solution du problème n° 4659

Horizontalement

I. Conférencières. – II. Aréopage. Crabes. – III. Ratière. Gag. – IV. Ris. RER. Ironie. – V. Es. Av. Io. Etiers. – VI. Lob. Irène. Estoc. – VII. En. Réa. Clou. Eso. – VIII. Routiers. – IX. Râle. Unies. Troc. – X. Valet. Tare. – XI. Vison. Anerie. – XII. Assiégé. Tessons. – XIII. Egée. La. Esse. – XIV. Alun. Haine. Eté. – XV. Néréides. Escroc.

Verticalement

1. Carreleur. Varan. – 2. Oraison. Avis. Le. – 3. Nets. Classeur. – 4. Foi. Eloigné. – 5. Epervier. Enée. – 6. Rare. Raout. Gê. – 7. Egérie. Un. Ae. Hé ! – 8. Né. Onction. Las. – 9. GI. Elie. Etai. – 10. Icare. Oestre. Né. – 11. Ergoteur. Aisées. – 12. Râ. Nis. Stress. – 13. Ebriété. Ré. Oser. – 14. Se. Eros. Aneto. – 15. Su. Scotch. Ec.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 17 janvier :

DES ARRÊTÉS

● Du 4 janvier 1988 relatif aux conditions d'octroi des prêts locatifs aidés accordés par le Crédit foncier de France et aux caractéristiques financières de ces prêts.

● Du 24 décembre 1987 modifiant l'arrêté du 17 juin 1987 relatif au niveau de puissance acoustique admissible des tondeuses à gazon.

● Du 11 janvier 1988 fixant les conditions de délivrance d'un certain nombre de certificats d'aptitude professionnelle.

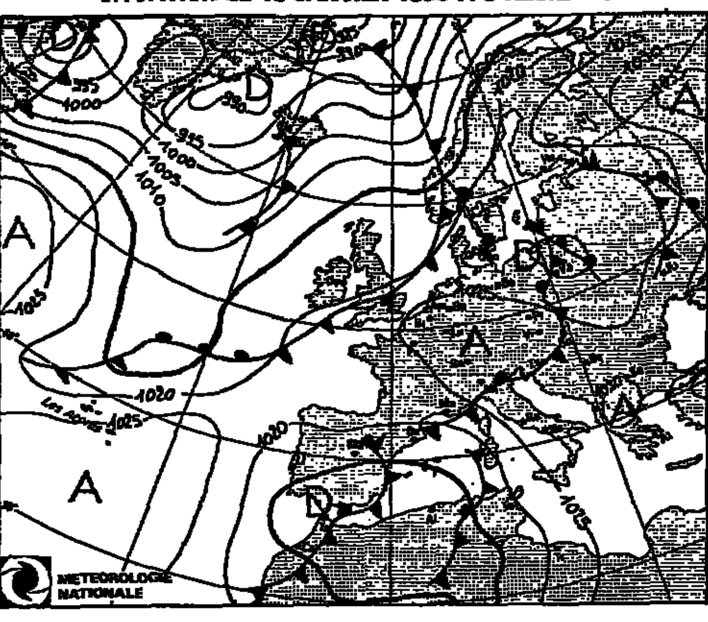
EN BREF

● **Le RER en Sud-Express.** – Le Centre ouest parisien d'études ferroviaires (COPEF) organise, le samedi 30 janvier, une visite insolite de la banlieue sud au départ de la gare de Paris-Lyon en direction de Dourdan et de Versailles – ligne C du RER – dans un train rappelant le Sud-Express des années 30 (locomotive électrique 2 D 2, voiture-restaurant bleue de la Compagnie des Wagons-Lits). Un déjeuner sera servi à bord. Le départ aura lieu à 8 h 30, le retour à 14 h 30.

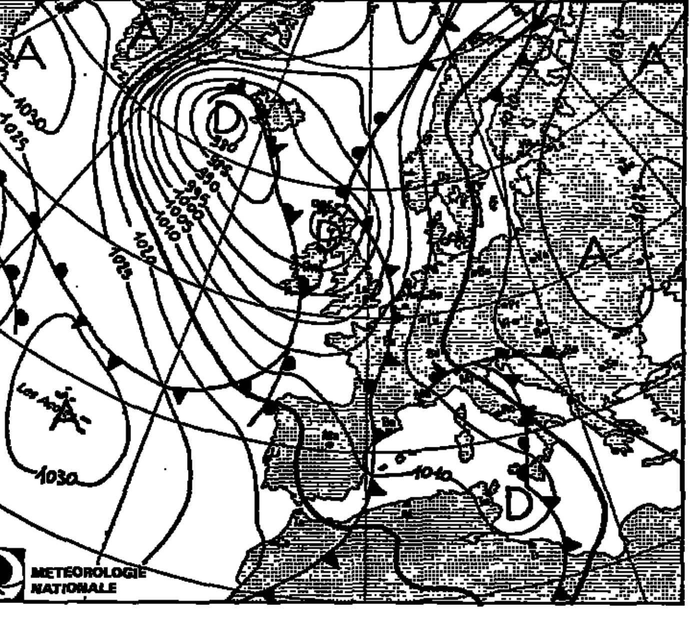
★ Inscriptions : 330 F par personne, auprès du COPEF, 19, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. Joindre un chèque et une enveloppe timbrée pour la convocation.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18 JANVIER 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 20 JANVIER A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 18 à 0 h TU et le mardi 19 janvier à 24 h TU.

La dépression méditerranéenne ne s'éloigne que lentement vers la Sicile. Ainsi, de fréquentss passages pluvieux persisteront sur le sud-est du pays. D'autre part, de nouvelles pluies, liées à une perturbation venue de l'Atlantique, gagneront peu à peu par l'ouest.

Mardi : nuages, pluie et douceur persistante.

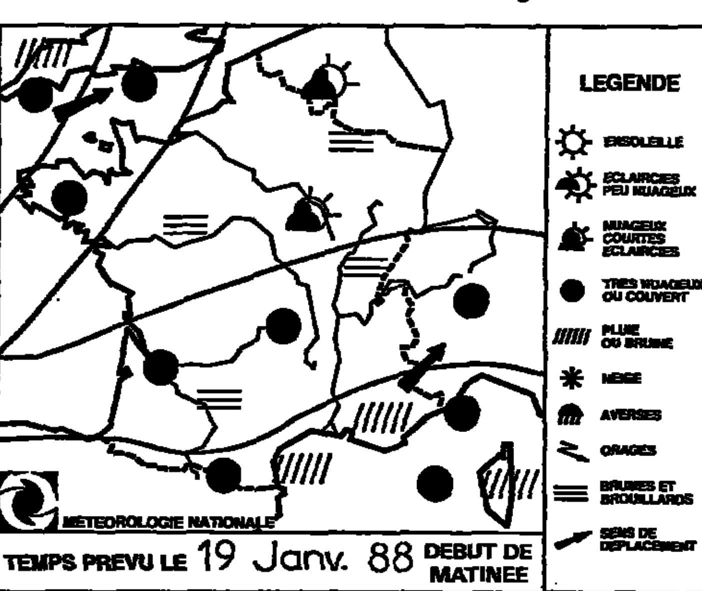
Sur le Nord, la Normandie, la Bretagne, les Pays de Loire et les Charentes, le ciel restera gris toute la journée. Il commencera à pleuvoir sur la Bretagne au cours de la matinée. L'après-midi, ces pluies gagneront les autres régions. Les vents de sud souffleront assez fort.

Au sud d'une ligne Bordeaux-Genève, les nuages seront abondants. Il pleuvra par moments, surtout vers l'est du relief, où il neigera aux environs de 1 500 mètres. Près des côtes méditerranéennes, les vents d'est souffleront forts en rafales.

Sur le reste du pays, soit un quart nord-est, les brouillards matinaux se dissiperont lentement. L'après-midi, le soleil fera de timides apparitions.

Les températures matinales iront de 2 à 6 degrés sur la moitié nord. De faibles gelées sont possibles sur le Nord-Est. Sur la moitié sud, il fera entre 7 et 9 degrés jusqu'à 12 degrés près des côtes.

L'après-midi, elles s'étageront entre 8 et 15 degrés du nord au sud.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 16-01 à 6 heures TU et le 17-01-1988 à 6 heures TU — le 16-01-1988

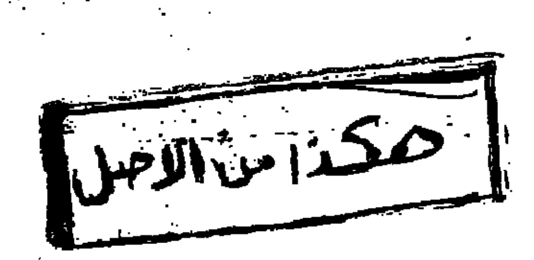
FRANCE			
AJACCIO	15	8	N
BIARRITZ	11	10	B
BORDEAUX	13	6	B
BOURGES	9	5	B
BREST	10	3	N
CAEN	5	2	C
CHERBOURG	9	2	B
CLERMONT-FERR.	9	4	B
DIJON	7	4	B
GRENOBLE St-M-H	10	1	N
LILLE	7	2	B
LIMOGES	8	3	B
LYON	9	4	B
MARSEILLE-MAR.	15	9	C
NANCY	8	0	B
NANTES	7	7	C
NICE	15	10	P
PARIS-MONTS.	7	5	C
PAU	12	9	C
PERPIGNAN	14	11	P
RENNES	5	2	B
ST-ÉTIENNE	12	0	B
STRASBOURG	7	3	B
TOURS	8	5	B
TOULOUSE	15	9	C
POINTE-A-PITRE	30	18	A

ÉTRANGER			
ALGER	19	8	N
AMSTERDAM	5	0	N
ATHÈNES	13	3	C
BANGKOK	35	21	N
BARCELONE	14	12	P
BELGRADE	9	4	C
BERLIN	3	3	P
BRUXELLES	7	1	C
LE CAIRE	15	9	D
COPENHAGUE	3	1	C
DAKAR	22	17	D
DELHI	23	9	D
DJERBA	19	15	N
GENÈVE	6	0	–
HONGKONG	20	16	C
ISTANBUL	7	1	D
JÉRUSALEM	6	1	P
LISBONNE	16	10	D
LONDRES	5	2	C
LOS ANGELES	15	9	A
LUXEMBOURG	5	–2	B
MADRID	11	5	C
MARRAKECH	12	9	A
MEXICO	24	8	B
MILAN	8	5	P
MONTRÉAL	5	0	P
MOSCOU	–2	–8	*
NAIROBI	30	21	P
NEW-YORK	5	–1	C
OSLO	2	1	*
PALMA-DE-MAL.	16	11	P
PÉKIN	–	–	–
RIO-DE-JANEIRO	32	28	D
ROME	16	8	D
SINGAPOUR	28	25	C
STOCKHOLM	0	0	C
SYDNEY	24	19	N
TOKYO	9	2	D
TUNIS	19	15	N
VARSOVIE	3	0	P
VENISE	7	–5	B
VIENNE	–1	–2	*

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



Éducation

M. Valade souhaite des collèges universitaires dès la rentrée prochaine

M. Jacques Valade, ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, a affirmé, le 17 janvier au Grand oral Pacific FM *le Matin*, qu'il espère introduire, dès la rentrée prochaine, des collèges universitaires de premiers cycles dans les universités françaises. « *C'est mon objectif* », a-t-il souligné, en précisant toutefois qu'il ne pouvait l'atteindre que « *si la communauté universitaire est mobilisée pour cela* ». Autrement dit, les *universités* sont invitées, si elles le peuvent et si elles le souhaitent, à avancer rapidement dans cette direction.

Cette idée de collèges universitaires a été lancée récemment par le rapport de la commission Demain l'université et retenue par M. Valade (*le Monde* des 7 et 8 *janvier*). Pour le ministre de l'enseignement supérieur, de tels collèges, qui seraient « *partie intégrante des universités* », devraient permettre de structurer l'ensemble des formations de premier cycle et de les regrouper dans « *des ensembles cohérents et à taille humaine* ».

Enfin, M. Valade a indiqué qu'un conseil interministériel sur l'éducation et les universités se tiendrait cette semaine – probablement jeudi 21 janvier – pour examiner l'ensemble des projets du gouvernement. L'objectif, précise-t-on, est de mettre en cohérence les plans de MM. Monory et Valade et de tracer une première esquisse du projet de loi de programmation en matière d'éducation annoncé par M. Jacques Chirac.

● **Opération « écoles désertes » dans le Val-d'Oise.** – Près de cinq cents enseignants et parents d'élèves du Val-d'Oise *ont* manifesté, le samedi 16 janvier, *aux* abords du ministère de l'éducation nationale pour réclamer la création de postes supplémentaires d'enseignants *dans ce département*. Les instituteurs du SNI-PEGC *et* les parents de la FCPE organisaient simultanément une opération « *écoles désertes* » dans les huit cents groupes scolaires du Val-d'Oise. *Le mouvement a été* particulièrement suivi dans la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, où la nomination d'instituteurs ne suit pas le rythme des mises en service de logements neufs et l'arrivée de nouveaux habitants. (*le Monde*, du 21 *novembre* 1987).

Défense

Au secrétariat général de la défense nationale

Six cents fonctionnaires sans « patron »

Depuis deux mois, cinq cent quatre-vingt-cinq fonctionnaires civils et militaires, dépendant du premier ministre, travaillent sans « hiérarque » à leur tête. En effet, depuis le 16 novembre 1987, les fonctionnaires du secrétariat général de la défense national (SGDN) n'ont pas de « patron », après le départ du général Gilbert Forray, devenu chef d'état-major de l'armée de terre.

Officiellement, le SGDN assiste le premier ministre dans l'exercice de ses responsabilités de *défense que* la constitution lui reconnaît. Jamais une succession n'avait donné lieu à autant de tergiversations.

En juillet 1987, le général Jacques de Barry cesse ses fonctions de secrétaire général de la *défense* nationale qu'il occupait depuis 1983. Le général Forray, alors chef de l'état-major particulier de la présidence de la République, lui succède. On croit comprendre que l'intéressé n'est là qu'en attente du poste de chef d'état-major des armées, détenu par le général Jean Saulnier. Il en ira autrement (*le Monde* des 29 et 6 novembre 1987).

Le général Saulnier, qui atteint la limite d'âge de son rang à la mi-novembre, ne bénéficie d'aucun sursis jusqu'à l'élection présidentielle, et le général Maurice Schmitt le remplace, laissant l'état-major de l'armée de terre, dont il était le chef depuis septembre 1985, au général Forray, du SGDN.

Depuis lors, le SGDN est sans titulaire au « sommet », et le secrétaire général adjoint de la défense nationale, M. Bernard Dejean de La Bâtie, un diplomate de carrière comme le veut la tradition, tient non sans mérite la barre d'un organisme chargé, tout à la fois, de réfléchir à la stratégie de défense, de recueillir et d'exploiter le renseignement « tous azimuts », de rédiger la réglementation nationale en matière de défense, de participer aux négociations internationales sur la sécurité et de contrôler toutes les affaires d'exportation de matériels « sensibles ».

Convoitises

Avant le départ du général Forray, une réorganisation du SGDN, préparée par les « audits » extérieurs et annoncée à grand renfort de publicité après un conseil des ministres qui lui fut consacré, avait visé à rendre encore plus dynamique et plus responsable cet organisme interministériel qui, toutes conditions étant égales par ailleurs, sert de « mini » conseil national de sécurité, comme il peut en exister à l'étranger, à commencer aux Etats-Unis. En particulier, c'est le secrétaire général de la défense nationale qui, par l'intermédiaire d'un officier général spécialement détaché pour la circonstance, assure le secrétariat des conseils de défense, qui réunissent, autour du chef de l'Etat, le premier ministre et les ministres concernés, en France, par les problèmes de sécurité.

Les difficultés ponctuelles de la « *cohabitation* » expliqueraient-elles le temps perdu à trouver un successeur au général Forray ? A en juger par la façon dont traîne la décision, on serait tenté de le croire si, de surcroît, ne venaient s'ajouter aux complications politiques les revendications des armées, en règle générale, à conserver pour elles un poste important face à d'éventuels appétits des administrations civiles.

Si le premier ministre tient à placer à la tête du SGDN son actuel conseiller technique en matière de défense et d'armement, M. Jean Picq, quarante-trois ans, conseiller référendaire à la Cour des comptes, que sa jeunesse et son origine desservent auprès de l'Elysée, la marine pousse son candidat, l'amiral René Beaussant, inspecteur général de la marine nationale, et, dans l'armée de terre, certains songent à rappeler le général Charles de Llamby, qui vient de quitter le PC de la 1re Armée.

On le constate : le SGDN suscite des *vocations* et c'est le « *trop-plein* », comme eût dit en son temps le général de Gaulle, avec toutes les convoitises jusitifiées ou non qu'il attire, qui serait plutôt à déplorer. Raison de plus pour s'étonner qu'un tel organisme, créé sous sa forme présente en 1962, demeure sans titulaire depuis deux mois. Les méchantes langues observeront qu'il semble ne pas manquer au paysage militaire français.

JACQUES ISNARD.

Un « attentat » élucidé vingt-cinq ans après

La bombe du SDECE au quai d'Orsay

L'erreur technique d'un « artificier » *du Service de documentation* extérieure et de contre-espionnage (SDECE) est à l'origine de la mort accidentelle d'un employé du ministère français des affaires étrangères *en* 1962, *alors qu'on l'avait* mise, à l'époque, *sur le compte* de l'Organisation armée secrète (OAS), qui était un mouvement clandestin luttant contr le pouvoir gaulliste pendant la guerre d'Algérie.

Un quart de siècle après, cette révélation figure dans le livre, à paraître et intitulé *1 000 jours à Matignon*, de M. Constantin Melnik, *qui fut*, entre 1959 et 1962, un conseiller *technique* chargé des questions de sécurité et de services spéciaux au cabinet du premier ministre, M. Michel Debré. C'est la première fois que *sont données* de telles indications officielles *sur l'« attentat »* du quai d'Orsay.

En pleine offensive OAS contre le gouvernement, une bombe explosait, le 22 janvier 1962, dans les locaux du ministère *des affaires étrangères*, tuant un employé. Personne ne suspecta, à l'époque, les services secrets français, alors même que d'autres attentats défiaient l'Etat à Paris avec, pour motif, le maintien de la présence française en Algérie. « *La réalité est tout aussi terrible mais plus simple* », admet aujourd'hui, pour la première fois, M. Melnik, qui s'occupait des questions de renseignement auprès du premier ministre de l'époque. « *C'est un engin explosif que le service* (en la circonstance le SDECE, devenu la Direction *générale de la sécurité* extérieure en 1981) *s'apprêtait à expédier au Maroc par la valise diplomatique qui avait sauté.* »

L'auteur du livre 1 000 jours à Matignon explique que le SDECE avait voulu faire ainsi parvenir un explosif à son « poste » de Rabat *dans le* but de lui permettre de *mener une attaque contre une* base opérationnelle du FLN (le Front de libération nationale en Algérie) au Maroc. L'opération *avait été autorisée*, et l'officier *du service* « *action* », chargé de la préparation de l'*explosif*, *était* un officier expérimenté, à la compétence reconnue, selon M. Melnik. Un triple système de sécurité *devait empêcher* toute explosion *durant le transport*, en cas de choc brutal. « *Jamais, au grand jamais, l'engin n'aurait dû sauter* », écrit l'auteur du livre.

Selon M. Melnik, *le général* Paul Grossin, alors directeur général du SDECE, revendiqua, à l'Elysée, la responsabilité de l'opération, et « *une pluie d'arrêts de rigueur* » sanctionna les *exécutants*. « *Dans l'affaire Greenpeace*, note l'ancien conseiller technique de M. Debré, *l'Etat français a présenté ses excuses et payé des dédommagements [...]. La famille de l'employé du quai d'Orsay, tué non par une bombe de l'OAS mais par une explosion due à la maladresse du SDECE, a-t-elle reçu les réparations auxquelles elle a droit ?* »

CAMPUS

L'histoire du français à l'étranger

LA Société internationale pour l'histoire du français, langue étrangère ou langue seconde vient de se constituer. Cette association, qui regroupe des universitaires parisiens et provinciaux, a pour vocation de favoriser l'étude *de l'histoire de l'enseignement et de la diffusion du français à l'étranger. Elle veut réunir les chercheurs en faisant connaître les résultats de leurs travaux. Elle demande l'ouverture de nouvelles filières universitaires et la création d'un centre de documentation et d'archives. Ouverte également aux étudiants pour faciliter leurs recherches, elle organisera des colloques et des séminaires pour mettre à jour dans son intégralité l'histoire du français à l'étranger. Le champ d'investigations est vaste, car de nombreuses zones d'ombre demeurent. Ainsi que le rappelle M. André Reboullet, membre de l'association,* « le français est avec l'anglais la seule langue qui ait connu une extension planétaire ». *Que sait-on, par exemple, du travail de ces dix mille institutrices, ou* « demoiselles françaises », *qui, en Russie, avant 1914, enseignaient la langue française ?*

Mais au-delà de la recherche, la création de cette association relance aujourd'hui la question de l'étude du français hors de l'Hexagone. Connaître ses bases stratégiques et découvrir ses points d'appui loin des frontières devrait, en principe, favoriser sa promotion.

J. P.

(Société internationale pour l'histoire du français, langue étrangère ou langue seconde, 9, rue Lhomond, 75005 Paris. Tél. : 57-07-42-73.)

Tourisme à Chambéry

L'université de Savoie à Chambéry crée, à la rentrée prochaine, une maîtrise de sciences et techniques trilingue de « management et marketing de l'hôtellerie et des hébergements de loisirs ». *Les étudiants* passeront notamment six mois à Cardiff, au Department of Food and Hôtel Studies du South Clamorgan Institute.

(Département LEA. Tourisme. Commerce international. BP 1104, 73011 Chambéry cedex. Tél. : 79-69-27-18.)

Banques et collectivités locales

Sciences-Po Rhône-Alpes organise, le 9 février au domaine de Rajat (Rhône), un *séminaire intitulé* « Banques et collectivités locales, pour un nouveau partenariat », conçu pour les cadres de banques *chargés de développer les relations avec ces collectivités. Il* étudiera les règles financières et budgétaires propres à ces administrations, leurs attentes en *matière de crédit, les moyens de communiquer avec leurs responsables.*

(Sciences-Po Rhône-Alpes. IEP de Grenoble. BP 45, 38402 Saint-Martin d'Hères cedex. Tél. : 76-82-60-00 et 76-82-60-13.)

Chimie

Faire se rencontrer les étudiants en chimie et les entreprises, tels sont les buts de deux *manifestations* organisées à Toulouse et à Paris. *La première*, les 19 et 20 janvier, *sera* consacrée à « l'avenir de la profession ». *La seconde se tiendra* les 20 et 21 janvier à *la Maison* de la chimie.

(Ecole nationale supérieure d'ingénieurs de génie chimique, chemin de la Loge 31, 31078 Toulouse. Tél. : 61-52-92-41.)

(Forum Chimie-Centre, 10, rue Vauquelin, 75231 Paris cedex 05. Tél. : 45-35-41-82.)

FAITS DIVERS

Un médecin français assassiné à Dakar

Un médecin *français*, le docteur Denis Legrand, cinquante-cinq *ans*, *a été* assassiné, le 6 janvier dernier, dans son cabinet médical à Dakar (Sénégal). Frère de M. Jean-François Legrand, sénateur (RPR) de la Manche, le docteur Legrand n'avait, selon sa famille, « *aucune activité politique* ». Il comptait parmi ses clients plusieurs ministres de l'actuel gouvernement *sénégalais* et avait, dans le passé, soigné le président Léopold Sédar Senghor. On précise, dans son entourage, que le docteur Legrand aurait été tué d'un coup porté à l'aine avec une arme blanche. Un coup qui aurait entraîné le sectionnement d'une artère fémorale, entraînant la mort par hémorragie. Veuf depuis 1987, le docteur Legrand était père de trois enfants. – (*AFP*).

● **Hold-up de Tokyo : un Français arrêté.** – Auteur présumé d'une des plus importantes attaques à *main armée commises* au Japon, un Français, Nordine Tifra, vingt-sept ans, a été arrêté vendredi 15 janvier, à Bobigny (Seine-Saint-Denis), par les policiers de l'Office central de répression du banditisme (OCRB). Inculpé de « *vol à main armée* » et écroué, Nordine Tifra aurait été, avec trois autres complices français, *l'auteur*, le 25 *novembre* 1986, d'*une* attaque contre un véhicule de transport de fonds d'une banque japonaise, à Tokyo. Les quatre malfaiteurs *s'étaient emparés* ce jour-là de 333 millions de yens (13 millions de francs environ), la plus grosse somme en liquide jamais dérobée au Japon.

● **Bhopal : Union Carbide en appel.** – La société Union Carbide *qui avait été jugée responsable de la* fuite de gaz ayant fait plus de deux mille morts à Bhopal, en Inde, et condamnée pour cela à verser 270 *millions* de dollars (près de 1,5 milliard de francs) aux victimes – sur les 16,5 milliards de francs qu'elles demandaient – vient de faire appel *de la décision du tribunal* indien, qu'elle estime « *contraire à la loi et prise sans preuve ni équité* ». Grâce a cet appel, l'Union Carbide entend faire suspendre le paiment des dommages et intérêts dus aux victimes.

Le Carnet du Monde

Naissances

– Fabien ROLAND-LÉVY,
Laurence de CAMBRONNE,
Jérémy et Alexandre,
sont heureux de faire part de la naissance de

Paul,

à Paris, le 12 janvier 1988.

67, rue de Monceau,
75008 Paris.

Décès

– Sami Wajih Akkari,
Fouad Wajih Akkari,
Samia Wajih Akkari,

ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de leur mère,

Mme veuve Wajih AKKARI,
née Adila Hamzawi.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Les condoléances seront reçues les mardi 19 et mercredi 20 janvier 1988, au domicile de son fils Fouad, sis 230, faubourg Saint-Honoré, Paris-8e.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

– M. Gérard Chapuis,
son époux,
Marie-France et Pierre Frappat,
Marie-Alice, Pierre-Henri et Violaine,
Nicole et Bernard Jacquier,
Laurent, Régis et Hervé,
Pierre-Jean et Béatrice Chapuis,
Marilyne, Caroline et Vincent,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Georges et Vigny,
Les parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Léone CHAPUIS,

survenu à Grenoble, le 17 janvier 1988.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 19 janvier 1988, à 10 heures, en la collégiale Saint-André à Grenoble.

4, rue Béranger,
38000 Grenoble.

– Mme Elisane Chahid-Nourai,
sa mère,
M. et Mme Behrouz Jean-Pierre Chahid-Nourai,
M. Behzad Noël Chahid-Nourai,
ses frères et belle-sœur,
Cécile, Alexis, Leili,
ses nièces et neveu,
Les familles Chahid-Nourai, Nourai, Péron, Fouace, Marzin et Poirel,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur
Maryvonne CHAHID-NOURAI,
ancien interne
des hôpitaux psychiatriques,

survenu le 11 janvier 1988, dans sa quarante-huitième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Une messe sera célébrée le mercredi 20 janvier 1988, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16e.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Mme Elisabeth Léger,
sa mère,
M. André Laporte,
son père,
Docteur Jean-Philippe Laporte,
son frère,
Mme Jacques Hélot,
sa tante,
Mme Marie-Paule Pardo,
sa cousine,
M. Philippe Hélot,
son cousin,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Béatrice MAQUET,
née Laporte,

née à Amiens le 28 mai 1946,

survenu à Amiens le 10 janvier 1988.

– M. et Mme Henri Malcor,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice ROLLAND,
président de chambre honoraire
à la Cour de cassation,
grand officier de la Légion d'honneur,
compagnon de la Libération,
croix de guerre 1939-1945,

survenu à Paris, le 14 janvier 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, Paris-7e, le mardi 19 janvier 1988, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu dans la stricte intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

Les personnes désirant manifester leur attachement au défunt pourront faire un don aux associations d'anciens résistants.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue des Marronniers,
75016 Paris.

– **Émile VERAN**

est décédé à l'âge de quatre-vingt-trois ans, à Paris, où il habitait 6, rue du Repos, Paris-20e.

Il a été inhumé dans l'intimité en son village natal, à Plan-d'Orgon (Bouches-du-Rhône).

[Emile Véran, qui fonda vers 1932 le Comité de défense des objecteurs de conscience, a publié de nombreux articles dans la presse pacifiste, ainsi qu'un recueil de poèmes.]

Remerciements

– Mme René Royer,
M. et Mme Pierre-Richard Royer,
profondément touchés des témoignages de sympathie qui leur ont été manifestés dans leur douloureuse épreuve, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine d'accepter leurs sincères remerciements.

12, rue Dupont-des-Loges,
75007 Paris.
14, rue des Tournelles,
75004 Paris.

Anniversaires

– Pour le cinquième anniversaire du décès du

baron d'ARCY,

une messe sera célébrée en sa mémoire, à la chapelle Sainte-Thérèse, 7, rue Boissière, Paris-16e, le 19 janvier 1988, à 12 h 15 précises.

– En ce deuxième anniversaire de la disparition de

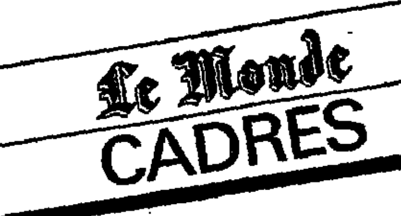
Marthe KAROUBI,

une pieuse pensée est demandée à tous ceux qui l'ont approchée, connue et aimée.

En souvenir de celle qu'il n'oublie pas.

CARNET DU *MONDE*
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques .... 79 F
Abonnés .... 69 F
Communicat. diverses ... 82 F
Renseignements : 42-47-95-03

مكرر من الأصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Un projet motivant pour un ingénieur passionné : tripler la production en 3 ans

Société française (2500 personnes) filiale d'un groupe international réalisant des biens d'équipement, recherche pour une de ses unités de production (environ 200 personnes)

Ingénieur organisation de production

Rattaché au Directeur d'usine et s'appuyant sur l'équipe "Méthodes", il sera chargé de :

- mettre en place les investissements (15 MF) et réimplanter les outils de production,
- rationnaliser et optimiser les méthodes et postes de travail (flux tendus).

Le poste conviendrait à un jeune ingénieur AM ou équivalent possédant une première expérience (2-3 ans) de méthodes, industrialisation, production ou investissements dans une industrie d'assemblage moyenne ou grande série. Des qualités de pragmatisme et d'organisation sont indispensables.
Poste : importante ville d'Alsace.

Ecrire sous réf. 2 A 875-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

GENERALE DE TRANSPORTS ET D'INDUSTRIE
20 000 personnes, leader européen
recherche

Chef de service marketing et commercial

filiale de Caen

Au sein d'une unité performante, rattaché au directeur de celle-ci et faisant partie du comité de direction, il assumera des responsabilités complètes : analyse des marchés, conception des produits, promotion de ceux-ci, animation d'une équipe compétente, relations avec les collectivités locales...

Ce poste particulièrement vivant conviendrait à un candidat à fort potentiel, HEC, ESSEC, ESC... ayant 3 à 5 ans d'expérience professionnelle, créatif, dynamique, ayant des qualités de dialogue et d'animation.

Larges perspectives d'évolution de carrière dans le groupe.

Ecrire sous réf. 2B 764 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

ENERGIE - CHALEUR - CLIMATISATION

X, ECP, MINES, ESE...

Directeur technique

Une entreprise renommée, rattachée à un groupe français de tout premier plan, spécialisée en génie climatique, recherche son Directeur Technique.

Ce poste conviendrait à un solide professionnel du génie climatique, familiarisé avec la mise en œuvre de techniques sophistiquées et ayant de solides compétences dans les problèmes de production d'énergie.
Ses compétences techniques et son envergure personnelle lui permettront de jouer un rôle clef dans l'animation des études et dans les choix technico-économiques.
Poste de premier plan pour candidat de valeur.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 2 A 865-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

Important centre de recherches d'un grand groupe nationalisé recherche

Jeune ingénieur électronicien

pour s'intégrer dans une équipe dynamique chargée de la conception de nouveaux systèmes dans les domaines de la transmission d'informations et de la robotique pour engins mobiles.
Ces études déboucheront sur des équipements industriels mis au point en liaison avec les utilisateurs.

Une formation d'ingénieur diplômé, de très bonnes connaissances en électronique analogique et numérique (circuits et systèmes) sont indispensables.

Une première expérience en télétransmission, ou des notions en radio fréquence seraient appréciées.

Poste à 50 km de Paris. Possibilité logement de fonction.
Rémunération selon expérience.

Ecrire sous réf. 2 B 787-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

Ingénieur généraliste

étude et réalisation de projets techniques débutant

Une entreprise de 300 personnes, rattachée à un grand groupe français leader européen, recherche un jeune ingénieur pour seconder le Chef de Service des Etudes Générales.

Ce service est chargé d'étudier et de réaliser les investissements. Son activité est complète : analyse des besoins, études de rentabilité, réalisation des cahiers des charges, recherche et sélection des fournisseurs, mise en service.
La réussite dans ce poste implique : une formation d'ingénieur grande école, de bonnes capacités d'adaptation à des techniques variées (y compris l'informatique industrielle), des qualités de contact et de réalisation.
Larges possibilités d'évolution dans le groupe. Poste à Rennes.

Ecrire sous réf. 2B 794 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

Chez un premier mondial

Jeune ingénieur développement

ECP, MINES, AM

Une société française de réputation mondiale, réalisant des biens d'équipement de haute performance, recherche un Ingénieur grande école pour l'intégrer à une équipe de développement.

Ce poste conviendrait à un candidat débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience en recherche appliquée (acquise en industrie ou à l'occasion d'un doctorat), ayant de bonnes connaissances en matériaux (soit en extrusion de matières plastiques, soit en métallurgie), à même d'assumer des responsabilités dans les domaines : calcul et dimensionnement, définition des structures, choix de matériaux, essais de qualifications, relations techniques avec les clients.

La réussite dans ce poste implique de fortes compétences techniques conjuguées avec du dynamisme et le sens du travail en équipe.
Connaissance de l'anglais indispensable.
Poste : grande banlieue de Rouen.

Ecrire sous réf. 2B 771 - 8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
etap

PUBLIPANEL

Equipements industriels

DIRECTEUR COMMERCIAL INTERNATIONAL

Cette filiale de grands groupes industriels européens recherche pour son établissement situé dans une ville agréable de la COTE ATLANTIQUE, un Responsable Commercial.

Rattaché au Directeur de l'établissement, il aura pour principales missions : l'analyse des marchés (national et international), la définition de la stratégie commerciale, l'animation et la gestion des services englobant une trentaine de personnes, la responsabilité financière des affaires.

Ce poste s'adresse à un candidat dynamique, disposant d'un bon sens de l'organisation, rompu à l'encadrement et aimant le travail en équipe, gestionnaire rigoureux, âgé de 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce ou d'Ingénieur) et pouvant justifier d'une expérience commerciale réussie, acquise à ce niveau de responsabilités dans la vente d'équipements industriels semi-lourds.

Une bonne culture dans le domaine de la mécanique est indispensable, la connaissance des gros moteurs diesel serait appréciée.

La pratique courante de l'anglais est impérative.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 17/2324 A à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Un tempérament d'animateur pour un contrôle de gestion efficace



Les Brasseries KRONENBOURG, situées à Strasbourg, n° 1 français sur le marché de la bière, poursuivent leur expansion européenne. Elles réalisent un CA de 3,2 milliards de francs à travers leurs marques : KRONENBOURG, 1664, OBERNAI VILLAGE, KRONY, FORCE 4.

Le Contrôleur de Gestion de l'unité de Champigneulles (440 pers.) assume une mission large et vivante de conseil et d'assistance auprès de la Direction.

En association avec le Directeur et les chefs de service, il élabore le budget et le plan à 3 ans, en anime avec son équipe (6 pers.) le suivi et la réalisation, sait traduire en propositions d'actions concrètes le contrôle et l'analyse des écarts, audite et améliore les procédures administratives en maintenant la cohérence avec celles de l'entreprise, assure une bonne qualité de relation et d'information avec ses interlocuteurs du Siège.

La maîtrise de la fonction implique une formation supérieure, une solide compétence étayée sur une expérience de 5 ans au moins en milieu industriel, bien sûr de la rigueur mais aussi un sens réel de la communication et une force de proposition.

etap

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 2 A 851-8 M à
Annie SANTAMARIA, Cabinet E.T.A.P.,
71, rue d'Auteuil - 75016 Paris
Discrétion absolue.

GROUPE BSN
LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Imprimerie Offset Feuille, 100 personnes, spécialisée en travaux de grande qualité, d'étiquettes et de boitages haut de gamme (dorures à chaud, gaufrage etc.) recherche son

CHEF DE FABRICATION

POSTE BASE EN CHARENTE

Il aura en charge la coordination des ateliers, la faisabilité des travaux, la préparation et le lancement des ordres de fabrication.
Pour réussir à ce poste, clef de voûte de l'entreprise, il nous faut un homme expérimenté qui a su prouver ses capacités de technicien, d'animateur, et qui connaisse notre métier en évolution constante.

Si vous pensez correspondre à ce profil, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 88101 à notre Conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU
56, Avenue de Suffren
75015 PARIS

Organisation et Publicité



Ecole Supérieure des Techniques Aéronautiques et de Construction Automobile

Fondée en 1925, cette Ecole de 600 élèves, propriété de l'Association des Anciens Elèves, délivre après 5 ans d'études, un diplôme d'INGENIEUR.
Le départ à la retraite du titulaire amène le Conseil de Gestion (C.G.) à rechercher son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF RESPONSABLE D'ETABLISSEMENT

Il aura pour mission de diriger et gérer cet Etablissement (budget de fonctionnement 8 millions) et conjointement avec le Directeur Pédagogique, assurer la responsabilité du fonctionnement de l'Ecole.
Agé d'au moins 40 ans, de formation supérieure, vous avez une expérience prouvée de la gestion (budgets, comptabilité, bilan...) et des dispositions certaines pour tout ce qui touche aux Relations Humaines (animation, contacts, relations extérieures...).
Nous vous offrons de poursuivre avec le C.G. le développement de l'Etablissement et de participer à l'étendue de son renom.
Si cette opportunité vous intéresse et pour en savoir plus, faites parvenir votre candidature, sous référence 001.PA.019 M, à notre Conseil Michel BARBEY qui vous rencontrera dans les meilleurs délais.

EMPLOI centor
13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE TARN-ET-GARONNE
recrute pour Montauban

JEUNE CHARGÉ(E) D'OPÉRATIONS

H/F 2-3 ans d'expérience en aménagement

Il devra mener à bien études et opérations en liaison avec les élus locaux, les administrations, les maîtres d'œuvre et les entreprises.
La variété des problèmes à résoudre et des domaines d'intervention rend nécessaire des qualités d'efficacité, de dynamisme, de sens des contacts et de disponibilité.

Envoyer lettre manuscrite, photo et indication de salaire à :
Monsieur le Président de la SEMATEG, BP 227
82002 MONTAUBAN CEDEX.

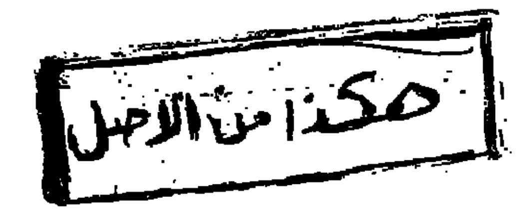
SOGENOR

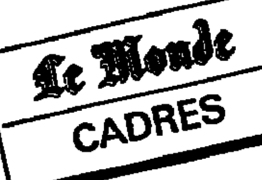
Société d'organisation recherche pour PARIS

Ingénieur conseil en organisation confirmé

ayant expérience ***de mise en place - de contrôle de gestion et de direction par objectifs*** *pour missions ponctuelles de plusieurs mois.*
Possibilité de collaboration plus large en cas de succès.
Rémunération élevée.
Envoyer CV et photo (retournée) SOGENOR, 13 bld Haussmann, 75009 Paris.

média system





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénieur service ingénierie

dominante informatique scientifique AM, INSA, ENSI...

Une société française de réputation mondiale, réalisant des biens d'équipement de haute performance, renforce son potentiel technique et offre un poste à un ingénieur de valeur, ayant un goût marqué pour la technique, allié à du dynamisme, des qualités d'organisation et au sens du travail en équipe.

Il sera chargé
- d'assurer le développement et la maintenance des programmes de calcul,
- de participer au design et au calcul d'équipements dans le cadre de projets et avant-projets.

Ce poste conviendrait à un ingénieur généraliste, ayant de bonnes connaissances en analyse numérique et ayant une première expérience professionnelle (la candidature d'un débutant ayant travaillé sur des programmes de calcul au cours de ses études peut être envisagée).

Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 2B 739-7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Deux chargés de mission

Fédération Professionnelle (branche industrielle) propose à des cadres possédant une expérience polyvalente, deux opportunités de postes aux responsabilités nombreuses et variées.
- préparation et suivi de commissions,
- études et conseils pour la profession,
- relations avec les adhérents et l'environnement.

Ces postes nécessitent une bonne maturité, des qualités de contacts et des capacités réelles d'expression écrite et orale. Ils conviendraient à des cadres de formation supérieure ayant une expérience professionnelle d'au minimum 5 ans dans un domaine proche ou dans une entreprise comme Chargé d'études par exemple.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : **190 000 F/an**

Ecrire sous réf. 2 A 862 - 8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Jeune cadre marketing industriel

Un groupement d'entreprises, formant un réseau national spécialisé dans la vente et la maintenance de moteurs thermiques et de matériels industriels, recherche un jeune ESC (ou niveau équivalent).

Il assumera, avec initiative et autonomie, des responsabilités polyvalentes :
- conduites d'études variées : marketing, analyse de gestion, études statistiques sur les fournisseurs, élaboration de nouveaux axes de distribution,
- promotion et animation du réseau.

Ce poste motivant conviendrait à un candidat, dynamique et de bon contact, ayant acquis, au cours de stages, une première expérience marketing en ventes de produits industriels.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 2A - 868-8M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Inspecteur d'Assurances pour un jeune ESC, un job où il faut de la passion...

Nous sommes parmi les tous premiers groupes français d'assurances. Développement et croissance sont les maîtres mots de notre strategie. L'ambition nous stimule. Pour continuer notre progression, nous recherchons les hommes qui deviendront les décideurs de demain.
Aprés une formation très solide, nous voulons vous offrir une véritable opportunité de carrière : devenir inspecteur avec une responsabilité qui joue à plein dans ce «métier» capital pour notre développement. Délégué permanent de la Direction, vous êtes doté d'un pouvoir important et d'une grande autonomie. Par la connaissance de l'environnement social, socio-professionnel et économique de votre région, vous recherchez les futurs agents généraux, hommes et femmes qui deviendront votre équipe.
Véritable «patron» de ces «patrons» vous les formerez à toutes les techniques de vente et d'assurance. Vous définirez des plans d'actions commerciales et développerez ainsi le potentiel de chacun, en vue d'accroître le CA de la région. Vous établissez budget, compte de résultats et mettez en place un contrôle de gestion, ce qui vous permettra, à terme d'obtenir une gestion saine de votre région.
Jeunes diplômés, de formation ESC, nous vous apprendrons le métier d'assureur. Goût du challenge, enthousiasme, dynamisme, sens du pratique et organisation sont l'ensemble des qualités nécessaires à votre pleine réussite.
Merci de nous adresser lettre, CV et photo sous référence 4210 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) - 79/83, rue Baudin - 92300 Levallois-Perret. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES

Membre de Syntec

SOURCES

Recruter, une belle fonction, une ouverture vers d'autres responsabilités !

Diplômé ESC, Gestion, Psycho Prat, vous pratiquez depuis 5 ou 6 ans cette activité difficile mais passionnante en entreprise ou en cabinet. Vous avez acquis de la méthode, affiné et affirmé votre jugement. Vous savez traduire la stratégie de l'entreprise dans la gestion de sa ressource la plus riche. Votre souhait : approfondir votre savoir-faire et vous ouvrir aux autres aspects des relations humaines.
Nous créons un poste d'Assistant R.H., rattaché à notre D.A.F. 1er objectif : recruter 70 Ingénieurs en 1988. En plus, vous participerez à des missions dans la communication interne, les systèmes de gestion des R.H., la formation... Cette ambition est réaliste : en 1987, nous avons fait tout ça sans vous ! Mais votre présence est indispensable pour nous permettre de continuer à progresser de 20% à 30% par an, le rythme que nous avons depuis notre création, il y a 7 ans déjà.
Notre activité : filiale d'un groupe industriel puissant, nous sommes une S.S.I.I. truffée d'ingénieurs et de techniciens performants, jeunes (la trentaine, tout juste). Nos prestations : le conseil en informatique, l'ingénierie de systèmes clés en mains, les logiciels, les progiciels. Nous intervenons dans le militaire, la productique, la distribution, la sécurité... Vous connaissez l'environnemnet des services et si possible celui de l'informatique et vous souhaitez évoluer avec une Société en forte croissance. Alors adressez votre CV sous la référence 800 220 M aux Consultants de SIRCA - 64 rue la Boétie 75008 PARIS - qui traiteront votre dossier en toute confidentialité.



Sirca
Paris-Lyon-Madrid

Membre de Syntec

SOURCES

COMMUNICATION par CÂBLE

COMMUNICATION - DEVELOPPEMENT

Opérateur français, leader des Services de Communication par Câble, Société nouvelle en pleine expansion sur un marché d'avenir, filiale de Caisse des Dépôts Développement (C3D) cherche à pourvoir, au sein de la Direction Administrative et Financière, les postes de :

CONTRÔLEUR de GESTION (H/F) et de JURISTE (H/F)

MISSION

Contrôleur de gestion :
- définir et mettre en place les instruments de suivi de gestion de la société et de ses filiales
- assurer le suivi et contrôle de gestion des filiales, en particulier des sociétés opératrices locales

Juriste :
- assurer le suivi juridique de la société et des filiales actuelles ou à créer (statuts, prises de participation, vie sociale...)
- organiser et coordonner l'activité de conseils externes spécialisés (droits de l'audio-visuel...)

PROFIL

Contrôleur de gestion :
- formation sup. type SUP de CO. (spécialité "contrôle de gestion" appréciée)
- expérience de fonction d'audit ou contrôle de gestion ≥ 3 ans
- âge : ≥ 25 ans ; lieu : PARIS + déplac.

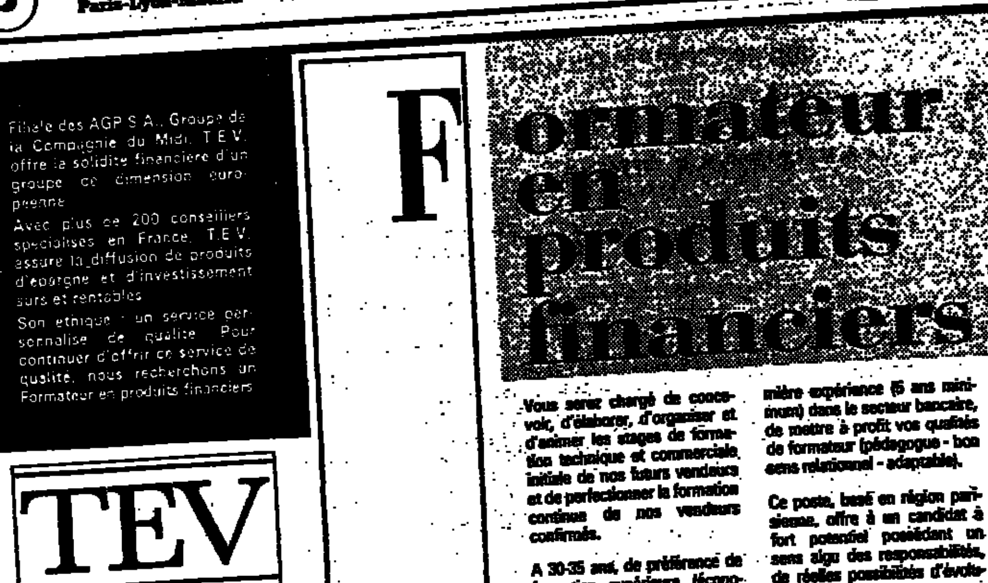
Juriste :
- formation sup. type MAITRISE en DROIT PRIVE (spécialité "droit des affaires" appréciée)
- expérience dans poste similaire ≥ 3 ans
- connaissances en fiscalité des entreprises
- âge : ≥ 25 ans ; lieu : PARIS + déplac.

POSTES A POURVOIR RAPIDEMENT - REMUNERATION SELON QUALIFICATION

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo et indiquer prétentions à G. MISSONNIER COMMUNICATION - DEVELOPPEMENT, 4 place R. Dautry, PARIS 15e, qui examinera votre candidature

Filiale des AGP S.A., Groupe de la Compagnie du Midi, T.E.V. offre la solidité financière d'un groupe de dimension européenne.
Avec plus de 200 conseillers spécialisés en France, T.E.V. assure la diffusion de produits d'épargne et d'investissement sûrs et rentables.
Son éthique : un service personnalisé de qualité. Pour continuer d'offrir ce service de qualité, nous recherchons un Formateur en produits financiers.





Vous serez chargé de concevoir, d'élaborer, d'organiser et d'animer les stages de formation technique et commerciale initiale de nos futurs vendeurs et de perfectionner la formation continue de nos vendeurs confirmés.

A 30-35 ans, de préférence de formation supérieure (économie-finances), vous possédez une bonne connaissance des différents produits financiers (SICAV - FCP - produits d'assurances).

Par ailleurs, vous avez eu l'occasion, au cours de votre première expérience (5 ans minimum) dans le secteur bancaire, de mettre à profit vos qualités de formateur (pédagogue - bon sens relationnel - adaptable).

Ce poste, basé en région parisienne, offre à un candidat à fort potentiel possédant un sens aigu des responsabilités, de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à notre Service Recrutement Cadres - GROUPE DE PARIS - 21, rue de Chateaudun - 75447 PARIS Cedex 09.

MEDIA BA

bip

BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

Recherche dans le cadre de son développement

Ingénieur

motivé par le secteur financier

Vous avez une solide formation scientifique (X, E.C.P., Mines...), le goût de l'analyse et la rigueur de raisonnement.

Attiré par les nouveaux instruments financiers et la gestion de portefeuille, vous possédez le sens du concret et des responsabilités.

En étroite collaboration avec un opérateur de marché, vous aurez à veiller à la mise en œuvre optimale de la politique de gestion des fonds que vous serez chargé de suivre.

Une première expérience de la gestion obligataire ou de la gestion de produits de trésorerie constituera un atout décisif.

Merci d'adresser votre curriculum vitæ ainsi que votre lettre de candidature manuscrite (sous réf. GM/MI) à

bip Direction des Ressources Humaines
108, Boulevard Haussmann 75008 PARIS

BHEERTE

IMPORTANT GROUPE DE PROMOTION IMMOBILIÈRE DE LA RÉGION PARISIENNE
(1,5 milliards de chiffre d'affaires)

Recherche pour l'une de ses filiales

UN DIRECTEUR DE PROGRAMMES

Celui-ci, dépendra directement du PDG de la filiale et aura en charge : la **définition des programmes**, le montage **juridique et financier**, la réalisation des études et travaux, la direction de la commercialisation, la gestion financière des opérations.

Les candidats d'une moyenne d'âge de 30/35 ans seront de préférence diplômés d'une **grande école commerciale** (HEC, SUP de CO, ESSEC) et auront une solide expérience technique dans l'immobilier, ainsi qu'une expérience dans l'animation des hommes.

Envoyer lettre manuscrite, photo et C.V. à :
HOMMES ET STRUCTURES CMP
21, rue Mademoiselle - 75015 PARIS

PLURIAL

La Caisse Régionale du Crédit Mutuel de l'Orne recherche pour son Marché des Particuliers

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT

EPARGNE et CREDITS LOGEMENT

Vous mettrez en œuvre la politique de développement et de promotion de ces produits. Vous animerez les relations avec les professionnels de l'immobilier. Vous apprécierez le risque crédit et assurerez la gestion de l'activité du secteur. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez d'une expérience bancaire. Une bonne connaissance du financement de l'immobilier est souhaitée.

Merci de nous adresser candidature manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions au service du personnel de la CRCAM de l'Orne - 52, Bd du 1er Chasseurs - BP 60 - 61002 ALENÇON cedex.





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

MATIERES PLASTIQUES
Jeune ingénieur responsable recherche et développement

Société dynamique et performante dans le domaine de l'emballage alimentaire recrute un jeune ingénieur, pour lui confier la responsabilité des activités de recherche/développement. Son action concernera essentiellement :
- la définition des matières premières les plus adéquates, en liaison avec les fournisseurs,
- le développement d'emballages alimentaires longue conservation (produits barrière multi-couches).

La réussite dans ce poste implique :
- une formation d'ingénieur grande école de chimie (+ EAHP ou expérience professionnelle ou thèse dans ce domaine des matières plastiques),
- des qualités marquées d'initiative, d'imagination, de dynamisme, d'esprit scientifique liées au sens des réalités industrielles,
- la connaissance de l'anglais.

Poste : ville Côte d'Azur.

Ecrire sous réf. 2 A 849-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
PUBLIPANEL

ETABLISSEMENT INDUSTRIEL
Responsable des ressources humaines
Rhône-Alpes

Nous recherchons le responsable des ressources humaines d'une usine de 400 personnes, faisant partie d'un groupe mondial de tout premier plan.

Collaborateur direct du Directeur de l'établissement, il animera, avec dynamisme et créativité, l'ensemble de la fonction personnel. Il s'attachera particulièrement à maintenir et à développer l'excellent climat social de l'entreprise ; il développera les outils de gestion du potentiel humain et il animera la hiérarchie pour leur mise en œuvre.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une bonne formation de base, une solide expérience de la fonction personnel, en milieu industriel et témoignant d'un sens marqué du dialogue et de l'animation.

Ecrire sous réf. 2 A 860-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
PUBLIPANEL

INGENIEUR GRANDE ECOLE
Un véritable entrepreneur
pour diriger un centre de profits génie climatique

Une entreprise renommée, rattachée à un groupe français de tout premier plan, recherche le Directeur d'un centre de profits qui étudie et réalise d'importantes installations en génie climatique.

Ce poste conviendrait à un candidat ECP, Mines, AM... ayant le profil d'un chef d'entreprise et l'expérience de la direction d'une société.
La connaissance du génie climatique serait un atout ou, à défaut, la connaissance du domaine bâtiment-travaux publics.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 2 A 866-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
PUBLIPANEL

ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL

PARIS

Une société française (chiffre d'affaires 1,3 milliard de Francs), spécialisée dans la fabrication de biens d'équipements électriques, recherche un ADJOINT POUR SON DIRECTEUR COMMERCIAL. En liaison avec le Directeur Commercial, il participera à la définition de la politique commerciale. Il mettra en œuvre des moyens permettant d'atteindre les objectifs fixés. Il devra en particulier suivre une clientèle composée de grandes administrations telles que EDF ou les PTT, mais aussi une clientèle de grossistes, d'entreprises et d'utilisateurs de produits spécifiques. Il se tiendra constamment à l'écoute du marché et de ses besoins pour pouvoir faire évoluer les produits sur le plan technique et les positionner au mieux par rapport à la concurrence. Il prendra également en charge la gestion et l'organisation du service commercial avec définition de procédures, gestion des commandes, gestion du transport, etc. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 35 ans, de formation HEC, ESSEC, ESCP, et possédant plusieurs années d'une expérience réussie dans la vente de produits industriels électriques, électro-mécaniques ou électroniques. Il possédera également l'expérience des relations au plus haut niveau avec les administrations et les plus grands groupes industriels. La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Écrire sous référence 979/M à :

GRH Conseils
3, avenue de Ségur – 75007 PARIS – Discrétion assurée.

TRANSPAC, Réseau National de Transmission de Données Informatiques, support de la Télématique Française, service de messagerie ATLAS 400, recherche son

Directeur de l'ingénierie et des affaires internationales

Directement rattaché au Directeur Général, vous animez et coordonnez la prospection, la vente et la réalisation de réseaux privatifs X25 et, plus généralement, de prestations d'ingénierie dans le domaine des réseaux publics et privés X25 et X400, en France et à l'Etranger. Vous vous appuyez sur une équipe de Consultants de haut niveau et sur les compétences techniques des autres unités de la Société.

Vous êtes responsable d'un Centre de profit et vous bénéficierez d'une large délégation de pouvoir.

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole X, ENST, Centrale,... et souhaitez valoriser l'expérience commerciale et technique dans la conduite d'affaires que vous avez acquise en SSII ou dans le secteur Téléinformatique.

Par votre goût marqué pour l'International, vous contribuerez de manière significative à accroître le rayonnement de notre Société à l'Etranger.

Si ce poste à haute responsabilité vous intéresse, merci d'adresser C.V., photo et prétentions au Département du Personnel et des Relations Humaines - Nicole MARCHAL

*Tour Maine-Montparnasse
33, avenue du Maine
75755 PARIS Cedex 15.*

TRANSPAC



300.000 ++

VENTE - MARKETING SYSTÈMES D'ÉVALUATION DE RÉSEAUX BANCAIRES

Division européenne de cette solide multinationale américaine nous développons et commercialisons des logiciels et des bases de données. Nos services s'adressent aux secteurs d'activité à points de vente multiples - compagnies pétrolières, banques, magasins à succursales, etc - et leur permettent de maximiser le potentiel de chacun de leurs emplacements et de leurs réseaux.

Aujourd'hui, nos vecteurs de développement sont les banques, la France et l'Europe du Sud, et notre outil privilégié... VOUS.
C'est pourquoi vous agirez en toute autonomie et serez globalement responsable de votre démarche. Supporté par une assistance technique de qualité, vous aurez à cœur d'engendrer un chiffre d'affaires à la hauteur de nos ambitions réciproques. Vous deviendrez ainsi le membre à part entière de notre petite équipe.

Pour nous rejoindre, nous vous imaginons diplômé de l'enseignement supérieur avec impérativement quelques années d'expérience en banque ou dans une fonction commerciale auprès du secteur financier.
Mais si vous vous reconnaissez, c'est que vous parlez aussi, au minimum l'anglais, et pourquoi pas l'espagnol, l'italien... et que votre présentation est de nature à favoriser vos contacts aux plus hauts niveaux.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, photo, prétentions, sous référence : MP508 à H. CARON.

C&L Coopers & Lybrand associés
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHIEU - 75008 PARIS

Monsanto *Mesurez-vous sur un marché en forte croissance*

JEUNE INGENIEUR DES VENTES

Groupe chimique international, nous recherchons pour faire face à notre expansion un jeune ingénieur des ventes qui développera le département Instruments de contrôle.
Après familiarisation avec nos matériels, vous serez responsable, en toute autonomie, du développement des ventes sur la France entière d'une gamme étendue d'instruments de contrôle (tensiomètres, rhéomètres, viscosimètres) et des systèmes informatiques associés, auprès des industries transformatrices du caoutchouc, des matières plastiques, textiles, etc...
A terme, vous superviserez une petite équipe composée de personnel de gestion de commandes et de techniciens d'après vente.
Vous retiendrez notre attention si vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur, ou bien si vous avez enrichi votre DUT ou votre DEUG d'une première expérience probante.
Nous souhaitons rencontrer les candidats pour qui initiative, créativité et défi permanent représentent des critères indispensables de satisfaction professionnelle.
Le contexte international du groupe nécessite la maîtrise de l'anglais.
Nous vous offrons une rémunération compétitive et de réelles possibilités de carrière au sein de notre Groupe.
Merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous la référence M 39/020 AH à notre conseil :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Unité industrielle 1900 personnes

JEUNE ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

SGD SAINT GOBAIN DESJONQUÈRES.

Saint Gobain Desjonquères est la filiale de la Compagnie de Saint Gobain spécialisée dans le flaconnage en verre creux destiné aux industries de la pharmacie et de la parfumerie. Avec 2 usines, 2800 personnes et un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, la Société est un des leaders mondiaux dans son domaine.

Le chef du personnel d'un Etablissement de cette importance anime un service de 25 personnes et a pour mission de faire vivre une politique sociale qui intègre simultanément la demande des salariés, la volonté de dialoguer du Groupe et les capacités économiques de l'Entreprise.

Son adjoint le seconde pour l'ensemble de ses tâches et est directement opérationnel dans les domaines suivants : formation (budget annuel supérieur à 4 millions de francs), implantation dans le service d'un équipement micro-informatique, qualité de la sécurité (feu continu 4 x 8). Le titulaire actuel de ce poste évoluant à l'intérieur du Groupe, il faut pourvoir à son remplacement.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur dont la première expérience professionnelle (1/2 ans environ) a été acquise impérativement en milieu industriel. Mobile et disponible, il évoluera rapidement, après avoir occupé ce poste avec succès, dans une autre unité du Groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 4/197 AP à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

X, ECP, Mines + MBA apprécié
Diriger un centre de profits
CA supérieur à 1 milliard

Au sein d'un groupe international de tout premier plan, nous recherchons un manager pour animer, gérer et développer un centre de profits important, dont le CA est supérieur à 1 milliard, doté d'installations industrielles modernes, fortement exportateur, ayant une position de leader.

La réussite dans ce poste de très haut niveau implique impérativement :
- une formation d'ingénieur grande école,
- au moins dix ans d'expérience industrielle acquise de préférence dans l'industrie lourde,
- de solides compétences en management : gestion, marketing, études d'investissements, planification stratégique, animation d'effectifs importants (plus de 1000 personnes) et d'équipes de cadres supérieurs,
- une envergure personnelle incontestable et un réel potentiel d'évolution,
- une très bonne connaissance de l'anglais.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 40 B 781-7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
PUBLIPANEL

VIA
GENERALE DE TRANSPORTS ET D'INDUSTRIE
20 000 personnes, leader européen
recherche pour sa division transports de voyageurs un

Chef de service marketing et commercial

Pour une filiale en forte expansion (CA 110 MF - 350 personnes), rattaché au Directeur de celle-ci et faisant partie du Comité de Direction, il sera chargé :
- d'avoir un rôle moteur dans l'élaboration de la stratégie de développement ;
- de définir les moyens techniques et financiers nécessaires pour la mise en œuvre de cette stratégie : plans marketing, études de projets, actions de promotion et de ventes... ;
- d'assurer le suivi de la politique qui en découle et d'en contrôler l'exécution ;
- d'animer une équipe compétente ;
- d'avoir une action personnelle de relations publiques.

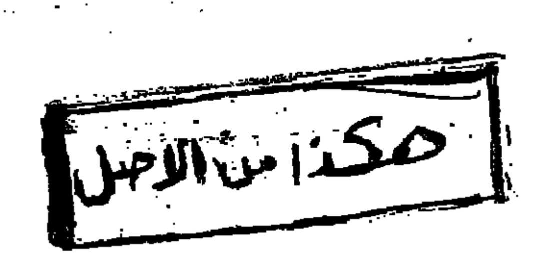
Ce poste conviendrait à un candidat HEC, ESSEC, ESC... ayant au minimum 5 ans d'expérience en marketing acquise de préférence dans le domaine des services destinés aux collectivités locales.

Il alliera qualités de réflexion et d'action, d'organisation et d'animation, de rigueur et d'imagination.
Réelles perspectives d'avenir dans le Groupe.

Poste : banlieue immédiate nord Paris.

Ecrire sous réf. 2 A 881 - 8 M - Discrétion absolue

etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris
PUBLIPANEL





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Crédit Manager
France-Export

Une marque renommée, un outil industriel moderne, un rattachement à un groupe américain de premier plan, tel est l'environnement que nous proposons au Crédit Manager que nous recherchons.
Il sera rattaché au Directeur Financier et travaillera en étroite collaboration avec la Direction Commerciale.

Sa mission : *Il sera responsable :*
- du risque clients, analyse de solvabilité, fixation des critères en cours estimés et autorisés ;
- de l'amélioration des résultats économiques : réduction des délais de paiement, diminution des en-cours... ;
- du recouvrement : il sera garant d'un système de relance adapté, rigoureux et fiable et l'interlocuteur privilégié des clients pour la solution des litiges ;
- il animera une équipe de collaborateurs qualifiés ;
- en outre, pour l'exportation, il participera aux négociations avec la COFACE.

Son profil : HEC, ESSEC, ESCP, ou équivalent, disposant de trois à cinq ans d'une expérience similaire ou proche (analyse de crédit, contrôleur de gestion d'une activité commerciale...).
Familiarisé avec l'outil informatique, ayant une bonne connaissance de l'anglais, la réussite à ce poste nécessite d'allier au sens des réalités commerciales la rigueur financière. Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 28 772 - 8M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Du Marketing au Recrutement

CONSULTANT *H/F*

Avec 60 consultants effectuant plus de 3000 recherches chaque année, le Groupe EGOR se situe, en France, au premier rang des cabinets conseil en recrutement. *Ce développement est pour une part le fruit de notre stratégie de spécialisation par secteur d'activité et par fonctions.* Nous désirons intégrer aujourd'hui un(e) consultant(e) possédant une expérience significative du marketing grande consommation, à un poste de bon niveau.

Après une période de formation aux techniques spécifiques du groupe, vous devrez *générer et développer une clientèle dans votre domaine de compétence. Vous mènerez ainsi d'une manière autonome des missions* de conseil en ressources humaines.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur, de 30 ans minimum, dont l'expérience marketing en entreprise ou en agence lui a permis d'acquérir une bonne connaissance de ce milieu.

L'engagement personnel et la volonté de réussir sont des atouts importants qui seront intégrés dans la rémunération annuelle, attractive. La confidentialité la plus stricte est garantie.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle à Serge BOUDY sous référence M ED/88/89 à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

JEUNES DIPLOMES... FUTURS PATRONS

Nous sommes un groupe de **TRANSPORT DE VOYAGEURS PAR AUTOCARS** parmi les leaders. Diplômés d'études supérieures, Ecole de Commerce ou d'ingénieurs, vous avez déjà 2 à 3 ans d'expérience dans le *Marketing* ou la Vente. Nous vous proposons, à terme et sous condition de *mobilité*, des responsabilités de

direction de centres

Votre intégration *peut se faire* :
- soit au Siège, auprès des services *Etudes et Marketing*.
- soit en Région, dans l'animation d'une équipe de Technico-commerciaux et l'*organisation* de la croissance : prospection, négociation avec les Collectivités locales, contrôle-qualité, gestion des moyens. Ces postes vivants et complets, dans un *secteur qui bouge*, requièrent rigueur, créativité, sens des contacts, *goût* de l'opérationnel... en un mot, un tempérament de futur patron.

Adressez votre *dossier* (C.V. détaillé, photo, lettre man. motivée, sal. act.) sous la *réf.* 16 FM à

Hervé Le Bout-Consultants
11, rue La Boétie - 75008 PARIS
Tél. : 42 65 38 39

Sous le haut patronnage de

Monsieur Jacques LALLEMENT

Président de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances

La FFSA et le journal Le Monde organisent le colloque

« L'ASSURANCE A MÉTIERS DÉCOUVERTS »

animé par Michel NOBLECOURT
journaliste au Monde

le mardi 2 février 1988 à 10 h 30
dans le cadre du salon ASSURE-EXPO
Palais des Congrès - Porte Maillot
Salle Havane



Très important Groupe Industriel d'implantation internationale, nous produisons et commercialisons nos produits dans le monde entier.
Notre Direction de l'Audit, rattachée à la Direction de la Planification et du Contrôle de Gestion, qui intervient dans l'ensemble des Etablissements *du Groupe, recherche un*

Chef de mission confirmé futur superviseur

Ingénieurs ou diplômés d'une grande école de commerce ou gestion, votre expérience de deux à trois années d'*audit* interne ou *externe* vous a donné une bonne formation à l'audit en milieu industriel et vous permet de prendre en charge directement une équipe d'auditeurs pour des missions en usines.
Vos *qualités* humaines et votre expertise vous permettront de prendre à court terme une position de superviseur dans le cadre du développement de la Direction.
Votre réussite dans ce poste vous ouvrira, dans les filières de management opérationnel ou fonctionnel, de très larges possibilités d'évolution en France ou dans les filiales *étrangères du Groupe.*

Nous vous remercions d'adresser *votre dossier de candidature* à Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, sous réf. AUDIT mentionnée sur l'enveloppe.

Carré Turenne

Notre établissement, 2000 personnes, est spécialisé dans le financement de l'immobilier. Nous sommes un élément *moteur* de la profession. Nous recherchons un

CHARGE D'ETUDES H/F

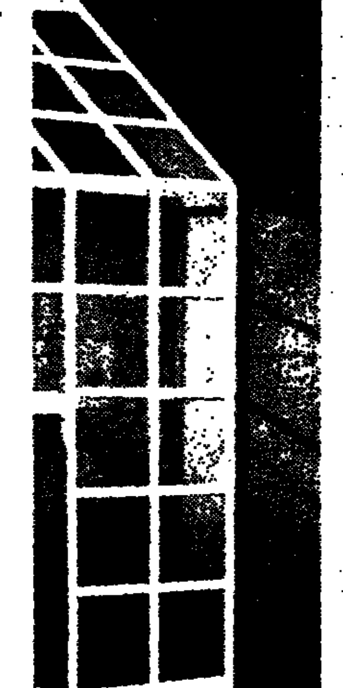
pour entreprendre diverses études qui touchent au crédit, aux produits d'épargne, de garanties, de montages juridico-financiers etc.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'Ecole de Commerce ou Universitaire (maîtrise minimum) qui sache associer créativité et rigueur, analyse et synthèse. Nous saurons vous former et vous faire évoluer en fonction de votre personnalité.

Si vous vous sentez concerné, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., *photo* et prétentions sous réf. 88106 à notre Conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.

Madame Claude FAVEREAU
56, Avenue de Suffren
75015 PARIS

Organisation et Publicité



ENTREZ EN COMMUNICATION

Filiale du Groupe International ALCAN, TECHNAL est le leader sur le marché de la conception *et de la distribution de systèmes aluminium pour la maison et l'aménagement de haut de gamme.*

Entreprise du dynamisme, de la créativité et de la qualité, TECHNAL a pour atout principal son capital humain (environ 800 personnes, moyenne d'âge 34 ans).

Rattaché au Responsable de la Communication,
l'Assistant de communication interne que nous recherchons aura pour mission d'assurer la mise en œuvre et la gestion des moyens de communication interne :
- générer l'information, ses circuits et mettre en œuvre des outils,
- faciliter la circulation de l'information ascendante et descendante de l'entreprise.

Vous conduirez votre mission en relation directe avec l'ensemble des services et Départements de l'entreprise et, plus étroitement avec les équipes Ressources Humaines des sociétés du Groupe. Vos responsabilités s'étendront progressivement à l'ensemble du Groupe ALCAN.

Nous souhaitons rencontrer un candidat ayant une première expérience, de Formation **Sciences Po Paris -** *Section Politique et Sociale + Spécialisation Communication* **(CELSA, ESCOM, CESCE) ou DESS Techniques information et communication.**

A ce poste, vous devez mettre en avant votre forte capacité relationnelle et de communication, une aptitude à l'analyse et la rédaction ainsi que votre sens de l'organisation.

Les moyens que vous aurez à mettre en œuvre impliquent une connaissance des outils de communication, en particulier audiovisuels et télématiques.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. 88002 à TECHNAL - Département du Personnel 270, rue Léon-Joulin 31037 Toulouse Cedex.

TECHNAL®

C R E E L ' E S P A C E E N B E A U T E

Assistante de direction générale

Nous recherchons la collaboratrice d'un Directeur général, *qui gère et développe un CA de 25 milliards et anime* 14 000 personnes, réparties en un grand nombre d'entreprises implantées dans plusieurs pays.

*Ce poste conviendrait à une candidate de formation supé*rieure (niveau maîtrise) parlant l'anglais (et si possible l'espagnol), témoignant de qualités marquées d'initiative liées à *d'excellentes aptitudes relationnelles* et disposant d'une solide expérience professionnelle.
Elle sera capable de suivre des *dossiers*, de préparer et organiser réunions, rendez-vous et voyages, de régler avec autonomie des problèmes variés.

Poste *motivant* pour *candidate de valeur.*
Poste : Paris 17e

Ecrire sous réf. 2A 863-8M
Discrétion absolue

Membre de Syntec
etap
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Consultant en recrutement :
au coeur des techniques de pointe.

Voilà plus de 9 ans que nous nous imposons sur un marché convoité : le recrutement dans le domaine des secteurs de pointe (*informatique, électronique, robotique*, CFAO et *intelligence artificielle*). La notoriété, la dimension et - les exigences - des groupes qui nous font confiance traduisent le haut niveau de prestations auquel nous sommes attachés. Cette rigueur professionnelle nous vaut d'être *placés sur les grands marchés et pour bien maîtriser notre expansion, nous recherchons un nouveau consultant.*

Doté d'une expérience significative du recrutement dans une équipe de *recherche en cabinet ou en entreprise*, vous avez *démontré vos qualités de contacts, d'écoute et d'efficacité.*

L'idée de changer vous séduit, convaincu qu'une organisation *comme la nôtre peut donner une toute autre dimension à vos activités...* (Que les *débutants* veuillent *bien* s'abstenir, merci !)

Adressez votre dossier de candidature en précisant la référence 726 M.



ALPHA CDI
181 AV. CH. DE GAULLE 92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA CDI



SOREFI BRETAGNE RENNES

Société Régionale de Financement des Caisses d'Epargne ECUREUIL, recherche

SON RESPONSABLE DES ÉTUDES MARKETING *H/F*

Sous l'autorité du Directeur du Développement, vous aurez à :
- Réaliser ou faire réaliser les études nécessaires aux équipes de développement régionales et locales.
- Participer à l'élaboration du Plan Régional de Développement
- Réaliser les bilans d'activités
- Mettre en place des outils d'aide à la décision commerciale.

Vous avez une formation supérieure dans le domaine Marketing (D.E.S.S. ou équivalent), un esprit d'analyse, de synthèse et d'équipe, une expérience bancaire de 3 à 5 ans. Votre sens créatif et votre dynamisme seront des critères de choix.

Adresser lettre manuscrite, CV. et photo sous réf. 1530 (à préciser sur l'enveloppe) à : Communico
BP. 2009X - 35040 Rennes cedex

COMMUNICO

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Directeur commercial

400/450.000 F

Electronique grand public - Le succès de cette entreprise sur le marché français est à l'image de la qualité de ses produits et de l'esprit de performance qui règne dans ses équipes. Son expansion (137 % de croissance sur 4 ans) et ses objectifs de développement l'amènent à rechercher un directeur commercial de haut niveau. Manager et homme de terrain, il mènera les actions commerciales opérationnelles auprès de la force de vente et du réseau de distribution. Animateur de la stratégie commerciale et marketing qu'il aura définie avec la direction générale et les services techniques, il sera parfaitement en mesure d'anticiper les tendances du marché et de la distribution. Membre du conseil de direction, il participera à la stratégie globale de l'entreprise. Ce poste ne peut convenir qu'à un professionnel de l'électronique grand public, âgé d'au moins 35 ans, ayant occupé pendant quelques années un poste de management des ventes. La maîtrise de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle, comprenant un intéressement aux résultats de l'entreprise, ne sera pas inférieure à 400.000 francs. Le poste est basé à Paris. Ecrire à Sylvie LOTS en précisant la référence A/D2916M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur des études

300.000 F

L'USINE NOUVELLE TERTIEL

Paris 8e - Le groupe USINE NOUVELLE est l'un des tout premiers groupes de presse français éditant notamment l'USINE NOUVELLE (460.000 lecteurs, 250 millions de francs de chiffre d'affaires) et le mensuel économique TERTIEL. En vue d'éclairer et d'appuyer les orientations des journaux, la direction souhaite intégrer un professionnel du marketing d'études passionné par la communication. Avec l'aide d'une petite équipe, il sera responsable du traitement des données chiffrées émanant des sources externes et internes ; puis avec les services concernés (publicité, diffusion, rédactionnel), de l'analyse des résultats ainsi que de leur exploitation opérationnelle. Force de proposition auprès de la publicité, il pourra intervenir en clientèle pour développer des thèmes spécifiques liés à l'évolution du support et/ou de son environnement. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation supérieure commerciale ou de gestion, possédant 3 à 5 ans d'expérience du marketing dans un support, en agence ou en entreprise. La rémunération, fonction de l'expérience, pourra atteindre 300.000 francs. Ecrire à Sylvie LOTS en précisant la référence A/D2915M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable export

ROVER

premier producteur français indépendant de cassettes tissu encré pour imprimantes et machines à écrire (chiffre d'affaires : 100 millions de francs dont 20 % à l'export) recherche le spécialiste qui devra développer ses marchés à l'export. Dépendant du président-directeur général mais bénéficiant d'une large autonomie d'action pour la réalisation de ses objectifs, il sera assisté par une cellule administrative bien rodée. Il devra animer et développer un large réseau de distributeurs principalement dans les pays européens. Il aura également la responsabilité de la vente aux constructeurs européens d'imprimantes. Travaillant en relation étroite avec le marketing, il interviendra dans la définition des tarifs ainsi que dans l'organisation des salons. Ce poste conviendrait à un candidat connaissant ce type de distribution (supports magnétiques, produits de bureau...) et possédant une première expérience de la vente à l'export. L'anglais est évidemment impératif, une seconde langue utile. La rémunération motivante dès le départ tiendra compte de l'expérience acquise. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/D2914M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieur à haut potentiel
X, ECP, SUPELEC...

ALSTHOM

Un premier poste dans un grand groupe - Véritable puissance industrielle, ALSTHOM représente aujourd'hui 23 milliards de francs de chiffre d'affaires, 43.000 personnes et 50 établissements. En vue de structurer une équipe de recherche et développement, elle souhaite intégrer, dans l'un de ses établissements, un jeune ingénieur diplômé d'une grande école. Travaillant en synergie avec des spécialistes de haut niveau, il participera à la conception et à l'industrialisation d'une nouvelle gamme de produits électrotechniques. Il sera totalement responsable de la mise en œuvre des moyens nécessaires à l'avancement des projets. La diversité des interlocuteurs et des techniques abordées (automatisme, robotique, électromagnétisme, thermodynamisme...) exige une grande ouverture intellectuelle et d'excellentes capacités d'innovation. La réussite dans ce poste offrira de rapides perspectives d'évolution dans le groupe. La rémunération sera à la hauteur des compétences. Ecrire à Sylvie LOTS en précisant la référence A/D2919M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Notre savoir faire est reconnu par nos clients (les constructeurs automobiles) et ceci tant au plan national qu'international. Nos équipements évoluent ainsi que les techniques mises en œuvre. Pour améliorer nos performances et pour assurer notre diversification nous recherchons :

Un ingénieur entretien

Dans un contexte de production à feu continu l'entretien prend sa vraie dimension et n'est pas un vain mot. L'on attend de vous que vous développiez avec votre équipe, dans un secteur précis (automates, régulation, électricité de puissance...) les analyses et essais, la mise en place de nouveaux équipements... nécessaires pour renforcer le préventif et ainsi tendre vers la "Panne 0".

Vous même, jeune et de formation Ingénieur Généraliste avec de bonnes notions d'électronique, vous bénéficiez d'une première expérience même brève et souhaitez tenir de nouvelles responsabilités techniques et humaines dans un milieu performant.

Ce poste se situe en Normandie proche d'une ville importante et à mi-chemin de Paris et du bord de mer.

SEFOP, notre conseil, remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous réf. HI 187 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

---

la compétitivité par les systèmes d'information : votre challenge

(HEC, ESSEC, SUP DE CO OU ECOLE D'INGENIEUR)

Vous êtes débutant ou vous avez une première expérience. Votre ouverture d'esprit pour les problèmes de gestion, et votre souci de faire changer les organisations vont de pair avec votre intérêt pour le technique.

Vous savez que la compétitivité des organisations, c'est aussi la mise en place de systèmes performants d'information et d'aide à la décision. Nous vous proposons de vous y associer.

CONCEPTEURS DE SYSTEMES D'INFORMATION, vous évoluerez au sein d'un environnement IBM 43XX et logiciels de 4ème génération. Durant cette période, nous vous donnerons la formation requise et vous pourrez développer vos qualités d'innovation et d'organisation, votre sens des contacts et vos connaissances techniques.

Nous vous permettrons ainsi d'évoluer vers un métier dans l'un des domaines d'intervention que nous vous confierons :

GESTION FINANCIERE ET COMPTABLE, MARKETING ET VENTES.

Si ce challenge vous passionne, rencontrons-nous sans plus tarder. B. Queffélec, Direction des Ressources Humaines, COLGATE PALMOLIVE, 55 bld de la Mission Marchand, 92401 COURBEVOIE Cedex, sous réf. LM 18.

Organisation, Logistique Industrielles.

C'est votre mission première - auprès de notre Directeur Industriel : autant vous le dire d'emblée, elle fait appel à votre expérience d'**INGENIEUR FABRICATION.**

Vous participez, en effet, à la réalisation de deux objectifs prioritaires : l'utilisation optimum de nos outils de production et la rationalisation des programmes de fabrication et ce, sur nos 3 usines (2 600 personnes).

Vous analysez besoins, contraintes... et, en liaison avec un spécialiste GPAO, définissez et assurez la mise en œuvre de nouveaux systèmes de programmation et d'ordonnancement des fabrications.

Au terme de ce "challenge" - et parce que vous aurez prouvé vos compétences d'homme de terrain, de gestionnaire et de "manager" - vous prenez la

DIRECTION D'UN SECTEUR DE PRODUCTION.

Vos atouts : une formation d'ingénieur (mécanicien, de préférence) et une expérience de 5 ans minimum en production.

Les nôtres : 3 700 personnes, un C.A. supérieur à 2 milliards de francs - dont 60 % à l'export -, des produits réputés pour leur technicité, l'appartenance à un important Groupe Multinational et une présence croissante sur nos marchés (dont l'automobile).

La Direction Industrielle que vous rejoignez est basée près d'une grande ville universitaire de l'Est de la France.

SEFOP, notre conseil, vous remercie d'adresser votre dossier sous réf. PF 188 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

UN COMMERCIAL SENIOR

Notre Etablissement bancaire privé, spécialisé dans le financement des entreprises, recherche un commercial à fort potentiel pour son activité d'affacturage : financement des créances clients, assurance-crédit et gestion des comptes clients.

Sa mission le conduira à promouvoir le produit et à proposer les solutions adaptées aux besoins des Entreprises.

De formation Sup. de Co et/ou DECS, et âgé d'environ 30 ans, il devra posséder une expérience réussie de la vente de prestations de services aux entreprises.

Une formation lui sera donnée dès son entrée.

Ce poste est basé à Paris.

Rémunération de l'ordre de 200.000 F + 50.000 F + frais de déplacement.

Merci d'adresser vos dossiers de candidature, sous référence 2075 MO à BPFD, Direction du Personnel, 31 Quai de Grenelle, 75738 PARIS CEDEX 15. Les entretiens auront lieu à Paris.

BPFD FACTOREM

VOTRE EXPERIENCE DU MANAGEMENT HUMAIN POUR VALORISER LES COMPETENCES

A 30-35 ans, vous possédez une solide expérience de la Gestion des Ressources Humaines. Vous connaissez bien le domaine de la formation et vous aimez vous interroger sur les comportements qui permettent aux individus de réussir dans leur entreprise.

En rejoignant V.A.G France en tant que

Formateur

Vous contribuerez au développement de programmes ambitieux dans une société qui privilégie la promotion interne et la polyvalence et investit plus de 3 % de la masse salariale dans la formation.

Vous prendrez en charge la formation des concessionnaires et de leur encadrement aux Ressources Humaines. A partir d'audits que vous réaliserez sur site, vous bâtirez un programme pédagogique et son approche, animerez les stages et suivrez les actions dans le temps.

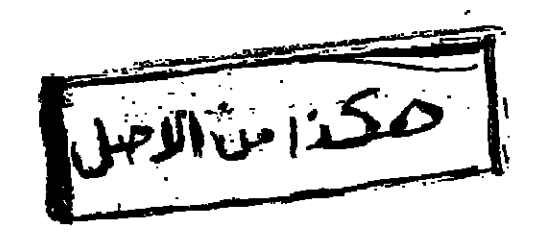
Diplômé d'études supérieures ESC, IEP, 3e cycle, votre expérience de l'animation des hommes et vos capacités de contact peuvent vous conduire à prendre de plus grandes responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. 93576/M, à V.A.G France, Division du Personnel et des Relations Sociales, BP 64, 02600 Villers-Cotterêts.

quattro

V.A.G





مكرر من الاصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

AGENCE CONSEIL EN COMMUNICATION

PARIS

ORGANISATION, MANAGEMENT, DEVELOPPEMENT :

Notre agence (13 p. CA 30 MF) aborde, en même temps que sa septième année, une bonne crise de croissance... Les contrats ne manquent pas mais l'organisation est à revoir entièrement. Lui donner des armes pour négocier brillamment le virage et soutenir notre expansion : une affaire de professionnel qui encadrera et coordonnera également les équipes : commercial, création, administratif. Quant au développement, il revêt deux aspects : création et lancement de produits nouveaux liés à la communication et l'emploi, élargissement de la clientèle.

Co-dirigeants fondateurs de l'agence, nous aimerions trouver en vous les qualités de notre futur directeur adjoint : la trentaine, diplômé enseignement supérieur, expérience de l'organisation et du management de préférence en milieu publicitaire ou communication. Autorité naturelle, tempérament commercial, esprit créatif, sens du concret achèvent le portrait du candidat souhaité.

Motivé ? Votre lettre saura nous en convaincre. Veuillez l'adresser, accompagnée d'un CV + photo et rémunération actuelle, sous référence OMDM à M.C. Asselin, 11 rue des Ternes, 75017 Paris et soyez assuré de notre plus grande discrétion.

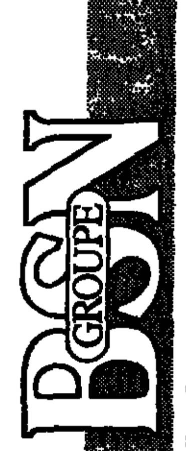
Patron d'une base de distribution un défi à la mesure de vos 30 ans !



Gervais Danone 7 usines et 4000 personnes en France, 1er producteur mondial de produits laitiers ultra frais. Qualité, fiabilité et rapidité trois règles d'or pour satisfaire chaque jour 1 million de consommateurs.

Diplômé d'une ESC, ingénieur ou universitaire, vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans de la gestion et de l'animation d'une PME ou d'un centre de profit.
Intégré dans une structure responsabilisante, vous savez motiver vos équipes, optimiser les résultats afin de satisfaire vos clients.
Gervais Danone France vous propose le challenge de la direction d'une de ses bases de distribution.
Votre mission : distribuer nos produits aux meilleures conditions de coût et de qualité de service, dans le cadre d'un budget défini. Vous serez responsable d'un CA de plusieurs centaines de millions de francs. Vos moyens : un établissement de 30 à 60 personnes à diriger, des installations adaptées, une gestion de stocks performantes. Votre évolution de carrière est ouverte. Notre groupe sait donner de la valeur aux talents.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CT 62 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres - 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

GROUPE SYSECA

PRODUITS,
OUTILS,
SOLUTIONS...

SYSECA (400 MF de CA, 1000 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de Service et d'Ingénierie en Informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

INGENIEURS INFORMATICIENS

De formation Grandes Ecoles, Doctorat, DEA et Maîtrise, vous êtes débutant ou possédez une première expérience. Pour 1988, nos objectifs de développement sont définis. Vous nous aiderez à les concrétiser en apportant votre compétence et votre motivation dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel
- logiciel de base
- génie logiciel
- développement sous UNIX
- intelligence artificielle
- réseaux et télématique
- informatique industrielle
- systèmes d'information
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 313 au 315, Bureaux de la Colline - 92213 Saint-Cloud Cedex.

SYSECA SELECTION

Savoir faire, savoir être, faire savoir dans le Conseil en Recrutement...

SAVOIR FAIRE : C'est celui des fondateurs de notre société "Les Conseils en Recrutement Associés CERA", reconnus comme ayant joué un rôle déterminant dans la Profession, en France et à l'étranger, et bien sûr celui de ses consultants. Notre vocation unique, c'est le recrutement de cadres de middle-management pour les groupes français et internationaux, et celui de cadres et membres d'équipes de Directions d'entreprises nationales ou régionales. Nous intervenons selon le contexte par approche directe ou par annonce.

SAVOIR ÊTRE : C'est conduire les missions de manière active et créatrice tant à l'écoute de l'Entreprise et de ses Dirigeants, que des candidats. C'est pratiquer une déontologie stricte et travailler en équipe, dans une ambiance qualitative et sympathique. C'est partager notre dynamisme et notre rigueur en vous associant au développement de CERA Sud-Est SA que nous venons de créer, franchissant ainsi une étape-clef de notre stratégie de développement, à la fois régional et européen.

FAIRE SAVOIR que vous voulez réussir avec nous avec vos atouts : des racines régionales en tant que savoyard, dauphinois ou originaire du midi, une formation supérieure de préférence commerciale, la maîtrise de l'anglais, un riche parcours professionnel — 7 à 12 ans d'expérience serait l'optimum — dans l'Entreprise et éventuellement le Conseil, une pratique du recrutement, votre finesse et votre lucidité dans l'appréciation des situations... Alors écrivez rapidement à Yves Loire, Directeur Associé CERA Sud-Est, 44 rue de la Villette, 69003 Lyon. Tél : 72.33.04.04.

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES CERA

média-system

Notre Société de Conseils réalise une croissance soutenue en collaborant auprès de centaines d'entreprises sur le plan national.
Nous intervenons dans les domaines d'études en ressources humaines, d'audit commercial, de stratégie, de marketing et de recrutement de cadres.

Pour continuer notre développement, **nous créons deux postes supplémentaires** et recherchons :

Consultants

HF

Vous avez :
- une formation supérieure (Bac + 4 minimum),
- une maîtrise de la négociation si possible dans les services, sachant qu'une **expérience du consulting** serait un atout important.

Vous aurez :
- **à négocier puis réaliser** nos prestations auprès de nos clients actuels et potentiels,
- à vos côtés, une équipe bénéficiant d'une excellente image et reconnue comme très percutante,
- un job passionnant et une réelle autonomie,
- une rémunération **stimulante et de bon niveau.**

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., salaire actuel et photo, sous réf. 237, à Diaconseils, 24 rue du Cdt Faurax, 69006 Lyon. Confidentialité assurée.

DIACONSEILS

média-system



Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 800 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

Au sein du Groupe, BULL SYSTEMES conçoit, développe et industrialise nos grands et moyens systèmes. 5 000 personnes dont 1 500 ingénieurs y participent.

INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES BULL ENGAGE DES FUTURS PRO. DES ETUDES LOGICIEL

La session de formation est prévue pour début avril 1988. Si vous êtes l'un de ces futurs Pro. animés comme nous, par l'esprit d'équipe, adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature (lettre + CV et photo) sous réf. 125 M à Georges HIRSCH, BULL SYSTEMES, 94 av. Gambetta, 75990 Paris cedex 20.

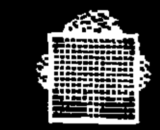
Que vous soyez Ingénieur ou Universitaire (Bac + 5 en Maths, Physique...), l'informatique vous attire.

Nous vous offrons l'opportunité de trouver votre voie au sein d'une de nos équipes de la Direction des Etudes et Développement logiciel qui conçoit l'un des grands systèmes d'exploitation mondiaux : **GCOS 7.**

Si vous voulez exprimer votre potentiel et votre dynamisme dès votre premier emploi, nous sommes décidés à investir sur la mise en œuvre de vos talents.

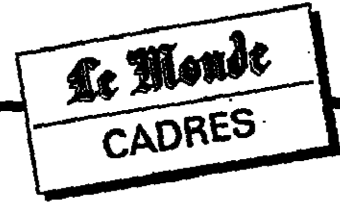
Venez-nous rejoindre, **nous proposons une formation initiale de haut niveau de plus de 4 mois à l'informatique générale (génie logiciel - Système d'exploitation - programmation stucturée).**

Vous intégrerez alors nos équipes et pourrez évoluer dans l'avenir entre ces différents métiers.

Bull


FOURCE?

هكذا من الأصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RODIER

SERVICE LOGISTIQUE
recherche

responsable prévisions

De formation supérieure à dominante quantitative, débutant ou si possible avec première expérience, il aura notamment à réaliser des études statistiques, des extrapolations de vente hebdomadaires sur terminal et PC connectés. Il devra posséder une bonne capacité de communication avec les différents services concernés.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé à M. CHERMAT
RODIER - 11, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris.

Société Chimique-Métallurgique en expansion recherche

CHEF DE LABORATOIRE

Ingénieur-Chimiste confirmé, il sera familiarisé avec les méthodes modernes de l'analyse minérale, et aura à superviser l'ensemble des contrôles physico-chimiques effectués tout au long du cycle de fabrication. Il aura la responsabilité de mener à bien les programmes de recherches élaborés en liaison avec la Direction Générale. Enfin, il sera amené à jouer un rôle de premier plan dans le développement aval de l'entreprise, et animera avec dynamisme la section "Applications" du laboratoire. La connaissance des techniques d'extrusion des polymères serait un atout important.

Le poste est à pourvoir dans l'Aisne à 120 km au Nord-Est de Paris. Salaire en relation avec expérience.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 8934 LM à COMMUNICO - 12-14, rue Faidherbe - 59800 LILLE qui transmettra.

COMMUNICO

DIRECTEUR DIVISION COMMERCIALE FRANCE

☐ Il relève directement du Président de la Société.

☐ En relation constante avec le marketing international, il a pour mission de continuer à développer les affaires de deux départements spécialisés dans les produits du domaine professionnel en audiovisuel et cinéma, dans lequel son expérience est un atout appréciable.

☐ Animer et motiver des équipes déjà expérimentées exigent qu'il gagne leur confiance. La qualité des relations avec des personnalités du monde audiovisuel est primordiale.

☐ De formation supérieure, il a la maîtrise parfaite de l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo avec salaire actuel ou prétentions à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris en rappelant la référence 70.903. Discrétion totale assurée.

COPROPRIETE,
RAPPORTS LOCATIFS,
DROIT IMMOBILIER

JURISTE

Expérience acquise par exemple dans une société immobilière, administration de biens, notariat, profession judiciaire...

Nous recherchons un

HOMME DE CONSULTATIONS

Son rôle consiste à recevoir nos adhérents pour les aider dans les divers problèmes qui se posent à eux, concernant la copropriété, les rapports locatifs, le contentieux. Il travaille dans le cadre d'une équipe de consultants, tous juristes compétents dans chacune des matières liées à la gestion d'un patrimoine immobilier (copropriété, rapports locatifs, expropriation, assurances, fiscalité, amélioration de l'habitat, financement...)

Ce poste convient à un homme pouvant justifier d'une très bonne culture juridique et d'une réelle expérience professionnelle.

Adressez CV, photo et prétentions sous référence 2717 à CEPIAD, 135 Avenue de Wagram 75017 PARIS.

DESSIN

---

l'Écho des Savanes

MENSUEL

cherche son

CHEF DE PUBLICITÉ (H./F.)

- Vous aimez les B.D. branchées.
- Vous avez au moins 3 ans d'expérience dans la publicité (agence ou support).
- Et vous connaissez de préférence les marchés masculins, jeunes.

Alors écrivez, ou mieux, appelez-nous :
REGISCOPE — Gérard LEFEVRE
7, rue Montessuy, 75007 PARIS.
Tél. : (1) 45-55-91-71, poste 4179.

CAP GEMINI SOGETI

l'expertise informatique

Auditeur interne groupe
Paris

PROFIL

Ce poste intéresse un candidat correspondant aux critères suivants :
- Formation supérieure HEC-ESSEC-ESCP niveau Expertise Comptable ou équivalent.
- Expérience d'environ 5 ans dans un Cabinet d'audit anglo-saxon.
- Anglais courant indispensable.
- *Audit informatique souhaité.*

MISSION
- Les interventions de l'audit interne portent sur la fiabilité des résultats des filiales, le contrôle des procédures dans les agences et le fonctionnement des systèmes informatiques de notre Groupe.
- Basé à Paris, il dépend de la Direction financière et il est amené à effectuer des déplacements de courte durée en Europe et aux USA.

Adresser CV + photo + prétentions à CAP GEMINI SOGETI SA, Audit interne, 11 rue de Tilsit - 75017 Paris, sous référence HMA1

média-system

CHEF DU PERSONNEL

ETABLISSEMENT SANITAIRE PRIVÉ LYON

Nous recrutons pour un important établissement de soins et de recherche médicale (700 salariés) à vocation régionale à Lyon : **un cadre supérieur chargé de la fonction personnel.**

Sous l'autorité du Secrétaire Général, il anime les activités de recrutement, de formation et de gestion du personnel. Il assiste la Direction dans ses relations avec les partenaires sociaux.

Ce poste convient à un cadre de formation supérieure (Droit Social, IEP, etc...) de 35 ans au moins, possédant une expérience de tout ou partie de la fonction et maîtrisant bien l'outil informatique.

Salaire de départ de l'ordre de 200 000 F, avantages sociaux, logement de fonction.

Pour en savoir plus, téléphonez au 83.35.42.63 ou écrivez sous la référence 904 à *Claude Blique* BP 3097 - 54013 Nancy Cedex.

Cabinet Claude Blique

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

DANS UNE AGENCE DE PUBLICITÉ

1988 sera l'année ALLIANCE. Avec 30 personnes, 95 millions de CA, la création d'une filiale en 1987, notre groupe de communication indépendant accélère son développement. Notre taille exige aujourd'hui un renforcement des procédures financières, juridiques et humaines.

Notre futur secrétaire général a environ 28 ans, et ses études supérieures (Assas, Sciences Po, Dauphine, ...) lui ont permis d'acquérir dans ces domaines de bonnes connaissances théoriques, qu'une courte expérience professionnelle (dans une PME) aura commencé à conforter.

Directement rattaché au président, il sera chargé d'une grande variété de missions allant de la gestion du personnel au contrôle de gestion en passant par le suivi juridique de nos actions commerciales. Autonome, avec le sens des responsabilités et une bonne aptitude au dialogue, il possède également des notions d'informatique.

Ce poste est à pourvoir rapidement. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) à Claude ALPEYRIE, ALLIANCE, 48, rue Cardinet, 75017 PARIS.

alliance
48, rue Cardinet 75017 PARIS.

ANIMER DES CENTRES DE PROFIT DÉCENTRALISÉS
C'est ce que vous propose une très importante et très dynamique SOCIÉTÉ D'ASSURANCES IARD dont le siège est à Paris et qui recherche

UN CADRE RESPONSABLE DU FONCTIONNEMENT ET DES RÉSULTATS DES CENTRES DE PROFIT

qui lui seront confiés

Il devra avoir : • le goût du terrain • une formation supérieure • une expérience d'au moins 5 ans, de préférence dans l'assurance ou des services proches • de réelles capacités de communication • un sens aigu des responsabilités • le souci d'aller à l'essentiel • du dynamisme • une forte motivation de réussite • la passion de l'excellence • de la disponibilité pour des déplacements fréquents mais de courte durée.

Nous lui confierons : la responsabilité de la relation entre notre siège et des centres de profit décentralisés pour les faire adhérer aux orientations, aux politiques commerciales, budgétaires, techniques de la société et les appuyer dans tous les domaines de leur activité (organisation, gestion, technique, développement).

Si cette proposition vous intéresse, adresser lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions, sous réf. RFM.1, à

Marie-France KLEIN
20, av. des Tilleuls
95370 Montigny-les-Cormeilles

(Confidentialité garantie pour les candidats en poste. Nous indiquer les entreprises avec lesquelles vous ne souhaitez pas être mis en relation).

MDC

Agence de Publicité, recherche:

Directeur Conseil et Developpement.

(H.F)

Produits Grand Public
Communication institutionnelle.

– Vous avez depuis 10 ans l'expérience des grandes agences françaises et américaines.
Vous avez une formation supérieure. Vous connaissez la grande consommation : lessives, cosmétiques, alimentation, etc.

– Vous êtes (ou avez été) responsable d'un groupe commercial (ou de plusieurs). A moins que vous ne soyez passé maintenant chez l'annonceur. Vous parlez couramment l'anglais ou l'allemand.

– Vous êtes en mesure d'influencer fortement les orientations et de coordonner l'activité conseil de notre agence.

– Vous souhaitez être en première ligne pour contribuer à son développement.

– MDC réalisera en 88 (au moins) 10 millions de marge brute. Nous progressons de 25 à 30 % par an depuis 3 ans. Avec vous, nous voulons passer à la vitesse supérieure.

Envoyez votre candidature (confidentielle) à MDC ou appelez Michel Devaux au 42.88.78.78.
2 rue René Bazin, 75016 Paris.

Consultant Expérimenté

Depuis plus de 8 années A.L CONSEIL effectue des missions diverses : recrutement par voie d'annonce, conseil en carrière, aide à la sélection, bilans professionnels. Nous souhaitons aujourd'hui renforcer notre équipe en intégrant un(e) consultant(e).

Capable d'assumer la responsabilité de missions complètes de recrutement vous participerez aussi à nos différentes prestations et développerez de façon autonome votre clientèle.

Vous justifiez obligatoirement d'une expérience réussie dans cette fonction (de préférence en Cabinet), vous êtes si possible graphologue (S.F.D.G. ou G.G.C.F.). Vous êtes prêt(e) à vous investir avec nous, nous sommes désireux d'envisager avec vous une collaboration à long terme (possibilité d'association).

Merci d'écrire sous la référence 683/M à Annie LOMBARD, A.L CONSEIL, 35, rue de Naples, 75008 PARIS.

CURRICULUM

A.L conseil

Stanislas ENGRAND a rejoint la Société Egor Ouest Atlantique à Nantes, délégation régionale du groupe Egor pour l'Ouest de la France. Le Groupe Egor occupe la première place en France dans le domaine du recrutement des cadres et des dirigeants.

Stanislas ENGRAND, âgé de 35 ans, titulaire d'un DEA de lettres et d'un DESS de la fonction personnel exerçait précédemment les responsabilités du recrutement dans un important Groupe Industriel et depuis 1985 consultant au sein d'un Cabinet de recrutement à Nantes.

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAÑA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Responsable administratif et financier

Europe du Sud - 350.000 F

Paris - La filiale française (chiffre d'affaires : 70 millions de francs) d'un groupe international de services informatiques spécialisé dans les applications de gestion, recherche un responsable administratif et financier. Placé sous l'autorité immédiate du directeur de l'Europe du Sud et assisté de 5 personnes, il couvrira l'ensemble des activités administratives, comptables, financières et informatiques de cette société ainsi que de deux autres implantations en Europe du Sud. Il sera notamment chargé du reporting et entretiendra une relation fonctionnelle avec le groupe. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, doté d'une formation supérieure (type ESC + DECS) ou équivalent et parlant couramment l'anglais. Familiarisé avec la comptabilité anglo-saxonne, il doit impérativement justifier d'une première expérience de la fonction (5 ans minimum) acquise directement au sein de la filiale d'un groupe international ou abordée indirectement par le biais d'un cabinet anglo-saxon. La connaissance de l'espagnol constituerait un atout apprécié. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 350.000 francs. Ecrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R9346M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Seconds d'agence

Banque - 200/250.000 F

Une banque à taille humaine, réputée dans son secteur et filiale d'un groupe bancaire international recherche deux seconds d'agence. Basés à Paris dans des points de vente d'une dizaine de personnes, ils auront pour mission principale de prendre en charge et de développer un portefeuille de clientèle PME/PMI. Ils assisteront le chef d'agence dans la gestion quotidienne du point de vente. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire âgé de 28 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et ayant une expérience d'au moins trois ans de la clientèle PME/PMI. Il s'adresse soit à un directeur de petite agence, soit à un adjoint, soit à un exploitant qui souhaite évoluer. La rémunération, de l'ordre de 200/250.000 francs, pourra éventuellement être supérieure si l'expérience le justifie. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9340M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsables clientèle

Banque

Nancy - Nantes - Limoges - Une banque à taille humaine, spécialisée sur un marché porteur et proposant une gamme complète de produits financiers, recherche dans le cadre de son expansion régionale trois responsables de clientèle. Rattachés au directeur d'agence, ils auront à développer une clientèle variée de groupements d'entreprises et/ou coopératives et/ou associations et/ou mutuelles en établissant avec eux une relation de partenariat. Ils seront également chargés de l'analyse financière et du montage de leurs dossiers. Ces postes s'adressent à des diplômés d'études supérieures (ESC, Université, ITB ou CESB) ayant une expérience de l'action commerciale et des études de crédit de 2 ans minimum. La rémunération, stimulante, sera fonction de l'expérience et des compétences des candidats. Une évolution de carrière sera proposée en fonction des résultats obtenus. Ecrire à Christine BERNET en précisant la référence S8186M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chargé d'affaires crédit-bail immobilier

Banque - 120/170.000 F

Une importante banque spécialisée dans les crédits immobiliers notamment auprès des professionnels, recherche un chargé d'affaires pour son département crédit-bail. Basé à Paris, il aura pour mission d'assurer, après une période de formation, le montage complet et le suivi des dossiers de crédit-bail immobilier sous l'angle juridique, fiscal et comptable auprès d'une clientèle diversifiée (PME, investisseurs, professions libérales...). Il devra assurer la recherche d'opérations en collaboration avec les commerciaux de la banque, procéder à l'analyse du risque, négocier les conditions apports, garanties... et superviser le bon déroulement de l'opération en faisant preuve d'un esprit créatif. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 25 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Sciences Po.,...) débutant ou ayant une courte expérience professionnelle de la banque et/ou de l'immobilier. Il aura en outre des bases juridiques. La rémunération sera fonction de l'expérience. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9347M. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

NOUS SOMMES UNE DES PRINCIPALES FILIALES EN FRANCE . LEADER SUR NOTRE MARCHE : 500 MILLIONS DE FRANCS

POUR PARIS NOUS RECHERCHONS :

CHEF DE SERVICE REPORTING

De formation HEC, ESSEC, Sup. de Co ou équivalent, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans de la fonction ou en cabinet d'audit.
Vous avez acquis au sein d'un groupe anglo-saxon la pratique du reporting.
De bonnes connaissances de l'anglais et de la micro-informatique sont indispensables.
Pour un candidat ambitieux et à fort potentiel, une évolution de carrière tant en France qu'à l'étranger sera envisagée.

réf. 6400

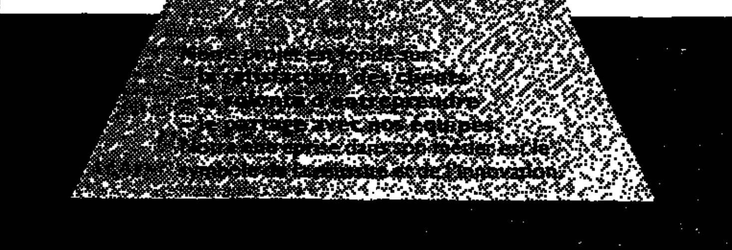
CHEF COMPTABLE

Titulaire du DECS, vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans dans la fonction, et vous maîtrisez la comptabilité anglo-saxonne.
Vous parlez anglais et l'utilisation de la micro-informatique fait partie de vos atouts.
Votre potentiel vous permettra d'évoluer au sein du Groupe.

réf. 3200

MERCI D'ADRESSER VOTRE CANDIDATURE (LETTRE MANUSCRITE, C.V. ET PHOTO) EN PRECISANT LA REFERENCE DU POSTE QUI VOUS INTERESSE A AXIAL 27 RUE TAITBOUT 75009 PARIS, QUI TRANSMETTRA.

NOTRE PASSION: L'EXC…ENCE
VOTRE AMBITION: LA QU… TOTALE DAN… ON RESS…ES HUMAINES



JEUNES DIPLÔMÉS + 1re EXPÉRIENCE

- Chaleureux, serein et ferme.
- Vous êtes passionné par les relations humaines.
- Vous savez convaincre et vendre vos idées.

Un parcours d'initiation au métier vous donnera une formation concrète sur l'entreprise.
Après cette découverte de "postes-clés", vous prendrez la responsabilité des ressources humaines d'une unité de plus de 300 personnes.
Membre de l'équipe de direction,
- vous êtes la structure d'accueil de l'unité
- vous coordonnez le recrutement
- vous faites vivre un plan de formation ambitieux
- vous êtes le garant de la politique sociale par un contact permanent avec les équipes sur le terrain
- vous êtes le correspondant des partenaires sociaux
- vous animez le service du personnel et suivez la réalisation des budgets.

Votre équilibre personnel sera le garant de votre succès.

Écrivez lettre motivée sous réf. 102 à notre consultant: F.F.P. CONSEIL - 10, rue Bezout 75014 PARIS - avec CV et photo. Tél. 40.47.00.97



Contrôleur de Gestion

ESSEC, ESC,... ***Limoges.***

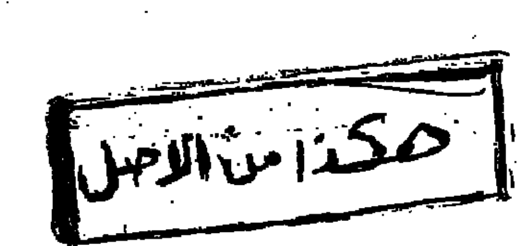
Le GROUPE PRESSE HACHETTE (7 milliards de C.A.) se caractérise par la diversité de ses activités : presse magazine France et International, presse quotidienne régionale et activités industrielles. Il recherche pour son secteur d'impression en continu (12 unités de production, 900 MF. de C.A.), un jeune contrôleur de gestion basé à Limoges. Rattaché au Directeur d'unité et assisté d'un Chef Comptable, vous serez placé sous l'autorité fonctionnelle du responsable de gestion du secteur. Vous établirez et suivrez les budgets et plans. Vous serez chargé d'étudier la rentabilité des investissements. Vous suivrez et analyserez les prix de revient, établirez les comptes d'exploitation analytiques et poursuivrez la mise en place d'outils de contrôle de gestion grâce à l'informatique. Vous avez impérativement une première expérience, toutes les qualités relationnelles indispensables à cette fonction. Votre fort potentiel vous permettra d'évoluer à terme (2 à 3 ans) vers un poste opérationnel dans une unité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, réf. 754/M à J. Laizet, DRH, GROUPE PRESSE HACHETTE, 6, rue Ancelle - 92525 Neuilly Cedex. Les candidats pourront être reçus soit à LIMOGES soit à PARIS.



HACHETTE

Hachette : l'enthousiasme ça se communique.







Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

EUROTHERM

Sté Lyonnaise (100 p. 75 MF) en forte croissance, nous dégageons un bénéfice qui nous permet d'autofinancer nos objectifs ambitieux, nous appartenons à un groupe international à qui sait laisser la prise de décision au niveau local tout en étant un des leaders mondiaux dans son domaine : LA REGULATION DE TEMPERATURE, DE PROCESS ET L'ELECTRONIQUE DE PUISSANCE, nous recherchons notre :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER — LYON

Votre mission : Au-delà des aspects classiques de la mission, comptabilité, finances, trésorerie... sans oublier le reporting à la Maison mère, vous vous attacherez à l'établissement et au contrôle des budgets, et à la surveillance des ratios clés, indicateurs des performances de l'Entreprise. Vous disposerez d'un système informatique puissant couplé à des micro-ordinateurs.
Membre de l'équipe de Direction, vous participerez concrètement et activement à l'élaboration de la politique financière de l'Entreprise.
Vos idées nous intéressent

Vous : La trentaine, diplômé de l'enseignement commercial supérieur, plus DECS, vous disposerez d'une expérience significative dans une fonction similaire avec, si possible, un passage dans un Cabinet d'Audit international.
Votre professionnalisme (comptabilité anglo-saxonne, pratique confirmée de la micro informatique...) votre sens des relations humaines et votre esprit de synthèse vous permettent de vous impliquer efficacement dans une Entreprise performante.
L'Anglais est indispensable.

Nous vous remercions de nous adresser CV, photo et rémunération actuelle chez MERCURI-URVAL, 194, rue Garibaldi 69427 LYON Cedex 03, sous réf. 571296 LM portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

---

recherche pour sa **DIRECTION INTERNATIONALE**

GRANDE BANQUE NATIONALE

2 CHEFS DE ZONE EUROPE

Les missions du poste sont :

- ☐ l'animation du réseau de succursales, filiales et bureaux de représentation à l'étranger ;
- ☐ le développement des opérations de crédit, de haut de bilan, de gestion collective et privée, de trésorerie sur la zône;
- ☐ les relations avec les banques correspondantes.

Une expérience confirmée de 5 à 8 ans, en exploitation comme en international, est requise. De solides bases dans les domaines financiers et des marchés sont souhaitables. L'anglais courant est nécessaire.

Merci d'adresser votre lettre de candidature (C.V. complet, photo *et rémunération actuelle*) en rappelant la référence M/88/02 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris.
Discrétion totale assurée.

Contrôleur de gestion

Filiale d'un groupe international de premier plan, nous sommes leader européen des produits "high tech" que nous concevons, fabriquons et commercialisons.
Notre développement sur un marché en forte expansion implique un contrôle de gestion de plus en plus performant.
Interface privilégié entre la Production, la Comptabilité et l'Informatique, vous assurez le support de la Direction Financière, en particulier par la mise en œuvre d'un système de gestion efficace (comptabilité budgétaire et analytique).
Diplômé d'une école supérieure de commerce (HEC, ESSEC, ESCP), vous possédez une *expérience* d'au moins trois ans acquise dans un cabinet d'audit ou dans une entreprise industrielle.
Vous avez également une bonne pratique de l'outil informatique.
La taille et la croissance de notre groupe garantissent des perspectives d'évolution motivantes.

Merci d'adresser votre candidature sous référence B.117.88/M à notre conseil Critère - 12, rue Pergolèse 75116 Paris.



Notre futur directeur administratif et financier

Le Groupe ORTIZ-MIKO est leader français des produits alimentaires conservés sous grand froid (23 sociétés - 12 usines).
Pour l'une de nos filiales située en Pays-de-Loire, (220 M C.A. - 460 pers.), l'évolution des structures nous amène à pourvoir ce poste.

Vous assurerez en premier lieu, la gestion du personnel et les relations sociales.

En liaison étroite avec le titulaire actuel, vous vous familiariserez à l'ensemble des fonctions financières de l'Entreprise, (comptabilité, trésorerie, budgets) avec une *orientation spécifique au contrôle de gestion.*

Notre message s'adresse à un candidat d'environ 30 à 35 ans, de formation supérieure (Ecole de Commerce, Sciences Eco, DECS). Sa personnalité et ses aptitudes l'attirent également vers la fonction « Personnel », relations humaines. Il aura l'objectif de « faire carrière » au sein d'une Entreprise à fort potentiel, bénéficiant d'un excellent climat relationnel.

Ecrire à notre Conseil, C. LOUVRIER, sous la réf. 6864/A, CAPFOR B.P. 846 - 44020 NANTES Cedex 01.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

MEDIA PA.

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL
EQUIPEMENTS AUTOMOBILE
recherche

CONTROLEUR DE GESTION USINE
250/270 000 F

Reportant hiérarchiquement à la Direction Usine et fonctionnellement à la *Direction Financière de la Division*, vous serez responsable du contrôle de gestion et de l'application des procédures administratives et comptables de la société au niveau d'un groupe de 3 usines (1200 personnes).

De formation Ecole de gestion, vous avez une expérience de 3 à 5 ans dans l'industrie mécanique de production de masse et montrez des capacités de commandement.

L'anglais lu et écrit est indispensable.

Ce poste est à pourvoir dans une grande ville de l'Oise (70 km de Paris).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 34336 à CONTESSE PUBLICITE 20, *avenue de l'Opéra*, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

CHEF COMPTABLE

Très grande agence de publicité internationale, nous avons les premiers mondialisé nos activités. Cotés à New York, Londres et Paris nous comptons les plus prestigieux budgets.

C'est donc un chef comptable qui ne ressemble pas à un chef comptable que nous recherchons. En effet, il a plus l'allure d'un «marketing man», tant sur le plan de l'apparence que de la personnalité, mais n'en demeure pas moins rigoureux dans la tenue des chiffres.

Titulaire du DECS complet, doté de 6 ans d'expérience environ, de bonnes connaissances en fiscalité, il va de main de maître assumer les responsabilités suivantes : comptabilité française, reporting auprès des actionnaires, consolidation des comptes...

Il parle de préférence anglais et sera suivi et aidé dans sa mission par une adjointe et 5 collaborateurs.

Merci d'adresser votre dossier en toute confidentialité sous référence 584 M. à notre Conseil.

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS

Soderhu — MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

CONTROLEUR DE GESTION,
VENEZ GERER NOTRE EXPANSION

2000 personnes, CA proche du milliard de F, une progression annuelle de 30 %, une très forte rentabilité, 50 MF investis annuellement dans la recherche de nouvelles technologies : un tel contexte nous vaut de figurer au rang des toutes premières SSII françaises.

La communication chez nous est un état d'esprit quotidien, avec nos équipes comme avec nos clients. Si à votre tour, vous pensez que le contrôle de gestion doit suivre cette philosophie, nous sommes probablement faits pour nous entendre. Mais nos critères de sélection reposent aussi sur des faits objectifs : vous avez 4 à 5 ans d'expérience en cabinet anglo-saxon ou en entreprise. Cette expérience va dans le sens de votre formation initiale HEC, ESSEC, Sup de Co...

Vous savez même communiquer en anglais !

Communiquez maintenant l'enthousiasme que suscite cette offre dans le dossier que vous adressez,en toute confidentialité,à notre Conseil sous référence 565 LM.

SODERHU,
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.



DESSEIN

IMPORTANT ETABLISSEMENT BANCAIRE RECHERCHE UN

CONTROLEUR DE GESTION

pour son département chargé de traiter les opérations sur valeurs mobilières au plan administratif et comptable.

Vous serez chargé :
- *de la comptabilité analytique* ;
- du calcul et du contrôle du coût des opérations ;
- de l'élaboration des tableaux de bord ;
- du recueil et de l'analyse des statistiques concernant le département.

Si vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Eco, D.E.S.S. Banque-Finance, etc.) et avez acquis une expérience de 2-3 ans comme contrôleur de gestion en entreprise ou au sein d'une banque, *merci d'adresser votre* dossier de candidature, sous réf. 5161, à

MEDIA PA.
53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE DE TAILLE MOYENNE

Paris 8°

recherche pour son Département Engagements

3 ANALYSTES DE CREDIT H/F

Credit Man Senior International :
35 ans environ (anglais courant).

Crédit Man Junior International :
27/30 ans (anglais courant).

Crédit Man Junior France :
27/30 ans.

Dans tous les cas, une solide formation supérieure ou professionnelle est requise, alliée à des qualités de rigueur et de dynamisme.
Une rémunération et des perspectives de carrière motivantes, notamment vers l'exploitation, seront proposées.

Merci d'envoyer vos lettres manuscrites, CV détaillé et prétentions à : François MICHAU Conseil, Banque Finance, 53, Bd d'Angleterre 78110 Le Vésinet.

François MICHAU Conseil
Banque Finance

Auditeurs internes en grande entreprise.

L'activité de notre service d'audit interne s'applique à tous les secteurs de notre entreprise : études, production, comptabilité, gestion, organisation, commercial et dans les différentes filiales du Groupe en France et à l'étranger.

La diversité et l'ampleur de nos missions sont à notre échelle, celle d'un *important* constructeur français de biens d'équipement, de dimension internationale (19.000 personnes, CA de 14 Milliards).

La promotion récente de deux collaborateurs, le développement et l'intensification de notre rôle au sein de la Direction Financière, nous amènent à renforcer notre équipe.

Nous *recherchons* plusieurs auditeurs confirmés (3 à 5 ans d'expérience professionnelle élargie), aptes à être chefs de mission, et des débutants à fort potentiel.

Idéalement, ce sont des Sup de Co + DECS. Dans tous les cas, nous exigeons une formation supérieure commerciale grande école ou universitaire, type Dauphine.

Ces *fonctions* - adaptées à *votre profil* initial, formatrices et évolutives - sont basées à Lyon.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) *sous réf.* 4045 à :
RSCG CARRIERES 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS qui transmettra.



Division Magasins

Nous sommes un groupe de communication multimédia anglo-saxon. Nous créons notre premier magasin en France, à Paris, sur une surface de 3000 m2 consacrée à l'ensemble des supports musicaux (disques, cassettes, compact disques et vidéocassettes) dans tous les styles (variétés, jazz, classique...).

Nous recherchons une

Jeune secrétaire de direction

pour assurer le secrétariat de la Direction du magasin. Nous souhaitons rencontrer des candidates titulaires d'un BTS ou équivalent, possédant de très bonnes qualités d'initiative, de contact, de gestion et d'organisation. Une excellente connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Une première expérience de 2 à 3 ans acquise de préférence dans une société internationale, la pratique de la sténographie et du traitement de texte constitueraient des atouts appréciés.
Vous travaillerez à Paris dans une ambiance décontractée mais efficace.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à VIRGIN - Division Magasins - 13, place des Vosges 75004 Paris.

Carré Turenne

Republic National Bank of New York (France)



La Républic National Bank of New-York, recherche pour seconder le responsable du service comptabilité

CADRE COMPTABLE

Vous possédez une parfaite connaissance de tous les aspects de la comptabilité bancaire (minimum 5 ans).
Vous avez le sens des responsabilités et la pratique de l'anglais. Salaire motivant.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 23898, à Annie LECERCLE, Direction du Personnel, Republic National Bank of New-York (France), 20 place Vendôme, 75001 Paris.

UNIVERS DE LA GESTION

***Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.**

Un groupe industriel français, réalisant FF 12 Milliards de CA, recherche un

Attaché de Direction

Paris **200 KF+**

Rattaché au Directeur de la Comptabilité et du Budget, il aura pour mission d'analyser et d'améliorer les procédures comptables.

Le candidat doit posséder une formation supérieure de type Ecole de Commerce, complétée par un DECS (nouveau régime ou équivalent) et une expérience d'environ 3 ans en cabinet ou en entreprise. De solides connaissances informatique sont exigées.
Des possibilités d'évolution au sein de la société pourront être offertes au candidat après quelques années.

Contacter **Ivan Pacaud** au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + lettre manuscrite + tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. IP 1125 MO.**

ADCOM.

MP
Michael Page Finance
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Une importante entreprise internationale de services (CA 1,2 Milliard de F) recherche, pour sa direction financière, un jeune

Auditeur

Paris-Nord (RER) **FF 200/220 KF**

Rattaché au Directeur financier, il aura pour tâche de réaliser des audits de révision d'établissements et filiales du Groupe, et d'assister la direction financière pour différents travaux (budgets, comptabilité...).
Ce poste s'adresse à un candidat titulaire du DECS ou équivalent, doté d'une première expérience en cabinet, et ayant une bonne pratique de l'anglais. Il sera appelé à se déplacer pendant le tiers de son temps.
Contacter **Christophe Aubry** au (1)40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. CA 1124 MO.**

ADCOM.

MP
Michael Page Finance
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

La filiale (2 Milliards de C.A.) d'un important groupe industriel américain recherche un

Contrôleur de Gestion

Grenoble **320 KF**

Rattaché au Directeur Financier, il aura, outre les plans budgets et reports, la responsabilité des études de coûts et de rentabilité. Il devra également mettre en place dans le cadre du plan de modernisation et d'investissement de la société, une structure par centre de coût. Il sera assisté pour cela d'une équipe de 12 personnes.
De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP,...) agé de 30-35 ans environ, il aura une expérience similaire acquise dans un environnement industriel et dominera parfaitement l'anglais.

Envoyer CV + lettre manuscrite + tél + rémunération actuelle **à Jérôme Lancrenon, Michael Page Rhône-Alpes,** 9, quai Jean Moulin, 69001 LYON sous ref. JL 1122 MO.

ADCOM.

MP
Michael Page Rhône-Alpes
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Pour renforcer son développement commercial, une banque française de premier plan recherche des

Exploitants Clientèle Privée

Paris **150/200 KF**

Au sein d'une agence parisienne, vous serez responsable de la gestion et du développement d'un fonds de commerce de particuliers de haut de gamme.
Après trois à cinq ans d'expérience, doué d'une très bonne culture bancaire sur tous les produits clientèle privée, motivé pour les contacts, vous souhaitez rejoindre une banque de renom à un poste très évolutif.

Envoyer CV + lettre manuscrite + tél + rémunération actuelle à **Antoine Kamphuis, Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous référence AK 102 MO.**

ADCOM.

MP
Michael Page Banking
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Bancaire

Spécialisée dans les prises de participations en France et aux Etats-Unis, cette société financière de très haut niveau recherche un(e)

Analyste Financier

Paris **AK 100 MO**

Répondant directement au Président, il réalisera l'analyse financière des opérations d'investissement proposées à la Société. Il suivra, par ailleurs, les marchés boursiers américains et français, en vue de détecter des opportunités d'achat.

Agé de 26/32 ans, intelligent, sérieux, de formation mathématique, vous avez fait vos preuves comme analyste financier au sein d'une équipe de qualité. Vous souhaitez évoluer vers un poste autonome dans un environnement de prestige. Vous participerez directement aux fruits de vos efforts.

Conctacter **Antoine Kamphuis** au 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Banking**, 19 avenue George V, 75008 PARIS, en mentionnant la référence.

ADCOM.

MP
Michael Page Banking
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Bancaire

Directeur Financier

Province **Excellent salaire**

Une filiale française d'un important groupe industriel américain recherche son Directeur Financier pour son usine située en province (CA FF 160 M).
Ses principales responsabilités seront l'amélioration des systèmes informatiques et des contrôles internes, les comptabilités générale et analytique, le contrôle de gestion, la fiscalité, la trésorerie, le reporting mensuel anglo-saxon et la supervision d'une équipe de 12 personnes.

De formation ESC (+ DECS), le candidat, âgé probablement de 32 à 40 ans, devrait avoir plus particulièrement une excellente expérience des comptabilités française et anglo-saxonne, une connaissance approfondie de la comptabilité industrielle et une bonne maîtrise de la langue anglaise.
De réelles perspectives d'évolution au sein du groupe seront offertes à un candidat de valeur.

Si vous êtes intéressé par ce poste, veuillez contacter **Ivor Alex** au (1) 40.70.00.36 ou envoyer CV + n° tél à **Michael Page Executive, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. INA/3021.**

ADCOM.

MP
Michael Page Executive
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

IMPORTANT ETABLISSEMENT SPECIALISE DANS LE CREDIT AUX ENTREPRISES

recherche pour son siège à PARIS un

CONTROLEUR DE GESTION HF

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce ou titulaire d'une maîtrise de gestion, et vous possédez également une formation approfondie en comptabilité.

Agé d'environ 30 ans, vous justifiez d'une première expérience dans un service de Contrôle de Gestion, en milieu bancaire ou dans l'industrie. Vous y avez, en particulier, mis en place ou développé des applications dans le domaine de la comptabilité analytique.

Nous vous proposons de rejoindre notre **direction du développement et du contrôle de gestion.** Réalisant des analyses de coûts et de rentabilité, vous aurez l'opportunité de valoriser et d'enrichir vos connaissances en apportant votre concours à la mise en place de notre nouvelle **comptabilité de gestion.**

Le poste est susceptible d'évolution pour un candidat alliant l'esprit de rigueur, le goût de l'innovation et le sens de la communication.

Si cette proposition vous intéresse, adressez lettre manuscrite de motivation, C.V. et prétentions s/réf. 3982, qui seront transmis par :

Pierre Lichau
PUBLICITE DE RECRUTEMENT
78, rue de Louvois - 75002 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE D'ÉCONOMIE MIXTE

recherche sur Paris pour sa direction financière

1 GESTIONNAIRE (H./F.)

MISSION :

- Rattaché au responsable de la section budgétaire, il participera à :
  - L'élaboration, au suivi et au contrôle des budgets ;
  - L'analyse des résultats annuels.

CANDIDAT RECHERCHÉ

Débutant, possédant un DUT de gestion ou équivalent.

1 CHARGÉ DES PROCÉDURES ET AUDIT (H./F.)

MISSION :

Rattaché au responsable de la section organisation. Il sera chargé de la rédaction, la mise à jour, la centralisation et le contrôle des procédures de la société.

CANDIDAT RECHERCHÉ

- 25 ans environ.
- Ouvert à l'informatique.
- Diplômé d'une maîtrise en sciences de gestion, ou d'une école de gestion (type ISG).
- Expérience obligatoire en cabinet d'audit, ou en entreprise.

Pour tous ces postes, RIGUEUR, DIPLOMATIE et DISPONIBILITÉ sont exigées. Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. et PRÉTENTIONS au MONDE PUBLICITÉ, sous n° 8 315 M, 5, rue Monttessuy, 75007 Paris.

Créez, dans notre groupe, une société d'audit...

Notre groupe de services recouvre des activités diversifiées : publicité, informatique... Notre fort développement nous a amené à fonder une société d'audit où tout reste à faire. Vous serez entièrement responsable de sa mise en place.
Vérifier les budgets et procédures, évaluer les opérations de fonctionnement, faire des propositions aux Directions Générales, c'est votre mission au quotidien. Votre tempérament commercial vous permet de développer le portefeuille de clients de notre groupe, et de prospecter à l'extérieur.
A 30 ans, vous avez complété votre formation supérieure (ESCAE, Maîtrise de gestion, DECS...) par une première expérience réussie en tant qu'audit dans un cabinet ou une entreprise. Vous souhaitez développer vos talents de manager autonome, et votre sens commercial au sein d'une structure légère. Anglais nécessaire.
Poste basé à Dijon.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération sous référence F 13044 M à notre Conseil 50, rue Ste-Croix de la Bretonnerie 75004 PARIS.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

RÉSOUDRE
LES PROFILS D'AVENIR

L'un des plus importants groupes d'assurances du secteur privé recherche pour sa société Holding, un

VICTOIRE



ANALYSTE FINANCIER

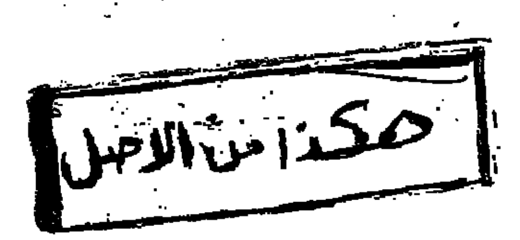
Rattaché au service d'audit interne, vous serez chargé de l'analyse des bilans et résultats des sociétés du groupe (sociétés d'assurances et autres) et vous participerez aux missions d'audit opérationnel.

Vous possédez :

- Une formation école de commerce ou équivalent
- 2 à 3 ans d'expérience dans une fonction similaire
- Une bonne maîtrise de la langue anglaise

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Madame IMBERT GROUPE VICTOIRE 52, rue de la Victoire 75009 PARIS sous référence 1443 AF/JL.





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Droit sur la Communication...

Deuxième pôle français en communication d'entreprise (5 000 personnes, 2,5 Milliards de Francs de C.A.), nous sommes présents sur tous les grands marchés : RADIOTELEPHONIE (Grands réseaux systèmes et terminaux), COMMUTATION PRIVEE (systèmes complexes voix et données) et TELEMATIQUE (terminaux télématiques, systèmes bureautiques). Nous recherchons (H/F)

Juriste d'Entreprise

Spécialisé en Droit des Sociétés et Fiscalité

Rattaché à notre Secrétaire Général, vous serez notamment chargé de la conception, de la mise en place et du suivi des structures juridiques adaptées à l'évolution du Groupe (fusions, acquisitions, prises de participations en France et à l'étranger).

Votre domaine d'intervention comprendra également le respect de la législation des affaires dans toutes les activités du Groupe et le règlement des litiges.

De formation supérieure juridique en Droit des sociétés, votre compétence s'appuie sur 3 à 5 ans d'expérience acquise dans un service similaire en entreprise ou en cabinet. Anglais nécessaire.

De la rigueur juridique associée à une réelle capacité de communication favoriseront votre réussite dans cette fonction.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en précisant la référence 32005/LM à Nicole KAMERZAC - D.P.R.H. - rue Jean-Pierre Timbaud - B.P. 26 - 78392 BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA COMMUNICATION

Société du secteur tertiaire basée à Paris (8ème)
CA 3 mds de F intègre

UN(E) RESPONSABLE SERVICE COMPTABILITE-FISCALITE

qui aura pour mission de superviser avec une unité de 6 personnes, la comptabilité des sociétés (travaux liés à la sortie des résultats et des bilans, suivi des problèmes fiscaux, etc...).

Ce poste s'adresse à un(e) candidat(e) ayant le DECS, et qui souhaite évoluer après une première expérience réussie de 2 ou 3 ans au moins (passage en cabinet apprécié).

Merci d'écrire (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 910 M à Chantal DHERBIER - PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail 75002 PARIS



plein emploi
Conseils en ressources humaines



Un des premiers groupes privés français d'assurance collective et individuelle recherche un Chef de Département Comptabilité

Intégré à la Direction Nationale des Services Comptables, située dans la REGION NICOISE. Nos applications comptables sont traitées en temps réel (configuration informatique : ordinateurs 3081 - 3083, 32 et 48 mégaoctets, réseau de plus de 1000 terminaux).

- il aura la responsabilité de l'élaboration des états comptables et budgétaires, des bilans et comptes annuels
- il assurera les liaisons sur le plan comptable et budgétaire avec nos établissements répartis sur l'ensemble de la France
- il assurera le développement de la banque comptable et des procédures qui en découlent.

- Votre formation supérieure HEC, ESSEC... complétée d'un DECS, expertise comptable terminée ou en cours
- vos connaissances informatiques
- votre capacité à animer une équipe
- votre expérience de 5 ans en entreprise ou dans un grand cabinet d'expertise

vous permettront une évolution de carrière dans un environnement en plein développement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 882 à : ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.



QUAKER FRANCE

Filiale d'un important groupe américain en France : 1 milliard de francs de C.A. sur les marchés porteurs de l'alimentation animale et des céréales pour petits déjeuners, renforce son DEPARTEMENT FINANCES en créant deux nouveaux postes, à son Siège Social, à MARSEILLE :

ADJOINT AU CHEF COMPTABLE

Le titulaire assurera les responsabilités essentielles de comptabilité générale, de reporting financier et de déclarations fiscales.

Ce poste très évolutif s'adresse à un candidat à FORT POTENTIEL et s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'un progiciel comptable.

Agé de 30 ans, de formation supérieure, il sera titulaire du DECS et aura acquis une expérience certaine en comptabilité.

ADJOINT AU RESPONSABLE DU PLAN FINANCIER

Le titulaire assistera le responsable du Plan Financier dans les étapes de préparation des états financiers prévisionnels principalement et dans tous les autres projets et analyses menés par le service.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation Ecole de Commerce, débutant ou avec une première expérience, ayant nécessairement de bonnes connaissances comptables et financières de base.

Des possibilités d'évolution existent pour un candidat de valeur.

Pour les deux postes, de bonnes notions d'anglais et de micro-informatique sont souhaitées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle), à :
SOCIETE QUAKER FRANCE - Service Recrutement
40, bd de Dunkerque - 13002 MARSEILLE.

Pierre Lichau

Controller

FILIALE D'UN GROUPE ANGLAIS

Agé d'au moins 30 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (E.S.C. / Maîtrise de Gestion /D.E.C.S.). Votre expérience professionnelle en Entreprise ou en Cabinet vous a permis de travailler en milieu industriel et de bien connaître les normes anglo-saxonnes. Vous parlez couramment l'Anglais.

Vous souhaitez exercer aujourd'hui la fonction complète de Controller dans une Entreprise saine, soucieuse de la qualité et de la rigueur de sa gestion.

Nous sommes la filiale d'un important Groupe Anglais, située à Blois. Notre chiffre d'affaires et nos résultats se développent de façon régulière. Le Controller que nous recherchons encadre une petite équipe de collaborateurs. Il est responsable de la comptabilité générale et analytique, du contrôle de gestion, du reporting et des budgets et de la trésorerie. Il participe à l'organisation et au développement de la Société en liaison étroite avec les autres services.

Merci d'adresser votre candidature, avec
rémunération actuelle à notre Conseil Muriel ANIORT
qui vous assure de sa totale discrétion.
COFROR - Référence 155-01M - Tour Fiat - Cedex 16
92084 PARIS LA DEFENSE



Organisation et Publicité

GENERALE SUCRIERE
SOL - SAINT LOUIS
FILIALE DU GROUPE ST-LOUIS

5 milliards de C.A. - 10 établissements
Un projet d'entreprise motivant, des possibilités d'évolution dans le Groupe

CONTROLEUR DE GESTION

HEC - ESSEC - ESCP - ESCAE

Vous souhaitez acquérir en début de carrière les connaissances en gestion indispensables à un dirigeant. Nous vous offrons de vous intégrer à notre Direction Administrative. Près du Responsable du Contrôle de Gestion, vous assurerez la synthèse des budgets des établissements et des services commerciaux et centraux, le suivi et l'analyse des réalisations mensuelles.

Vous participerez à l'élaboration et à l'organisation d'un nouveau système budgétaire, avec des moyens informatiques performants.

Vous êtes débutant ou vous avez une première courte expérience, mais vous avez déjà la maturité et l'ouverture d'esprit qui vous *permettront, au-delà d'une réussite dans ces fonctions que vous occuperez* pendant environ 2 ans, de trouver une évolution correspondant à vos goûts et aptitudes.

Résidence à la campagne ou dans une ville universitaire à l'Ouest de Paris.

Les candidatures (lettre manuscrite, photo, C.V.), sous la référence 2553/LM, seront *traitées en toute discrétion, par*



MEDIA PA



Conseil en Recherche de Cadres et Dirigeants

Nous recherchons aujourd'hui plusieurs

CONSULTANTS CONFIRMES

Diplômés d'une Grande Ecole, vous avez acquis une bonne expérience de l'Entreprise et du Conseil en Ressources Humaines.

Vous êtes attirés par un nouveau «challenge», un environnement cordial et professionnel. Vous voulez continuer à développer un portefeuille de clientèle en offrant des prestations de qualité. Vous pratiquez aussi bien l'approche directe que le recrutement et la sélection par voie d'annonce.

Vous voulez vous impliquer dans un Cabinet où vous vous sentirez concernés, responsables de vos objectifs et partie prenante de notre réussite.

Nous pensons que nos Consultants doivent être des partenaires de réflexion, les acteurs de notre croissance et nos futurs associés.

Vous vous sentez l'âme de «battants», le goût d'entreprendre, la volonté de réussir, alors venez rejoindre notre petite équipe motivée et enthousiaste.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à

Patrick Bruneteau
75, rue de Miromesnil, 75008 PARIS
Tél. 42.94.07.34



ÉTABLISSEMENT FINANCIER PARIS (GROUPE SUEZ)

recrute

UN ANALYSTE DE CRÉDIT JUNIOR

Numéro un sur notre marché, service financier aux PME, notre établissement vous propose de rejoindre son équipe chargée de participer à la décision et à la surveillance de nos risques.

Outre un aspect axé sur l'évolution économique et financière des entreprises du ou des secteurs dont vous aurez la charge, vous devrez développer les indispensables contacts nécessaires à la réussite de votre mission (établissements financiers, organisations professionnelles, institutions publiques...).

Un poste est actuellement à pourvoir pour lequel nous recherchons un jeune cadre de formation supérieure du type Ecole supérieure de commerce ou université avec une spécialisation financière.

Le candidat retenu assumera les responsabilités générales décrites ci-dessus, appliquées à la gestion d'un portefeuille d'entreprise d'un secteur économique spécifique.

Une première expérience de 1 à 2 ans est indispensable.

Ce poste basé à Paris nécessite quelques déplacements de courte durée.

La rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience.

Envoyer c.v., photo et prétentions au MONDE PUBLICITÉ, s/nº 8 316 M, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

---

basé à Paris

Un important groupe industriel et commercial, 12 milliards de francs de CA recherche, pour une de ses filiales, un :

Analyste Financier

Rattaché à la Direction de la filiale (1 milliard de CA), il aura pour mission :
- d'organiser et de superviser l'implantation financière et comptable des 4 divisions,
- de contrôler l'harmonisation et l'optimisation des outils.
- de développer un rôle de conseil et de prescription auprès des utilisateurs.

Pour ce poste à la fois fonctionnel et opérationnel, nous recherchons un diplômé de l'Ecole Supérieure de Gestion qui, âgé d'environ 30 ans, aura déjà acquis une expérience significative en entreprise ou en cabinet. La connaissance du monde industriel, de l'informatique et de l'anglais sont indispensables. Vous êtes attiré par une structure de groupe au sein duquel existent de réelles opportunités de carrières. Ce poste nécessite de fréquents et courts déplacements.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 23789, à Média-System, 6/8 Impasse des deux Cousins, 75017 Paris.

média-system

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

réputé et en expansion (30 collaborateurs) basé en Haute Savoie à proximité de stations de sports d'hiver prestigieuses, recherche



Votre mission sera :
- animer sous la direction du Chef d'Agence une équipe de 4 collaborateurs, veiller à la qualité et à la ponctualité de leur travail,
- assurer le contact avec les clients qui vous seront confiés.

Ce poste conviendra à un candidat âgé d'environ 35 ans, DECS et pouvant justifier d'une expérience similaire réussie en cabinet. De réelles évolutions de carrière sont offertes à un candidat travailleur, persévérant, ambitieux et ayant le sens des contacts.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence CG à

f.p.conseil.
130, montée de Choulans
69005 LYON.
(Confidentialité assurée).

MEDIA PA

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ATTACHE A LA DIRECTION FINANCIERE DE NOTRE GROUPE

Epéda-Bertrand Faure

Avec plus de 6 milliards de C.A. consolidé en 1987, notre Groupe améliore sa position de leader français et européen du marché du siège automobile, de la literie et des bagages et occupe de fortes positions dans les secteurs de l'armement et de l'aéronautique. Le Directeur Financier du groupe recherche un proche collaborateur. Il assurera les contacts opérationnels avec les banques, interviendra dans la gestion des trésoreries domestiques ou internationales et instruira les dossiers de financement. Il mènera des études sur les équilibres financiers et sera chargé de missions de liaison avec les contrôleurs budgétaires du Groupe. Nous souhaitons rencontrer des professionnels, femme ou homme, de formation DAUPHINE, SUP de CO PARIS, LYON... avec au moins cinq années réussies, soit au sein de la direction financière d'une grande entreprise à des fonctions similaires ou voisines, soit en milieu bancaire à des responsabilités de gestion de risques d'une clientèle d'entreprises. Pour réussir dans ces responsabilités, le sens de l'analyse et l'esprit de synthèse devront s'allier à l'efficacité de l'organisation et au talent de la diplomatie.

Merci de faire parvenir votre lettre de motivation + C.V. + photo + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL, 10 rue du Colisée - 75008 PARIS, sous la réf. 363/M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

L'audit interne : une mission évolutive au cœur de l'entreprise



GERVAIS DANONE

C'est en construisant une entreprise de qualité que l'on devient leader et qu'on le reste : chaque jour un million de consommateurs à satisfaire.

Gervais Danone France, représente un ensemble économique de poids dont la capacité de performance tient surtout à la précision et à la rapidité de son outil de gestion. A 30 ans environ, de formation Ecole de Commerce complétée par un DECS, après une première expérience en cabinet ou en entreprise, vous êtes prêt à nous aider à accroître la fiabilité et à réduire les délais d'obtention de l'information comptable. Mais votre professionnalisme, votre rigueur vous conduisent naturellement à dépasser cette mission : vos rapports d'abord descriptifs sont également pour une large part source de recommandations sur l'organisation et de solutions d'aide à la décision.

Homme de dialogue, vous êtes en liaison permanente avec la direction comptable, l'ensemble des directions opérationnelles. Vous êtes aussi l'interlocuteur des commissaires aux comptes et des réviseurs internationaux de la société.

Ce poste est un tremplin vers de larges possibilités d'évolution au sein de la société ou du groupe.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. PP 47 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

GROUPE BSN

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

50 Millions de C.A., 22 personnes : notre PME dans le secteur de la distribution continue sa progression, nous renforçons nos structures en recherchant notre :

JEUNE DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

A 30 ans environ, une Ecole de Commerce option Finances - Comptabilité + un DECS, vous justifiez d'une expérience comptable de 3 à 4 années et utilisez l'informatique... En plus de l'opérationnel vous serez notre conseiller sur les plans juridique, personnel, financier, trésorerie. Vos réelles qualités professionnelles, humaines, votre potentiel vous permettront de prendre votre place, de faire partie de notre équipe dirigeante, de contribuer à notre développement.

Nous sommes situés au **HAVRE**.

Si ce challenge vous intéresse, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., et prétentions sous référence 88105 à notre conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU
56, avenue de Suffren
75015 PARIS

Organisation et Publicité

DIRECTEUR DES CRÉDITS

GRAND SUD-OUEST

Etablissement bancaire bien implanté dans sa région recherche son **Directeur des Crédits.**

Votre position dans l'organigramme, vous associe à toutes les décisions de politique générale, mais vous serez chargé plus particulièrement de la définition et de la réalisation de la politique des crédits.

Secondé avec efficacité par une équipe solide et bien formée, vous assumerez la direction des services : Etudes, Réalisation, Commerce Extérieur, Contentieux/Juridique, Ingénierie Financière placés sous votre autorité.

Agé de 35 - 45 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez prouvé votre capacité à gérer les engagements et à manager une équipe de 30 personnes dans une fonction similaire ou en tant que Directeur d'une agence importante.

Que vous cherchiez une évolution de carrière, ou que vous testiez votre valeur, si vous êtes l'homme qu'il nous faut, nous prenons le pari de vous convaincre. Contactez nous en toute confiance, nous sommes prêts à dialoguer.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (c.v., photo et prétentions) sous référence 8482 à HERTZ CONSULTANTS, 34 rue de l'Arcade, 75008 Paris.

Nous vous garantissons une confidentialité absolue.

AXIAL

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Nous sommes Zürich Assurances, importante compagnie étrangère. Nous recherchons aujourd'hui un JEUNE CONTROLEUR DE GESTION.

A 25 ans environ, de formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou Maîtrise de Gestion), vous possédez une première expérience dans un cabinet ou dans une entreprise du secteur tertiaire.

Intégré au Secrétariat Général et rattaché au responsable de l'Organisation, vous serez chargé, dans un premier temps, de l'élaboration et de la mise en place d'une comptabilité analytique et des différents outils de gestion.

Vous saurez mettre en œuvre votre esprit de synthèse et votre dynamisme pour mener à bien vos différentes missions.

Pour en savoir plus, contactez les Collaboratrices d'ALLO-CARRIERES au 45.02.15.74 du lundi au vendredi de 9 h à 17 h (Précisez la réf. 697).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature sous la réf. 697, à ALLO-CARRIERES - 53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS.



ZURICH ASSURANCES

MEDIA BA.

CURRICULUM



Le Laboratoire National d'Essais met ses compétences au service de l'amélioration de la qualité et de la sécurité des produits dans les secteurs très divers de l'Industrie. Fort de 450 personnes, il est organisé en équipes de spécialistes disposant d'équipements performants. Il connaît un développement rapide qui va s'amplifier avec l'ouverture du marché intérieur communautaire à l'horizon 92. Il offre

LNE

Une mission passionnante pour un CONTROLEUR DE GESTION ouvert à la technologie...

Le candidat recherché adjoint du Secrétaire Général devra, avec les utilisateurs, améliorer et mettre en œuvre les outils de gestion permettant une meilleure maîtrise des activités, des prix de revient, de la facturation et participer aux progrès de l'organisation administrative.

Diplômé de l'enseignement supérieur, avec une sérieuse formation comptable, il aura une expérience de 5 ans minimum dans une fonction similaire, si possible dans une société prestataire de services techniques ou dans l'industrie. Le poste requiert des qualités de rigueur, de créativité et une aptitude au conseil.

Merci d'adresser les éléments complets de votre candidature, sous la référence 8010/M, à Marie-Françoise ALETTI Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux - 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

MEMBRE DE SYNTEC



LA DIVISION APPAREILLAGE ELECTRIQUE
C.A. de l'ordre de 4,5 milliards de F, 7000 personnes, recherche pour son siège à Lyon



2 CONTROLEURS DE GESTION

Directement rattachés à la Direction Générale de la Division ils ont pour mission principale l'analyse des systèmes de gestion, plans pluri-annuels, budgets annuels et réalisations mensuelles des Départements et des Filiales. Ils proposent les mesures correctives nécessaires et suivent l'application des décisions prises.

Une expérience de la fonction en milieu industriel, une formation Grande Ecole de Commerce et si possible la connaissance de l'Allemand pour l'un des deux, seraient appréciées.
Déplacements assez fréquents de courte durée.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé sous référence 6300-M à MAMREGIES - 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

Recherche de cadres et dirigeants

Lyon

PA Conseil en Ressources Humaines, leader européen du conseil en recrutement, filiale française du groupe PA (2.500 personnes dans le monde, 80 bureaux dans 22 pays) connaît en France une progression de tout premier plan (35 % de développement en 1987) et recherche pour son bureau de Lyon un nouveau consultant. Il devra mener, en totale autonomie, des missions de recrutement tant par approche directe que par voie d'annonces et gérera un portefeuille de clientèle qu'il aura pour mission de développer. Nous recherchons un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur, ESC, sciences humaines...) ayant acquis une première expérience en entreprise ou en cabinet dans des fonctions soit de recrutement et/ou de gestion des ressources humaines, soit opérationnelles. La connaissance de l'anglais est souhaitée. Ecrire à R. DAUDIN en précisant la référence A/062LM. (PA Minitel 36.14 code PA)

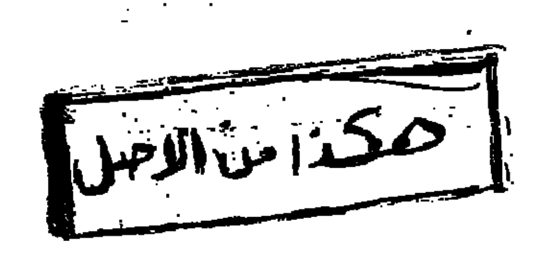


PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.98.63

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC





investissez votre premier acquis professionnel dans une jeune banque privée en plein essor

qui comprend 140 personnes et dont la majorité du capital est d'origine étrangère. Nous recherchons plusieurs jeunes diplômé(e)s (IEP, École de Commerce...) pour exercer l'une ou l'autre des fonctions suivantes :

responsable service bourse

réf. M/4095-1

A partir des analyses financières mises à votre disposition, vous définissez les orientations en matière d'investissements en actions et obligations françaises en concertation avec la Direction Générale. Vous informez et conseillez les Directeurs de nos agences ainsi que nos clients dans le choix de ces investissements. Vous gérez également un fonds commun de placement. Pendant deux ans minimum, vous avez assuré la gestion de portefeuilles ou réalisé des analyses financières. La connaissance de l'anglais est indispensable.

assistant(e) de promotion immobilière

réf. M/4095-2

Vous apportez votre concours à un département en forte croissance : participations financières, opérations de promotion immobilière... Vous avez pour mission d'étudier les propositions d'investissement et de suivre la réalisation des programmes en cours, en relation avec les banquiers et les promoteurs. Vous avez exercé une activité similaire pendant au moins deux ans.

bond dealer

réf. M/4095-3

Vous participez à la gestion du portefeuille d'obligations étrangères détenu par la banque, vous conseillez aussi des clients institutionnels dans le choix de leurs investissements et procédez à l'exécution des ordres. Vous possédez, de préférence, un début d'expérience professionnelle dans le domaine des marchés financiers ou dans celui de la gestion de portefeuilles et vous parlez anglais.

cambiste

réf. M/4095-4

Vous effectuez les opérations de change comptant et swaps. Vous contribuez aussi au développement de cette activité en multipliant les contacts avec nos partenaires financiers et en participant à la mise en place de nouvelles opérations de change. Si possible, vous avez acquis une première expérience dans une salle des marchés ou dans un back-office.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la référence, à notre conseil, Nicole DOGNIN, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS

SERTI SELECTION

NAVIMM



PPG, groupe multinational connu en France par ses peintures CORONA vous propose pour sa filiale française à VALENCIENNES deux postes rendus libres par la promotion interne. L'un et l'autre sont des "tremplins" dans un groupe leader mondial de la peinture, qui progresse aussi par les méthodes de gestion nord-américaines les plus performantes.

CHEF DE COMPTABILITE ANALYTIQUE

Votre rôle : optimiser l'utilisation des outils de contrôle des coûts de production. Il s'agira ensuite d'assurer la "promotion" du service auprès des utilisateurs : commerciaux, techniciens... Permettre le contrôle financier des usines, c'est aussi donner aux différentes directions les éléments nécessaires à l'analyse des résultats de production. Mais tout est dans la manière : vous devez pouvoir allier votre sens de la pédagogie à vos qualités d'analyse et de synthèse. Communicatif par tempérament, vous saurez tirer le meilleur de votre équipe (5 personnes).
DECS, première expérience réussie et pratique de l'outil informatique sont naturellement indispensables. Connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et de l'anglais constituant des "plus" extrêmement appréciés.
Réf. CC M

ANALYSTE BUDGETAIRE

Votre but : l'efficacité de la gestion. Vos tâches principales : recueillir les prévisions afin de construire le profit-plan, contrôler l'adéquation entre objectifs et réalisations; participer à l'élaboration du plan stratégique à long terme. Ouvert et disponible, vous assurez l'aide et le conseil en matière de gestion auprès des divers responsables. Bref, vous savez rendre digestes et accessibles des analyses sophistiquées.
Les qualités de contact étant essentielles, le poste pourrait convenir à un débutant motivé, de formation ESC, Dauphine, etc.
Réf. AB/M

Ces deux postes demandent une excellente pratique de l'anglais et la connaissance de l'outil informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en indiquant la référence choisie à
Jacques DELILLE - PPG Industries
168, avenue Paul-Vaillant Couturier
93120 LA COURNEUVE.



DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

A environ 30-40 ans, vous avez une formation supérieure. Votre expérience au sein d'une PME ou d'une filiale de grand Groupe vous permet de maîtriser :

- la comptabilité analytique et générale,
- la gestion (budget, contrôle, réalisations),
- les questions juridiques courantes,
- la gestion administrative du personnel.

Votre connaissance de l'anglais est très bonne et vous ne redoutez pas les déplacements à l'étranger.

Si vous souhaitez avoir un rôle déterminant dans la croissance de cette filiale, merci d'envoyer votre curriculum vitae, lettre manuscrite et prétentions, sous la référence 5163, à

MEDIA PA 53, AVENUE VICTOR-HUGO - 75116 PARIS, QUI TRANSMETTRA.

Nous sommes une importante Mutuelle professionnelle d'assurances (6 milliards de F C.A., 4400 salariés).
Notre Direction Régionale Sud-Ouest/Pyrénées crée deux nouveaux postes de :

RÉDACTEURS CONTENTIEUX

Chargés, en totale autonomie de la gestion et du suivi des dossiers Sinistres (Corporel).
De formation juridique ou science éco., vous possédez au moins 5 ans d'expérience du Préjudice Corporel en assurance automobile avec usage du droit et des aspects financiers.
Sachant utiliser l'informatique, vous souhaitez mettre vos capacités d'analyse, de synthèse et de négociation au service d'un poste autonome dans un cadre agréable du Sud-Ouest.

Merci d'écrire sous réf. 2989/M
à notre Conseil
INFORAMA CARRIERES.
Labège Innopole
BP 282
31328 Labège Cedex



LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

média-system

DEBUTEZ DANS L'AUDIT

Vous avez fait le choix d'une formation Grande Ecole de Commerce, DECS, maîtrise en droit des affaires ou de gestion.
Débutez dans l'audit au sein de notre Groupe, c'est jouer un rôle d'assistance et de conseil, auprès de nos filiales et de nos chantiers notamment. Autant d'occasions d'exercer avec dynamisme et disponibilité votre esprit d'analyse et votre rigueur.
Prouvez vos compétences, déployez vos talents et votre motivation : nous saurons vous permettre d'évoluer à la mesure de vos ambitions et de notre dimension !

Merci d'adresser votre candidature sous référence FLC/GHN à :
Florian CHAUVEAU - Direction Centrale du Personnel - BOUYGUES
1, avenue Eugène Freyssinet - 78061 SAINT QUENTIN EN YVELINES



Organisation et Publicité

Nous sommes un important organisme de prises de participation en entreprises et nous recherchons dans la perspective de notre expansion à Lyon un :

Cadre comptable et administratif

- D'une trentaine d'années environ, il sera le gestionnaire de la structure interne comptable et administrative et sera chargé de mettre en forme les éléments de gestion.
- Dépendant directement du comité de direction, il devra s'intégrer dans une structure légère et évolutive.

Une sensibilité pour tout ce qui est financier et informatique sera un "plus" apprécié. Un profil DECS issu d'un cabinet comptable serait idéal.
Merci d'envoyer CV + prétentions sous référence 284 à notre Conseil :



Jean-Claude Maurice R.A.
21, Bd Vivier Merle 69427 Lyon Cédex 03.
PARIS - LYON - BARCELONE

IMPORTANT ORGANISME DE PREVOYANCE
recherche

ANALYSTE FINANCIER - AUDITEUR

Diplômé de l'enseignement supérieur économique et financier, ayant de bonnes bases comptables (DECS) et d'analyse financière.

Il participera au sein d'une équipe à des analyses financières traditionnelles ainsi qu'à l'établissement de documents prévisionnels.

Des déplacements en province sont à prévoir dans le cadre de mission d'audit.

Une expérience dans les domaines précités est indispensable. Ce collaborateur devra faire preuve d'esprit de méthode, d'initiative et posséder une grande capacité d'adaptation.

Le poste est basé à Paris.

Adresser CV avec photo (restituée) et rémunération souhaitée à
MUTUALITE FRANCAISE - Division des Relations Sociales - 255 rue de Vaugirard
75719 PARIS Cedex 15.

MUTUALITÉ FRANÇAISE

CONTESSE

KLÖCKNER INA

Installations industrielles
Groupe Européen Exportateur d'ensembles industriels recherche pour sa Direction Administrative

Le Responsable de la Gestion Interne

Rattaché au Directeur Administratif, il prendra en charge :

- le contrôle de gestion
- le contrôle budgétaire
- la gestion prévisionnelle
- l'administration du personnel
- l'organisation et la gestion administrative.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant acquis une expérience similaire d'au moins 5 ans.
Bonne connaissance en comptabilité et en informatique.
La pratique de l'allemand serait un plus.

Merci d'envoyer C.V., photo récente et prétentions sous réf. DA/01 à :

KLOCKNER INA
31, rue Marbeuf
75008 PARIS



Bleu Publicité

CHARGE DE RESEAU
Pour nos relations avec le Japon



Depuis 25 ans, nous distribuons nos produits (assistance aux particuliers et aux entreprises) sur les marchés français et étrangers.

Pour développer nos relations avec nos partenaires japonais, notre Direction Internationale recrute un jeune collaborateur. Il aura pour mission de prospecter et d'animer le réseau prestataires, de mener des recherches documentaires et d'analyser les contrats. Enfin, il participera aux autres travaux de la Direction.
Nous souhaitons recruter un candidat ayant une très bonne connaissance de la culture japonaise et si possible une formation ou une expérience commerciale. Ce candidat parlera le japonais, le français et l'anglais et sera disponible pour des déplacements en France et CEE. Le poste est basé à Paris.
Nous vous demandons d'adresser votre candidature, en indiquant vos prétentions, sous réf. CRJ-88, à la Direction du Personnel d'EUROP ASSISTANCE - 23 rue Chaptal - 75009 PARIS.

média-system

UNIVERS DE LA GESTION

***Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.**

JEUNE CADRE FINANCIER

Grande Ecole de Gestion

Cette importante société industrielle, filiale d'un des plus grands groupes français, occupe la place de leader mondial sur son marché grâce à la qualité technique de ses produits et à sa forte capacité de production (7 sites industriels en France). Elle réalise un chiffre d'affaires global de 6 milliards de francs dont 65 % à l'exportation. La Direction des Affaires financières recherche un *jeune cadre* de haut niveau.

Auprès du Responsable du service financier, il se familiarisera progressivement avec les procédures du groupe en matière de financement (plans de financement, bilans prévisionnels). Il participera au suivi financier des filiales principalement étrangères. Il fera l'apprentissage de la gestion de la trésorerie en francs et en devises et du contrôle de gestion.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une Grande Ecole de Gestion (HEC - ESCP - ESSEC - IEP) motivé par le financier et désireux de s'investir dans des activités variées. Il maîtrise la langue anglaise.
Les perspectives de développement de carrière à l'intérieur de la société et du groupe sont multiples. Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 11/477 AT à :

EGOR S.A.
19, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

BTP

RESPONSABLE SERVICE JURIDIQUE

Paris

Cette importante Société de BTP, implantée un peu partout en France mais également à l'étranger, recherche le responsable de son service juridique.

Directement rattaché au Directeur Général Adjoint, chargé des services centralisés, ce responsable aura pour principales missions de conseiller dans l'établissement des contrats, le traitement des problèmes d'assurances, le suivi des contentieux et de la vie juridique de l'Entreprise. Avec son équipe, il agit comme une société de service vis-à-vis de l'ensemble des départements de l'Entreprise.

Le poste est basé au sud de Paris.

De formation juridique en droit des affaires (bac + 4), il a acquis une expérience minimum de 5 ans dans une fonction juridique de préférence en entreprise. Il possède si possible une connaissance du milieu BTP. Rigueur, adaptabilité et sens de la communication sont des atouts qui lui permettront de réussir.

La taille de l'Entreprise, son ancienneté, son dynamisme, son appartenance à un groupe leader dans son domaine sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 20/818 B à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Auditeur pour débuter... une carrière bancaire

AUDITEUR *HF*

CIAL groupe cic

Le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, banque interrégionale du groupe CIC solidement implantée dans l'Est de la France, dispose d'un réseau de 150 agences regroupées autour de 12 succursales. Elle compte 3000 personnes dont 700 à son siège social de Strasbourg et possède plusieurs filiales en France et à l'étranger (Suisse, Luxembourg). Elle renforce son service de l'Inspection Générale et recherche un jeune auditeur.

Dans le cadre d'une équipe animée par un chef de mission, il participe à l'étude de la cohérence et de valeur des circuits d'information, à l'analyse de leur conformité avec les instructions internes et à la vérification de l'efficacité de la gestion de la banque.

Nous souhaitons confier ce poste à une jeune diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce (IECS, ICN, ESCAE...) possédant une première expérience d'auditeur en cabinet ou financière en entreprise (débutant non exclu).

Le poste est basé à STRASBOURG. Dans un cadre de travail agréable, le candidat se verra proposer d'intéressantes opportunités d'évolution au sein du service ou de la banque.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 30/1418 AJ, à :

EGOR BANQUES ET SERVICES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

CITIFINANCEMENT

GROUPE CITIBANK

Société spécialisée dans le financement des biens de consommation recherche pour son service ADMINISTRATION COMMERCIALE

Adjoint au chef de service administration commerciale

plus spécialement chargé des opérations de L.O.A. et Crédit-Bail

Basé au centre administratif de DIJON, le candidat retenu aura une formation de haut niveau (bac + 4) axée sur la gestion et une parfaite maîtrise des aspects financiers et techniques de la L.O.A. et du Crédit-Bail. Chargé d'organiser et de gérer l'ensemble des circuits administratifs de cette ligne de produit, il aura un rôle permanent de communication tant avec les services du siège qu'avec les agences commerciales auprès desquelles il devra régulièrement se déplacer.
L'habitude de l'utilisation de l'outil informatique, l'expérience de la rédaction et de la mise en œuvre de procédures administratives complexes, l'aptitude à encadrer et former du personnel seront des atouts indispensables.

Adresser candidature manuscrite, photo, CV et prétentions à Frank de Bucy, Directeur des Relations Humaines, Citifinancement, BP 449, 21012 Dijon Cedex.

CURRICULUM — média-system

SANDERS

RESPONSABLE TRESORERIE CENTRALISEE GROUPE

CREATION DE POSTE

A partir d'une activité de production d'aliments du bétail, le Groupe SANDERS s'est diversifié par intégration verticale et compte une soixantaine de sociétés consolidées. Le Groupe, très décentralisé, réalise un CA de 5 milliards de F et emploie 2600 personnes. Il poursuit sa croissance et recherche aujourd'hui son Responsable Trésorerie Groupe.

Directement rattaché au Directeur Financier, il a pour mission le développement et le suivi d'une gestion centralisée de trésorerie au niveau du Groupe. Après une phase de diagnostic auprès des principales filiales, il définit et met en place des procédures cohérentes de gestion des flux, et assure la gestion optimisée de trésorerie francs-devises pour laquelle il conçoit un tableau de bord permettant une mesure précise des performances.

De formation financière (E.S.C. Option Finance ou équivalent), il a acquis une bonne connaissance des principaux outils financiers et prouvé ses qualités d'organisateur et son aptitude au dialogue. Il a déjà une première expérience de la Trésorerie Centralisée Groupe. A 30-35 ans il est conscient de franchir une étape décisive de son évolution de carrière.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., détaillé, photo, rémunération actuelle) sous la référence 73000/M à notre Conseil, D. DUCAMP, Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

MEMBRE DE SYNTEC

CHARGE DE MISSION

DIRECTION FINANCIERE

Intégré à l'équipe Sous-Direction Trésorerie et Financement et en étroite liaison avec le Directeur Financier, vous participerez aux activités suivantes :
- optimisation de la gestion de trésorerie ;
- analyse des besoins de financement ;
- montage d'opérations financières (financements d'avions) ;
- suivi des négociations avec les principaux fournisseurs...

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP) ou SCIENCES PO - Eco. Fi., vous avez acquis une première expérience professionnelle de 2-3 ans au sein d'une Banque (analyse financière, suivi de clientèle...) ou à la Direction Financière d'une grande entreprise.

Le poste est basé à ORLY.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la référence CDF, à AIR INTER - Département Carrières et Emploi - 91551 PARAY-VIEILLE-POSTE Cedex.



MEDIA BA



Au sein de la direction des prêts (800 personnes), il sera chargé :
- de définir les procédures de contrôle, d'en assurer la mise en place et le respect.
- de mener les audits de conformité pour le compte de la direction (en liaison avec le Service Central de l'Audit)
- de constituer une équipe.

Pour cette création de fonction nécessitant autant de rigueur que de diplomatie, un haut niveau de formation et une expérience réussie de l'audit d'au moins trois ans est indispensable.

Une expérience bancaire sera appréciée.

Nous vous remercions d'adresser lettre de candidature, sous réf. 34179, à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

LA COMMISSION DES OPERATIONS DE BOURSE

recherche un

MATHEMATICIEN STATISTICIEN

pour renforcer sa cellule de surveillance des marchés placés sous son contrôle. Cette création de poste s'inscrit dans un vaste projet de réorganisation informatique.

Le cadre recherché aura pour principales missions de :
- *participer à la mise en place d'un système d'informations permettant de suivre en temps réel et en temps différé les évolutions des marchés,*
- *définir les modalités techniques selon lesquelles pourront être suivis les instruments financiers complexes (marchés sur options, MATIF...)*
- *assurer à partir des outils préalablement définis un suivi efficace de l'ensemble des marchés placés sous l'autorité de la COB dans le but de détecter des anomalies pouvant mettre en évidence un comportement irrégulier des opérateurs.*

Cette fonction requiert une formation scientifique de haut niveau comportant en particulier des connaissances approfondies en mathématiques financières (calculs d'actualisation), statistiques (analyse chartiste).

En outre, une expérience concrète de l'utilisation des outils informatiques est impérative.

Nous remercions les candidats ayant la formation et l'expérience professionnelle correspondant à ce poste de faire parvenir leur dossier de candidature sous référence M/203 à notre conseil.

ornicar — 3 avenue Bertie Albrecht 75008 Paris

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

Nous sommes l'un des tous premiers groupes d'assurances du secteur privé

Nous cherchons à intégrer



UN JEUNE CADRE

pour renforcer notre département **Audit Interne**

- Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP)
- Votre goût de l'analyse et de la synthèse s'allie à une excellente capacité d'écoute, et vous maîtrisez la langue anglaise.
- Nous vous proposons un poste très formateur où vous mènerez en équipe des missions variées **d'audit opérationnel** dans les différentes sociétés du groupe.
- Après quelques années, vous évoluerez vers un poste de plus haute responsabilité, en fonction de vos aptitudes et des opportunités qui ne manquerons pas de se présenter.
- quelques déplacements à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV photo et prétentions à Mme IMBERT sous référence 1443 A/JL - Groupe Victoire - 52, rue de la Victoire 75009 PARIS.



Notre Banque poursuit et accentue son développement commercial dans toute la France comme à l'étranger.

Pour renforcer l'encadrement de notre réseau d'agences en Ile de France, nous souhaitons rencontrer de jeunes exploitants classe V ou VI désireux de prendre part à cet essor et d'élargir leurs responsabilités.

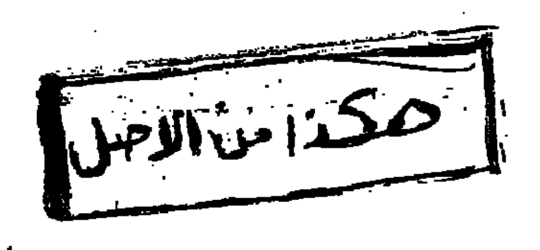
Vous possédez une formation supérieure et une première expérience réussie (3 à 5 ans) de la clientèle particuliers et/ou entreprises.

Vous souhaitez devenir Chef d'Agence ou prendre la tête d'une Agence plus importante.

Nous vous offrons une nouvelle ouverture de carrière et, quand vous aurez fait vos preuves, de réelles perspectives d'avenir.

Merci d'adresser votre CV en indiquant vos prétentions sous référence 1718 à notre conseil : CEPIAD 135 avenue de Wagram 75017 Paris.

DISCRETION ABSOLUE GARANTIE.





UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



1400 personnes – 600 millions de CA – 35 établissements.
Nous sommes leader de la messagerie rapide. Notre expansion est de 15 % par an et nous sommes parmi les entreprises françaises les plus performantes. Une entreprise saine et dynamique, une efficacité prouvée. Pourquoi rechercher un

Contrôleur de gestion

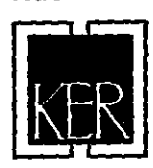
Nîmes

Pour mieux utiliser et affiner les outils existants, les rendre plus performants, les étendre à tous les systèmes de l'entreprise.
Pour une collaboration efficace avec les hommes qui font nos agences, les aider dans la mise en place d'actions correctives. Pour une assistance à la Direction Générale qui soit celle d'un professionnel de la gestion connaissant bien les hommes de terrain.

Pour que le contrôle de gestion soit une fonction dynamique de l'entreprise.

Homme de fort potentiel diplômé d'une école de commerce ou de gestion, vous bénéficiez d'au moins 3 ans d'expérience en cabinet d'audit ou dans une grande entreprise. Vous recherchez un poste plus large où votre personnalité autant que votre professionnalisme seront déterminants pour votre réussite : analyse et synthèse mais surtout sens de la communication et hauteur de vue. Les possibilités d'évolution seront liés à notre progression et à vos résultats.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. DS/LM



23, rue du Fbg Poissonnière 75009 PARIS

OTIS L'ASCENSEUR

Le futur pour OTIS c'est une dimension résolument internationale, c'est maintenir une position de leader ambitieux. Nous sommes N° 1 en France avec 2 milliards de C.A. et 5 000 personnes motivées et performantes.
Le futur pour vous c'est

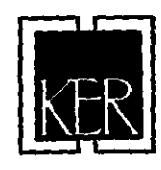
Participer à notre stratégie de développement

C'est-à-dire
- Susciter l'innovation au sein de l'entreprise ;
- Mettre en place de nouveaux outils d'analyse marketing et stratégique ;
- Etudier la faisabilité des projets ;
- Prendre à terme la direction opérationnelle de ces projets ;
- Etudier avec le responsable du service les opportunités d'expansion externe de l'entreprise.

Voici une opportunité pour un un homme ou une femme **de fort potentiel** ayant fait ses preuves dans le conseil ou dans l'industrie sur le marketing de biens industriels ou de services.

Votre formation : Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce.

Visez la réussite et prenez votre carrière en main en adressant C.V. + lettre manuscrite, sous réf. OTD/LM, à notre Conseil. Votre dossier sera traité en toute confidentialité.



23, rue du Fbg Poissonnière
75009 PARIS

OTIS : DESTINATION FUTUR...

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE

recherche



- 2 ans d'expérience au minimum dans le suivi des valeurs japonaises,
- bonne connaissance des marchés asiatiques.

Il aura pour mission :
- l'élaboration et le suivi d'une liste de valeurs japonaises,
- et l'assistance à un gestionnaire de fonds japonais.

Possibilité d'évolution vers la création et la gestion d'un fonds en valeurs asiatiques.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur curriculum vitae et prétentions sous réf. 34291 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Agent de change Paris

recrute

POUR SON DÉPARTEMENT INSTITUTIONNEL ACTIONS

TRADER CONFIRMÉ

Diplômé(e) d'une école de gestion, parfaitement bilingue, vous êtes depuis 2 ans un professionnel du trading.

Vous suivez de préférence une clientèle étrangère et avez une excellente connaissance des valeurs françaises.

En rejoignant une entreprise adossée à un puissant partenaire financier, vous souhaitez progresser au sein d'une équipe jeune (7 traders, 4 analystes) dont le développement va tirer parti des synergies entre son savoir-faire et la dimension internationale du groupe dont elle relève.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence APT 894, 15, rue Pelée, 75011 PARIS.

1er groupe français en optique-lunetterie, nous sommes leader dans ce domaine en Europe, et en progression constante sur le plan international. Nous devons ces résultats à notre volonté permanente d'optimiser la qualité de nos produits et à notre capacité à anticiper sur les nouvelles technologies. Mais nous savons que nous les devons aussi à nos 10000 collaborateurs, pour qui information, communication et évolution sont les meilleurs moyens de progresser ensemble.

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

Ressources humaines, ordonnancement, stocks...

En liaison directe avec le directeur d'établissement, le poste que nous vous proposons sera essentiellement axé sur les missions actives de la fonction personnel (formation, suivi des évolutions de postes et fonctions, animation des cercles de qualité et de progrès...), dans une politique générale de communication, de participation et de motivation. Responsable également de l'ordonnancement-lancement, ainsi que de la gestion des stocks, vous serez bien sûr assisté par des professionnels aux compétences reconnues. Enfin, vous superviserez et coordonnerez les services de comptabilité analytique, en liaison avec la comptabilité du groupe.
Votre formation supérieure (minimum BAC + 4), votre expérience de ce type de fonction vous permettront de l'aborder en valorisant vos qualités reconnues de contact et votre dynamisme communicatif.
Ce poste est basé à CHALONS SUR MARNE, dans notre usine comprenant environ 150 personnes.

Merci d'adresser votre CV manuscrit, lettre et prétentions sous référence 154 M à ESSILOR INTERNATIONAL - Service Affectations - 57, av. de Condé 94106 SAINT-MAUR cedex.

Des responsabilités dynamiques...



GERLAND

"CONTROLLER" et plus... pour notre Division Elastomères

400 MF de CA. 800 personnes, 10 centres de profit dont 5 à l'étranger, 8 sites de production, un champ d'action industriel large et très diversifié par ses marchés, ses produits, ses technologies... une division en expansion au sein du groupe GERLAND (4500 personnes, 3 milliards de CA) dont elle partage les valeurs : décentralisation, rigueur, rentabilité, esprit d'équipe.

Votre mission : garantir la fiabilité et la rapidité des informations comptables et financières, coordonner la mise en place d'outils de gestion, effectuer des diagnostics, recommander et suivre les plans d'actions. Vos objectifs : développer la fonction car nous intégrons de nouvelles activités ; être l'un des vecteurs de l'amélioration des performances.

La trentaine, de formation Grande École, vous avez une solide expérience en comptabilité et gestion. Vos compétences (systèmes et procédures, mise en place et utilisation d'outils informatiques, gestion industrielle, consolidation, planification financière...) vous les avez certainement acquises dans une fonction d'audit ou organisation, en cabinet ou entreprise et vous avez une expérience industrielle. Vos atouts (pertinence des analyses, hauteur de vue, capacités à conseiller et convaincre sur le terrain) pourraient vous conduire à moyen terme vers une direction opérationnelle. Vous parlez anglais.

Alors écrivez vite sous réf. SE 100/02/M aux Conseils en Recrutement Associés, 44 rue de la Villette, 69003 Lyon.

média-system





1 milliard de CA, 800 personnes, recherche pour la Direction Financière de son Siège à ANNECY, un

ANALYSTE FINANCIER H/F

Assistant le Responsable du Département Financial Planning/Marketing Control, vous aurez en charge d'établir le budget et de suivre les réalisations de l'une des Divisions Commerciales de notre Société.
Votre formation Supérieure de Commerce ou Maîtrise de Gestion est complétée par un DECS ou équivalent et vous avez acquis une expérience des pratiques de gestion anglo-saxonnes de deux à trois ans dans un groupe international ou un cabinet d'Audit.
Ce poste nécessitant d'étroits contacts avec notre Siège Européen à LONDRES, vous parlez anglais couramment.
Par son ouverture sur l'ensemble des filières de l'entreprise et sur son réseau international, ce poste offre de réelles possibilités d'évolution tant à l'intérieur de la Direction Financière France qu'au sein du Groupe.
Merci d'envoyer votre CV + photo + lettre manuscrite à la Direction du Personnel. Gillette France, 99-105 avenue de Genève, BP 26, 74010 Annecy Cedex, sous la référence N38.

média-system



Dans un mois dans une usine ? en production ?

Dans notre groupe industriel (20 Milliards, 10 000 personnes dont 1 200 cadres) tous les collaborateurs des Services Comptables et rattachés ont commencé leur carrière en usine.

Nous cherchons à intégrer trois

E.S.C. - E.S.C.A.E.

Comptabilité - Finances

débutant(e)s ou toute première expérience

Pendant une période d'environ 18 mois vous travaillerez en usine, en province : en double dans des postes opérationnels en PRODUCTION, ensuite au Service Comptabilité.

Vous y serez responsable de missions complètes et vous participerez à l'élaboration du budget et à l'arrêté de fin d'année.

Votre carrière évoluera en fonction de vos goûts et de vos aptitudes soit au Siège (comptabilité, inspection comptable), soit en usine ou en filiale.

Merci d'adresser rapidement votre C.V. et une lettre de motivation sous référence M/103/BF (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann 75008 Paris

GROUPE FINANCIER en EXPANSION

(Banque et principaux secteurs du financement spécialisé)

RECHERCHE :

TRÉSORERIE

Un opérateur Francs

(débutant – niveau maîtrise de gestion ou première expérience en salle des marchés) pour développer ses interventions sur le marché obligataire francs et élargir sa clientèle (institutionnels et grandes entreprises).
Maîtrise de l'informatique appréciée.

Une assistante back-office

(débutante ou première expérience service de comptabilité dans une banque) pour assurer le contrôle et le suivi des opérations de marché.

IMMOBILIER

Gestionnaire

de crédits promoteurs et marchands de biens, possédant quelques années d'expérience.

ÉQUIPEMENT PROFESSIONNEL

Gestionnaire

de crédits possédant quelques années d'expérience.

Homme de terrain

(contentieux et commercial) aimant les contacts et les responsabilités.

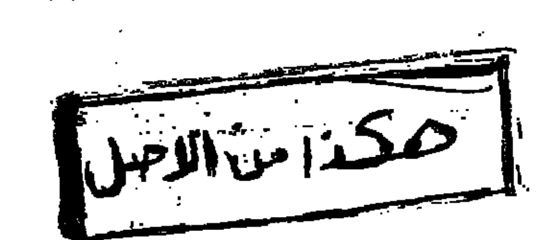
Pour ces différents postes, possibilités d'évolution rapide.

Merci d'adresser lettre manuscrite + curriculum vitae + photo sous n° 8322 M
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, PARIS-7e, qui transmettra.



CADRES

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



Sports

RUGBY : Tournoi des cinq nations

L'arnaque

Le XV de France a entamé difficilement le Tournoi des cinq nations 1988, alors qu'il avait remporté le grand chelem en 1987. Les Anglais ne se sont inclinés que d'un point (10-9), le samedi 16 janvier au Parc des Princes, contre les finalistes de la Coupe du monde. Quelle sera la réaction de l'équipe de Jacques Fouroux, le 6 février à Edimbourg, face aux Ecossais qui ont livré un très beau match à Dublin, ne concédant eux aussi qu'une courte défaite face aux Irlandais (22-18) ?

Avec quelles pincettes prendre ce France-Angleterre ? Le rire, les larmes, l'ironie, la polémique étaient tout autant de circonstance. M. Jacques Chirac a opté pour l'optimisme. Quelques minutes avant le coup de sifflet final de l'excellent arbitre irlandais Owen Doyle, le score était en faveur du XV de la Rose (6-9). Mais le premier ministre s'est penché vers le président de la Fédération française de rugby, M. Albert Ferrasse, qui était passablement bougon, pour lui glisser : *« On va le gagner, ce match, je le sens. Ils se reprennent, nos petits ! »*

Déclaration de circonstance de celui qui, quelques heures plus tôt, avait annoncé sa candidature à la présidence de la République ? Ou bien confiance aveugle dans l'équipe à laquelle l'hôte de Matignon avait offert un séjour aux Antilles en récompense de sa prestation lors de la dernière Coupe du monde ? En tout cas, le pronostic s'est révélé juste.

Mais cet essai de Laurent Rodriguez qui a permis aux Français de terminer avec le plus mince avantage qui soit, un point (10-9), n'a-t-il pas été une petite arnaque, à la manière des joueurs de bonneteau dans les ruelles du Marché aux puces ? En brouillant les cartes.

Revoyons la scène, ou plutôt l'embrouille. Il ne reste pas cinq minutes à jouer. Les Anglais ont pratiquement monopolisé le ballon depuis le coup d'envoi, raflant tout en touche et même en mêlée fermée. Ils mènent de trois points. Il n'y aurait pas scandale à voir afficher une différence d'au moins dix points en leur faveur tant ils ont été malheureux dans les coups de pied et dans la réalisation d'essais « tout cuits », comme celui refusé au centre Simms à la 20e minutes. Bref, les Anglais sont encore une fois à la hauteur des 22 mètres français. Et, tout d'un coup, Serge Blanco se saisit du cuir. Que va faire l'arrière biarrot ? Taper en touche pour procurer un peu de répit à la défense française ? Ses précédents dégagements n'ont pas été très heureux.

Attaquer reste la seule solution. Alors il détale comme un lièvre poursuivi par la meute. Comme lui seul sait le faire. C'est pour cela qu'il est unique, inclassable dans le rugby. Il est totalement imprévisible. C'est un Noah de l'ovale qui ne déçoit jamais. Ses actions d'éclat ne s'inscrivent dans aucun schéma tactique. Un jour, ce sera une touche remise en jeu avant la formation de l'alignement. Une autre fois, ce sera une balle volleyée à la manière d'un basketteur.

Samedi, c'est l'escapade dans un trou de souris. Les trois-quarts anglais n'ont pas le temps de le voir passer. Il est dans leur dos, filant à toutes jambes. Malin et vif, Blanco ! Eric Bonneval et Marc Andrieu prennent le relais. Le ballon fait 50 mètres en direction de l'enbut adverse. Mais plus moyen de le porter plus loin. Les Anglais, revenus de leur surprise, forment un rideau infranchissable. Le centre nîmois pourrait se servir de ses 90 kilos pour tenter un passage en force. Il opte pour un coup de pied de recentrage. L'arrière Webb et l'ailier Harrison sont à la réception. Attention à la contre-attaque anglaise ! Elle va s'enclencher... Elle ne s'enclenche pas. Webb et Harrison regardent le ballon leur rebondir entre les jambes, comme s'ils découvraient à l'instant qu'il est ovale, donc facétieux.

Lamentable cafouillage. Cela permet au troisième ligne Rodriguez, le seul avant qui s'est révolté contre la tyrannie anglaise, et qui se charge, encore une fois, de taper à suivre. Et, sur sa lancée, il cueille le ballon à 1 mètre de la ligne pour aplatir l'unique essai de la rencontre, qui est aussi une sorte de trait d'union entre les deux joueurs français les plus actifs sur le terrain.

Les quatre points ainsi chapardés contre la logique de la partie ont permis à l'équipe finaliste de la Coupe du monde et gagnante du grand chelem 1987 de ne pas perdre la face devant son public en lever de rideau du Tournoi des cinq nations 1988. Il n'y avait pas de raison d'en être très fier. Et les joueurs ne le furent pas dans les vestiaires, mesurant bien à quoi ils devaient leur victoire, qui aurait dû être aussi facile à cueillir qu'un bouquet de roses en mai. On ne parlait plus en effet de la grandeur du rugby anglais qu'à l'imparfait.

Eh bien ! une des conséquences de l'humiliation subie par le XV de la Rose aux antipodes pendant la Coupe du monde est sans doute d'avoir montré l'absolue nécessité d'une reprise en main pour ne pas être encore plus déconfit en 1991, lors du prochain Mondial dont les Britanniques seront cette fois les organisateurs. Car si la sélection d'un ouvreur chauve de trente-trois ans, Lee Cusworth, pouvait prêter à sourir, si la maladresse insigne des centres Kevin Simms et Willy Carling pouvait inciter à ricaner, la démonstration de la troisième ligne conduite par le « bobby » Dean Richards et la rapidité des ailiers Underwood et Harrison sont, aussi certainement que les hirondelles annoncent le printemps, les prémices de la reconstitution d'une grande équipe.

Cent dix-sept ans de réflexion...

En tout cas, ce n'est pas pour rien que après cent dix-sept ans d'existence, la Fédération anglaise s'est décidée cette année à organiser un véritable championnat des clubs et à désigner un manager pour l'équipe nationale, Geoff Cooke, qui n'a rien eu de plus pressé que de nommer un nouvel entraîneur, Roger Uttley, professeur de géographie et de rugby à Harrow.

Manifestement, cet ancien de l'équipe du grand chelem 1980 sous le capitanat de Bill Beaumont, a un magnétoscope et sait s'en servir. Comment expliquer autrement la totale domination anglaise à la touche, la tactique du lancer par le demi d'ouverture, qui avait été réinventée par l'entraîneur français Jacques Fouroux pour permettre une fixation autour du talonneur afin de préparer la progression, s'est révélée totalement inopérante. Il faut dire qu'il y avait bien une deuxième ligne française Condom-Serrière sur le programme, mais qu'elle a été invisible sur le terrain.

L'autre point d'interrogation est le manque de rendement physique des Français. Rien à voir avec les All Blacksnéo-zélandais proposés comme modèles. Avaient-ils trop puisé dans leurs ressources lors des tests d'évaluation de condition physique subis avant le match ? Passer sans transition de la préparation la plus empirique à l'entraînement le plus scientifique peut avoir des effets insoupçonnés. En tout cas, ce XV dont les vertus athlétiques avaient été un critère de sélection n'a pas tenu ses promesses.

Est-ce un simple accident de parcours ou bien le signe d'un certain déclin ? On serait tenté de répondre : *« Les deux, mon capitaine ! »* D'une part, les avants français ne sont jamais en très grande forme en janvier, et le championnat délayé qu'ils ont disputé depuis le début de la saison n'a pas beaucoup contribué à remédier à cette situation. D'autre part, depuis huit ans Jacques Fouroux a bricolé de nombreuses innovations sur le « moteur français » mais, après avoir fait passer Dubroca de pilier au talonnage, donné les lancers en touche à Berbizier, mis l'ouvreur Camberabero à l'aile, il n'a plus d'autres recours que l'augmentation de la « cylindrée ».

Cela serait parfaitement logique s'il le réalisait sur des bases objectives, mais l'entraîneur réagit de façon trop affective. Ainsi, de même qu'il avait imposé Jean-Pierre Rives au capitanat du XV national quand le grand blond n'était plus que réserviste dans son club, il a appelé Patrick Sella, Franck Mesnel et Eric Bonneval, qui se coulent bien dans son moule mais qui sont convalescents, et il a écarté Charvet et Lagisquet, qui sont en revanche en pleine forme.

Tout cela fait que la médiocre performance française au Parc des Princes n'était pas véritablement une surprise. Et que la suite du Tournoi, le 6 février à Murrayfield, en réserve sûrement d'autres.

ALAIN GIRAUDO.

AUTOMOBILISME : le Rallye Monte-Carlo

Lancia malgré tout

Lancia est bien parti pour remporter sa troisième victoire consécutive dans le Rallye Monte-Carlo. Malgré l'abandon de son chef de file Massimo Biasion, le dernier vainqueur, sur ennuis mécaniques dans la quatrième spéciale, l'écurie italienne occupe les deux premières places avec le Grenoblois Bruno Saby, qui précède le Corse Yves Loubet de 56 s.

Le Finlandais Timo Salonen, seul pilote des Mazda 323 encore en course, se retrouve à plus de 20 min. Hannu Mikkola, moteur cassé à la suite d'une rupture d'une canalisation d'huile, a dû abandonner, tout comme Ingvar Carlsson, victime d'une sortie de route sur de la neige répandue sur la chaussée par des spectateurs.

Cesare Fiorio, le directeur sportif de la firme turinoise, n'est pourtant pas au bout de ses soucis. La lutte entre ses deux pilotes qui rêvent de succéder à Jean Ragnotti, le dernier vainqueur français du rallye en 1981, s'annonce chaude. Bruno Saby a même battu en 29 min 5 s le record du Burzet, détenu depuis 1985 par Walter Rohrl en 29 min 49 s, au volant de la puissante Audi Quattro du défunt groupe B. Mais Cesare Fiorio suivra tout aussi anxieusement la course de son fils Alessandro, troisième à 3 min 12 s sur une autre Lancia Delta HF du Jolly Club.

SKI ALPIN : Coupe du monde

Dans les traces de Duvillard

Franck Piccard a de nouveau créé la surprise, samedi 16 janvier, lors de l'épreuve de descente disputée à Bad-Kleinkirchheim (Autriche). Parti en 39e position, le skieur des Saisies s'est classé troisième en battant l'Autrichien Leonhard Stock, médaille d'or aux Jeux olympiques de 1980. En montant sur le podium, en compagnie des Suisses Peter Mueller, premier, et Pirmin Zurbriggen, second, « Pic » réalise son rêve de figurer parmi les grands descendeurs. Depuis la descente de Kitzbuhel en janvier 1972, quand Henri Duvillard termina deuxième derrière le champion autrichien Karl Schranz, aucun tricolore n'avait réussi à se hisser parmi les trois premières places d'une descente de Coupe du monde.

Le dixième Paris-Alger-Dakar

L'assistance perd la boussole

Le départ de la dix-huitième étape du Rallye Paris-Alger-Dakar, entre Bamako et Kayes, a dû être retardé, lundi 18 janvier, à la suite du vol, au bivouac, de la 405 d'Ari Vatanen, leader du classement général. A quelques jours de l'arrivée à Dakar, vendredi 22, Patrick Tambay (Range Rover) fait le maximum, derrière les intouchables Peugeot 405 d'Ari Vatanen et 205 de Juha Kankkunen, pour ravir au Japonais Shinozuka (Mitsubishi Pajero) la troisième place du classement général autos. Vainqueur le vendredi 15 janvier à Tessalit, l'ancien pilote de formule 1 a récidivé dimanche à Bamako. Samedi à Tombouctou, il avait dû se contenter de la quatrième place derrière trois équipages Peugeot, malgré un problème d'essence « allongée » d'eau qui l'avait contraint à purger le système d'alimentation. Chez les motards, les victoires des deux Yamaha de Thierry Charbonnier à Tombouctou et de Stéphane Peterhansel à Bamako n'ont pas modifié le classement général, où Eddy Orioli (Honda) devance toujours Franco Picco (Yamaha). L'étape de dimanche a été marquée par un nouveau drame. Jean-Claude Huger, un motard de la garde républicaine, victime d'une chute sur le parcours de liaison après l'arrivée de la spéciale, souffre de fractures du rocher côté gauche, de l'os malaire et du maxillaire inférieur. Le motard, qui n'avait plus de réaction, a subi un traitement de protection cérébrale et devait être rapatrié à Paris en état de coma profond (stade 3).

BAMAKO
de notre envoyé spécial

Joël est un petit brun sec qui conduit les camions en short comme il le faisait dans les mines de nickel en Nouvelle-Calédonie. A 7 heures du matin, au bivouac de Tessalit, dans le nord du Mali, il fait pourtant froid. Qu'importe. *« On a dormi presque cinq heures cette nuit. Ça ne nous était pas arrivé depuis une semaine. Ça roule ! »* Mieux vaut ne pas tarder avec Joël lorsqu'il vous invite à une tournée avec lui : plus de 1 300 kilomètres à parcourir en deux jours avec un camion transportant du kérosène pour les hélicoptères du Paris-Dakar. Dans les étapes perdues où n'existe aucun aréoport, comme à Gara-Jokania, au fin fond du désert malien, il faut acheminer le carburant par la route. Ce n'est pas *le Salaire de la peur*, car le kérosène n'est pas explosif ni plus inflammable que le gazole. Mais c'est tout de même une expédition, qui se renouvelle presque quotidiennement dans ce Paris-Dakar infernal.

Nous partons donc à trois dans la cabine de ce camion 4×4 « Kéro 2 », construit pour l'armée allemande, la benne chargée de fûts solidement arrimés pour le tout-terrain. Direction le nord-ouest par une piste approximative qu'il faut suivre un œil rivé sur le compas de bord et l'autre sur le « livre de route ». Dur de trouver le bon cap.

Tout rentrera dans l'ordre lorsque les voitures de l'écurie Peugeot s'engageront en trombe dans une direction, suivies par la Mitsubishi de Lartigue. *« Ceux-là, ce sont des bons, on peut les suivre »*, dit Joël, soulagé.

Le manège tourne en rond

Au contrôle de passage, où les concurrents font tamponner leur carton de course, les premiers motards tentent leur chance pour faire le plein d'essence – certains consomment jusqu'à 50 litres aux 100 kilomètres dans le sable. *« C'est du kérosène pour les hélico*, dit Joël, *nous n'avons pas une goutte d'essence. »* Que ne feraient pas les concurrents pour quelques litres de plus. Mais, bien sûr, l'hélicoptère de l'assistance sanitaire est prioritaire.

Après l'avoir ravitaillé, les pilotes du camion finissent par perdre la piste au milieu de dunes qui rompent la belle succession de bornes IGN (Institut géographique national), en principe placées tous les cinq ou six kilomètres. On tourne en rond. D'autres véhicules se joignent au manège, formant une calamiteuse caravane d'égarés composée, pêle-mêle, des camions de l'organisation, des voitures médicales, des contrôleurs de passages et même d'une voiture autrichienne qui suit le rallye depuis El-Ouest, en Algérie.

La nuit venue, tout ce petit monde ne songe plus qu'à une chose : former le bivouac en attendant le jour. Joël et Paul ne peuvent se le permettre, parce qu'on compte sur eux le lendemain matin au départ de la spéciale. Surviennent Christian et Philippe avec leur camion-balai. Eux non plus ne trouvent pas le passage. Ils appellent *« Roméo »* (pour René Metge) sur leur radio de bord. A distance, celui-ci leur donne le cap à suivre *« sans varier »*.

« Kéro 2 » et « Charlie Bravo » (camion-balai), escortés pour l'occasion par un camion d'assistance de concurrents, vont donc s'élancer en pleine nuit. Le cap, supposé salvateur, les conduit dans une épouvantable rocaille. Les puissants tout-terrain progressent péniblement, leurs grosses roues crantées escaladant chaque pierre au risque de faire basculer l'ensemble. Impossible de continuer. A 4 heures du matin, on déroule les duvets pour attendre le jour... et un avion de reconnaissance.

L'avion, demandé par radio, survient en effet, guidé par une balise. Il remet les égarés sur la bonne piste, un redoutable écheveau de traces laissées par les concurrents. On s'y enfonce en soulevant une fine poussière qui s'insinue dans tous les véhicules.

La colonne passe à la hauteur d'une voiture qui a brûlé après une série de tonneaux. Ses occupants se sont réfugiés derrière un lit de camp – tout ce qui leur reste – pour se protéger du vent de sable. Ils montent à bord du camion-balai et s'installent au milieu d'un capharnaüm d'affaires en vrac.

Tout l'après-midi, nous ne rencontrerons que des voitures brûlées ou en panne, sans parler des cadavres de dromadaires qui se momifient à l'implacable soleil d'Afrique. Le sentiment est oppressant que le désert tue et que bien fous sont ceux qui s'y risquent.

Livrer le kérosène à l'étape de Gara-Jokania est une mission impossible dans le temps imparti pour « Kéro 2 ». Joël et Paul commencent même à douter qu'ils puissent rallier Tombouctou avant le départ du lendemain, même en roulant toute la nuit. Les plus beaux paysages d'Afrique, ils les traversent régulièrement dans le noir. Les dunes rouges et les volcans violets de Taoudeni ? Aperçus dans la pénombre du soir. L'arrivée sur Tombouctou par les dunes blanches de la piste René-Caillié ? Péniblement découverte à l'heure où tous les chats sont gris.

ROGER CANS.

PATINAGE ARTISTIQUE : championnats d'Europe

Du bronze pour une danse guerrière



Les Français Isabelle et Paul Duchesnay durant l'épreuve de danse libre.

La musique africaine a porté chance au patinage artistique français, lors des championnats d'Europe qui se sont terminés samedi 16 janvier à Prague. Sur fond de tam-tam, puis de tambour, Isabelle et Paul Duchesnay avaient choisi d'emmener les spectateurs de danse sur glace dans la jungle. Vêtus de tenues en peau, guettant les bruits et épiant les dangers, le couple de patineurs a mimé une danse guerrière qui a conquis le public tchécoslovaque.

Ce programme d'avant-garde, créé par le Britannique Christopher Dean, champion olympique et du monde avec Jeanne Torwill, a aussi séduit les juges. Ils ont accordé de bonnes notes à la prestation, tant en technique qu'en impression artistique. Seul le juge polonais ne les a pas suivi en Afrique, mais selon l'arbitre de l'épreuve, il se serait trompé dans les chiffres, confondant un 4 avec un 5.

Malgré cette « erreur », Isabelle et Paul Duchesnay, Français d'origine canadienne, entraînés à Oberstdorf (RFA) par un coach d'origine tchécoslovaque, sont remontés de deux places au classement général. Leur prestation précédente, lors des épreuves de danse de création, une composition originale sur un air de tango argentin, avait provoqué les applaudissements du public, mais moyennement impressionné les juges. A force de bouleverser le classicisme, le grand frère de vingt-six ans et sa petite sœur de deux ans sa cadette ont obtenu une certaine reconnaissance. Résultat, une médaille de bronze, la première en championnat d'Europe pour des patineurs français depuis celle d'argent du couple Martin-Gamichon à Ljubljana en 1967.

Les Soviétiques Natalia Bestemianova et Andreæ Bukin, avec un programme moins original que celui des Français mais très risqué, car comportant de nombreuses difficultés, ont remporté la médaille d'or. C'est leur cinquième titre européen, le quatrième consécutivement devant leurs compatriotes Natalia Annenko et Genrikh Sretenski.

Nouvelle consécration aussi pour l'Allemande de l'est Katarina Witt, qui a gagné à Prague son sixième titre européen, ce que la Norvégienne Sonja Henie avait été la seule à réussir avant elle dans les années 30. Dominant les autres concurrentes, la belle Katarina a montré qu'elle était fin prête pour les prochains Jeux olympiques. Son duel avec la Noire américaine Debi Thomas, qui, comme elle, a choisi de patiner sur *Carmen* de Bizet, s'annonce comme un moment important.

Face aux représentants des pays de l'Est, qui ont une nouvelle fois dominé ces championnats, le Soviétique Alexander Fadeev a conservé son titre, – les patineurs français se sont assez bien comportés. *« Le bilan est positif chez les jeunes filles*, selon Philippe Pélissier, l'entraîneur national. *Agnès Gosselin, septième, a gagné sa place pour Calgary grâce à son sens de la compétition. »* Axel Médéric, dixième au classement final, a devancé d'une place le champion de France Frédéric Lipka.

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
NATIONALE I A
(vingtième journée, cinquième tour retour)

*Mulhouse b. Lorient	90-87
Limoges b. *Caen	108-91
*Vichy b. Avignon	86-75
Tours b. *Reims	88-78
*Orthez b. Saint-Etienne	118-78
*Cholet b. Antibes	82-74
*Monaco b. Nantes	108-80
*Villeurbanne b. RCF Paris	84-80

Classement. – 1. Limoges et Cholet, 54 pts ; 3. Orthez, Monaco et Villeurbanne, 47.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(play-off)

*Rouen b. Français Volants	8-6
*Gap et Mont-Blanc	1-1
*Briançon b. Villard-de-Lans	8-1

Classement. – 1. Mont-Blanc, Gap et Français Volants, 4 pts ; 4. Villard-de-Lans, 3 ; 5. Briançon et Rouen, 2.

Judo

CHAMPIONNAT DE FRANCE DES CLUBS EXCELLENCE

Finale. – ACBB b. US Orléans, 3-2.

Troisième place. – JC Lagny b. JC Maison-Alfort, 5-1 ; RCF b. Stade Français, 4-1.

Toutes catégories dames

Finale. – Cicot (RCF) b. Meignan (USO).

Troisième place. – Fleuri (ACBB) et Paque (JC Valenciennes).

Paris-Alger-Dakar

SEIZIÈME ÉTAPE :
Lemjebir-Tombouctou
(630 kilomètres)

Motos. – 1. Charbonnier (Fr., Yamaha), 6 h 5 min 10 s ; 2. Lalay (Fr., Honda), à 2 min 58 s ; 3. Rahier (Bel., Suzuki), à 5 min 27 s.

Autos-camions. – 1. Pescarolo-Fourticq (Fr., Peugeot), 2 h 44 min 30 s de pénalité ; 2. Kankkunen-Pironen (Fin., Peugeot), à 10 min 21 s ; 3. Vatanen-Berglund (Fin., Peugeot), à 10 min 39 s.

DIX-SEPTIÈME ÉTAPE :
Tombouctou-Bamako
(378 kilomètres de spéciale)

Motos. – Peterhansel (Fr., Yamaha), 3 h 37 mi 42 s ; 2. Picco (It., Yamaha), à 4 min 3 s ; 3. Orioli (It., Honda), à 4 min 40 s.

Autos-camions. – 1. Ambrosino-Guéhennec (Fr., Peugeot), 1 h 56 min de pénalité ; 2. Smith-Fieuw (E-U-Bel., Range-Rover), à 4 min 17 s ; 3. Shinozuka-Magne (Jap.-Fr., Mitsubishi), à 6 min 5 s.

CLASSEMENT GÉNÉRAL

Motos. – 1. Orioli (It., Honda), 64 h 13 min 20 s ; 2. Picco (It., Yamaha), 65 h 41 min 5 s ; 3. Lalay (Fr., Honda), 68 h 52 min 6 s.

Autos-camions. – 1. Vatanen-Berglund (Fin., Peugeot), 34 h 52 min 8 s ; 2. Kankkunen-Pironen (Fin., Peugeot), 35 h 53 min 36 s ; 3. Shinozuka-Magne (Jap.-Fr., Mitsubishi), 38 h 38 min 43 s.

Rugby

TOURNOI DES CINQ NATIONS

Au Parc des Princes : France b. Angleterre, 10-9.

A Lansdowne Road : Irlande b. Ecosse, 22-18.

Classement. – 1. Irlande, France, 3 pts ; 3. Angleterre, Ecosse, 1 ; 5. Galles, 0.

PROCHAINS MATCHES

Le 6 février : Ecosse-France, Angleterre-Galles.

Le 20 février : France-Irlande, Galles-Ecosse.

Le 5 mars : Irlande-Galles, Ecosse-Angleterre.

Le 13 mars : Galles-France, Angleterre-Irlande.



Le Monde
ECONOMIE

LES ETATS-UNIS DERRIÈRE LES APPARENCES

Le réveil de l'industrie américaine

Dopées par la baisse du dollar les firmes américaines sont plus minces mais plus musclées.

L'INDUSTRIE américaine est-elle atteinte d'un mal profond, un peu à l'image de son homologue britannique ? Les Etats-Unis ont-ils opté pour une civilisation des services, abandonnant à d'autres la fabrication des biens matériels ?

L'abyssal déficit de leur commerce extérieur dramatise l'interrogation. Non tant parce qu'il atteint 159 milliards de dollars sur onze mois de 1987, mais parce que la baisse du billet vert de plus de 40 % depuis deux ans n'a permis de l'améliorer en rien. Cette « dévaluation compétitive » ne peut-elle fonctionner à cause d'une structure industrielle devenue déficiente ? Ou bien ne s'agit-il que d'un délai d'ajustement, en liaison avec ce que les économistes nomment courbe en J ?

Il convient d'abord de ne pas oublier qu'appuyée sur une consommation interne dynamique la production industrielle américaine a crû de 17 % depuis 1980, d'après les statistiques de l'OCDE. Parmi les pays développés, seul le Japon et les pays scandinaves ont fait mieux. La CEE n'a connu qu'un maigre 5 % depuis 1980.

Une perte de terrain

Ces chiffres relativisent les propos sur le « déclin industriel » américain. Le problème posé aux Etats-Unis n'est pas celui de la croissance du tissu productif, mais de sa compétitivité lorsqu'il se trouve confronté à la concurrence étrangère.

Les informations sont contradictoires. D'un côté, la vague d'investissements étrangers aux Etats-Unis prend l'ampleur d'un raz de marée avec la multiplication de rachats immobiliers — les gratte-ciel de New-York sont un à un « japonisés » — et d'OPA industrielles — les dernières en date, d'une liste très longue, sont l'œuvre du suisse Hoffmann La Roche sur le chimiste Sterling Drug et du britannique BAT sur les assurances Farmers.

On note surtout une perte de terrain sensible des Américains sur les marchés extérieurs et intérieurs. Dans les biens de consommation, trois téléviseurs sur quatre et tous les magnétoscopes sont importés. Après la vente de RCA Consumer Electronic au français Thomson, il ne reste plus qu'un seul fabricant américain, Zenith, dans ce secteur.

Plus de 35 % des automobiles sont désormais des Toyota, Honda ou autres BMW. Dans les biens d'équipement, les constructeurs de machines-outils perdent pied, et Boeing se voit contesté par Airbus. Dans les biens intermédiaires, à 56,7 % la production du zinc est désormais achetée à l'étranger contre 37,6 % en 1979, ainsi que la moitié du ciment.

Ce ne sont que des exemples : ils éclairent une détérioration de la position compétitive des Etats-Unis qui n'est pas circonscrite mais affecte l'ensemble du tissu industriel. Si le déficit commercial est si élevé, c'est que pratiquement tous les secteurs (à deux exceptions notables, la pâte à papier et les articles en caoutchouc) ont vu leur solde s'éroder, y compris ceux où l'Amérique était écrasante comme l'aéronautique et l'électronique.

Pourtant Honda, Mazda, Sony ou l'allemand Hoechst ont décidé ces derniers mois de fabriquer aux Etats-Unis des produits qu'ils rapatrient ensuite sur leurs marchés nationaux. Substitution majeure, historique : le « *made in America* » serait devenu moins cher que le « *made in Japan* » et le « *made in Germany* ».

On note le retour de l'USX (ex US Steel) à l'exportation : le géant de l'acier, hier encore symbole de l'archaïsme de la « Rusty Belt », la ceinture de rouille du Nord-Est américain, serait-il redevenu compétitif ? D'une façon plus générale, les études soulignent que les exportations américaines depuis dix mois ont crû en volume à un rythme (+ de 10 %) supérieur de trois fois à celui de la demande mondiale, tandis que les importations augmentent moins vite. C'est désormais l'industrie, comme revivifiée, qui « tire » la croissance américaine.

Des parts de marché perdues...

(La pénétration des importations en % du marché intérieur)

	1979	1986
Biens intermédiaires		
acier	10,3	15,9
Aluminium	7,8	22,7
Zinc	37,6	56,7
Biens d'équipement		
Composants électroniques	14,1	18,1
Informatique	4,6	18,7
Machines-outils	19,3	40
Machines textile	32,9	48,8
Biens de consommation		
Automobiles	13,7	24
Chaussures	35,2	62,5
TV et radio	41,6	63,8
Total industrie	7,9	13

Source : Shearson Lehman et Brimmer and Co.

... une productivité qui croît...

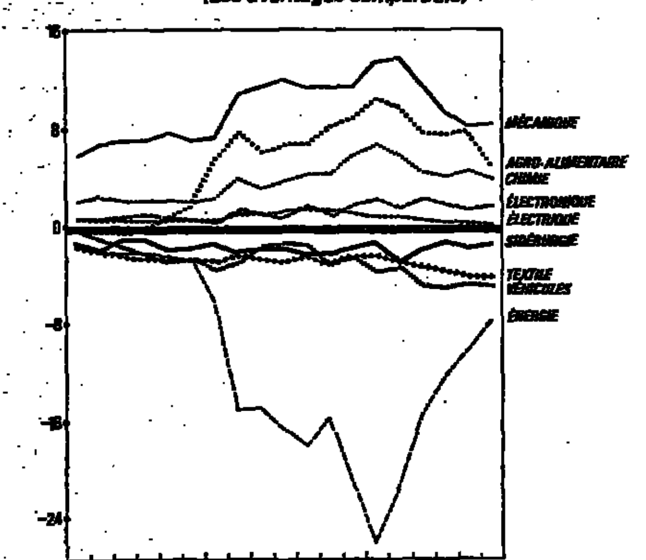
(gains annuels en %)

	Etats-Unis	Japon	France	Allemagne	Italie	Royaume-Uni
1960	0,5	15,4	7,4	8,6	6,1	4,5
1965	4,3	8,6	6,2	6	7,7	3,4
1970	1,1	13,1	7,2	5,7	6,6	3,9
1975	2,8	6,2	4,9	4,8	4,6	3,6
1980	1,8	6,9	4,8	3,8	5,1	1,3
1981	2,2	3,7	3,9	2,2	3,5	5,2
1982	2,2	6,1	6,1	1,4	2	6,2
1983	5,8	5,4	4,3	5,8	2,6	8,3
1984	4,1	7,2	3,9	3,7	6,4	5,3
1985	4,4	7,3	3,4	4,4	1,6	3,6
1986	3,5	2,7	1,9	1,9	1,2	3

Sources : Ministère du travail et Shearson Lehman.

...mais une suprématie qui s'est émoussée

(Les avantages comparatifs)



Source : CEPII

Ce graphique indique la contribution des différentes branches industrielles à la formation du solde extérieur américain, positive au-dessus de la ligne 0, négative en dessous. Il illustre les forces et faiblesses de ces branches face à la compétition internationale.

Des ajustements rapides

Ce réveil, aujourd'hui sensible et général, tendrait à prouver que les délais des courbes en J sont passés et que les ajustements commencent. Les analyses prospectives sont unanimes à le penser, qui tablent sur une réduction du déficit commercial qui reviendrait de plus de 165 milliards de dollars en 1987 à une centaine dès 1989 (il est vrai que la réduction prévue de la consommation interne y contribuera aussi).

Pour beaucoup d'économistes, le processus sera rapide, la baisse du dollar ayant remis à un niveau aujourd'hui favorable les coûts relatifs de production américains (au-dessous des coûts allemands). Certains patrons européens redoutent même un formidable *come back* des exportateurs américains, « vitaminés » par un dollar à 5,50 F et 1,65 DM.

Vitamine dans un corps remusclé. Car la baisse du billet vert survient après la restructuration en profondeur de l'industrie. Grâce aux facilités d'embauche et à une mise à l'écart des syndicats, la hausse des salaires a été ramenée à 2,5 % l'an contre 10 % dans les années 70. Dans les secteurs les plus touchés, comme l'acier, les ouvriers ne gagnent pas un nickel de plus qu'en 1982.

Pour leur part, les équipements obsolètes ont été mis au rebut. M. Lee Iacocca, PDG de Chrysler remis à flot, a fait école. La hausse du dollar, en 1980, couplée avec la politique monétaire restrictive de la Réserve fédérale, avait mis au rouge le bilan de nombre d'entreprises, qui ont dû s'adapter à des contraintes terriblement dures en fermant sauvagement les usines les plus vieilles. La crainte des raiders a eu peut-être des effets négatifs, mais elle a aussi accéléré ce mouvement (les OPA ont d'ailleurs été pratiquement concentrées dans l'industrie).

Dans le même temps, les groupes ont limité leur diversification et les politiques de conglomérats ont été abandonnées. En conséquence, les gains de productivité de l'industrie américaine, qui étaient inférieurs à ceux de l'Europe et du Japon depuis la guerre (c'était le problème essentiel des Etats-Unis), sont revenus à un meilleur rythme. Parallèlement, les dépenses de recherche-développement des industries ont crû de 8 % par an depuis sept ans, trois fois plus vite que dans les années 70 (1).

« *Presque tous les secteurs sortent d'une vraie purge* », conclut M. John Haskell, *managing director* de Dillon-Read. Certes, profitant du fait que la baisse du dollar oblige les importateurs de produits étrangers à relever leurs prix, les groupes américains sont tentés de faire de même pour l'amélioration de leur marge, alors que le fléchissement de la croissance pourrait ralentir les investissements. Mais il reste que « *l'Amérique est désormais plus mince, mais plus musclée* », constate, avec M. Allen Sinai, économiste de Shearson Lehman, la communauté des analystes.

La page est tournée

Pourtant personne n'imagine que la résurrection de la compétitivité ira jusqu'à faire revenir les jours anciens de la superbe américaine. Une page est tournée. « *Le dollar aidera les industries de biens courants non différenciés dont le marché est mondial, comme l'acier, le papier ou même les mémoires à semi-conducteurs,* explique M. Haskell ; *mais des faiblesses persistent dans les biens de consommation.* »

Face aux Japonais, les industriels américains n'ont pas encore atteint le niveau de qualité nécessaire. En outre, des secteurs entiers ont été abandonnés, comme l'électronique grand public ou les petites automobiles.

ÉRIC LE BOUCHER.

(Lire la suite page 41.)

(1) *Fortune* du 4 janvier 1988.

« Le Monde Affaires » a consacré son numéro du 16 janvier à l'économie américaine.

L'abolition des frontières bancaires

Face à la chute de leur rentabilité les banques commerciales américaines font pression pour réaliser directement des placements financiers.

EN pleine crise, la banque américaine est-elle victime d'une législation fédérale inadaptée aux évolutions du monde actuel de la finance ? Pour les banquiers américains, en tout cas, les restrictions imposées par la loi fondamentale qui régit leurs activités, le Glass Steagall Act de 1933 (!), constituent un dangereux handicap dans la concurrence internationale.

« *Il faut mettre fin au règne de l'erreur* », proclamait encore, début décembre, M. Louis V. Gerstner Jr, président d'American Express Company. « *Supprimer ou assouplir cette loi damnée* », précisent d'autres représentants de la banque américaine. Soutenus par des représentants de certaines des plus grandes firmes de Wall Street, les banquiers ont relancé une vaste action de *lobbying* auprès du Congrès.

Les représentants des banques commerciales, qui ont déjà obtenu depuis 1985 une première ouverture des frontières entre Etats, attribuent la forte dégradation de leur rentabilité aux restrictions législatives qui pèsent encore sur elles. Etabli après la crise de 1929 — une crise bancaire (8 000 faillites sur 24 000 banques entre 1921 et 1931) plus que boursière, — le Glass Steagall Act, toujours en vigueur, définit une très nette séparation entre banque commerciale et banque d'investissement.

Seule la première est habilitée à recevoir des dépôts et à accorder des prêts. Seule la seconde peut réaliser des placements sur des valeurs mobilières (actions, obligations et autres titres négociables) pour son propre compte. Les banques commerciales américaines ne peuvent pas non plus vendre de produits d'assurances, ni de biens immobiliers.

Face à l'explosion des nouveaux produits financiers, notamment à la *securitisation*, les banques commerciales estiment, dans ces conditions, être injustement exclues de secteurs importants d'activité.

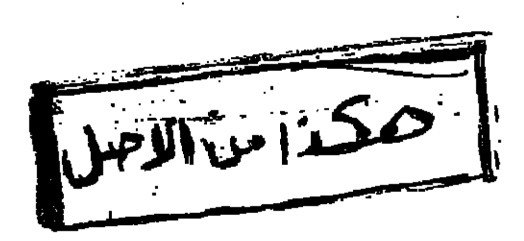
Leur fonds de commerce tend à se contracter, comme en témoigne la baisse de la demande de crédit des entreprises, auquel se substituent progressivement des instruments de marché nouveaux (comme le papier commercial, dont l'équivalent en France est le billet de trésorerie).

« *Nous ne pouvons offrir à nos clients toute la gamme des services financiers actuels* », se plaint ainsi M. Raymond van Houtte, patron d'une petite banque locale, également président de l'Association des banques de l'Etat de New-York. Les banques commerciales veulent pouvoir entrer dans l'industrie des titres. Les grandes firmes d'investissement veulent, elles, pouvoir faire de la banque commerciale.

Que les pressions en faveur d'une telle réforme aient repris avec vigueur au lendemain du krach boursier peut apparaître quelque peu paradoxal. La législation en question, instaurée après l'effondrement boursier de 1929, avait justement pour objectif d'éviter que les banques de dépôts n'utilisent l'argent de leurs clients pour des investissements risqués ou l'achat de titres de sociétés notamment. Aujourd'hui, les partisans de la réforme contestent cet argument.

ÉRIK IZRAELEWICZ.

(Lire la suite page 41.)



LES ETATS-UNIS DERRIÈRE LES APPARENCES

Les oubliés de l'emploi

La coupure du marché du travail s'accentue entre les salariés à haut revenu et les travailleurs à faible rémunération.

« *POUR avoir un emploi aux Etats-Unis, il vaut encore mieux être blanc, adulte, bien formé et vivre dans un Etat de la côte est ou en Californie* », résume Mme Laurence Ratier-Coutrot. Attachée à l'ambassade de France à Washington pour la science et la technologie, chargée des sciences sociales, elle ajoute en forme de boutade : « *Et il faut, en plus, être en bonne santé !* ».

Vue de France, la situation de l'emploi outre-Atlantique se réduit à quelques chiffres évocateurs. Avec une population active de 122 millions de personnes, l'économie américaine a été capable de créer 13,1 millions d'emplois entre 1982 et 1987, 30 millions depuis 1969.

La récession du début des années 80 a été effacée. Le taux de chômage, désormais inférieur à 6 %, a retrouvé le niveau d'il y a un peu plus de dix ans, un plancher historique dont on n'imagine pas qu'il puisse être abaissé. Au passage, on s'étonne de découvrir que la durée moyenne de chômage n'excède guère les quinze semaines.

Toutefois on regarde surtout les signes évidents de la réussite. Les services du tertiaire ont contribué à la création de 6 emplois sur 7 et rassemblent maintenant 75 % de la main-d'œuvre. Si l'industrie traditionnelle a beaucoup souffert, les secteurs de pointe se sont développés : globalement, le solde positif aura été de 900 000 postes de travail.

Au détriment des classes moyennes

Ébranlés par tant de preuves incontestables, les Français ont presque mauvaise conscience à évoquer le revers de la médaille. Les nouveaux emplois sont fréquemment mal payés, rarement qualifiés, et prolifèrent dans des domaines jugés *a priori* peu valorisants tels que les restaurants rapides *(fast foods)*, le gardiennage ou les services dits de proximité. Le travail à temps partiel gagne du terrain, favorisé par l'arrivée croissante des femmes à la recherche d'un emploi.

On assiste à une « *bipolarisation* » du marché du travail entre la progression relative du nombre de salariés à haut revenu et l'augmentation de la masse des travailleurs à faible rémunération. Un mouvement s'opère au détriment des classes moyennes.

Vu des Etats-Unis, le tableau se brouille et fournit des images contradictoires. Le modèle perd de sa superbe aux yeux des Américains eux-mêmes, devenus très prudents sur la réalité du phénomène. « *Nous avons fait moins bien que d'autres* », déclare, modeste, M. Thomas Plewes, du Bureau fédéral des statistiques du travail. La « *polarisation* » fait ainsi l'objet d'une intense polémique car elle ternit l'image d'une Amérique conquérante.

Le climat général ne paraît plus être à la confiance. Experts, syndicalistes ou chefs d'entreprise se gardent bien de se prononcer sur l'avenir, comme s'ils voulaient écarter le retour des ennuis. Plus qu'à la bourrasque boursière, ils portent attention au déficit budgétaire, au déséquilibre commercial, dont ils imaginent les conséquences. Dans un pays habitué à vivre largement, et aujourd'hui aveuglé par une frénésie de consommation, ils craignent les lendemains désenchantés.

A les entendre, les Etats-Unis sont à un tournant dangereux. « *Ce sont les générations futures qui paieront nos prodigalités actuelles* », disent certains, en évaluant le poids de la dette. M. Felix Rohatyn, un banquier réputé, patron de Lazard Brothers, écrivait déjà dans *The New York Review*, en juin dernier : « *D'un point de vue financier, nous sommes en train d'être colonisés.* »

« *Cela se paiera en emplois* », reconnaissent les mêmes, inquiets.

L'embellie, prédisent-ils, ne pourra se prolonger. Quand les Américains se décideront à restreindre leur train de vie et reprendront contact avec les réalités, les mirobolants succès du secteur des services s'essouffleront.

Alors, réapparaîtront les éléments structurels qui conditionnent le marché du travail aux Etats-Unis et qui, parfois, sont préoccupants. Tandis que des régions ont bien tiré leur épingle du jeu, d'autres ne parviennent pas à se relever ou ont récemment découvert la crise, comme l'Arizona ou le Texas. Si, à diplôme égal, hommes et femmes blancs sont pareillement vulnérables face au risque du chômage, la menace est plus forte pour les minorités ethniques.

Les Noirs connaissent un taux supérieur à 12 % et les hispaniques à 9 %, encore aggravé pour les femmes. Les jeunes supportent une situation de sous-emploi dont les statistiques ne rendent pas compte (16,8 %) car elle est amplifiée par les origines raciales, tout autant que par le faible niveau de formation. Quand ils ne sont pas étudiants, 46,2 % des Noirs de vingt à vingt-quatre ans et 37,5 % des Blancs du même âge se déclarent sans emploi et pas même chômeurs. L'absence de qualification demeure l'un des soucis des employeurs qui pèsera fatalement dans le futur.

Malheureusement, ce n'est pas tout. Les 7 millions de chômeurs – un tiers seulement sont indemnisés en fonction de critères qui écartent les salariés précaires – ne sont pas les seuls à être privés de travail. Il y a aussi les exclus et les marginalisés, puisqu'il faut encore compter le million d'anciens chômeurs découragés ou les 5 à 6 millions d'Américains – on ne sait pas avec précision – qui ont finalement renoncé à chercher le travail dont ils auraient besoin. De plus, 17,9 millions de personnes, dont 5 millions de salariés à temps partiel refusant leur statut, passent d'un emploi à un autre et travaillent la moitié de l'année pour un salaire annuel inférieur à 10 000 dollars.

Ces différentes catégories aléatoires finissent par rassembler un nombre impressionnant de gens qui seront les victimes désignées d'une récession, si elles ne le sont déjà en période de quasi-plein-emploi. Toute une partie de la population est placée hors jeu. Rejetée ou ignorée, elle subit l'injustice sociale ou la discrimination.

Une sorte de dictature

« *Il y a un grave problème avec le noyau dur des non-employés* », se lamente M. Dominique Ginioux, président de Data Measurement Systems, un Français installé de longue date à Washington. « *80 % de la population impose une sorte de dictature aux 20 % qui restent. Ils ont défini les voies et règlements qui leur conviennent et éliminent les autres* », constate-t-il, approuvé par M. Philippe Newton, président de la Chambre de commerce franco-américaine.

Si les oubliés du système ont définitivement perdu, ceux qui participent du grand rêve américain ont besoin de croire que le mythe de la réussite individuelle fonctionne vraiment. Au nom de l'espoir de s'en sortir un jour, ils supporteront beaucoup de sacrifices, parce qu'ils ont le sentiment d'appartenir à une communauté.

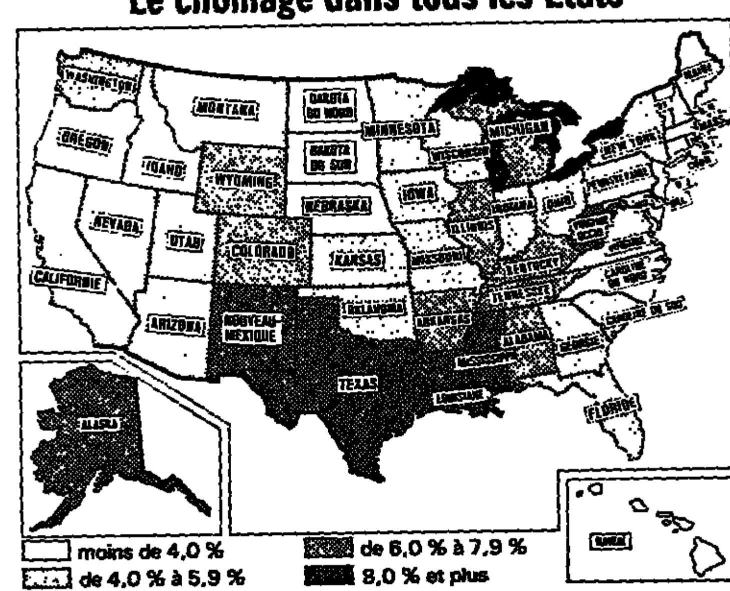
Les chômeurs accepteront de n'être indemnisés que pendant vingt-six semaines, quand ils le sont. Environ 37 millions de salariés du tertiaire, des petites et moyennes entreprises, prendront le risque de ne bénéficier d'aucune couverture sociale. Les minorités, et principalement les hispaniques, trouveront des emplois à des prix coréens, près de la frontière du Mexique, et se tairont dans l'attente d'une intégration.

Ceux-là auront peut-être leur chance un jour, s'ils s'éduquent et peuvent s'adapter aux emplois de l'an 2000. L'évolution démographique leur sera théoriquement favorable puisque le rythme de croissance se ralentit aux Etats-Unis, devant revenir de 1,7 % actuellement à 1,2 % en 1990. Les jeunes Blancs mâles, qui représentent 47 % des entrants sur le marché du travail aujourd'hui, ne seront plus que 15 % à la fin des treize prochaines années.

Encore faut-il que l'exemple américain demeure crédible ou, au moins, qu'il en donne l'illusion. Sinon, à quoi bon continuer d'avancer, malgré les difficultés.

ALAIN LEBAUBE.

Le chômage dans tous les États



Au bonheur des magasins

WALTER F. LOEB, la presque soixantaine établie, fait figure de « pape » du commerce, aux Etats-Unis ou ailleurs dans le monde. Consultant recherché, il assène des diagnostics sans complaisance, accompagnés d'une masse de tableaux comparatifs, dans des rapports, parfois écrits à la première personne, pour le compte de Morgan Stanley.

Une anecdote d'abord, comme seuls les gourous peuvent s'en permettre. « *Ma fille travaillait chez Macy's pour 5,80 dollars de l'heure, à raison de 60 heures par semaine, y compris le vendredi soir, le samedi et le dimanche. Elle a préféré abandonner. A l'American Express, elle gagne maintenant 11 dollars de l'heure.* »

Une faible formation

Mal payés, ou moins mal, au prix de sacrifices importants, les vendeurs de magasins finissent par se lasser si leur emploi est de complément ou s'ils pensent pouvoir prétendre à mieux. Les employeurs se plaignent d'ailleurs d'une rotation *(turn over)* trop importante, de l'ordre de 48 % des effectifs en moyenne sur l'année. Celle-ci peut atteindre les 90 % à New-York et même les dépasser dans les banlieues des grandes villes. Dans les faubourgs de New-York, la totalité du personnel est renouvelée en douze mois...

L'absence de qualification et la faiblesse de la formation sont unanimement dénoncées par les gestionnaires. L'image de marque s'en trouve détériorée, l'« *impact sur le profit* » est détestable, les performances mauvaises et le « *moral* » en mauvais état. « *Nous manquons de jeunes et de personnes âgées dans les commerces de détail, de gens capables et de gens d'expérience* », affirme Walter F. Loeb.

Bien entendu, il faudrait améliorer les conditions et le statut du travail, mais cette voie n'est pas possible pour tous. « *Les plus performants des magasins arrivent facilement à recruter parce qu'ils peuvent promettre des perspectives de carrière. Les autres ne le peuvent pas.* »

D'après les calculs de Walter F. Loeb, chaque Etat américain aurait environ 42 % de magasins en trop. Du coup, la compétition est engagée entre les grands groupes, qui, selon leur position, se sont lancés dans une course effrénée dont les plus faibles seront éliminés. J.C. Penney, Federated et quelques autres jouent à fond les gains de productivité, améliorant leur chiffre d'affaires par employé et par mètre carré.

Certains, un moment distancés à la suite d'acquisitions, mettent maintenant les bouchées doubles. C'est le cas, par exemple, de Walmart. Particulièrement dynamique, cette enseigne s'apprête à ouvrir « *un hypermarché à la française au Texas, qui, pour la première fois aux Etats-Unis, atteindra l'efficacité* ». Déjà, deux autres implantations sont prévues dans l'année.

Dense, le réseau commercial américain va connaître une phase de restructuration. Sous l'effet de la concurrence, des concentrations vont s'effectuer, sauf, sans doute, dans le secteur des commerces spécialisés et très « ciblés », où de belles percées se confirmeront. Pour eux, la logique des « niches » se révélera plus que favorable.

Globalement, les mirifiques résultats en matière d'emploi risquent fort d'appartenir au passé dans une activité qui regroupe 9,8 millions de personnes. Il faudra bientôt oublier les 7,5 % de postes supplémentaires créés en 1986, même si 60 % des postes, essentiellement féminins, étaient occupés à mi-temps, d'après les estimations officieuses de Morgan Stanley.

Le travail du dimanche

Récemment apparu dans certains Etats, grâce au changement législatif, le travail du dimanche ne laisse rien espérer. Certes, la consommation totale a très légèrement progressé avec les heures d'ouverture – de l'ordre de 3 %, – mais les coûts ont pour leur part augmenté de 5 %. Un déplacement des ventes s'est opéré, de la semaine au week-end, qui a surtout profité aux centres commerciaux des banlieues au détriment des grands magasins des villes.

Tandis que 66 % des clients préfèrent désormais faire leurs courses en famille le dimanche, les commerçants constatent une augmentation des frais généraux. « *Avant*, explique Walter F. Loeb, *le personnel qui travaillait le dimanche était payé à 150 % et avait un jour de congé dans la semaine. Maintenant, il y a une équipe particulière pour le jeudi soir, le vendredi, le samedi et le dimanche.* » L'habitude est prise qui empêche de revenir en arrière, mais qui obligera à d'autres choix de rationalisation, pas forcément favorables à l'emploi.

A. Le.



LES ETATS-UNIS DERRIÈRE LES APPARENCES

L'abolition des frontières bancaires

(Suite de la page 39.)

« Toutes les études démontrent que les faillites bancaires des années 30 n'ont pas été plus nombreuses parmi les banques qui avaient réalisé pour leur propre compte des placements financiers que parmi celles qui s'étaient limitées à leur activité de prêts classiques », explique l'un d'entre eux. John G. Heimann, vice-président de Merrill Lynch, va plus loin : *« Le 19 octobre a prouvé, si cela était encore nécessaire, que le marché des services financiers est désormais global et donc que les frontières n'ont plus de justification. »*

Sans attendre, les banques commerciales s'étaient d'ores et déjà précipitées dans les trous *(loopholes)* de la loi pour développer une importante activité de banques d'investissement. *« Nous pouvons en faire bien plus que certains ne le disent »*, reconnaît ainsi un grand banquier new-yorkais. Bankers Trust, J.-P. Morgan et Citicorp notamment sont déjà très actifs dans le placement privé de titres, dans les opérations de fusion et acquisition comme dans la souscription de certains produits aux Etats-Unis (les obligations municipales, par exemple) et surtout à l'étranger où ils ne sont pas contraints par la législation américaine. Aujourd'hui, ils veulent faire éclater le dernier « noyau dur », l'interdiction de souscrire à des titres émis par des entreprises aux Etats-Unis.

S'ils ont repris en ce début 1988 leur combat, c'est que les banquiers américains estiment que les conditions actuelles leur sont favorables. Après le départ de M. Paul Volcker de la présidence de la Fed, ils ont avec M. Alan Greenspan, son successeur, un homme beaucoup plus favorable à une poursuite de la déréglementation bancaire. Tous les régulateurs sont désormais sur la même ligne, ou presque.

« Au Congrès également, on enregistre un climat plus favorable », estime Mme Joan E. Spero, d'American Express. Trois projets de loi déposés au cours des dernières semaines sont en discussion. Celui du sénateur du Wisconsin, M. Proxmire, président de la commission bancaire du Sénat, considéré par la profession comme *« un premier pas positif »*, a quelque chance d'être adopté. *« M. Proxmire a annoncé qu'il ne se représenterait pas. Il souhaitera sans doute laisser son nom à la postérité »*, estime un observateur du monde bancaire.

Il restera ensuite à franchir l'obstacle de la Chambre des représentants. Dans cette opération de lobbying, les banquiers développent trois séries d'arguments principaux en faveur de *« cette nécessaire adaptation des textes à la réalité financière »*.

Tout d'abord, cette suppression des frontières devrait bénéficier à l'économie américaine dans son ensemble. Elle devrait en effet conduire à une concurrence accrue dans le système financier, et permettre, de ce fait, une réduction des coûts des financements pour les particuliers comme pour les entreprises.

L'industrie des titres est extrêmement concentrée : les cinq premières banques d'investissement gèrent 90 % du papier commercial émis par les entreprises, 70 % de leurs titres négociables. En ouvrant aux banques commerciales ces marchés, les partisans de la réforme estiment que les commissions devraient baisser, au profit des émetteurs et des investisseurs. Les deux tiers des entreprises interrogées pour le compte de l'Association des banques new-yorkaises affirment aussi attendre d'une telle réforme une baisse de leurs coûts de financement.

La seconde série d'arguments porte sur la compétitivité des sociétés financières américaines. *« Après le « big bang » de Londres, le « little bang » au Canada et les bangs de différentes tailles ailleurs, les Etats-Unis et le Japon sont les deux derniers pays à maintenir de telles frontières »*, estime un banquier qui y voit une menace pour les banques américaines, les Japonais eux-mêmes envisageant une déréglementation de ce type.

Les banques américaines font également valoir que certaines banques étrangères, installées depuis longtemps aux Etats-Unis peuvent y exercer les deux activités à la fois, *« une concurrence déloyale »*, estiment-elles. Quant à leurs capacités à intervenir dans l'industrie du titre, les banquiers commerciaux n'en doutent pas. *« Ils ont fait largement leurs preuves à l'étranger »*, estime un analyste.

Des risques isolés

La *sécurité* du système financier constitue un troisième thème de polémique, le plus sensible politiquement. Les partisans de la réforme estiment que l'ouverture des banques commerciales ne contribuera pas à accroître le risque global du système. Au contraire, en pouvant ainsi se diversifier, les banques seront moins sujettes aux aléas conjoncturels et amélioreront leur profitabilité. Plus attractives, elles pourront aussi plus facilement accroître leurs fonds propres.

Tous reconnaissent la nécessité de certaines précautions, en particulier avec la constitution de « murs de Chine » *(firewalls)* entre les activités de banque commerciale et celles d'investissement. Les différents projets en discussion prévoient tous la constitution de holdings, possédant des filiales, chacune spécialisée dans un domaine donné. *« Les filiales qui reçoivent les dépôts assurés par l'Agence fédérale seront isolées des risques que prennent les autres filiales »*, expliquent en chœur les défenseurs des différents projets.

Si les mutations en cours semblent imposer une réforme, les opposants soulignent cependant un certain nombre de risques. Une concentration excessive des pouvoirs au sein de quelques institutions fait peur, qui pourrait paradoxalement conduire à une moindre concurrence. Les représentants des associations de consommateurs craignent aussi que cette réforme n'amène les banques commerciales à délaisser leurs clients les plus modestes. Enfin, et surtout, de nombreux experts s'interrogent sur la surveillance de ces institutions.

« Il faudra complètement revoir la panoplie des régulateurs », estime ainsi M. H. David Willey, de Morgan Stanley. Le système actuel de surveillance est très complexe et segmenté (la Fed contrôle les banques, la Sec les marchés et les banques d'investissement...). La *« régulation fonctionnelle »* préconisée actuellement ne fait pas encore l'unanimité.

« Le compte à rebours a donc commencé. » M. James P. Murphy, le délégué général de l'Association des banques new-yorkaises, est *« prudemment optimiste »*. Mais de nombreux professionnels craignent que la perspective de l'élection présidentielle ne reporte à 1989 de nouveaux pas dans ce domaine. C'est que la banque n'est pas vraiment populaire dans l'opinion publique américaine.

ERIK IZRAELEWICZ.

Multiplication des faillites

COMME d'autres industries, la banque commerciale américaine traditionnelle est en crise. Au niveau mondial, son recul est perceptible à travers quelques chiffres : alors qu'il y a trente ans cinq américaines figuraient parmi les dix premières banques mondiales, il n'y en a plus qu'une aujourd'hui, la Citicorp.

Renforcée par la valorisation du yen, la domination japonaise est désormais incontestable. Six banques nippones se placent parmi les dix premières mondiales par le montant de leurs actifs, sept selon le montant de leurs dépôts ! Les établissements japonais détiennent aujourd'hui le tiers des actifs des banques déclarantes à la BRI (Banque des règlements internationaux), les banques américaines, le cinquième seulement !

Aux Etats-Unis même, la crise se reflète dans la multiplication des faillites bancaires. L'an dernier, 184 banques ont fermé leurs portes, un record depuis la crise des années 30. Pour la première fois dans son histoire, l'organisme fédéral qui assure les dépôts des banques (les déposants sont assurés à hauteur de 100 000 dollars), la FDIC (Federal Deposit Insurance Commission) sera sans doute déficitaire en 1987.

Avec quatorze mille banques commerciales, le secteur n'est certes pas complètement moribond. Il reste très fragmenté. Certains établissements s'en sortent plutôt bien, notamment les grandes banques régionales. Les pertes annoncées pour 1987 par quelques grandes banques new-yorkaises (Citicorp, Chase, Manufacturers Hanover...) ne traduisent pas des difficultés aussi importantes, que celles traversées par Continental Illinois depuis 1984 ou Bank of America depuis 1985. Un profond mouvement de restructuration est en cours.

La banque commerciale américaine dans son ensemble accuse néanmoins une forte baisse de rentabilité depuis le milieu des années 70. Son rendement par action aura sans doute atteint, l'an dernier, son niveau le plus bas, sinon depuis les années 30, en tout cas depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les agences de rating — Moody's et Standard and Poors — ont mis « sous revue » leur notation des prêts de pratiquement toutes les grandes banques.

Ces dernières n'ont guère la cote à la Bourse de Wall Street. Les réductions d'effectifs et les ventes d'actifs auxquelles elles procèdent actuellement n'ont pas impressionné outre mesure les investisseurs. *« Les banques sont appréciées par les marchés au même rang que les sociétés sidérurgiques, loin derrière les chemins de fer, les industries du tabac ou des cosmétiques »*, fait-on remarquer à l'Association new-yorkaise des banques.

E. I.

Le réveil de l'industrie

(Suite de la page 39.)

Tout se passe comme si l'Amérique devait désormais quitter une position économique *« isolationniste »*, que la considérable dimension de son marché intérieur lui avait permis de maintenir jusqu'ici. Le consommateur de l'Iowa, au goût autrefois si particulier, a découvert les vertus des produits japonais et européens, et il n'est pas près d'en changer.

L'internationalisation obligatoire demeure encore limitée puisque les importations totales ne représentent que 13 % de la consommation intérieure. Mais les Etats-Unis devront s'adapter et trouver une nouvelle place dans le contexte mondial de « multipolarité » qui se renforce avec *« l'émergence continue de partenaires internationaux provenant de nouveaux pays industrialisés et* [avec] *une division internationale du travail plus accentuée et plus instable* (2) ». Dans cette compétition, les industriels américains risquent d'éprouver des difficultés non pas de type britannique, mais de type... français.

La dette de l'Amérique latine, qui les prive de leurs débouchés traditionnels, d'un côté, et l'attaque tout terrain des Japonais et des Européens, qui ébranlent leurs places fortes, de l'autre, vont les contraindre, en effet, à une double respécialisation : géographique et sectorielle. C'est le mal français... aux différences près de taille du marché et de dynamisme patronal. Deux facteurs qui permettront à l'industrie américaine, non plus de dominer, mais de rester au premier rang encore longtemps.

ÉRIC LE BOUCHER.

(2) *L'Industrie américaine fin de siècle*, de Bertrand Bellon et Jorge Niosi. Ed. du Seuil, 1987.

La chronique de Paul Fabra

Idéologie américaine

CE n'est pas, du moins je l'espère, céder à l'esprit de polémique chauvine que de faire remarquer que si le débat économique international a tourné à la pire des cacophonies, rendant encore plus improbable la prise de décisions raisonnables au moment où l'on en aurait le plus besoin (comme si la terrible expérience d'octobre 1929 et de ses suites n'avait pas servi de leçon, quoi qu'on en dise), les Américains y sont pour beaucoup. Et l'une des raisons importantes, sinon la plus importante, de leur responsabilité écrasante en la matière passe encore aujourd'hui presque inaperçue en Europe, notamment en France.

Les Européens restent dans leur ensemble persuadés que la société américaine est politiquement moins divisée que la leur. Ce préjugé les empêche de voir qu'à maints égards les Etats-Unis sont devenus le lieu privilégié des affrontements idéologiques qu'ils transposent, chaque fois qu'ils le peuvent, sur la scène internationale. Un exemple très significatif du choc violent de tempéraments et d'opinions a été fourni récemment par l'épisode, qu'on aurait tort d'oublier, de la candidature du juge Bork à la Cour suprême. L'enjeu était considérable. Les vues divergentes exprimées à cette occasion sur l'interprétation de la Constitution touchaient à la définition qu'il convient de donner aux droits individuels, mis aujourd'hui à toutes les sauces. Rien ne fut épargné pour déformer les analyses du candidat de la Maison Blanche (un des grands juristes de sa génération), discréditer sa personne et pousser une majorité du Sénat à se prononcer contre lui.

Mais, est-il besoin de le préciser, l'administration Reagan n'est pas pour rien dans l'exaspération des passions. Avec elle, tout a pris une coloration subjective. Il suffit que le président prenne la parole sur presque n'importe quel sujet pour qu'une partie du public se sente immédiatement « prise aux tripes », renforcée dans ses croyances les plus intimes, tandis qu'une autre se sent personnellement attaquée, sinon offensée. Il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions, que l'objet de la discussion soit souvent perdu de vue. Tel est le cas pour celle qui vient de reprendre sur la place publique, et qui concerne le bilan de ce qu'on a appelé la « reaganomics ». La politique économique menée depuis 1981 a-t-elle été un immense succès, comme le prétend son porte-drapeau (millions d'emplois créés, baisse de l'inflation), ou bien, au contraire, comme l'affirment ses adversaires, n'a-t-elle été qu'un gigantesque rideau de fumée derrière lequel les Etats-Unis se sont « désindustrialisés », enfoncés dans le double déficit interne et externe, laissé distancer par de redoutables concurrents ?

La question n'intéresse pas que les Américains, et cela pour deux raisons. La première est évidente : l'administration Reagan veut imposer ses méthodes à l'extérieur. Elle exhorte, et sur quel ton, ses « alliés » — à peine si l'on ose employer ce mot — à procéder à une baisse anticipée des impôts (recommandation faite aux Allemands, notamment), à prendre donc le risque d'un déséquilibre budgétaire accru, à relâcher leur politique monétaire. Curieusement, soit dit en passant, les démocrates, qui critiquent sévèrement la Maison Blanche à l'intérieur des Etats-Unis, l'approuvent dans son action à l'extérieur. La deuxième raison, pour se sentir très impliqués dans le débat américain, est encore plus fondamentale : si le débat économique s'est de plus en plus teinté d'idéologie aux Etats-Unis, source principale, avec la Grande-Bretagne, de la pensée économique contemporaine, ne serait-ce pas parce que cette pensée est particulièrement exposée à cette déviation ?

Pour illustrer ce propos, il n'y a sans doute pas de meilleur exemple que l'allégement des impôts directs, en quoi se résument l'alpha et l'omega de la doctrine reaganienne. Il faut d'abord bien voir que, sur ce point comme sur quelques autres, M. Reagan avait une juste intuition. Mieux encore : cette juste intuition, grâce à son obstination, a débouché sur une réforme fiscale dont les principes servent aujourd'hui partout de référence, jusque dans la Suède gouvernée par les socialistes : atténuation de la progressivité de l'impôt, parce que le relèvement rapide du taux d'imposition au fur et à mesure que le contribuable accroît son revenu est un découragement à l'effort ; suppression de nombreuses exonérations et allégements dont la véritable raison d'être — les slogans de M. Reagan ont aidé à en prendre conscience — est souvent de corriger les absurdités d'un système très progressif. Ces idées n'étaient évidemment pas nouvelles.

EN France, par exemple, M. Maurice Allais, qui forma plusieurs générations d'élèves à l'Ecole des mines, plaide pour la suppression de la progressivité depuis... 1947. Mais M. Reagan et son équipe ont été les premiers à faire sauter le préjugé qui, derrière le paravent de la justice, bloquait toute velléité de changement. Adam Smith, qui n'est pas le plus mauvais maître en la matière, affirmait, il y a deux siècles, qu'un impôt juste devait être proportionnel au revenu. La question reste ouverte. Il est très important qu'on ait à nouveau le droit de la poser avec des chances d'être entendu.

Là où les choses commencent à se gâter, c'est dans la présentation et l'interprétation qui sont données du programme d'abaissement des impôts. Le coupable, ici, ce n'est pas au premier chef l'administration Reagan ni ses émules en Europe et ailleurs, mais bien la communauté des économistes du monde entier. Ceux-ci ont eu le grand tort de laisser s'accréditer l'idée selon laquelles charges fiscales = prélèvements de l'Etat sur le produit intérieur brut (PIB).

La réalité économique est très différente. Ce que prélève l'Etat, c'est l'ensemble des biens et services qu'il utilise pour remplir ses missions. Autrement dit, c'est en dépensant (pour payer ses fonctionnaires, ses fournisseurs, ses créanciers) que la puissance publique fixe le véritable montant de ses « prélèvements ». En sept ans d'administration Reagan, la part des dépenses budgétaires a augmenté de 2 à 3 points dans le PIB, tandis que celle des recettes est restée à peu près stationnaire. Il faut en conclure que la présidence Reagan, malgré l'hymne chanté à la gloire du secteur privé, a plutôt renforcé le secteur public.

Croire que le déficit budgétaire a en soi un effet durablement stimulant, c'est raisonner comme ceux qui croyaient naguère que, pour diminuer le chômage, il suffisait de multiplier les emplois dans la fonction publique. Les économistes de la vieille école mettaient en garde contre des erreurs aussi grossières. Pour faire comprendre la nature du « prélèvement », ils recouraient à un artifice d'analyse : ils supposaient un instant de raison que l'économie fonctionnait sans monnaie... S'il n'y a pas de monnaie, l'Etat « prélève » directement sur les richesses produites les ressources de toute nature dont il a besoin pour entretenir les hommes qui travaillent pour lui, armer ses soldats, etc.

Dans le monde avec monnaie que nous connaissons, l'Etat peut être considéré comme « achetant » les divers services qui concourent à l'accomplissement de toutes ses tâches. Le montant des achats publics détermine le montant des prélèvements définitivement opérés sur le produit national (seule la fraction des dépenses de l'Etat consacrées à l'investissement réapparaîtra sous forme de nouvelles richesses).

SI l'impôt ne finance qu'une partie des achats, cela ne change rien au fond de l'affaire. Le solde (déficit) sera nécessairement couvert par d'autres soustractions sur les revenus laissés disponibles par le fisc, soit soustraction directe et librement consentie (emprunt), soit soustraction occulte et forcée (inflation). Evidemment, l'amputation des revenus ne se produit pas s'il se trouve un prêteur étranger. Tel est le cas pour les Etats-Unis. C'est dans ce sens que le déficit budgétaire a été un facteur d'augmentation de la demande des biens et des services, et non pas, comme il l'est dans les pays qui ne bénéficient pas d'un apport de capital extérieur, un facteur d'absorption d'une partie du produit national.

Voilà, sous une forme ultra-simplifiée, l'explication des ambitions avortées de la « révolution reaganienne ». Celle-ci se voulait une rupture décisive d'avec la mythologie keynésienne selon laquelle la dépense publique avait en elle-même un pouvoir multiplicateur de richesses, un peu à la manière de ces chefs d'entreprise qui croyaient augmenter la surface de leur entreprise en accroissant les dépenses. Elle est devenue la servante de cette mythologie, et cela à l'échelle de la planète, faute d'avoir compris qu'une réforme fiscale ne tient pas lieu, à elle toute seule, de politique économique. ■

A TRAVERS LES REVUES

par MICHEL BEAUD

Les deux figures du chômage

J'ENTENDS encore Jean Bouvier : « *L'épithète de scientifique a le don de me hérisser profondément (...). Je n'emploie plus cette expression de scientifique, ni à propos de l'histoire — celle que je fais, — ni à propos de l'analyse économique. Les « sciences humaines et sociales » font ce qu'elles peuvent. Recherchent-elles la scientificité ? Je n'en sais rien ; je ne sais plus ce que c'est. A mes yeux, ce qui compte, c'est l'honnêteté intellectuelle du chercheur* (1). »

Au terme d'un article sur « l'expansion et la diversification croissante de l'univers des sciences sociales », Frédéric H. Gareau, professeur à Florida State University, aboutit à une conclusion voisine. Il rejette le concept même de « sciences sociales » : à ses yeux, il y a, dans le domaine de la connaissance, d'un côté les sciences (exactes et naturelles) et de l'autre les « non-sciences », au sein desquelles se rangeraient les prétendues « sciences sociales ». Dès lors, « *l'appellation d'« études sociales » serait une désignation plus honnête et plus fidèle des disciplines dont nous parlons que l'étiquette actuelle qui paraît bien prétentieuse* (2) ».

Chef de la division Emploi du département Populations-ménages de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), Claude Thelot nous donne quelques clés pour la mesure du chômage et de son évolution. Car l'observateur attentif et de bonne foi a de quoi être troublé : il y a un écart important entre le nombre des chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) et celui des demandeurs d'emploi en fin de mois à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) : en mars 1987, respectivement 2 567 000 et 2 689 000. Bien plus, il y a divergence dans leurs évolutions : de mars 1986 à mars 1987, le premier a augmenté de 4,9 % et le second de 8,4 % (3).

Avec beaucoup de pédagogie, Claude Thelot fait la part de la fragilité des instruments de mesure. S'agissant des chômeurs au sens du BIT, ils sont mesurés sur la base de l'enquête emploi qui porte sur un échantillon de 64 000 ménages : compte tenu des aléas, on peut être presque sûr que leur nombre a augmenté, en un an, dans une fourchette comprise entre 1,6 % et 8,2 %... S'agissant des demandes d'emploi en fin de mois, il y a eu une modification dans le traitement des statistiques du marché du travail en cours d'année, et il a donc fallu « reconstituer » le chiffre de mars 1986, ce qui introduit une « petite incertitude » : mais leur évolution « *est très probablement comprise entre 7,9 et 8,8 %* » (3). Puissent les hommes politiques qui se targuent d'un infléchissement de quelques dixièmes de point de tel ou tel indice lire et méditer cet article...

Au total, il demeure très probable que le nombre des demandeurs d'emploi en fin de mois a augmenté plus que celui des chômeurs au sens du BIT. Claude Thelot essaie d'expliquer cette divergence : le nombre de chômeurs BIT non inscrits à l'ANPE est resté relativement stable (353 000 en mars 1986, 344 000 en mars 1987) ; au contraire, le nombre des demandeurs d'emploi qui ne sont pas comptabilisés comme chômeurs au sens du BIT a augmenté, principalement parce que 250 000, contre 202 000 en mars 1986, ne se déclarent pas « *à la recherche d'un emploi* » ; à quoi s'ajoute un écart résiduel qui est passé de 73 000 à 129 000 personnes. Bref, « *le nombre d'inscrits ne cherchant pas d'emploi s'est (...) beaucoup accru* ». La tendance est générale, « *mais elle est particulièrement forte parmi les personnes âgées de cinquante ans ou plus (...). Il faut voir dans ces évolutions rapides la marque du découragement* (3) ».

Découragement ?

Un chômeur de quarante et un ans : « *Sitôt que j'ai été licencié, ça a été le coup de barre, quoi (...). On se sent retiré du monde. Un chômeur se sent retiré du monde, il se sent vidé, complètement.* » Un chômeur de quarante-deux ans : « *Oui. Vingt-cinq ans de métier, je ne sais pas ce que je pourrais faire d'autre. Et comme il n'y en a pas sur Paris...* » Un ancien docker de cinquante-trois ans : « *Une fois qu'on commence à vieillir...* (4) »

Exclusion et précarité

Au-delà du problème de la saisie statistique du phénomène, Vincent Merle, ancien directeur des études et de la statistique de l'ANPE, chercheur au laboratoire d'économie et de sociologie du travail d'Aix-en-Provence (LEST), s'efforce d'en faire ressortir la nature profonde : il doit d'abord « *se garder de voir le chômage comme un réservoir qui se remplit progressivement avec le maintien du décalage entre ressources en main-d'œuvre et volume de l'emploi. Le marché du travail demeure actif avec un nombre d'embauches qui avoisine les 3 millions et demi (dont probablement plus de la moitié sur contrat à durée déterminée), un nombre d'entrées en chômage d'environ 4 millions et un nombre de sorties à peu près équivalent* (4) ».

Il faut surtout discerner les mouvements profonds qui nourrissent le gonflement du chômage : Vincent Merle en fait ressortir deux.

● D'abord un « *chômage de rejet ou d'exclusion* » : chômage de longue durée qui concerne plutôt les travailleurs âgés : « *ouvrier licencié de l'industrie vers cinquante ans et dont la qualification est obsolète, cadre autodidacte victime de la faillite de son entreprise, personne sans qualification et connaissant une usure de sa force de travail, etc.* ». Leur rejet est lié à « *l'intense mouvement de restructuration de l'appareil de production : déclin de certains secteurs industriels, changements technologiques, changement de localisation des activités productives et tertiaires* » et, une fois rejetés, ils se trouvent « *en concurrence avec des catégories plus jeunes, plus mobiles, mieux formées* ».

● Ensuite « *un chômage de précarité* », chômage de courte durée qui concerne surtout les jeunes : « *jeune au chômage entre deux « petits boulots », travailleur intérimaire ou saisonnier, étudiant en attente d'un départ au service militaire, vacataire de la fonction publique, etc.* ». Ce chômage est lié aux « *transformations des modes de gestion de la main-d'œuvre par les entreprises* », avec notamment ce fait que la précarisation, en modifiant les processus de mobilité de la main-d'œuvre, « *engendre à son tour certaines formes de chômage* (4) ».

Fortement sélectif et structurel, ce chômage contemporain diffère profondément de l'image traditionnelle du « chômage de crise » : chômage peu sélectif (autrement dit, qui frappe indifféremment toutes les catégories sociales) et chômage conjoncturel (autrement dit, dont le volume est très sensible à toutes les fluctuations de la production).

Chômage, petits boulots, ces deux phénomènes ne peuvent être dissociés. De ces « petits boulots » qui concernent plus d'un million d'actifs en 1987, Mireille Elbaum, de la division Emploi du département Population-ménages de l'INSEE, nous propose une étude d'une remarquable finesse (3) :

● les emplois salariés à horaires réguliers et réduits, pour quatre cinquièmes occupés par des femmes, et principalement dans des activités de service et d'employés ;

● les emplois à horaires réduits et irréguliers (pour trois cinquièmes tenus par des femmes) et les activités épisodiques (pour plus de la moitié exercées par des plus de cinquante ans) : principalement dans l'agriculture, l'artisanat, le commerce — et, pour les premiers, les services ;

● les emplois temporaires (contrat à durée déterminée et intérim), où prédominent les moins de vingt-cinq ans et les femmes : principalement pour des emplois d'ouvriers (qualifiés ou non qualifiés) et d'employés.

On retrouve donc les deux figures du chômage dégagées par Vincent Merle : pour les « anciens », chômage d'exclusion et activités épisodiques ; pour les jeunes, chômage de précarité et emplois temporaires — avec le tribut particulier supporté par les femmes. Face à cette double réalité, les responsables politiques sont largement désarmés, et les mesures qu'ils mettent en œuvre s'embourbent fréquemment dans leurs propres effets pervers (4). Quant aux modèles du marché du travail où la principale variable explicative est le salaire réel (5), ils semblent parler d'une autre planète... ■

(1) Entretien avec Jean Bouvier, dans l'émission « Parcours en économie », Fréquence protestante, août 1986.

(2) *Revue internationale des sciences sociales*, novembre 1987 (éditions Erès, 19, rue Gustave-Courbet, 31400 Toulouse).

(3) « Emploi et chômage : court terme et long terme », dossier d'*Economie et statistique*, revue de l'INSEE, décembre 1987 (s'adresser aux observatoires régionaux de l'INSEE).

(4) « Chômage et chômeurs », numéro spécial des *Temps modernes* présenté par Bernard Lacroix et Vincent Merle, novembre-décembre 1987 (4, rue Férou, 75006 Paris).

(5) Thomas J. Kniesner et Arthur H. Goldsmith, « A Survey of Alternative Models of the Aggregate US Labor Market », *Journal of Economic Literature*, septembre 1987 (Department of Economics, Stanford University, Stanford CA 94305, Etats-Unis).

Autour de l'emploi

Plusieurs revues abordent le problème de la *formation* :

La formation professionnelle en quête de sens : sur la relation école-entreprise, la formation professionnelle, l'enseignement et la perspective d'une société duale, dossier d'*Economie et humanisme* (novembre-décembre 1987) ;

Formation et compétence : jeunes diplômés, formation à la gestion, mais aussi la formation dans les banques, chez Bull et chez Peugeot, *Revue française de gestion* (novembre-décembre 1987) ;

Conflits et jeux de pouvoir dans le champ « formation », un effort de réflexion théorique sur les démarches de trois sociologues du travail et de l'éducation, *CLES-Cahiers lillois d'économie et de sociologie* (deuxième semestre 1987).

Deux importantes livraisons sur la *technologie* :

L'accès des PMI à la technologie, deux numéros des *Annales des mines*, consacrés le premier à la France (juillet-août 1987) et le second à différents autres pays (novembre 1987) ;

Diffusion des nouvelles technologies : stratégie d'entreprises et évaluation sociale, numéro hors série d'*Interventions économiques* (Montréal, octobre 1987). ■

Kaléidoscope

— Pierre Rosanvallon, « Histoire des idées keynésiennes en France, ou dix années de résistance », *Revue française d'économie* (automne 1987).

— Maximilien Rubel, « Marx penseur du politique », et premier théoricien critique du totalitarisme *Economies et sociétés* (août 1987, dernier numéro paru...).

— Les textes d'un symposium sur « Les négociations commerciales multinationales et les intérêts des pays en voie de développement ». *The World Bank Economic Review* (september, 1987).

— Jean-Marc Siroen, « Vers la restauration du leadership américain », une mise en cause de la thèse du déclin, *Futuribles*, (décembre 1987).

— « Cuba : une économie à contre-courant : entre pragmatisme et « guévarisme », *le Courrier des pays de l'Est* (novembre 1987).

— « L'Irak, le pétrole et la guerre », *Peuples méditerranéens* (juillet-septembre 1987).

— « Les processus de transition », des études de cas anthropologiques, avec une réflexion introductive de Maurice Godelier, *Revue internationale des sciences sociales* (novembre 1987). ■

Economie

SOMMAIRE

« Nous disposons encore d'un délai pour traiter d'une manière positive les déséquilibres de l'économie mondiale », affirme M. Paul Volcker, ancien président de la FED. A Tokyo, le dollar a fortement progressé lundi, tirant la Bourse à la hausse *(lire ci-dessous)*.

■ Seul le Japon a su gérer la crise, affirme, de son côté, au « Grand Jury RTL-*le Monde* », M. Giscard d'Estaing *(lire ci-dessous)*.

■ Sept millions d'Ethiopiens sont menacés de famine, ont annoncé le professeur Minkowski et le docteur François Rémy, au nom de l'UNICEF, au terme d'une mission réalisée sur place *(lire page 44)*.

■ Reportée à la suite de la crise boursière, la privatisation de Matra commencera mercredi, a annoncé le ministre de l'économie *(lire page 48)*.

■ Les « petits boulots » occupent actuellement plus d'un million de personnes, ce qui représente 5,4 % des actifs *(lire page 44)*.

■ CERUS a lancé une OPA sur la Société générale de Belgique *(lire page 46)*.

Fermeté du billet vert sur les places boursières

Le calme revient après l'euphorie

L'euphorie provoquée par les résultats du commerce extérieur américain de novembre a gagné Tokyo le lundi 18 janvier : le dollar, après avoir ouvert à 131,50 yens, a clôturé à 130,50 yens, une solide hausse par rapport aux 126,95 yens de la dernière séance, le jeudi 14 janvier. La place boursière saluait également l'événement par une progression de 1,29 % de l'indice Nikkei. Mais en Europe, où les marchés avaient déjà engrangé la bonne nouvelle, c'est dans une atmosphère très calme, voire légèrement réservée que le billet vert poursuivait lentement sa progression sur la semaine dernière. Dans la matinée du lundi 18 janvier, la devise américaine s'échangeait à 130,70 yens, à 1,69 DM contre 1,68 DM vendredi à New-York, et à 5,6950 FF contre 5,67 FF.

Dans les salles de change, on estimait que après la divine surprise de la semaine dernière, le billet vert devrait se stabiliser, à moins que les inquiétudes sur l'inflation ou les risques de récession aux Etats-Unis ne prennent de l'ampleur et n'influencent les cambistes. Il semble que les retombées du krach boursier d'octobre commencent tout juste à se faire sentir. Après avoir bien accusé le choc, les chefs d'entreprise britanniques se montrent ainsi moins optimistes qu'il y a six mois. Selon une étude réalisée par un organisme para-gouvernemental, l'Institute of Directors, 21 % des responsables interrogés se déclarent préoccupés de l'avenir, contre 4 % avant le *« lundi noir »*.

Tokyo célèbre à son tour l'amélioration du commerce extérieur américain

TOKYO
Correspondance

Conviée, avec trois jours de retard, a célébrer comme le reste du monde le léger mieux apparu à la fin de la semaine dernière dans le bilan de santé du commerce extérieur américain, Tokyo s'est jointe, le lundi 18 janvier à la fête, mais sans se départir d'une certaine réserve.

Sur le marché des changes, ferme depuis le jeudi 14 janvier, le dollar faisait sa rentrée en fanfare : il ouvrait à 131,50 yens, avant de monter jusqu'à 131,70 yens, un niveau qu'il n'avait pas atteint depuis le 10 décembre dernier. A la Bourse de Kabuto-Cho, l'indice Nikkei, après un départ en flèche, est repassé brièvement au-dessus des 23 000 yens, pour se replier ensuite sous l'effet de prises de bénéfice.

Mais comme on l'avait abondamment prévu, au-dessus de 131 yens, les maisons de commerce et les grandes entreprises exportatrices se précipitaient pour vendre. Il s'agissait de compenser une partie des pertes enregistrées au début du mois lorsque les trésoriers ont été pris à contre-pied par la vigoureuse offensive des banques centrales pour stopper le chute du dollar au niveau de 120 yens. En outre, la plus grande prudence s'impose encore à l'égard des nouvelles venant des Etats-Unis, les mauvaises l'ayant largement emporté sur les bonnes dans un passé récent.

Pour les analystes de Tokyo, la meilleure tenue du billet vert est du à deux « signaux », économique et politique, dont rien ne garantit qu'ils seront confirmés.

Malgré le moins mauvais chiffre de novembre, le déficit commercial américain sera encore de 160 milliards de dollars pour l'année budgétaire 1988 (avril 1988-mars 1989), affirme la Long-Term Credit Banx (LTCB) dans ses prévisions économiques comparées pour le Japon et les Etats-Unis. L'amélioration par rapport à 1987 sera de 10 milliards de dollars à peine.

Les résultats qui seront publiés pour les mois de décembre 1987 et janvier 1988 traduiront inévitablement un gonflement nominal où déficit américain, puisque la *« couse en J »* va reprendre du service après la dépréciation brutale du billet vert depuis la fin du mois d'octobre. Cet effet monétaire, qui renchérit les achats des Etats-Unis à l'extérieur mais déprécie leurs exportations, avait progressivement disparu pendant la période de stabilisation relative, du dollar consécutive aux accords du Louvre de février 1987.

C'est ici que la politique intérieure américaine intrvient. Les Japonais ne croient pas qu'en une année électorale l'Amérique soit réellement détrminée à renoncer à cette facilité que représente une dépréciation graduelle du dollar.

Le prix à payer

Confronté au ralentissement de la croissance interne qui sera le prix à payer pour le krach boursier d'octobre et la réduction du déficit budgétaire, écrit la LTCB, *« le gouvernement des Etats-Unis, qui était face à une élection présidentielle, recherchera probablement une croissance liée à la demande extrne en permettant une certaine dépréciation du dollar pour éviter une récession »*.

— A moyen terme, estime-t-on à Tokyo, la correction imposée à un dollar trop longtemps sur-évalué va renforcer le *« retour de l'Amérique »* déjà perceptible sur les marchés extérieurs. Mais dans l'intervale, le *« double déficit »*, commerce et budget, doit être financé par l'appel aux capitaux des étrangers, au premier rang desquels les Japonais.

Si elles peuvent être convaincues que Washington ne poussera pas le billet vert à la hausse, le différentiel entre taux à long terme Américain et Japonais, actuellement supérieur à quatre points, aura un attrait irrésistible pour les grandes compagnies d'assurance et les banques fiduciaires nipponnes. Mais l'époque des placements *« les yeux fermés »* sur l'autre rive du Pacifique et révolue. Les autorités monétaires américaines sont priées de faire preuve d'une grande finesse dans la gestion de la monnaie et des taux d'intérêts.

« Une violente baisse du dollar n'équivaut pas forcément à un repli nominal important », rappellent les économistes de la LTCB. *« Ce qui compte*, précisent-ils, *c'est l'effet de cette baisse sur les marchés financiers et l'économie en général. »* Ainsi, la baisse de 100 yen de la valeur du dollar depuis l'accord du Plaza en septembre 1985 n'a pas empêché une diminution parallèle des taux d'intérêts américains.

Mais les nouveaux accès de faiblesse de la devise américaine au printemps et à l'automne 1987, bien que plus limités eb termes nominaux, ont entraîné une tension brutale sur les taux américains. En grande partie parce que Washington avait laissé la patience pourtant grande des investisseurs japonais. Personne n'a oublié la réaction de Wall Street, un certain lundi 19 octobre.

Il faudra plus d'un « bon » résultat du commerce extérieur américain pour mettre du baume sur ces plaies encore vives.

BERNARD HAMP.

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Giscard d'Estaing : seul le Japon a géré la crise

Analysant la situation économique internationale au Grand Jury RTL-*le Monde*, le dimanche 17 janvier, M. Giscard d'Estaing a fait la distinction entre économie réelle et économie monétaire.

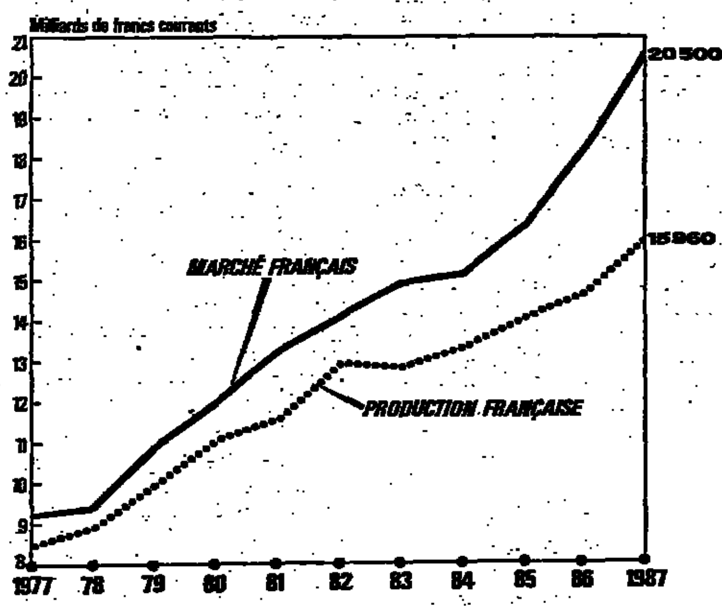
« La caractéristique de 1987, a-t-il déclaré, *c'est qu'on a vu qu'il y avait deux économies dans le monde à l'heure actuelle : il y a l'économie réelle et il y a l'économie monétaire. Les deux sont déconnectées. Ce qui explique d'ailleurs le côté complètement erratique, instable de l'économie monétaire. » « L'économie rélle dans le monde, en 1987, a été plutôt bonne, puisque les taux de croissance ont été relativement élevés, qu'il y a eu un certain recul du chômage aux Etats-Unis — malheureusement, pas en Europe — que le Japon a réussi pratiquement à rétablir sa situation, comme on le lui demandait. Donc, en termes réels, l'année 1987 a été plutôt bonne. En termes financiers, on a assisté à une grande secousse, qui n'est pas finie »*.

« La crise n'est pas gérée, a poursuivi l'ancien président de la République. *Le seul pays qui l'ait géré — il faut dire les choses comme elles sont — c'est le Japon. Car regardez ce que les Japonais ont fait depuis mai-juin dernier ! Ils ont fait ce que la communauté internationale attendait d'eux, c'est-à-dire qu'ils ont commencé à développer leur demande intérieure, et l'on assiste à une certaine réduction de leurs surplus. Et ils vont avoir en 1988 un taux de croissance supérieur aux prévisions. Donc, eux, ont géré la crise.*

» Les Allemands ne gèrent pas la crise. Ils s'obstinent à continuer à vouloir soigner une maladie dont ils ne sont pas atteints. Ils luttent avec une énergie admirable pour contenir une inflation qui n'existe pas, et qui n'est même pas menaçante.

» Quant aux Etats-Unis, jusqu'à présent, les mesures prises sont allées dans le bon sens, mais il est manifeste qu'elles sont trop timides.

Appareils ménagers : toujours 54 % d'importations



Comme chaque année à la veille du Salon des arts ménagers (qui s'est tenu du 15 au 18 janvier à Paris-Nord-Villepinte) les professionnels du secteur ont publié le bilan de leur activité : globalement 1987 a été un bon cru. La progression du marché français des appareils ménagers a atteint 12 % à 20,5 milliards de francs. La production des quatre-vingt-dix entreprises du secteur a connu une croissance de 6 % seulement (15,7 milliards de francs). Ces firmes (qui emploient trente-huit mille personnes environ) ont réalisé 41 % de leur chiffre d'affaires à l'exportation. Les importations, en progression de 12 %, d'appareils ménagers, ont couvert 54 % du marché français.

5e semaine nationale du transport

Les chargeurs préparent activement la libéralisation des acheminements du fret

La cinquième semaine nationale du transport sera inaugurée, le 19 janvier, par M. Jacques Douffiagues, ministre des transports. Jusqu'au 22 janvier, elle sera l'occasion de nombreuses conférences traitant de la manutention, de la gestion des parcs de véhicules, des télétransactions, des perspectives de la logistique et des différents modes de transport (fer, air, canal, mer, route).

Ces manifestations s'achèveront, le vendredi 22 janvier, par un colloque consacré aux perspectives ouvertes par la libéralisation des transports devant déboucher le 1er janvier 1993 sur un marché unique européen. Le matin, sous la présidence de M. Jean Chapon, président du conseil national des usagers du transport (CNUT), *« l'offre de transport en 1992 »* sera analysée. L'après-midi, la délicate question des relations entre la CEE et les autres pays européens sera abordée sous la présidence de M. Jan C. Terlouw, secrétaire général de la Conférence européenne des ministres des transpots.

Pour M. Chapon, il importe, grâce à cette cinquième semaine des transports, de démontrer aux chefs d'entreprise que leur compétitivité dépendra, de plus en plus, du transport de leurs matières premières et de leurs produits. *« Cette prise de conscience est d'autant plus importante que les dossiers évoluent très vite »*, déclare-t-il. *« L'Europe du transport routier hésite encore entre libéralisation et harmonisation, mais, en France, il est urgent de remettre de l'ordre après la disparition de la tarification routière obligatoire et la naissance d'une tarification de référence. On peut craindre, dans le domaine maritime, que les jeunes nations ne veuillent se réserver une part du transport des marchandises en vrac »*.

Un article de l'ancien président du système fédéral de réserve

Les dangers d'une baisse du dollar

(Suite de la première page.)

Cependant, ces données favorables me confirment dans l'idée que nous disposons encore d'un délai pour traiter d'une manière positive ces déséquilibres — à condition que les grandes puissances commerciales aient l'intelligence et la volonté politique d'agir en conséquence.

La clé du succès tient dans la capacité à convaincre les marchés que les nécessaires changements de politique sont entrepris, même si leurs effets bénéfiques tardent à se manifester. Mais il y a tout lieu de penser que c'est l'évolution du dollar sur les marchés des changes qui nous dira si l'indispensable effort de coopération est suffisant pour porter des fruits, si l'on va vers le succès ou si l'on court à l'échec.

Après avoir atteint son sommet en février 1985, le dollar n'a pas cessé de baisser depuis presque trois ans. Il se trouve aujourd'hui à son niveau historiquement le plus bas par rapport au yen, au deutschemark et à quelques autres monnaies importantes. Sans aucun doute, la surévaluation qu'il avait connue au milieu de cette décennie appelait-elle un ajustement de grande ampleur. Mais il devrait être clair, me semble-t-il, que ce serait prendre un risque considérable que d'attendre d'un ajustement supplémentaire des taux de change la correction des déséquilibres internationaux.

Selon les rapports de change actuels, les coûts horaires du travail sont déjà, aux Etats-Unis, substantiellement inférieurs à ce qu'ils sont en Allemagne et dans quelques autres pays européens, et probablement très légèrement supérieurs, sinon égaux, aux coûts japonais correspondants. En volume, les exportations américaines ont depuis un ou deux ans beaucoup augmenté, en dépit des faibles performances enregistrées sur certains marchés importants. En conséquence, plusieurs industries américaines parmi les plus compétitives par rapport à la concurrence étrangère ne disposent pratiquement plus de capacités excédentaires de production. Le chômage est tombé à son niveau le plus bas depuis dix ans et, dans beaucoup de régions des Etats-Unis, le marché de la main-d'œuvre est très tendu.

Certes, la dépréciation du dollar n'a, jusqu'à maintenant, pas donné naissance à de fortes pressions sur les prix intérieurs, contrairement à ce que l'expérience du passé semblait indiquer. Toutefois, dans les circonstances actuelles, une dépréciation supplémentaire du dollar comporterait très certainement plus d'inconvénients que d'avantages.

L'impression que les Américains voient, dans une baisse encore plus forte de leur monnaie, un moyen commode d'échapper à d'autres ajustements ne pourrait avoir qu'un seul effet : décourager les flux spontanés de capitaux vers les Etats-Unis. Le résultat final serait une hausse des taux d'intérêt et une diminution des investissements. Nous avons déjà eu en 1987 plus qu'un avant-goût d'une telle évolution. Les risques pour l'économie mondiale seraient encore aggravés par l'effet déprimant qu'une baisse du dollar ne devrait pas manquer d'avoir pour l'investissement et l'activité en Europe et ailleurs.

Quant aux conditions les plus importantes requises pour permettre à l'économie américaine et à l'économie mondiale de se rapprocher de l'équilibre — et partant pour assurer une plus grande stabilité des changes, — elles sont bien connues. En théorie, elles ne soulèvent guère d'objections. Il s'agit de la nécessité d'une discipline budgétaire aux Etats-Unis et d'une croissance plus forte dans quelques pays-clés. Cela a été répété à satiété, communiqué officiel après communiqué officiel. La réalisation d'un tel programme ouvrirait à l'économie manufacturière américaine de nouvelles occasions de se développer, mais celle-ci ne pourrait le faire qu'à la condition de comprimer ses coûts et d'améliorer sa productivité. Comme le plus gros des augmentations de production devrait être exporté (ou se substituer à des importations actuelles), il faut que la consommation se resserre aux Etats-Unis, si possible par le biais de mesures budgétaires.

Des progrès lents mais des facteurs favorables

Simultanément, le Japon, l'Allemagne, et quelques pays nouvellement industrialisés devront accroître leur consommation interne. Parce que ces pays jouissent de monnaies fortes, ils devraient être capables d'y parvenir, tout en maintenant la stabilité de leurs prix.

Dans la pratique, il s'est révélé très difficile de prendre les mesures appropriées pour appliquer ce programme, à commencer par la discipline budgétaire aux Etats-Unis. Il est vrai que le calendrier politique complique singulièrement les choses. Nous sommes dans une année électorale. Moment particulièrement mal choisi pour dégager un consensus effectif sur la politique budgétaire. Pour la même raison, on peut se demander si de fortes pressions ne vont pas s'exercer sur les autorités monétaires. D'un autre côté, les résultats médiocres enregistrés par l'économie allemande, et le peu d'enthousiasme montré par ce pays pour accélérer la croissance, empêchent les autres pays membres du SME de s'engager dans la voie de l'expansion.

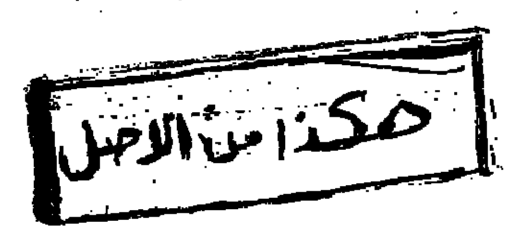
Mais des progrès lents ne signifient pas une absence de progrès. Comme je l'ai déjà dit, les plus récentes données sur l'économie américaine suggèrent que celle-ci n'a pas perdu son élan. Les résultats favorables acquis dans la lutte contre l'inflation ne sont pas encore remis en cause. En volume, les exportations américaines augmentent, tandis que nous voyons se développer au Japon — la deuxième économie du monde en importance — une vigoureuse expansion intérieure. Ce sont là, à tous égards, des facteurs favorables pour l'économie mondiale. Autres facteurs qui vont dans le bon sens, les quelques réductions de taux d'intérêt enregistrées en Allemagne, et la croissance qui semble solidement établie en Grande-Bretagne.

Peut-on assuré que ces signes de progrès vont se confirmer et se renforcer ? C'est d'une telle assurance dont nous avons besoin. L'accent mis de nouveau sur l'importance d'obtenir une plus grande stabilité des changes me semble un pas dans la bonne direction, à condition toutefois que les gouvernements, et plus spécialement celui des Etats-Unis, prennent conscience que les interventions sur les marchés des changes ne sont pas suffisantes pour réaliser leur volonté de stabilité. Celle-ci ne sera suivie d'effets qu'à condition d'être accompagnée de mesures plus fondamentales.

En ce qui concerne l'avenir, on peut aussi espérer que les expériences récentes auront convaincu les principales puissances économiques qu'elles doivent trouver des solutions plus durables pour promouvoir une plus grande stabilité des taux de change.

Le système des taux de change flottants paraît avoir dégénéré au fil des ans, aggravant l'instabilité et les déséquilibres. Autrement dit, ce système a débouché exactement sur le contraire de ce qu'en attendaient ses partisans. Tel est l'enseignement que nous devons tirer de l'histoire monétaire récente. Cela justifie qu'on intensifie les efforts communs pour en sortir.

PAUL VOLCKER.



Économie

SOCIAL

Une étude de l'INSEE

Plus de 1 million de personnes occupent des « petits boulots »

Les « petits boulots » sont une réalité massive. Le nombre de ceux qui exerçaient des activités de ce type a augmenté de 14,5% entre 1983 et 1987 (1). On comptait en mars dernier 1,2 million d'actifs dans ce cas, soit 5,4% des actifs occupés, sans les stagiaires ou les apprentis, selon une étude de l'INSEE publiée dans *Economie et Statistiques* (nº 205, décembre 1987).

A la recherche d'une définition, l'INSEE retient quatre catégories de situations pour cerner le phénomène. Les «horaires réguliers et réduits» (moins de vingt heures par semaine), qui sont effectués par 672000 personnes. Les «horaires réduits mais instables» (pour 59% d'entre eux, de moins de quinze heures), qui occupent 203000 personnes. Les «contrats temporaires», qui pourvoient à 169000 postes de travail, correspondent à des missions d'intérim de moins de quinze jours, à des contrats à durée déterminée inférieurs à un mois, et à des emplois compris entre un et trois mois, dont ceux offerts par les collectivités locales ou l'Etat. Les «travaux épisodiques», enfin, réalisés par les 116000 personnes qui ont travaillé au moins une heure la semaine précédente (2) sans exercer d'activité professionnelle ou occuper d'autre emploi rémunéré.

En majorité des hommes

Pour Mme Mireille Elbaum, auteur de l'étude de l'INSEE, cette population n'est ni homogène ni soumise aux même évolutions. Les emplois «épisodiques» vont le plus souvent à des personnes âgées de plus de cinquante ans (à 55 %), déjà marginales dans les petits boulots et spécialisées dans «le coup de main». Les emplois à temps réduit s'adressent surtout aux femmes de tous âges (à 82 % pour les horaires réguliers, à 61 % pour les irréguliers), maintenues dans une précarité différente de celle des salariés à contrat de travail temporaire. Un an après, plus d'un sur dix (13 %) se conclut à un retour à l'inactivité alors que les petits boulots temporaires conduisent eux au chômage, dans la même proportion. Le travail à temps partiel se rencontre d'abord dans les entreprises de moins de cinq salariés, tandis que les autres formules « sont plutôt un mode d'emploi de la main-d'œuvre adopté dans les entreprises moyennes ou grandes ».

Missions d'intérim courtes ou contrats à durée déterminée très limités sont d'ailleurs, à l'exception de ceux des collectivités publiques, occupés majoritairement par des hommes. Pour près de la moitié, ils sont même l'apanage des moins de vingt-cinq ans, pour qui ils constitueraient un sas ou une antichambre pour l'emploi. Lorsqu'ils n'ont pas déménagé – et 31 % le font, contre 13 % des actifs à temps réduit, – « 60 % des salariés très précaires ont, un an plus tard, un emploi prévu pour plus de trois mois », note Mireille Elbaum.

Salaires bas

Quant aux emplois eux-mêmes, ils sont assez typés. On y trouve les services directs aux particuliers (150 000), les emplois de la fonction publique (85 000), les professions de la santé ou du travail social (35 000) et les emplois d'ouvrier non qualifié accomplissant dans les entreprises les tâches de nettoyage (95 000). Le travail à temps partiel rassemble les indépendants, les aides familiaux, mais aussi des artisans et des commerçants. S'il s'agit d'emplois à durée limitée, les intérimaires sont plus facilement des ouvriers qualifiés, utilisés pour leurs compétences.

Globalement, c'est le tertiaire dit « mobile », concentré sur les services et le commerce, par opposition au tertiaire «à statut» (transports, télécommunications, assurances, services financiers) qui « *concentre entre un tiers et la moitié des petits boulots* ». L'industrie, pour sa part, ne serait majoritaire que dans les emplois précaires très courts, parfois spécialisés.

Les autres constatations vont dans le même sens. Jusqu'à la moitié de ceux qui pratiquent ces emplois « *n'ont aucun diplôme ou pas de diplôme supérieur au certificat d'études* ». La proportion est encore plus élevée pour les travailleurs à temps réduit (53 %) mais on trouve des bacheliers, des bachelières surtout, parmi les contrats limités des entreprises et les emplois temporaires des collectivités publiques. Les salaires sont relativement bas avec, une fois de plus, « *une démarcation nette* (...) *entre horaires réduits et contrats temporaires* ».

Pour les uns, dans la moitié des cas la rémunération ne dépasse pas 1 500 F par mois; pour les autres, 46 % gagnent entre 3 000 F et 4 500 F net par mois, 31 % entre 4 500 F et 6 000 F, avec un léger avantage pour les intérimaires. Les petits boulots, observe Mireille Elbaum, « *ne peuvent guère être le moyen de réaliser des gains substantiels ou d'entreprendre une carrière salariale normale* ».

Rien d'étonnant, donc, à ce que les personnes exerçant un petit boulot se considèrent comme privées d'emploi. Une sur dix est inscrite à l'ANPE, et deux sur dix se déclarent à la recherche d'une autre activité. Ce sont d'ailleurs les salariés à emploi de durée limitée qui se montrent les plus exigeants : jusqu'à 36 % d'entre eux se maintiennent sur les listes de demandeurs d'emploi.

Pour être plus facilement admise par ceux qui pratiquent les horaires réduits – et qui à 45 % occupaient encore un petit boulot l'année suivante, – la situation paraît donc mal vécue. Or le mouvement va plutôt dans le sens du développement pour ces formules d'emploi.

Entre 1983 et 1987, le nombre de postes à durée limitée s'est accru de 48%. Les activités à temps réduit ont connu l'expansion jusqu'en 1986 et ont diminué de 3,5% en 1987. Les critères de sexe ou d'âge semblent progressivement devoir se gommer. La permanence du chômage crée une autre situation.

ALAIN LEBAUBE.

(1) Mesurer de nouveaux comportements avec des instruments statistiques conçus en fonction de l'emploi stable et à durée indéterminée n'est pas aisé. Avec des critères plus larges, et fiables, les résultats auraient pu être différents.

(2) L'enquête sur l'emploi réalisée chaque année au mois de mars par l'INSEE reprend la définition du BIT selon laquelle est considérée comme active toute personne ayant déclaré avoir travaillé au moins une heure dans la semaine précédant le sondage.

Cinq conventions de l'OIT vont être approuvées par la France

La France va adhérer à cinq conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), a indiqué M. Philippe Séguin, le 12 janvier, en réunissant la commission consultative française de l'OIT en présence de M. Yvon Chotard, délégué du gouvernement à cette organisation. M. Séguin a annoncé l'engagement de procédure pour quatre approbations de conventions.

La première (nº 155) est relative à la « *sécurité, santé des travailleurs et milieu de travail* ». La seconde (nº 156) a trait à l'« *égalité des chances et de traitement des travailleurs ayant des responsabilités familiales* ». Le troisième texte (convention nº 158) concerne la « *cessation de la relation de travail à l'initiative de l'employeur* » et prévoit les motifs valables de licenciement et les possibilités de recours.

M. Séguin a estimé à ce propos que la loi du 30 décembre 1986 sur la suppression de l'autorisation administrative préalable pour les licenciements économiques « *répond bien aux exigences posées par la convention* ».

Le ministre des affaires sociales a également proposé la ratification de la convention nº 159 sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées. Ainsi, pour M. Séguin, « *avec 114 conventions ratifiées, la France continuerait d'être, après l'Espagne avec 115, le second Etat le plus attaché aux procédures normatives de l'OIT* ». « *Sous réserve d'un dernier examen technique* », la France adhérera à la convention nº 139 relative à la prévention et au contrôle des cancers professionnels.

Nouvelles suppressions d'emplois au Crédit du Nord en 1988

Le Crédit du Nord, qui se situe parmi les dix premières banques françaises, va réduire de nouveau ses effectifs en 1988. Selon la CFDT, « *des décisions aboutissant à un nombre de licenciements de l'ordre de 1 500 seraient prises lors d'un comité exécutif du Crédit du Nord le 27 janvier 1988* ». Pour la CFDT, ces difficultés sont « *le fruit d'erreurs de gestion successives, y compris au cours de l'année 1987* ». De son côté, la CGT parle du départ volontaire de 488 salariés dans le cadre d'un nouveau plan social et de 1 000 licenciements « secs ».

La direction du Crédit du Nord reconnaît qu'une nouvelle diminution de l'emploi pourrait intervenir en 1988 mais elle assure que tant le volume que les modalités des suppressions d'emplois ne sont pas arrêtés. Alors que la banque employait 9 200 personnes au 31 décembre 1987, le chiffre de 1 500 avancé par les syndicats est jugé exagéré. En 1986, puis en 1987, un plan social avait abouti au départ volontaire de 800 salariés (notamment par préretraites). Les résultats de 1987 se révélant négatifs – avec une perte de 115 millions de francs au premier semestre, – ce plan socialdevrait être poursuivi en 1988. Le Crédit du Nord, qui compte 600 guichets, pourrait également réexaminer ses implantations. La direction souligne que des négociations seront engagées fin janvier avec les partenaires sociaux avant que les mesures ne soient arrêtées en février en mars.

Grâce à une alliance intersyndicale

Un conseiller CFDT est élu à la présidence du conseil des prud'hommes de Paris

M. Gérard Feltin, conseiller prud'homal CFDT, a été élu le 12 janvier à la présidence du conseil des prud'hommes de Paris. Cette présidence sera effective pendant un an. En vertu de la règle d'alternance, le vice-président appartient au collège patronal et la présidence sera attribuée dans un an à un employeur, M. Feltin devenant alors vice-président.

Le résultat de cette élection est dû à une alliance entre la CFDT, FO, la CGC et la CFTC pour instituer une rotation des présidences tant du conseil que des sections. La CFDT a souligné que les syndicats représentatifs, à l'exception de la CGT, « *avaient créé majoritairement une règle de la répartition à la proportionnelle* ». La présidence ou la vice-présidence du conseil devrait revenir à la CFDT pour deux ans, puis ensuite à FO pour deux autres années. Les présidences de section devaient être réparties ainsi : l'agriculture et l'industrie pour la CGT, les activités diverses pour FO, l'encadrement pour la CGC, et le commerce pour la CFTC ou la CFDT. Selon FO, « *le patronat aurait préféré conserver une présidence CGT* ».

Lors de l'élection du 12 janvier, M. Feltin a obtenu 51,5% des voix (les quatre organisations alliées ayant obtenu aux élections prud'homales du 9 décembre dernier 55,86% à Paris). La CGT, qui était arrivée en tête avec 30,64% des voix, a vivement protesté contre son « *éviction* » de la présidence du premier conseil de prud'hommes de France. « *Ce n'est pas un hasard* », a-t-elle affirmé, si les quatre autres syndicats se sont retrouvés pour « *priver les salariés parisiens d'un vote de résistance à l'agression dont ils sont victimes* ».

ÉTRANGER

Pluie improbable, paix impossible

La faim ordinaire en Ethiopie

(Suite de la première page.)

Il a fallu multiplier les épandages aériens pour venir à bout d'un terrifiant nuage de 10 kilomètres carrés.

En Erythrée et au Tigré trois millions de personnes sont d'ores et déjà considérées comme « *à risque* », c'est-à-dire totalement dépendantes pour leur survie de l'aide internationale. Pour l'ensemble du pays, le gouvernement estime à 5,2 millions cette population vulnérable. Mais le chiffre de 7,3 millions est aujourd'hui le plus réaliste. Quant aux besoins extérieurs en nourriture que la Commission d'aide et de réhabilitation – RRC (2) – évalue à 1,3 million de tonnes, ils atteindront au minumum 2 millions de tonnes. « *Grâce à la bonne réponse des donateurs* [567 000 tonnes confirmées au 8 janvier), *on pourra tenir jusqu'en mai* », estime David Morton, le responsable en Ethiopie du Programme alimentaire mondial. « *Mais les pouvoirs publics devront bientôt lancer un nouvel appel à l'aide pour faire la soudure.* »

Depuis août et le début de la sécheresse, les indices de préfamine se multiplient. Sur les marchés locaux du Nord, le prix de la viande s'effondre alors que le tef – la céréale nationale – est inabordable. Un cycle infernal se remet en marche, qui pousse les paysans à court de stock à vendre leurs bêtes pour s'offrir quelques grains devenus rares. A Makalé, capitale du Tigré, on peut acheter les meilleurs « *filets mignons* » pour 20 francs français le kilo. Un mouton vaut 8 birrs (3) contre 40 birrs en temps normal. « *Si les prix tombent à 6 birrs, cela voudra dire que les paysans crèvent de faim* », prévient un observateur européen. Pour ceux qui ont déjà vendu leurs bêtes et mangé leurs semences, la prochaine récolte est compromise : comment retourner la terre sans traction animale et planter sans semis ?

Dans le Wollo, cinquante mille personnes sans ressources ont abandonné leurs villages et se dirigent vers Korem. Pour stopper leur progression, l'armée a dressé un barrage routier à 10 kilomètres de la ville. Plusieurs dizaines de milliers d'habitants du Wollo sont sur le point d'atteindre Ibnat dans le Gondar, qui fut en 1984 le premier grand camp de la faim. Eparpillés à travers la montagne, ils ont besoin d'une assistance rapide.

Depuis juillet, les opérations de réinstallation des paysans (*resettlement*) si décrié pendant la grande famine (4) ont repris. sept mille personnes ont quitté leur terre ancestrale pour le Sud fertile. « *Tous sont des volontaires* », affirme le « *camarade Jembere* », chef de la RRC. « *Lors de nos distributions alimentaires du Wollo, les gens sont venus avec leurs affaires. Ils ont préféré partir immédiatement ailleurs au lieu de rentrer chez eux à cause de la sécheresse.* » A Wukro, un vieux qui parle italien se déclare prêt à tenter sur l'heure sa chance dans le Sud. « *Je dis ça parce que j'ai faim, si je mange demain je dirai que je ne pars plus* », ajoute-t-il aussitôt. Début janvier, quatre cents « *déplacés* » ont fait étape à Addis-Abeba. « *Pour des volontaires, ils étaient très encadrés par l'armée* », remarque un résident français.

surtout pas de camps

Grâce au programme d'alerte anticipée (*Early Warning System*) piloté par le gouvernement et la FAO, la sécheresse a été détectée plus tôt qu'en 1984. Dès le mois de juillet, les photos satellites ne laissaient aucun doute sur les difficultés à venir. Les nappes phréatiques s'assèchent. La pluviométrie a brusquement fléchi. La déforestation se poursuit à force de couper les arbres pour préparer les repas chauds. « *On ne pourra pas dire qu'on n'était pas prévenu* », admettent les experts en place dans le pays. L'apport de nourriture n'est pas suffisant. On manque d'outils agricoles, d'engrais et de semences, de médicaments et de matériels pour réparer les puits hors d'usage.

Chacun sait, en Ethiopie, que seule une mobilisation préventive d'envergure permettra peut-être d'éviter une nouvelle catastrophe. « *Tant pis si certains continuent de taper sur le cheval mort* », glisse un fonctionnaire européen à propos des critiques violentes formulées en 1985 sur l'usage de l'aide. « *L'urgence est là. Si on n'intervient pas maintenant, le bilan sera beaucoup plus lourd dans un an...* »



Les organisations humanitaires et la RRC s'accordent sur un objectif : fixer les populations là où elles vivent ; éviter coûte que coûte la reconstitution des camps, foyers de contamination, où on mourait il y a seulement trois ans de faim et du choléra. Après les distributions alimentaires les gens rentrent chez eux. Nul ne prend même l'initiative de garder les enfants en état de marasme dont le nombre va croissant. « *Les familles s'installeraient et on n'échapperait pas aux camps* », entend-on à Wukro. Une aide médicale est apportée çà et là par les Médecins sans frontières belges – dans le Tigré – ou l'Action internationale contre la faim (AICF) implantée en Erythrée.

L'arme alimentaire

Depuis sa première distribution le 26 novembre, la Croix-Rouge a nourri 750000 Tigréens. Elle espère pouvoir approvisionner 300000 personnes supplémentaires. Mais après ? « *Si les autres centres ne font pas leur travail, on ne sera pas en mesure de distribuer des rations complètes. A la première rupture de stock, nos bénéficiaires seront touchés* », s'inquiète un responsable. Par manque de moyens, le Secrétariat catholique sert des parts insuffisantes. Quant aux distributions de la RRC, de moindre importance, elles profitent aussi à l'armée et aux miliciens qui gardent les villages du Nord.

L'écueil majeur vient de cette guerre qui ne veut pas dire son nom entre les forces gouvernementales et les rebelles de l'Erythrée et du Tigré. Après leur coup d'éclat du 23 octobre contre un convoi des Nations unies (5), ils ont détruit une quinzaine de véhicules éthiopiens, pourtant étrangers à l'acheminement de l'aide. Leurs attaques intempestives incitent les autorités d'Addis à fermer trop souvent les routes (6). « *En 1984-1985, les rebelles n'ont pas été payés d'avoir laissé passer la nourriture. Cette fois, ils sont décidés à exploiter une nouvelle famine au mieux de leurs intérêts*, explique Jean-Jacques Frésard, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). *En contrôlant les routes, ils ont une emprise sur l'aide, donc sur la population. Ils tiennent l'arme alimentaire.* » Les céréales arrivent sans difficulté à Assab et Massawa, les deux ports de la mer Rouge. Mais elles peuvent être bloquées plusieurs semaines avant d'atteindre les lieux de distribution. Pour un trajet de cinq heures, les camions mettent parfois cinq jours.

Très spectaculaire mais aussi fort coûteux (300 dollars la tonne), le pont aérien n'est pas la panacée. Les cinq Hercules transportent chacun 18 tonnes de grains contre 220 tonnes pour les convois roulants de dix véhicules.

Comment couvrir des besoins mensuels qui s'élèvent au minimum 100 000 tonnes, voire 160 000 tonnes ? Pour nombre d'observateurs, aucune solution n'apparaîtra sans une « *trêve de la paix* » en Erythrée, suivie d'une ouverture permanente des routes. Mais dans l'esprit des rebelles, le chantage sur l'aide est une aubaine pour se faire connaître, sinon reconnaître. Ils se moquent du statut d'autonomie que confère la nouvelle Constitution aux cinq régions de l'ancienne Abyssinie, dont l'Erythrée et le Tigré. « *C'est la même viande avec une sauce différente...* » La situation depuis vingt-six ans paraît inextricable. On prête au Front de libération érythréen le désir de prendre le pouvoir... à Addis.

De son côté, le gouvernement ne conçoit pas un instant une Ethiopie privée de fenêtres sur la mer Rouge. Il préfère consacrer la moitié de son budget à une chasse aux « *bandits* » qui mobilise cent mille soldats dans le Nord. S'ajoute enfin le jeu des Soviétiques, qui soutiennent le régime du président Mengistu tout en épaulant discrètement la guérilla. « *L'an passé, l'URSS a refusé au chef de l'Etat une commande d'armes pour ne pas déséquilibrer la partie. La survivance du conflit est la raison d'être des Russes en Ethiopie* », dit un responsable de l'aide humanitaire. Quel est le rapport avec la faim et la surmortalité infantile ? Les paysan du Tigré le savent. Pendant la veillée de Noël, à Makalé, dans l'église Saint-Michel baignée d'encens, ils ont prié pour que reviennent la paix et la pluie.

ERIC FOTTORINO.

(2) Il s'agit d'un organisme d'Et[at] chargé des opérations d'urgence.

(3) 1 birr = 3 francs.

(4) En 1984-1985, un million de pa[y]sans ont ainsi été déplacés dans [des] conditions souvent inhumain[es]. Cent mille d'entre eux auraient trou[vé] la mort. Le gouvernement a toujo[urs] démenti ce chiffre. Il a seulem[ent] reconnu que des erreurs avaient [été] commises.

(5) Une vingtaine de camions tr[ans]portant de la nourriture ont été b[rûlés] avec leur chargement (*le Monde* 9 décembre 1987).

(6) Quatre jours après notre pa[ssage] à Wukro, la Croix-Rouge n'a pu p[rocé]der à sa distribution, les routes aya[nt été] coupées. Cette ville est le théât[re de] batailles régulières entre les rebel[les et] l'armée.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Béghin Say

Groupe Beghin-Say

Le conseil d'administration de Beghin-Say s'est réuni le 14 janvier 1988 sous la présidence de M. Jean-Marc Vernes et a examiné les résultats de la stratégie mise en place depuis deux années et les perspectives de développement dans le cadre de la stratégie du groupe Ferruzzi.

Recentrant ses activités dans le domaine industriel, Beghin-Say a, dans une première étape, filialisé ses activités papetières Kaysersberg et Corbehem et cherché à garantir un développement plus autonome de ces dernières en s'associant à de puissants partenaires industriels.

Ce fut, récemment, le cas pour Kaysersberg, dont Beghin-Say a cédé 50 % du capital à James River Corporation.

Quant à Corbehem, un accord devrait être prochainement trouvé avec Feldmuehle, les procédures d'audit prévues par la lettre d'intention signée le 14 octobre 1987 étant terminées.

Le président a rendu compte de la restructuration du portefeuille de la société.

En fin d'année 1987 Beghin-Say a :

1. Procédé à un échange avec soulte (273 MF) de la totalité des actions Montedison qu'elle détenait et de l'ensemble des actions Saint-Louis que European Sugars France avait acquises depuis mai 1987.
2. Acquis, pour 339 MF, 48,5 % de la holding britannique Agricola UK. Beghin-Say détient donc désormais 98,50 % de cette société qui contrôle 100 % de Central Soya.

Au cours du premier trimestre 1988, Beghin-Say complétera son portefeuille de titres agro-industriels en :

– portant sa participation dans Cerestar BV au-delà de 50 % ;
– acquérant les titres de la société italienne Olii Risi détenus actuellement par Ferruzzi Agricola Finanziaria.

Ainsi Beghin-Say, leader sur le marché du sucre en France, contrôlera, grâce à Cerestar, un peu plus de 35 % de l'amidon industriel en Europe et sera l'un des groupes les plus puissants au monde dans le domaine de l'huile par Central Soya et Olii Risi. Par ailleurs, Beghin-Say souhaite parvenir à un accord sur Lesieur avec les actionnaires de Saint-Louis.

L'exercice 1988 devrait permettre à Beghin-Say de réaliser un chiffre d'affaires consolidé de 30 milliards de francs.

Le président a enfin informé le conseil des résultats provisoires de Beghin-Say, société mère, en 1987.

Ces chiffres, non certifiés à ce jour par le collège des commissaires aux comptes, sont les suivants (en millions de francs) :

Résultat d'exploitation	823
Résultat financier	(201)
Résultat courant	622
Résultat avant impôt et participation	1 766
Résultat exceptionnel	1 144
Impôt sur les sociétés	265
Résultat net	1 501

Le poste résultat exceptionnel prend notamment en compte les plus-values réalisées sur :

– l'apport d'immobilisations incorporelles à Kaysersberg ;
– la cession de 50 % de Kaysersberg à James River ;
– la filialisation de la division Corbehem.

et la moins-value dégagée lors de l'échange des actions Montedison contre les actions Saint-Louis dont les valeurs respectives ont été déterminées selon une méthode faisant intervenir la situation nette consolidée de ces groupes et le cours de la Bourse.

Le conseil d'administration de Beghin-Say sera à même de proposer à la prochaine assemblée générale la mise en distribution d'un dividende net de 20 F par action et certificat d'investissement auquel s'ajoute un avoir fiscal de 10 F.

CNIM

Constructions Industrielles de la Méditerranée

– Le bénéfice net prévisionnel de l'exercice 1987 s'établit à environ 38 millions de francs (contre 31,9 millions en 1986).

– Le chiffre d'affaires estimé de 840 millions de francs n'est pas comparable à celui de 1986 (890 millions de francs) du fait de la livraison au cours de l'exercice précédent d'une usine d'incinération d'ordures ménagères d'un montant exceptionnel.

L'activité prévue pour l'exercice 1988 comportera des résultats en sensible amélioration.

Merlin

En accord avec la famille Merlin, la SA Cambaceres, filiale du groupe Banque La Hénin, a pris une participation de 35 % dans la SA Merlin.

La Banque La Hénin, spécialisée dans les financements immobiliers, a accompagné, depuis plus de vingt ans, la SA Merlin dans toutes ses opérations.

silic

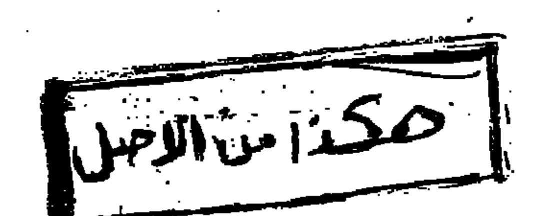
Le montant des loyers émis par la société au cours de l'année 1987 est le suivant comparé à celui de l'année 1986 (en milliers de francs) :

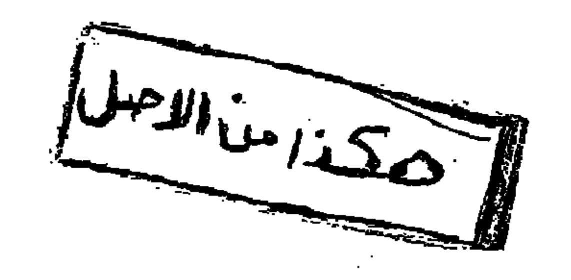
	1986	1987
1er trimestre	40 490	45 730
2e trimestre	42 093	47 583
3e trimestre	43 565	48 292
4e trimestre	43 568	48 403
Total	169 716	190 008

Soit une progression de 11,96 %.

Avis aux actionnaires de Diners Club Middle East SA, Panama

Tout montant vous revenant de la liquidation de cette société est déposé en votre nom auprès de Fides, 37, avenue de Rumine, 1005 Lausanne, Switzerland, où vous pouvez le percevoir contre remise de votre certificat d'actions.





Marchés financiers

La Cerus de M. Carlo De Benedetti lance une OPA sur la Société générale de Belgique

Le holding Cerus (Compagnies européennes réunies), dont le président est M. Carlo De Benedetti et le directeur général M. Alain Minc, lance une offre publique d'achat sur le capital de la Société générale de Belgique (CGB), dont il contrôle déjà, directement ou indirectement, 18,6 %. Il veut faire de la SGB le premier grand holding d'Europe en prévision de l'échéance de 1992, date à laquelle les frontières financières seront totalement abaissées dans la CEE.

Cette initiative a été rendue publique, le lundi 18 janvier à 11 h 30, à l'issue d'un conseil d'administration qui entérinait l'entrée de Cerus à hauteur de 25 % dans le capital de la Banque Dumenil-Leblé, présidée par M. Jacques Letertre (*le Monde* du 16 juin 1987). Le même communiqué précise que Dumenil-Leblé avait porté sa participation dans la Société générale de Belgique des 3 % acquis l'été dernier à 10,8 % au total, tandis que Cerus, déjà actionnaire pour 1 % dans la SGB, en détenait 7,8 % depuis le 18 janvier 1988.

Ainsi se trouve dévoilée l'identité des mystérieux acheteurs, qui, depuis le début de l'année, avaient raflé plus de 10 % du capital de la Société générale de Belgique, dont près de 3 % à la veille du week-end : avec ses 18,6 %, le tandem Cerus-Dumenil Leblé est désormais le premier actionnaire connu de la « Générale », loin devant Gaz et Eaux, filiale de la banque Lazard (4 %).

En lançant son OPA, véritable coup de tonnerre dans le ciel européen, Carlo De Benedetti affiche clairement ses intentions : proposer à la Société générale de Belgique, avec l'apport de ses propres participations, de jeter les bases du premier grand holding communautaire, concept qui n'existe pas encore et qui reste donc à créer.

L'entreprise est de taille et il est probable que l'initiative fracassante de M. De Benedetti se heurtera en Belgique à une opposition moins « capitaliste » que nationaliste et culturelle. La SGB, véritable Etat dans l'Etat belge, contrôle le tiers de l'économie du pays. Présidée par le « gouverneur » (c'est tout dire) René Lamy, assisté par son vice-président, le vicomte Etienne Davignon, ancien vice-président de la Commission de la CEE de 1977 à 1985, de son siège de la rue Royale à Bruxelles, elle a la haute main sur la moitié des cinquante premières sociétés belges.

Pour un tiers, ses participations sont à caractère financier : Société générale de banque (n° 1 du pays), compagnie d'assurances Royale, etc.) s'y ajoutent pour 15 % des intérêts dans l'énergie et l'électronique (Tractebel, Electrafina), ainsi que plus des intérêts importants dans la chimie (Gechem), le diamant (Sibeka), le ciment (CBR), le transport (CMB), le commerce international (General Trading). C'est dire à quel point l'OPA de Cerus va perturber une communauté financière belge qui, par certains côtés, est restée très figée avec *un establishment* dont le mode de vie semble dater de trente ans au moins, comme en Espagne, et qui, brutalement, doit faire face à une attaque frontale.

Ajoutons qu'en Belgique la minorité de blocage dans un capital n'est que de 25 %, que les contrôles s'effectuent, en général, avec 20 % des actions d'une société et souvent bien moins, et qu'enfin la baisse des cours de Bourse au dernier trimestre 1987 a facilité le « ramassage » de Cerus-Dumenil-Leblé, préfiguration d'opérations analogues dans les mois qui viennent.

La Société générale de Belgique a annoncé, le lundi 18 janvier, qu'elle s'opposerait à la prise de contrôle lancée par M. De Benedetti, président Cerus. Pour ce faire, elle a décidé d'augmenter son capital en se servant de l'autorisation donnée par l'assemblée générale des porteurs de parts, en septembre dernier. Selon toute vraisemblance, le nombre des actions de la Société générale passera de 16 millions à 27 millions.

FRANÇOIS RENARD.

CORRESPONDANCE

Liquidation et défense du Vaudreuil

Après l'article intitulé « le Vaudreuil, la mort subite d'une ville nouvelle » (le Monde *du 2 janvier*), *M. Bernard Amsalem, maire (socialiste) de Val-de-Reuil (Eure), la principale commune de la ville nouvelle nous demande d'apporter les précision suivantes :*

Si huit cents logements sont actuellement libres d'occupants, cette situation n'est pas, comme vous le laissez entendre, due au fait que *« cette ville nouvelle n'a jamais bien marché »*. Cinq cents de ces logements n'ont jamais été mis sur le marché du fait de vices de fabrication, il n'est pas question de les commercialiser avant réhabilitation.

D'autre part, près de quatre mille cinq cents emplois ont été créés ces dix dernières années par des entreprises telles que Burroughs, Pasteur Vaccins, Matra. Il y a quelques semaines, les laboratoires Janssen décidaient de s'installer, créant immédiatement quatre cent cinquante emplois. »

A propos des objectifs démographiques, le maire ajoute : Cela fait maintenant neuf années que ces objectifs [100000 habitants] ont été ramenés à 25000 habitants. Vous écrivez aussi que *« chaque année, l'Etat a dû combler les déficits »*. Sachez que comme dans toutes les villes nouvelles, l'Etat apporte une contribution annuelle. Mais celle-ci est définie lors de l'élaboration des budgets prévisionnels de la mairie ou du Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) et de l'Etablissement public. Et non pas *a posteriori* pour combler des déficits.

La ville de Val-de-Reuil n'est en rien dissoute, son développement se poursuit en s'appuyant sur d'autres structures que l'Etablissement public.

[Maire de la principale commune (mais non la seule) de la ville nouvelle du Vaudreuil, M. Amsalem a pu légitimement être peiné par la décision du gouvernement de supprimer l'Etablissement public, mais, en vérité, il s'y attendait depuis plusieurs mois. S'il est exact que des emplois ont été créés, c'est sur l'impulsion active de la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR), et essentiellement jusqu'aux années 1981-1982. Par la suite, le mouvement s'est ralenti, alors que l'on assistait à une sorte de « fuite en avant » dans la construction de logements, notamment sociaux.

C'est désormais la SEMEDE, une société d'économie mixte, créée de longue date sur l'initiative du conseil général de l'Eure et des principales villes du département qui prendra en charge les opérations d'aménagement. Elle sera assistée dans cette tâche par l'Agence financière et technique de la région parisienne, établissement public (pour le remboursement des emprunts), et par la SCET, filiale de la Caisse des dépôts pour la recherche d'activités créatrices d'emplois.

Les données politiques locales (le conseiller général de Val-de-Reuil, canton créé en 1985, est UDF, alors que le maire est socialiste) avivent les polémiques... — *F. Gr.*]

Le Comptoir des entrepreneurs se dote d'une filiale bancaire

Le Comptoir des entrepreneurs vient de se doter d'une structure bancaire, dénommée CDE-Banque, a annoncé, en fin de semaine, son président, Mme Paule Dufour.

Agréée par le comité des établissements de crédit en novembre dernier, la nouvelle banque, filiale à 99,99 % du Comptoir des entrepreneurs, débutera ses activités au cours du premier trimestre 1988, avec un capital initial de 30 millions de francs.

Elle sera présidée par M. Philippe Jurgensen, administrateur directeur général du Comptoir, son directeur général étant M. Wallerand Desfyons.

Les activités de CDE-Banque seront regroupées autour de deux pôles. D'une part, les opérations de marché pour le compte du groupe et, en particulier, des opérations d'ingénierie financière. D'autre part, les opérations clientèle, principalement orientées vers la gestion collective d'épargne.

Banque monoguichet fonctionnant au départ avec une équipe de sept personnes, CDE-Banque devrait recourir au réseau de trente-trois points de vente du Comptoir des entrepreneurs pour diffuser ses produits.

Pour la maison mère, cette création répond à un souci de diversification. Du fait de son statut d'IFS, le Compteur des entrepreneurs se trouve cantonné dans son métier d'origine, le financement de l'immobilier. CDE-Bansue *« pourra proposer des produits dans d'autres domaines »*, a indiqué Mme Dufour.

Cette diversification intervient à un moment où l'institution subit le contrecoup de la désinflation. Les remboursements anticipés de prêts immobiliers, accordés en période de haut taux d'intérêt, se sont multipliés l'an passé, du fait d'une concurrence exacerbée du secteur bancaire, pour porter sur environ 14 % des encours. En outre, le Comptoir des entrepreneurs aura dû renégocier avec sa clientèle, à un taux inférieur jusqu'à 3 points au taux initial, près de 2 milliards de francs de crédit.

Parallèlement, l'établissement a entrepris de restructurer ses ressources, enregistrant de ce fait des moins-values, qui seront comptabilisées en totalité sur l'exercice 1987.

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 7 janv.
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	397 530
dont :	
Or	223 347
Disponibilités à vue à l'étranger	94 866
ECU	80 985
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 330
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	47 518
dont :	
Concours au Trésor public	36 500
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	286 792
dont :	
Effets escomptés	60 168
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	75 911
5) DIVERS	14 057
Total	821 810

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	222 689
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	21 778
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	91 783
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	135 855
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	83 503
5) ECU A LIVRER AU FECOM	74 073
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	259 363
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 206
8) DIVERS	13 260
Total	821 810

Taïwan

Ouverture du marché aux étrangers

Le Parlement de Taïwan a voté une révision de la règlementation nationale en matière boursière autorisant, pour la première fois, les agents de change étrangers à établir des succursales dans le pays.

Un responsable de la commission des opérations boursières a indiqué que les charges étrangères obéiraient aux mêmes règles que les charges taïwanaises. Elles interviendront dans un premier temps sur le marché local, et éventuellement à l'étranger par la suite.

Les courtiers étrangers seront autorisés à s'associer avec des agents de change nationaux, a précisé ce responsable, ajoutant que le gouvernement devait encore décider de la part de contrôle permise aux étrangers.

La nouvelle loi abolit aussi l'interdiction, vieille de quinze ans, faite aux citoyens de Taïwan d'ouvrir de nouvelle firmes de courtage. Jusqu'à présent, le nombre d'agents de change était limité à quatorze.

La Bourse de Taïpeh a une capitalisation de 10 milliards de dollars, soit un cinquième de celle de Hong-kong.

TOKYO, 18 janvier ↑

Nette hausse

La Bourse de Tokyo a enregistré une forte hausse lundi 18 janvier, après un week-end de trois jours et l'annonce d'une nette réduction du déficit commercial américain en novembre. L'indice Nikkeï, qui avait gagné 278,66 yens jeudi, a terminé la séance en hausse de 306,55 yens, à 22 910,20 yens (+ 1,35 %). Le Nikkeï avait gagné jusqu'à 497,71 yens au cours des premiers échanges. A la mi-séance, l'indice général progressait de 32,35 points, à 1 832,71. Le volume des échanges atteignait 430 millions d'actions.

Les valeurs d'exportation ont été dopées par le sursaut du dollar sur le marché des changes, qui a clôturé en hausse lundi, à 130,50 yens, contre 126,95 yens jeudi. Au cours des échanges, la monnaie américaine a été cotée jusqu'à 131,70 yens.

VALEURS	Cours du 14 janv.	Cours du 18 jan.
Akaï	450	464
Bridgestone	1 200	1 240
Canon	941	995
Fuji Bank	3 100	3 150
Honda Motors	1 330	1 380
Matsushita Electric	2 270	2 350
Mitsubishi Heavy	527	546
Sony Corp.	4 900	4 980
Toyota Motors	1 830	1 880

FAITS ET RÉSULTATS

● **Le bénéfice consolidé de Drouot Assurances en hausse de 30 %.** — Le groupe Drouot Assurances (groupe AXA) annonce, pour 1987, un résultat net consolidé (part du groupe) en hausse de 30 %, à 710 millions de francs (soit 44 F par action). Pour la seule société mère, il s'inscrit à 325 millions de francs (contre 247 millions en 1986). De son côté, le groupe Présence Assurances affiche, pour 1987, un bénéfice net consolidé de 239 millions de francs, un chiffre qui n'est pas comparable à celui de l'année précédente en raison de la restructuration intervenue en cours d'année. Mais le dividende *« devrait progresser sensiblement »*. A propos des différentes holdings du groupe, AXA indique que la Compagnie financière Drouot (qui contrôle Drouot Assurances, Présence Assurances et AXA International au travers de Patrimoine Participations et AXA Assurances Holding) a réalisé un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 390 millions de francs. Patrimoine Participations (qui contrôle Drouot Assurances, Présence Assurances et AXA International au travers d'AXA Assurances Holding) a dégagé un résultat net consolidé (part du groupe) d'environ 550 millions de francs. Ces chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes en raison de la restructuration intervenue en septembre 1987.

● **Fokker licencie.** — L'avionneur néerlandais Fokker supprimera 1 730 emplois d'ici à la fin de 1989, sur un effectif total de 11 000 personnes. Cette réduction du nombre des salariés fait partie du plan de redressement de la société, mise en difficulté par une commercialisation trop lente du Fokker 100. Le gouvernement néerlandais lui a accordé une aide de 500 millions de florins (167 millions de francs), à condition que le constructeur réduise ses coûts de production de 10 % et qu'il trouve un partenaire pour développer de nouveaux avions.

● **Accord American Express-SNCF.** — American Express et la SNCF ont signé un accord qui prévoit l'acceptation progressive par la SNCF de la carte American Express à ses guichets comme moyen de paiement. En échange, le groupe américain s'engage à promouvoir les voyages en train auprès des vingt-six millions de porteurs de sa carte et à traiter avec la SNCF pour commercialiser sur le marché nord-américain tous les trajets ferroviaires en Europe.

● **Des moteurs français pour la marine indienne.** — La société SEMT-Pielstick, filiale du groupe Alsthom, vient de remporter, face à une vive compétition internationale, la commande de quatorze moteurs Diesel pour la marine indienne. Ces moteurs seront construits dans l'établissement de Saint-Nazaire de la SEMT-Pielstick et livrés au chantier naval coréen Tacoma, pour équiper une série de patrouilleurs de haute mer de la marine indienne. SEMT-Pielstick a enregistré 1,2 milliard de francs de commandes en 1987, dont les trois quarts à l'exportation.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	720	....
Alain Manoukian	189	185
Arnault & Associés	341	330
Asystel	250	255
B.A.C.	435	430
B. Demachy & Assoc.	377 50	375
B.I.C.M.	670	650
B.I.P.	400	402
Bolloré Technologies	655	650
Boisset	620	635
Câbles de Lyon	895	895
Calberson	540	561 d
Canal Plus	371	380
Cardif	1000	1010
C.D.M.E.	769	800
C. Equip. Elect.	294	294 50
C.E.G.I.D.	481 20	462
C.E.G.E.P.	133	133
C.E.P.-Communication	820	805
C.G.I. Informatique	452	452
Ciments d'Origny	385	380
C.N.I.M.	254 40	255
Concept	205	200
Conforama	430	430
Dafsa	144	145
Dauphin O.T.A.	2650	2700
Devanlay	1190	1220
Deville	680	675
Drouot-Ob. convert.	....	....
Editions Belfond	102	100
Elect. S. Dassault	345	345
Elysées Investiss.	15 20	15 05
Expand	375	380
Filipachi	288	285
Finacor	384	411 40 d
Guintoli	565	570
Guy Degrenne	770	750
I.C.C.	232	222 50
IDIA	149	149
I.G.F.	90	91
IM2	100	100
Int. Metal Service	160	162
La Commande Electro.	214	210
Le gd livre du mois	164	....
Loca Investissement	260	257
Locamic	155	150
Marzeau	260	250
Marin Immobilier	300	300
Metallurg. Minière	127	117 o
Métrologie Internat.	265	275
Métroservice	115	110 40
M.M.B.M.	455	450
Molex	200 50	....
Navale-Delmas	552	552
Olivetti-Logabax	173	173
Om. Gest.Fin.	288	280
Petit Bateau	117 10	121 80
Petrofigaz	304	277 30 o
Pier Import	160	160
Prouvost (C. In. & Fin.)	100 50	100 80
Razel	623	610
St-Gobain Emballage	986	986
St-Honoré Matignon	120	120
S.C.G.P.M.	128	122 90
Segin	257	250
Sema-Metra	385	386
S.E.P.	775	790
S.E.P.R.	920	930
Sligos	880	849
S.M.T.Goupil	196 80	189 o
Sodexho	565	565
Sofibus	389	350
Supra	225	216
TF 1	170	170
Union Financ. de Fr.	356 60	342 20
Valeurs de France	304	304

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES

le 22-1-88 à 17 heures

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier	Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier	Juin dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Lafarge Cop.	1100	148	170	–	–	–	118	–	–
Paribas	320	17	21	–	–	38	47	–	–
Peugeot	1000	75	110	–	–	128	–	–	–
Thomson-CSF	152	16	18	–	–	31	–	–	–
Elf-Aquitaine	240	23,50	34	–	–	17,50	24	–	–
Midi	1100	109	145	–	–	135	–	–	–

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 15 janv. 1988

Nombre de contrats : 50 000

COURS	ÉCHÉANCES Mars 88	Juin 88	Sept. 88	Déc. 88
Dernier	98,55	97,40	96,90	96,50
Précédent	97,40	96,30	95,90	–

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,6975 F ↑

Après avoir grimpé en flèche, le vendredi 15 janvier dans l'après-midi, suite à l'annonce d'un déficit commercial américain (13,2 milliards de dollars en novembre), nettement inférieur à celui d'octobre, le dollar s'est stabilisé à un haut niveau sur les différentes places. Il s'échangeait à 5,6975 F le 18 janvier, contre 5,67 F le 15 janvier au soir.

FRANCFORT	15 janv.	18 jan.
Dollar (en DM)	1,6850	1,69
TOKYO	**15 janv.**	**18 jan.**
Dollar (en yens)	Clos	1,3050

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (18 jan.)	7 5/8 %
New-York (15 janv.)	7 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)

	14 janv.	15 janv.
Valeurs françaises	95,9	
Valeurs étrangères	102	

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	271,3	270,8

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	14 janv.	15 janv.
Industrielles	1916,11	1956,07

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	14 janv.	15 janv.
Industrielles	1 424,5	1 436,7
Mines d'or	308,6	294,5
Fonds d'Etat	87,38	87,96

TOKYO

	14 janv.	18 janv.
Nikkeï Dow Jones	22 683,65	22 910
Indice général	1 800,36	1 828,09

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E-U.	5,6920	5,6950	+ 30	+ 45	+ 65	+ 98	+ 308	+ 380
$ can.	4,4158	4,4216	– 39	– 20	– 80	– 43	– 92	– 3
Yen (100)	4,3583	4,3640	+ 140	+ 165	+ 272	+ 311	+ 911	+1 018
DM	3,3716	3,3748	+ 118	+ 137	+ 240	+ 265	+ 784	+ 855
Florin	3,0013	3,0045	+ 86	+ 100	+ 168	+ 189	+ 582	+ 641
FB (100)	16,1361	16,1492	+ 131	+ 219	+ 299	+ 439	+1 277	+1 714
FS	4,1306	4,1358	+ 212	+ 232	+ 395	+ 426	+1 110	+1 283
L (1 000)	4,5912	4,5974	– 114	– 75	– 224	– 168	– 581	– 447
£	10,0663	10,0773	– 95	– 57	– 181	– 115	– 414	– 216

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U.	6 5/8	6 7/8	6 7/8	7	6 15/16	7 1/16	7 1/4	7 3/8
DM	3	3 1/4	3 1/4	3 3/8	3 5/16	3 7/16	3 1/2	3 5/8
Florin	4	4 1/4	4 1/8	4 1/4	4 1/8	4 1/4	4 5/16	4 7/16
F.B. (100)	6 5/8	7 1/8	6 1/2	6 13/16	6 1/2	6 13/16	6 9/16	6 15/16
F.S.	0 1/4	0 3/4	1 5/8	1 3/4	1 15/16	2 1/16	2 7/8	3
L (1 000)	9 1/4	10	9 7/8	10 3/8	10 1/4	10 5/8	10 3/4	11 1/8
£	7 5/8	7 7/8	8 9/16	8 11/16	8 13/16	8 15/16	9 1/4	9 3/8
F. franç.	7 1/4	7 3/4	8 5/16	8 7/16	8 1/2	8 5/8	8 7/8	9

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la Place.

Marchés financiers

BOURSE DU 15 JANVIER

Cours relevés à 17 h 31

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1806	4,5 % 1973	1755	1755	1755	....
4128	C.N.E. 3%	4040	4022	4022	- 0 45
1053	B.N.P. T.P.	1020	1020	1020	....
1030	C.C.F. T.P.	1000	985	985	- 1 49
1036	Créd. Lyon. T.P.	1031	1030	1030	- 0 10
1280	Renault T.P.	1262	1250	1250	- 0 94
1725	Rhône-Poul. T.P.	1621	1601	1615	- 0 38
1220	St-Gobain T.P.	1240	1240	1240	....
1150	Thomson T.P.	1135	1133	1133	- 0 17
320	Accor	307	305	316	+ 2 93
415	Agence Havas	385 50	398	400	+ 3 75
520	Air Liquide	473 10	478	476	+ 0 61
2000	Alcatel	1850	1840	1915	+ 3 51
1280	Als. Superm.	1235	1235	1235	....
230	A.L.S.P.I.	191	194	208	+ 8 90
255	Alsthom ★	222	226	220	- 0 90
1520	Arjom. Prioux	1545	1605	1618	+ 4 72
330	Aussedat-Rey	293	298 90	310	+ 5 80
760	Av. Entrepr. ★	785	790	785	....
705	Av. Dassault ★	690	685	695	+ 0 72
280	BAFIP	272	285	284	+ 4 41
280	Bail-Equipem. ★	283	288	289 80	+ 2 59
940	Bail Investiss.	930	930	960	+ 3 23
280	B.N.P. C.I.	220	218	222	+ 0 91
360	Cie Bancaire ★	345	342	364	+ 5 51
240	Bazar H.-V.	275 20	273	293	+ 6 32
340	Béghin-Say ★	305	304	319	+ 4 59
610	Berger (Mé)	505	500	500	- 0 99
485	Bic ★	487	470 50	507 c	+ 5 37
725	B.I.S.	702	714	766	+ 9 12
2210	Bongrain S.A.	2035	2070	2075	+ 1 97
935	Bouygues	829	830	890	+ 7 36
63	B.P. France ★	60 10	60	60 20	+ 0 17
4360	B.S.N.	4185	4170	4360	+ 4 09
1480	Cap Gem. S. ★	1370	1374	1460	+ 6 57
1140	Carnaud	1025	1060	1064	+ 3 80
2480	Carrefour ★	2345	2318	2500	+ 6 61
117	Casino	113 60	113 50	111 50	- 1 85
100	Casino A.D.P.	97 50	98	99 50	+ 2 05
....	C.C.M.C.	932	930	930	- 0 21
630	Cetelem	634	636	650	+ 2 52
510	Cerus	466	478	500	+ 7 30
1250	C.F.A.O.	1170	1151	1151	- 1 62
220	C.G.E.	204 10	216	216 20	+ 5 93
775	C.G.I.P. ★	720	710	711	- 1 25
750	Chargeurs S.A.	651	695	695	+ 6 76
895	Ciments franç. ★	810	791	805	- 0 62
360	Club Méditer. ★	349	345	355	+ 1 72
160	Codetel ★	154 20	158 90	156 90	+ 1 75
325	Cofimeg	315 50	310	315	- 0 16
1780	Coles	1700	1784	1790	+ 5 29
200	Compt. Entrepr.	190	197	198	+ 4 21
510	Compt. Mod. ★	520	520	528	+ 1 54
920	Créd. Foncier	835	825	839	+ 0 48
380	Crédit F. Imm.	360 10	360	366	+ 1 64
107	C.C.F.	106	103	106	....
510	Créd. Lyon. (CI)	490	492	500	+ 2 04

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
610	Crédit Nat. ★	839	830	880	+ 3 29
140	Creusot ★	124	123 10	134 60	+ 8 47
2050	Damart S.A.	1908	1915	2000	+ 4 82
315	Darty ★	295	294	309	+ 4 75
245	Darty (DP)	235 10	243 90	249	+ 5 91
1470	De Dietrich	1240	1251	1330	+ 7 26
210	Dév. R.d.C. (Li)	197	197	197	....
445	D.M.C.	404	408	418	+ 3 47
285	Drouot Assur.	250	245	245	- 2
1340	Docks France ★	1210	1249	1260	+ 4 13
540	Dumez ★	479 50	480	497 90	+ 3 84
1090	Eaux (Gén.)	1018	1007	1050	+ 3 14
935	Ecco ★	999	1010	1059	+ 6 01
650	Electrofinancière	603	595	595	- 1 33
210	Elf-Aquitaine	241	240	243	+ 0 83
195	— (certific.)	210	209 50	212	+ 0 95
445	Epeda-B-Faure	433	430	444	+ 2 54
1980	Essilor	2000	1975	2130	+ 6 50
1400	Essilor Int. (DP)	1350	1350	1426	+ 5 63
280	Esso S.A.F. ★	274	274 90	281	+ 2 55
1180	Eurafrance	1210	1198	1279	+ 5 70
810	Eurocom ★	730	721	780	+ 6 85
2950	Euromarché	2430	2420	2515	+ 3 50
420	Europe n° 1 ★	370	366	375	+ 1 35
25	Eurotunnel	25 10	25 40	25 35	+ 1
930	Exor ★	860	860	870	+ 1 16
495	Facom	394	407	430	+ 9 14
945	Fichet-Bauche	901	975	985	+ 9 32
210	Finextel ★	214 80	212	214	- 0 37
76	Fives-Lille	69 50	69 40	69 50	....
990	Fromageries Bel	912	897	945	+ 3 62
890	Gal. Lafayette ★	780	789	815	+ 4 49
205	Gascogne	219	224	224	+ 2 28
1110	Gaz et Eaux	980	999	1060	+ 8 16
290	Géophysique ★	269	271 60	289	+ 7 43
1800	Gerland	450	450	450	....
420	GTM-Entrepose	352	352	385	+ 9 38
435	Guyenne-Gas. ★	400	400	413	+ 3 25
1730	Hachette ★	1640	1625	1625	- 0 91
425	Hénin (La)	405	405	420	+ 3 70
1300	Hutchinson	1115	1124	1163	+ 4 30
139	Imétal	131 20	130 10	134	+ 2 13
320	Imm. Plaine-M.	329	325	332	+ 0 91
925	Ingénico	890	918	948	+ 6 52
3380	Inst. Mérieux	2980	2960	3050	+ 2 35
650	Interbail ★	545	546	544	- 0 18
620	Intertechnique	580	575	605	+ 4 31
720	J. Lefebvre	666	673	725	+ 8 86
925	Lab. Bellon	900	905	910	+ 1 11
1230	Lafarge-Coppée	1150	1131	1185	+ 3 04
1300	Lebon ★	1380	1379	1385	+ 1 09
2250	Legrand ★	2005	1999	2040	+ 1 75
1580	Legrand (DP) ★	1619	1610	1630	+ 0 88
400	Leroy-Somer ★	367	359 90	361	- 1 63

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1470	Lesieur	1485	1480	1520	+ 3 75
760	Locabail Immob.	790	790	780	- 1 27
355	Locafrance ★	380	358	360	....
900	Locindus	925	900	940	+ 1 62
165	Luchaire	175 50	177	184	+ 4 84
1540	L.V.M.H.	1620	1602	1675	+ 3 40
1210	Lyonn. Eaux ★	1056	1055	1118	+ 5 87
45	Mais. Phénix	40	40 80	39 50	- 1 25
280	Majorette (Ly)	280	278	278	- 0 71
235	Mar. Wendel ★	222	218	230	+ 3 60
2390	Martell	2390	....	....	....
1380	Matra	1450	1450	1465	+ 1 03
1410	Merlin-Gerin ★	1280	1282	1370	+ 7 03
184	Michelin	168 80	169 50	177	+ 4 86
1180	Midi (Cie)	1006	1020	1110	+ 10 34
183	Midland Bk SA ★	165 20	170	173	+ 4 72
650	Min. Salsig. (Mé)	559	536	536	- 4 11
30	M.M. Penarroya	25 80	26	27 20	+ 5 43
42	Moulinex	40	38 10	42 65	+ 6 63
730	Navig. Mixtes	645	650	664	+ 2 95
78	Nord-Est	90 10	93 50	96 10	+ 6 66
270	Nordon (Ny)	305	309 90	309 90	+ 1 61
340	Nouvelles Gal.	321	338 50	338	+ 5 30
640	Occident. (Géné.)	621	610	630	+ 1 45
875	Omn.F.Paris	910	897	901	- 0 99
194	Olida-Caby	219	220	225	+ 2 74
210	Opfi-Paribas	260 60	260 10	280	+ 7 44
2880	Oréal (L')	2414	2371	2579	+ 6 84
325	Paribas	294	291	298	+ 1 36
350	Paris-Réesc. ★	299 90	295	320	+ 6 70
690	Pechelbronn ★	609	601	617	+ 1 31
235	Penhoet	217	217	233 50	+ 7 60
660	Pernod-Ricard ★	640	640	645	+ 0 78
925	Peugeot S.A.	903	882	958	+ 6 09
12	Poclain	10 50	10 30	10 80	+ 2 86
440	Poliet	418	422	433	+ 3 59
665	P.M. Labinal	610	630	635	+ 4 10
2300	Presses Cité ★	2266	2250	2290	+ 1 06
1150	Prétabail Sic.	1194	1195	1195	+ 0 08
480	Primagaz	505	500	520	+ 2 97
400	Printemps ★	390	392	395	+ 1 28
1430	Promodès	1440	1449	1470	+ 2 08
950	Radiotechn.	885	830	880	- 0 56
74	Raff. Dist. Total	77 10	76 80	77	- 0 13
3000	Redoute (La) ★	2188	2130	2120	- 3 11
290	Robur financière	275	273	273	- 0 73
660	Roussel-Uclaf	606	587	630	+ 4 13
....	Roussel-C.N.I.	....	....	....	....
3650	R. Impériale (Ly)	3245	3205	3225	- 0 62
164	Sade	155	154	154	- 0 65
1390	Sagem ★	1360	1310	1349	- 0 81
410	Saint-Gobain	415	416 30	428	+ 3 13
1170	St-Louis	931	921	925	- 0 64
926	Salomon	905	905	905	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1110	Salvepar	520	520	520	....
480	Sanofi ★	472	475	486	+ 2 97
365	S.A.T. ★	339	340	356	+ 5 01
29	Saulnes-Chât. (S)	28 90	28 10	29	+ 0 35
870	Saupiquet (Na)	840	825	825	- 1 79
280	Schneider ★	244 20	249 80	257	+ 5 24
77	S.C.O.A.	71	70	73	+ 2 82
615	S.C.R.E.G.	562	545	565	+ 0 53
680	Seb ★	590	593	610	+ 3 39
480	Sefimeg ★	445 10	450	449	+ 0 88
1030	S.F.I.M.	1165	1161	1190	+ 2 15
32	S.G.E.	25 35	25 50	27 70	+ 9 27
310	Signaux ★	282	283	300	+ 6 38
860	Silic	750	756	779	+ 3 87
610	Simco-U.P.H. ★	585	577	590	+ 0 85
330	Simnor (L)	318	318	318	....
780	Skis Rossignol	700	700	715	+ 2 14
685	Siminco	715	710	724	+ 1 26
290	Société Générale	292 50	292 50	293	+ 0 17
172	Sodecco	171	169	169	- 1 17
148	Sodero (Na)	155	156	156	+ 0 65
2130	Sodexho ★	2115	2120	2100	- 0 71
90	Sogenal (Ny)	91 50	91	91	- 0 55
280	Sogerap	246 50	245	245 10	- 0 57
2400	Sommer-Allib. ★	2111	2108	2170	+ 2 79
520	Source Perrier	515	511	533	+ 3 50
555	Sovac ★	533	540	560	+ 5 07
340	Spie-Batignol.	303	300	322	+ 6 27
340	Strafor ★	330	330	351	+ 6 36
275	Suez	256 50	258	261	+ 1 75
260	Synthelabo ★	232	232	247	+ 6 47
505	Talcs Luzenac	578	580	595	+ 2 94
2910	Tél. Elect.	3049	3049	3089	+ 1 31
775	Thomson-C.S.F.	130 50	131 20	139 80	+ 7 13
350	Total (CFP) ★	362	355 50	358 90	- 0 86
71	— (certific.)	71 95	72	70 50	- 2 02
790	T.R.T. ★	730	746	775	+ 6 16
345	U.F.B.	355	350 20	352	- 0 85
600	U.I.C. ★	576	571	597	+ 3 65
585	U.I.F. ★	552	550	547	- 0 91
835	U.I.S.	851	851	873	+ 2 59
153	U.C.B. ★	140 10	141 50	138	- 1 50
740	Unibail	723	725	732	+ 1 24
410	Valéo	383	390 10	389	+ 1 53
40	Vallourec	37 90	37 20	38	+ 0 26
290	Via Banque	257 20	260	274	+ 6 53
460	Elf-Gabon	556	555	555	- 0 18
113	Amax Inc.	98	101 30	105 50	+ 7 65
130	Amer. Express	140	141	144 80	+ 3 43
153	Amer. Teleph.	155 50	167	167	+ 7 40
87	Anglo Amer. C.	92	95 90	96	+ 4 35
515	Amgold	529	521	515	- 2 65
876	BASF (Akt)	815	815	835	+ 2 45
906	Bayer	833	816	835	+ 0 24

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
104	Buffelsfont.	106	110 80	110 80	+ 4 53
116	Chase Manh.	122 70	124 50	126 50	+ 3 10
54	De Beers	53 50	56 30	56	+ 4 67
1370	Deutsche Bank	1290	1286	1345	+ 4 26
795	Dresdner Bank	745	740	760	+ 2 01
67	Driefontein Cst	69 05	71 20	71 20	+ 3 11
475	Du Pont-Nem.	444	479	486	+ 9 46
....	Eastman Kodak	274 90	273 50	299	+ 8 77
48	East Rand	40 50	41 80	40 50	....
185	Electrolux	180 60	186	187	+ 3 54
149	Ericsson	147 90	143	146	- 1 22
215	Exxon Corp.	214	221	221	+ 3 27
425	Ford Motors	429 50	455	479	+ 11 53
72	Freegold	68	71	71	+ 4 41
86	Gencor	85	91	90 40	+ 6 35
250	Gén. Electr.	248	258	267 50	+ 7 86
345	Gén. Belgique	479	545	555	+ 15 87
345	Gen. Motors	346	347	354	+ 2 31
90	Goldfields	88	88	90	+ 2 27
47	Gd Metropolitain	43 50	43 80	43 80	+ 0 69
80	Harmony	60 50	61	60 50	....
61	Hitachi	54 10	55	56	+ 3 51
870	Hoechst Akt.	807	795	805	- 0 25
111	Imp. Chemical	110 70	113 50	113 50	+ 2 53
645	IBM	640	633	690	+ 7 81
250	ITT	245 10	246	269	+ 9 75
182	Ito-Yokado	165 10	165	166	+ 0 55
93	Matsushita	98 10	101 10	103	+ 4 99
880	Merck	854	847	890	+ 4 22
350	Minnesota M.	332	348	351	+ 5 72
205	Mobil Corp.	216	224	228	+ 5 56
178	Morgan J.P.	186 50	185 50	185 50 c	- 0 54
36000	Nestlé	32560	32700	33100	+ 1 66
117	Norsk Hydro	129 50	134 60	140 10	+ 8 19
166	Ofsi	166 10	175	170	+ 2 35
1300	Petrofina	1385	1381	1395	+ 0 72
505	Philip Morris	462	465	470	+ 1 73
81	Philips	75 30	74 10	75 10	- 0 27
81	Placer Dome	80 45	81 60	82 50	+ 2 55
350	Quilmès	314	301	308	- 1 91
435	Randfontein	443	470	464	+ 4 74
590	Royal Dutch	598	610	608	+ 1 67
34	Rio Tinto Zinc	37 25	34 35	36 50	- 2 01
65	St Helena Co	64 50	65 05	64 80	+ 0 47
163	Schlumberger	164	160 20	169 c	+ 3 05
101	Shell transp.	99 80	99 10	101 60	+ 1 70
1250	Siemens A.G.	1162	1130	1152	- 0 86
220	Sony	210 60	208	227	+ 7 79
205	T.D.K.	206	206	211	+ 2 43
28	Toshiba Corp.	27 85	27 85	29	+ 4 13
320	Unilever	312 40	319	322	+ 3 07
188	Unit. Techn.	190	198	204	+ 7 37
580	Vaal Reefs	574	601	585	+ 1 92
270	Volvo	259 30	263	263	+ 1 43
250	West Deep	221	236	235	+ 6 33
315	Xerox Corp.	316	312 50	321	+ 1 58
1 56	Zambia Corp.	1 57	1 58	1 56	- 0 64

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Obligations		
Emp. 7 % 1973	8860	..
Emp. 8,80 % 77	126	5 722
9,80 % 78/93	100 35	5 034
10,80 % 79/94	102 50	3 354
13,25 % 80/90	104 55	8 218
13,80 % 81/89	104 73	0 038
16,20 % 82/90	112 30	0 133
16 % juin 82	113 55	9 881
14,60 % fév. 83	112 60	13 180
13,40 % déc. 83	114 80	0 952
12,20 % oct. 84	108 85	3 333
11 % fév. 85	106 85	9 915
10,25 % mars 86	101 10	8 080
ORT 12,75 % 83	1820	..
OAT 10 % 2000	99 40	6 383
OAT 9,90 % 1997	103 80	0 820
OAT 9,80 % 1996	99 50	9 424
Ch. France 3 %	....	..
CNB Bques janv. 82	101 95	0 413
CNB Paribas	101 90	0 413
CNB Suez	102 05	0 413
CNI janv. 82	101 85	0 413
PTT 11,20 % 85	103 60	1 432
CFF 10,30 % 86	....	..
CNE 11,50 % 86	105 15	8 419
CNT 9 % 86	93 40	6 286
CRH 10,90 % déc. 86	101	0 458
Métrologie I. 8 % 6/7	71	7 110

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actions		
Aciers Peugeot	430	420
Agache (Sté Fin.)	1505	1500
A.G.F. (St Cent.)	435	435
Applic. Hydraul.	650	650
Arbel	350	350
Astorg	180 10	158
Avenir Publicité	495	498
Bain C. Monaco	180	181 10
Banque Hypoth. Eur.	382	385
Béghin-Say (C.I.)	235	240
B.G.L.	550	590
Blanzy-Ouest	595	590
B.N.P. Intercontin.	200	192
Bénédictine	6100	....
Bon-Marché	780	780
B.T.P.	133	132
Cadif	574	570
Cambodge	720	715
C.A.M.E.	129	115 20
Campenon Bern.	225 60	187 90 o
Carbone-Lorraine	456	440
C.E.G.Frig.	420	....
Centen. Blanzy	1880	1488 o

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Centrest (Ny)	175 50	176
Cerabati	110 20	114 10
Chambourcy (M.)	978	978
Champex (Ny)	141	138
C.I.C. (Financ. de)	182 40	175 10
C.I. Maritime	672	670
Citram (B)	361	356 d
Clause	427	400
Cofradel (Ly)	995	980
Cogifi	325	325
Comiphos	267 80	261
Cie Industrielle	1930	1930
Comp. Lyon-Alem.	259 50	260
Concorde (La)	735	740
C.M.P.	12 35	11 85 o
Créd. Gén. Ind.	515	519
Cr. Universel (Cie)	550	540
Créditel	134 40	134 80
Darblay S.A.	368	368 c
Delalande S.A.	900	900
Delmas-Vielj. (Fin.)	1500	1550
Didot-Bottin	745	740
Eaux Bass. Vichy	1170	948 o
Eaux Vittel	1701	1701
Economats Centre	292	280 o
Electro-Banque	280	280
Elf-Antargaz	700	....
E.L.M. Leblanc	536	551
Eneli-Bretagne	198	194
Entrepôts Paris	420	435
Epargne (B)	2800	2800
Europ. Accumul.	31 20	31 20
Eternit	1550	1500
Finalens	182 50	184
FIPP	155	148 80
Fonc	424	420
Foncière (Cie)	377	377
Fonc. Lyonnaise	695	695
Foncina	460	455
Forinter	1020	1060
Fougerolle	238	235
France I.A.R.D.	196	196
France (La)	3780	3790
From. Paul Renard	392	419 50 d
GAN	633	633
Gaumont	380	385
Gévelot	456	437 o
Gr. Fin. Constr.	409	409
Gds Moul. Paris	290	301
Groupe Victoire	365 20	341
G. Transp. Ind.	432	....
H.E.F.	....	....
Immindo S.A.	420 10	....
Immivest	270	270
Immobail	385	400 40
Immobanque	695	690
Immob. Marseille	7300	7350
Immofice	465	475 90
Invest. (Sté Cent.)	2760	2750
Jaeger	104 50	....
Lafitte-Bail	435	435
Lambert Frères	159	165
Lille-Bonnières	418	....
Loca-Expansion	255	250
Locafinancière	330	325

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Locatel	600	590
Louvre (Sté)	1005	1010
Lucia	880	880
Machines Bull	86	86
Magasins Uniprix	139 20	138
Magnant S.A.	115	118
Maritimes Part.	200 70	200 o
Métal Déployé	355	....
Mors	74 10	53 70
Navig. (Nat. de)	42 10	....
OPB Paribas	155	154 90
Optorg	150 10	156 40 d
Oréal (L') C.I.	1195	1250
Origny-Desvroise	752	745
Palais Nouveauté	388	400
Paribas-CIP	252	247
Paris France	180	....
Paris-Orléans	216 50	215 10
Partenbas	208	....
Patern. Riq. Div.	1225	....
Pathé-Cinéma	335	321 80 o
Pechiney (cert. inv.)	195	198
Piles Wonder	725	....
Piper-Heidsieck	480	500
P.L.M.	94 20	93 90
Porcher	315	327 60 d
Promodès	750	721
Providence S.A.	1340	1300
Publicis	1960	2000
Raff. Souf. R.	74	72
Rhône-Poul. (c. inv.)	315	312
Ricqlès-Zan	170	....
Rochefortaise S.A.	700	592 o
Rochette-Cenpa	33 15	....
Rosario (Fin.)	600	553
Roudière	200	205
Rougier et Fils	36 80	45 80 d
Sacer	402	....
SAFAA	280 10	249 70
Safic-Alcan	802	800
SAFT	893	890
Saga	170	186
St-Gobain C.I.	426 40	443 d
Salins du Midi	415	420
Santa-Fé	132	118 o
Satam	87 50	78
Savoisienne (M)	240	....
SCAC	350	350
Senelle Maubeuge	240	249 60
S.E.P. (M)	155	155
Sévr. Equip. Véh.	83 50	83 20
Sidi	203	190 10
Sicotel	302	310
Siovim	258 80	259
Siph (Plant. Hévéas)	350	350
Sté Générale-CIP	283	260
Sofal financière	1608	1606
Soficol	649	670
Sofio	445	445
Soficomi	685	678
S.O.F.I.P. (M)	132	132
Sofragi	750	780
Soudure Autog.	300	300
Souvabail	594	592
S.P.I.	504	501
Suez (Fin. de)-CIP	230 40	221 20
Stemi	883	918
Taittinger	1389	1333

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Testut-Aquitaine	276	276
Tour Eiffel	441	441
Ufiner S.M.D.	490	495
U.A.P.	210	220
U.T.A.	800	800
Veuve Clicquot	2290	2260
Vicat	1015	1000
Viniprix	1008	968
Virax	84 50	82 50
Waterman S.A.	632	632
Brass. du Maroc	138	135
Étrangères		
A.E.G.	700	....
Akzo	265	251
Alcan Alum.	145	150
Algemene Bank	108 10	....
American Brands	250	242
Am. Petrofina	330	330
Arbed	268	....
Asturienne Mines	108	108
Banco de Santander	282	282
Bco Pop Espanol	343	360
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	1620	....
B. Régl. Internat.	51000	50500
Br. Lambert	325 10	....
Canadian-Pacific	82 50	80 10
CIR	14 30	14 70
Commerzbank	655	650
Dart. and Kraft	270	....
De Beers (port.)	60	....
Dow Chemical	450	444
Gén. Belgique	479	555
Gevaert	890	870
Glaxo	98 70	98 50
Goodyear	319	....
Grace and Co	137	136
Gulf Canada Corp.	....	....
Honeywell Inc.	287	....
I.C. Industries	170	....
Johannesburg	830	850
Kubota	21 60	....
Latonia	280	280
Midland Bank Plc	39	38
Mineral-Ressourc.	64	64
Nedlloyd	1765	1751
Noranda	104	105
Olivetti	19	....
Pakhoed Holding	173	181
Pfizer Inc.	275	275
Procter Gamble	451	452
Ricoh Cy Ltd	45 10	49
Rolinco	220 20	220 80
Robeco	241 80	242 50
Rodamco	440 50	435
Saipem	11 60	11 70
Shell fr. (port.)	101	....
S.K.F. Aktiebolag	183	200
Steel Cy of Can.	85	....
Squibb	330	339
Tenneco	220	210
Thorn EMI	58	58
Toray indust. inc	30 50	....
Vieille Montagne	890	....
Wagons-Lits	615	595
West Rand	14 90	16 10
Hors-cote		
Banque Hydro-Energie	230	....
Calciphos	140	131 o
C.E.M.	....	....
Cochery	164 50	....
Cogenfor	157	166
C. Occid. Forestière	180	....
Coparex	369	....
Dubois Inv. (Cass.)	570	570
Gachot	64 50	66
Hoogovens	250	....
Metroservice (bons)	12 80	11 50 o
Nicolas	585	605
Patenôtre-R.D.	3400	....
Révillon	325	325
Rorento N.V.	185 40	186
S.P.R.	334	....
Sté Lecteurs du Monde	755	760
Ufimex	380	....
Union Brasseries	119	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 15/1	COURS DES BILLETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 632	5 612	5 250	5 750
ECU	6 973	6 980	....	....
Allemagne (100 DM)	337 610	338 050	328	348
Belgique (100 F)	16 140	16 160	15 600	16 600
Pays-Bas (100 fl.)	300 610	301 020	290	310
Danemark (100 krd)	87 880	87 970	84	91
Norvège (100 k)	87 400	87 440	83	90
Grande-Bretagne (£ 1)	10 064	10 073	9 750	10 400
Grèce (100 drachmes)	4 237	4 240	3 500	4 400
Italie (1 000 lires)	4 590	4 583	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	414 150	414 600	402	424
Suède (100 krs)	93 100	93 040	89	96
Autriche (100 sch)	47 980	48 040	46 550	49 550
Espagne (100 pes.)	4 972	4 972	4 700	5 200
Portugal (100 esc.)	4 113	4 110	3 500	4 400
Canada ($ can 1)	4 286	4 279	4 050	4 450
Japon (100 yens)	4 369	4 367	4 220	4 440

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 15/1
Or fin (kilo en barre)	86400	86100
Or fin (en lingot)	85850	86300
Pièce française (20 fr)	563	559
Pièce française (10 fr)	381	.....
Pièce suisse (20 fr)	586	585
Pièce latine (20 fr)	495	501
Souverain	629	635
Pièce de 20 dollars	3050	3090
Pièce de 10 dollars	1632 50	1535
Pièce de 5 dollars	930	.....
Pièce de 50 pesos	3390	3446
Pièce de 10 florins	516	525
Or Londres	489 90	484 80
Or Zurich	481 50	485 50
Or Hongkong	481 55	485 95
Argent Londres	.....	.....

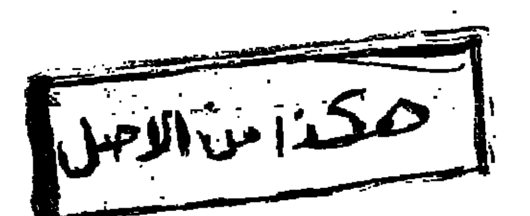
SICAV (sélection) 15/1

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	669 34	653 01
Actilion	180 94	176 10
Actions France	365 86	352 44
Action Invest.	319 36	304 87
Actions sélectionnées	478 78	459 55
Aedificandi	575 92	555 10
A.G.F. Actions (ex-CIP)	927 16	904 54
A.G.F. 5000	455 67	444 75
A.G.F. ECU	1058 74	1048 28
A.G.F. Interfonds	404 61	394 74
A.G.F. Invest	90 36	88 16
A.G.F. OBLIG.	1055 48	1050 23
A.G.F. Sécurité	10496 68	10486 68
Agfimo	547 70	534 34
Altefi	216 03	207 26
A.L.T.O.	188 09	181 29
Amari-Gan	4611 22	4402 12
America-Valor	655 20	625 48
Amplitude	448 35	435 29
Arbitrages court terme	5622 73	5611 50
Argonautes	330 66	320 25
Associc	1189 65	1189 65
Asunic	1382 16	1341 90
Axa Europe	111 87	106 80
Axa Investissements	96 02	91 67
Bourse-Investiss.	372 29	355 41
Bred Associations	2895 90	2887 84
Bred International	79 02	77 47
Capital Plus	1707 17	1707 17
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Compensatoire	103 94	100 91
Convertimmo	326 68	314 12
Cortal court terme	1290 04	1290 04
Cortal Intérêt trim.	1040 79	1020 88
Cortexa	814 49	777 58
Credinter	438 15	425 39
Drouot-France	511 82	488 61
Drouot-Investiss.	840 96	802 83
Drouot-Sécurité	237 58	226 81
Drouot-Sélection	132 89	126 86
Ecocic	1189 76	1171 19
Ecureuil Prévisions	310 86	301 81
Elicop Sicav	11520 40	11520 40
Elf-Valeurs	5862 93	5793 10
Energie	221 99	211 92
Eparcic	2861 03	2858 17
Epacourt Sicav	4155 69	4145 53
Epargne Associations	24817 43	24780 26
Epargne-Capital	8008 33	7929 04
Epargne-Croiss.	1320 55	1285 21
Epargne-Industr.	60 14	57 41
Epargne-Inter	565 10	548 98
Epargne J	54522 36	54522 36
Epargne-Long-Terme	163 11	158 74
Epargne-Oblig.	190 62	185 42
Epargne-Centre	1028 26	1028 26
Epargne-Unie	1039 97	992 81
Epargne-Valeur	371 31	361 37
Eparoblig	1207 43	1205 02
Epsilon	1014	1009 96
Eurivest Croissance	1057 19	1009 25
Eurivest Rendement	1050 99	1003 33
Eurocic	9208 25	9072 17 c
Euro-Croissance	492 70	478 35 ◆
Eurodyn	939 20	908 32
Euro-Gan	3750 17	3580 11
Extrême Orient Sicav	504 79	490 09
Fincal Placement	61770 28	61585 52
Fincal Valorisation	13519 04	13253 98
Fonsicav (div. par 10)	11076 06	11076 06
Foncival	234 95	224 30
France-Gan	4637 88	4427 57
France-Garantie	281 01	280 45 ◆
France-Investiss.	383 69	368 29
France-Net	123	121 78
France-Obligations	440	425 64
Francic	312 28	303 18
Francic Pierre	92 89	90 19

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Régions	861 37	855 70
Fructi-Associations	1369 49	1369 49
Fructicapi	310 59	308
Fructicourt	108265 90	108265 90
Fructidor	241 37	237 80
Fructifrance	616 33	601 30
Fructimmo	223 17	217 73
Fructivalor	421 63	411 35
Fructiver	83775 12	83586 20
Fructi ECU	572 60	564 14
Fructi-Première	11338 81	11171 24
Futuroblig	1003 49	1002 49
Gestilion	58203 71	58058 56
Gestion Amérique	280 04	278 89
Gest. France Europe	80 40	76 75
Gestion Orient	161 97	154 63
Gestion Sécuricourt	10882 06	10774 32
Gestion Associations	137 85	134 82
Gestion Indo-Suez	608 65	581 05
Gestion Immobil. Int.	549 81	523 92
Gestion Mobilière	567 44	541 71
Gestion Multi-Oblig.	392 63	374 83
Gest. Rendement	458 58	437 77
Gestion sécurité	375 12	358 11
Gest. Sél. France	593 27	566 37
Haussmann Associat.	1209 24	1206 82
Haussmann court terme	1226 89	1222 56
Haussmann Epargne	1396 55	1396 55
Haussmann Europe	1842 54	1775 94
Haussmann France	764 63	727 35
Haussmann Obligations	1241 62	1241 62
Haussmann Obligation	1444 59	1392 38
Horizon	994 20	965 24
Interoblig.	11811 58	11165 08
Intersélect France	375	364 08
Intervaleurs Indust.	492 13	460 27
Invest. net	14601 26	14572 12
Invest.Obligataire	18192 15	18155 84
Jeune épargne	230 58	227 17
Laffitte-Amérique	233 08	222 49
Laffitte Europe	225 04	214 84
Laffitte-Expansion	232 57	222 02
Laffitte-France	259 32	247 56
Laffitte-Immobilier	219 76	209 79
Laffitte-Japon	315 17	300 88
Laffitte-Oblig.	144 57	138 01
Laffitte-Rend.	208 21	198 98
Laffitte-Tokyo	321 98	307 38
Lion-Associations	10830 85	10830 85
Lion court terme	112374 07	112374 07
Lion-Institutionnels	21911 51	21856 87
Lionplus	725 81	718 62
Livret portefeuille	562 16	546 79
Méditerranée	140 52	134 15
Mérimex	26313 08	26313 08
Mobiplus	71462 85	70755 40
Mobiprime	62645 11	62024 86
Mondiale Investissem.	397 10	379 08
Monecic	5665 84	5665 84
Mondelin	52546 58	52546 58
Moné J.	56237 95	56237 95
Mutuelle Unie Sél.	136 19	130 01
Natio-Assoc.	8287 06	8274 51
Natio-Epargne	13789 25	13652 72
Natio-Court terme	204987	204987
Natio-Immobilier	926 87	902 06
Natio-Inter.	1141 46	1110 91
Natio-Obligations	536 32	521 97
Natio-Patrimoine	1213 35	1180 88
Natio-Placements	65680 59	65680 59
Natio-Revenus	1022 50	1012 38
Natio-Sécurité	11058 19	11058 19
Natio-Valeurs	567 42	552 23
Nippon-Gan	4774 58	4658 07
Nord-Sud Développ.	1188 50	1187 13 ◆
Norvest IF	12511 42	12288 10
Oblicic Régions	1043 69	1028 27
Oblicop Sicav	1340 14	1313 86

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Obligations Convert.	381 07	363 79
Oblifion	1040 78	1030 48
Optimaxlor	480 81	478 84
Oraclor	5052 96	5052 96
Paramérique	501 60	478 85
Paraeurope	699 81	668 17
Paribas Croissance	526 80	505 32
Paribas Epargne	15792 13	15760 61
Paribas France	78 41	76 13
Paribas Opportunités	89 74	87 13
Paribas Patrimoine	479 42	459 88
Paribas Revenu	83 50	82 57
Parsome-Valor	1103 36	1102 26
Patrimoine-Retraite	1658 83	1626 30
Pierralor	514 73	489 74
Phénix Placements	261 08	249 83
Pierre Investiss.	643 52	614 34
Placement A	764 39	764 39
Placement court-terme	72791 99	72791 99
Placement J	56713 81	56713 81
Placement Premier	54773 50	54773 50
Placement Rendement	10789 03	10789 03
Placements Sécurité	107879 58	107879 58
Planinter	771 33	762 52
Plénitude	104 58	101 53
Première Obligations	10787 61	10746 12
Prévoyance Ecureuil	103 57	100 80
Priv'Association	22172 36	22172 36
Province Investiss.	421 28	402 18
Quartz	101 76	99 25
Rentacic	160 33	157 98
Revenus Trimestriels	5464 89	5410 78
Revenu Vert	1127 85	1126 72
Réall Plus	1058 92	1010 90
St-Honoré Assoc.	13296 38	13230 21
St-Honoré Bio-aliment.	678 40	647 64
St-Honoré Pacifique	470 22	448 90
St-Honoré P.M.E.	382 89	365 52
St-Honoré Réel	11633 62	11587 27
St-Honoré Rendement	11481 24	11424 12
St-Honoré Services	418 63	402 53
St-Honoré Technol.	648 93	619 50
St-Honoré Valor	12336	12238 10
Sécuricic	11243 14	11231 91
Sécuri Taux	10194 03	10194 03
Sélection Croissance	448 44	433 44
Sicarden (Crédem BP)	718 74	708 12
Sicav-Associations	1438 43	1436 28
S.F.I. fr. et étr.	548 56	530 84
Sicav 5000	280 25	282 48
S.I. Est	1090 97	1041 50
Sinéfrance	443 63	431 78
Sivam	368 96	369 09
Sivarente	204 16	202 14
Sivinter	371 22	361 28
S.N.I.	1053 60	1022 82
Sogepargne	338 57	324 40
Sogevar	904 14	863 14
Sogintar	1161 49	1108 82
Soleil Investiss.	430 54	411 02
Stratégie Actions	932 42	898 58
Stratégie Rendem.	1068 55	1034 92
Technocic	977 20	948 74
Techno-Gan	5380 45	5136 47
Tilion	5168 64	5117 47
U.A.P. Investiss.	350 34	337 68
Uni-Associations	109 42	109 42
Unifrance	393 92	386 51
Unifoncier	1075 14	1026 33
Uni-Garantie	1319 03	1293 14
Unigestion	762 79	728 20
Uni-Régions	2322 77	2217 44
Unirente	2133 09	2062 85
Univer	184 72	184 72
Univers-Actions	912 24	892 24
Univers-Obligations	1468 62	1420 33
Valorem	438 74	428 04
Valorg	1558 30	1554 75
Valrel	81980 05	81939 08

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu



هكذا من الاصل

Le Monde

Suspendue le 22 octobre en raison du krach boursier

La privatisation de Matra reprend le 20 janvier

La privatisation de Matra, suspendue le 22 octobre en raison du krach boursier de l'automne, reprendra le mercredi 20 janvier, a annoncé, le lundi 18 janvier, le ministre de l'économie et des finances, M. Edouard Balladur. Elle se terminera le mercredi 27 au soir. *Dès lundi*, les cotations sont suspendues.

La commission de privatisation devait se réunir le 18 janvier pour fixer le prix auquel le titre Matra sera mis en vente. Vendredi, l'action cotait 1 465 francs à la Bourse de Paris. Le prix proposé sera légèrement inférieur à ce cours, afin d'être attractif.

La reprise de la privatisation de Matra est symbolique : M. Balladur tenait beaucoup à relancer le processus, interrompu par la crise boursière. Le retour de Matra au privé constituera donc un test. Mais l'opération est de taille limitée : 3,7 millions de titres seront mis sur le marché et, si l'on prend pour base le dernier cours de bourse, l'offre publique de vente ne représente que 450 millions de francs environ. Elle ne porte en effet que sur 20 % du capital de l'entreprise, car il faut soustraire de la participation cédée par l'Etat *(51 % du capital)* les titres réservés aux salariés (5,1 %), les actions gratuites (3,9 %) et celles dévolues au noyau dur (22 %).

L'augmentation de capital, qui devait initialement accompagner la privatisation, sera reportée à plus tard, dans l'attente d'une amélioration du marché. On évoque, tout au plus, dans le groupe quelques « *ajustements* » qui ne devraient pas dépasser un douzième du capital.

On ne devait connaître que mardi le nom des groupes retenus pour figurer dans le noyau dur de Matra : plusieurs avaient circulé à l'automne, à savoir Daimler-Benz, GEC et Fiat. Leur entrée dans le capital de l'entreprise française se double d'un intérêt industriel. Ainsi, Daimler-Benz est lié à Matra depuis longtemps par le biais de sa filiale Dornier dans le domaine spatial, par exemple.

Matra, qui avait pour métier d'origine le militaire, accélère sa diversification vers les activités civiles. En 1986, celles-ci représentaient déjà 64 % de son chiffre d'affaires consolidé, qui s'élevait alors à 14,45 milliards de francs pour un bénéfice net de 153 millions (part du groupe) (*le Monde affaires* du 24 octobre 1987).

BOURSE DE PARIS

Matinée du 18 janvier

Nouvelle baisse : – 0,93 %

La Bourse de Paris était encore en baisse dans la matinée du 18 janvier, avec un indicateur en recul de 0,93 %. Les principales hausses sont Intertechnique (+ 4,8 %), Union Crédit Bâtiment (+ 4,7 %), UIC (+ 3,8 %), Primagaz (+ 2,9 %), UIF (+ 2,6 %). En revanche sont en baisse Sagem (– 9,3 %), Crouzet (– 7,1 %), Essilor (– 6 %), Gaz et Eaux (– 4,7 %), Midland Bank (– 4,6 %), Via Banque (– 4 %), Comptoir des entrepreneurs (– 4 %), Thomson (– 3,4 %).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	316	315 90	313
Agence Havas	400	404	401
Air Liquide (L')	476	480	475
Bancaire (Cie)	....	....	....
Bongrain	2075	2091	2090
Bouygues	890	889	870
B.S.N.	4350	4330	4300
Carrefour	....	....	....
Chargeurs S.A.	695	690	693
Club Méditerranée	....	....	....
Eaux (Gén.)	....	....	....
ELF-Aquitaine	....	....	....
Essilor	....	....	....
Lafarge-Coppée	....	....	....
Lyonn. des Eaux	1118	1136	1110
Michelin	177	179	174 90
Midi (Cie)	....	....	....
Moët-Hennessy	1675	1699	1675
Navig. Mixtes	664	670	660
Oréal (L')	....	....	....
Pernod-Ricard	....	....	....
Peugeot S.A.	....	....	....
Saint-Gobain	428	428	424
Sanofi	....	....	....
Source Perrier	533	534	542
Thomson-C.S.F.	....	....	....
Total-C.F.P.	....	....	....
Valéo	399	400	400

Mort du constructeur d'automobiles Donald Healey

Londres (*AP*). – *Le constructeur* d'automobiles britannique Donald Healey, à qui l'on doit de prestigieuses voitures de course et de série comme les Austin-Healey dans les années 50, vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, a annoncé sa famille le 15 janvier.

Donald Healey vivait à Perranporth, en Cornouailles, dans le sud-ouest de l'Angleterre, où il était né. Ses automobiles ont battu de nombreux records avant de devenir des objets de culte, notamment aux Etats-Unis, où en août 1956, il amena une Austin-Healey à 326,78 kilomètres à l'heure sur un lac salé de l'Utah. Pilote dans sa jeunesse, Donald Healey avait été le premier Britannique à gagner le Rallye de Monte-Carlo, en 1931.

● **M. Philippe Boiffin chargé d'instruire le dossier de M. Michel Droit après M. Claude Grellier.** – Un juge d'instruction du tribunal de grande instance de Rennes, M. Philippe Boiffin, a été désigné par le président de ce tribunal pour poursuivre les investigations du juge Claude Grellier à propos de M. Michel Droit, membre de la Commission nationale de la communication et des libertés. Une plainte avait été déposée par plusieurs radios, dont Larsen FM, contre l'académicien, qui avait été inculpé de « forfaiture ». A la demande de M. Droit, M. Claude Grellier avait été dessaisi du dossier.

ZAIRE

L'opposition fait état de graves incidents à Kinshasa

Une tentative de dialogue entr le président Mobutu et une partie de l'opposition à son régime vient de tourner court à Kinshasa. Selon le porte-parole en France de L'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social, parti non reconnu par les autorités), l'armée est *intervenue* le *dimanche* 17 janvier dans la capitale zaïroise pour empêcher la tenue d'un meeting. L'UDPS fait état de trois morts, deux hommes et une femme, parmi ses sympathisants, de plusieurs dizaines de blessés et de deux cents arrestations.

L'agence officielle zaïroise AZAP parle *seulement* de l'arrestation du secrétaire national de l'UDPS, M. Tshisékédi Wa Mulumba pour « *atteinte à la sécurité et à l'ordre public* », précisant que l'intéressé sera traduit devant la Cour de sûreté de l'Etat.

Parti d'opposition d'inspiration *modérée*, très soucieux de son image en Occident, notamment en Belgique et aux Etats-Unis où ses membres sont actifs, l'UDPS avait décidé il y a quelques mois de rechercher un compromis avec le pouvoir. Malgré les critiques des autres mouvements d'opposition en exil, l'UDPS avait accepté la proposition du président Mobutu de faire entrer plusieurs de ses dirigeants, dont M. Kibassa Maliba, son président, au comité central du Mouvement populaire de la Révolution (MPR, parti unique). Dans l'esprit des intéressés il ne s'agissait pas d'un ralliement inconditionnel mais d'un arrangement pour prospecter les possibilités d'amender la Constitution afin d'obtenir le multipartisme.

Au cours du meeting de dimanche, sur le pont Kasavubu, proche d'un marché très fréquenté, les dirigeants de l'UDPS se proposaient d'exposer les raisons de l'échec de cette tentative. Selon l'AZAP, M. Tshisékédi n'avait réuni qu'un « *auditoire d'une centaine de personnes, toutes originaires de sa tribu* ».

Il est vrai que l'UDPS est constituée sur une base ethnique tout en ayant un programme de portée générale. Ses représentants en Europe s'étant révélés jusqu'à présent dignes de foi, on peut penser que l'AZAP *minimise* ce qui s'est passé dimanche.

J. G.

Sur le vif

Dix contre un

Y en a marre ! Le petit noir sur le zinc, *au bar-tabac du coin*, avant de monter bosser, terminé ! Je me suis ruinée, moi, ce matin. Je *débarque*. Maurice, le garçon, était en train d'asticoter les copains du service politique : *C'est oui ou c'est non ?* A ma stupeur, ils hésitaient, les collègues, ils se tortillaient autour de leur cuiller à café. Moi, pensant qu'il s'agissait de la candidature de mon *Mimi*, je balance, désinvolte : C'est oui, évidemment. Alors Maurice :

– Tu mises combien ?

– Ah ! Parce que les paris sont ouverts ?

– Ouais, depuis samedi. On n'a plus que quatre-vingt-dix-huit *jours pour faire monter* les enchères.

– Bon, ben, une caisse de champagne. Deux même. Et j'invite tout le monde à bouffer le soir de l'élection. Et vous, les mecs, vous pariez combien ?

– *Ben, c'est possible*, mais c'est pas certain, alors...

– Alors quoi ? Une bouteille de whisky chacun ?

– Comme tu y vas !

– Enfin, c'est sûr. Paraît qu'il *tirait une gueule* pas *possible*, Rocard, l'autre jour en sortant de l'Elysée. C'est bien la preuve que, *pour lui*... tintin.

– Ça prouve rien du tout. Tu connais ton Mimi, il lui a dit sans *lui dire tout en lui disant* de rien dire et il l'a laissé repartir sans aucune garantie. Matignon, peut-être bien que oui, peut-être bien que non.

– Comment ça, Matignon ?

– *A quoi tu crois* qu'on joue là ? A six bouteilles le point sur Rocard premier ministre de Mitterrand en juin *prochain*. Après les législatives. Maintenant, si tu veux continuer sur ta lancée et parier sur le score des socialos... Allez, tire pas une gueule *pareille ! T'as peut-être pas* encore tout perdu. Il déteste pas Michel et sa Michèleo, ton Mimi, *il en bouffe à tous les repas*. Il les aime. Mais bien saignants.

CLAUDE SARRAUTE.

EN BREF

● **Assassinat à Khartoum du dirigeant de l'opposition irakienne.** – Le chef de l'opposition irakienne (pro-iranien), M. Mehdi al-Hakim, a été assassiné dans la nuit de dimanche 17 à lundi 18 janvier à *Khartoum, alors qu'il se trouvait* dans le hall de l'hôtel Hilton, rapporte l'agence égyptienne d'information MENA. *Selon l'agence*, deux hommes armés de revolvers ont fait irruption dans le Hilton et tiré trois *balles en direction du leader de* l'opposition, qui était attablé dans le hall en compagnie d'un de ses gardes *du corps, M. Halim Abdel Wahad*. Ce dernier a été blessé d'une balle à la jambe. – *(AFP.)*

● **ZIMBABWE : le différend avec les Etats-Unis.** – La Cour suprême des Etats-Unis a autorisé vendredi 15 janvier le rapatriement au Zimbabwe d'un enfant de neuf ans qui avait été retiré à son père diplomate du fait d'accusations de mauvais traitements *(le Monde* du 16 janvier). La juridiction suprême *américaine a ainsi annulé la décision* d'un juge américain de suspendre le retour du jeune Terrence Karamba *dans son pays. Le père de l'enfant*, M. Floyd Karamba, représentant du Zimbabwe auprès de l'ONU à New-*York, avait regagné son pays à la* suite selon le département d'Etat, de « mauvais traitements à enfant ». *(AFP).*

● **URSS – M. Deng Xiaoping publié à Moscou.** – Un ouvrage du numéro un chinois Deng Xiaoping, intitulé *les Principaux Problèmes de la Chine contemporaine* et traduit en *russe, vient d'être publié à Moscou*, a annoncé vendredi 15 janvier l'agence Tass.

● **Quinze morts dans un accident de chemin de fer en Chine.** – Quinze personnes ont été tuées et *soixante-huit blessés dimanche* 17 janvier dans une collision entre un train de passagers et un convoi de *marchandises dans le nord-est* chinois. Le drame a été causé par une panne de freins du train de passagers. Cet accident est le second en dix jours, après celui qui, le 7 janvier dans le Hubei (centre de la Chine), avait fait trente-quatre morts. – *(AFP).*

La panne de Telecom 1-B

Le satellite de communication pourrait être récupéré

La défaillance de Telecom 1-B (*le Monde* daté 17-18 janvier) n'aura pas perturbé longtemps la *réception en province des émissions* de radio et de télévision. Les programmes de la Cinq, de M 6 et ceux d'*une quinzaine* de *réseaux de radios* FM (Europe 1, RTL, RMC, AFP, etc.) ont été transférés sur le satellite de secours Telecom 1-A. Seul Canal J, programme de télévision pour les jeunes destiné aux réseaux câblés, n'a pu trouver place sur l'engin spatial, déjà saturé.

Cette saturation ainsi que le risque d'une panne *technique* sans satellite de secours inquiètent les opérateurs, et surtout les militaires, qui *font transiter par* Telecom 1 leur communications à destination des navires du golfe Persique. En attendant le lancement de Telecom 1-C au mois de mars, les ingénieurs du CNES et de Matra tentent de remettre en état l'engin défaillant.

Le satellite pourrait être récupéré *rapidement*, dès lors que la *panne* de son système d'alimentation électrique aura été identifiée et que l'on aura trouvé un moyen de contourner le circuit défaillant. Cette panne, dont l'origine (impact de météorite, orage magnétique, décharge électrostatique, défaillance d'un composant électronique) est encore inconnue, a gravement affecté le fonctionnement du système de positionnement du satellite. Il s'est alors mis à rouler sur lui-même, et les spécialistes redoutaient que, en raison de la mauvaise orientation des panneaux solaires par rapport au Soleil, les batteries de bord ne soient plus alimentées correctement et se déchargent définitivement. Dimanche 17 janvier, la situation semblait s'être partiellement améliorée. Selon les responsables du Centre national d'études spatiales et de Matra, le constructeur du satellite, Telecom 1-B paraissait être *revenu dans* une position plus stable, permettant une recharge partielle des batteries.

« *On a remarqué que depuis la panne*, a déclaré M. Roland Sanguinetti, directeur de l'information chez Matra, *le bilan de puissance du satellite était bon et qu'il commençait même à remonter, et nous pouvons garantir dès aujourd'hui que les charges utiles de télécommunications civiles et militaires n'ont pas été abimées par le court-circuit et qu'elles pourraient redémarrer sans dégradation.* » Reste que cette « *panne atypique* » n'affecte pas que Telecom 1-B. Les responsables du satellite Telecom 1-C, dont *le lancement doit en principe* avoir lieu le 4 mars prochain en Guyane, se demandent si ils auront *découvert* à temps *l'origine* de la panne de Telecom 1-B, pour intervenir, si nécessaire, sur le nouveau satellite avant qu'il ne soit lancé.

TENNIS : les Internationaux d'Australie

Les favoris en quarts de finale

Les quarts de finale des Internationaux d'*Australie devaient* mettre en présence, à partir du 19 janvier, Ivan Lendl et Todd Witsken, Pat Cash et Michiel Shapers, Andrei Chesnokov et Stefan Edberg, enfin Mats Wilander et le vainqueur de la rencontre Anders Jarryd-John Frawley. Tous les favoris sont donc au rendez-vous de la deuxième semaine du premier tournoi du grand chelem 1988 dans le nouveau stade de Flanders Park. Tous, sauf les Français. Après Leconte, victime de Witsken, après Forget, qui a « oublié » de disputer le double-mixte, c'est Yannick Noah qui est *tombé*, dimanche 17 janvier, face au grand Néerlandais Michiel Schapers, classé soixante-deuxième mondial (2-6 ; 7-6 ; 6-3 ; 7-6). Convenant qu'il était dans une condition *physique* médiocre, le numéro un français a promis : « *Je vais me priver d'alcool, de cigarettes et de sorties le soir...* » Il serait *temps* en effet que Noah se conduise en professionnel.

En tout cas, le junior australien *Jason Stoltenberg*, qui *a réussi un* excellent parcours en première semaine pour finir par être éliminé en huitième de finale par le tenant du titre Stefan Edberg (6-3 ; 6-3 ; 6-4), ne devrait pas le prendre pour *modèle pour continuer* à progresser.

Le sérieux seul paye à long terme, comme le montre l'aisance de Lendl, vainqueur de Willy Masur (7-5 ; 6-4 ; 6-4) et de Wilander, vainqueur du jeune Allemand de l'Ouest Christian Saceanu (6-2 ; 6-4 ; 6-3).

Pas de surprise notable chez les dames, sinon la victoire de l'Australienne Anne Minter sur l'Américaine Pam Shriver (6-2 ; 6-4). Elle se retrouve en *quarts de finale* avec Steffi Graf, Chris Evert, Martina Navratilova et Hana Mandlikova, laquelle a éliminé successivement Cathy Tanvier (6-4 ; 6-3) et Lori McNeil (6-2 ; 6-4).

Le numéro du « Monde » daté 17-18 janvier 1988 *a été tiré à 495 805 exemplaires*

